

C. TALÈS

LA COMMUNE DE 1871

Préface de Léon Trotsky



LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10^e)

TABLE DES MATIÈRES

PREFACE

LES LEÇONS DE LA COMMUNE

CHAPITRE PREMIER

PENSÉE RÉVOLUTIONNAIRE ÉPARSE. — MASSES LENTES A S'ÉVEILLER BOURGEOISIE EN ÉVEIL

Les Révolutions précédentes	1
1789	1
Révolution de 1830	2
Naissance du Socialisme	2
Révolution de 1848	3
Journées de juin 1848.....	3
Coup d'Etat du 2 décembre 1851.....	4
Deuxième Empire	4
Révolution du 4 septembre 1870.....	5
Causes de la Révolution de 71	6
Paris après le Siège	6
Minorités révolutionnaires	7
L'Internationale. Sa faiblesse.....	7
Son programme	7
Action pacifiste en 70.....	7
Les espoirs de Révolution sociale.....	8
Hésitations de l'Internationale en mars 71.....	9
L'Internationale et le 18 mars.....	9
Le Parti blanquiste, sa tactique révolutionnaire.....	10
Absence de programme positif.....	11
Prestige de Blanqui.....	11
Souvenirs de 93.....	11
Désorganisation du Parti blanquiste.....	12
La bourgeoisie républicaine	12
Essai de groupement des partis avancés : Comité des vingt arrondissements	13

La Masse de la Population après le Siège	15
Les idées populaires.....	16
République sociale et République universelle.....	17
L'idée de « Commune » et l'autonomie municipale....	17
Deux conceptions contradictoires de la Commune : Com- mune proudhonienne	18
Commune hébertiste	19
Tout le monde d'accord faute de se comprendre.....	20
Le « mot sauveur ».....	20
Le patriotisme de Paris	21
L'union pour la défense nationale.....	21
Patriotisme français des révolutionnaires étrangers....	22
Patriotisme révolutionnaire	22
Le Gouvernement de la Défense surexcite le patriotisme sans croire la résistance possible.....	22
L'idée que le Gouvernement trahit.....	23
Les émeutes : 31 octobre 1870.....	23
22 janvier 1871	24
Paris et la capitulation.....	25
Paris et l'entrée des Allemands.....	25
L'Assemblée nationale	26
Conditions de l'élection	26
L'Assemblée de Paris.....	27
Paris en révolte	27
La haine de Paris.....	28
L'armée parisienne	29
Fédération de la Garde nationale et Comité central.....	30
Le programme de la Fédération.....	31
Prestige du Comité central.....	32
Hostilité du Gouvernement	32
L'idée de la saignée nécessaire.....	33
Le rôle de Thiers	34
Son ambition	34
Ses idées	34
Son tempérament	34

CHAPITRE II

JOURNÉE RÉVOLUTIONNAIRE CONDUITE PAR UN « GRAND BOURGEOIS » THIERS ET LE 18 MARS 1871

La question des canons	37
But des conservateurs.....	37
Point de vue des Parisiens.....	38
Les conciliateurs	38
Thiers est pressé	39
Thiers croit l'opération facile.....	40

Thiers a intérêt à ce qu'il y ait du sang répandu.....	40
Thiers dépassé par les événements.....	40
L'opération du 18 mars	41
Affiches	41
Prise des canons de Montmartre.....	42
Retard pour l'enlèvement des canons.....	42
L'intervention de la foule.....	43
Indocilité de la troupe.....	43
Massacre des généraux Lecomte et Clément Thomas....	44
Echec complet de la tentative du gouvernement	44
Thiers n'a pas prévu la défection des troupes.....	45
Thiers affolé ordonne le repli des troupes.....	45
La Garde nationale des quartiers bourgeois ne soutient pas le Gouvernement	46
La fuite de Thiers.....	46
L'ordre d'évacuation totale	47
Le vide administratif dans Paris	48
Les militants surpris par l'attaque de Thiers.....	48
Rôle du Comité central le 18 mars.....	49
Actions individuelles	49
Le Comité central à l'Hôtel de Ville.....	50
Echec des conciliateurs	51
L'incident Langlois	52

CHAPITRE III

LES MISÈRES D'UNE RÉVOLUTION QUI MANQUE DE RÉVOLUTIONNAIRES
LA DICTATURE DU COMITÉ CENTRAL

Les hommes du Comité central.....	55
L'inertie militaire du Comité central	56
Haine implacable de Thiers contre Paris.....	56
Faiblesse de Thiers	57
Les Parisiens craignent une attaque.....	57
Insouciance parisienne	57
Attitude du Comité central	58
Evolution du Comité vers les idées révolutionnaires....	59
Rôle révolutionnaire du Comité.....	60
Mais le programme reste modéré.....	61
Horreur de l'illégalité et de la violence.....	62
Gens à principes	63
Un mauvais choix militaire. Rôle de Charles Lullier..	63
Inquiétude causée par l'attitude des Allemands.....	66
Le Comité central et la « Résistance »	67
Les éléments de la Résistance : les réactionnaires.....	68
Bourgeois et intellectuels républicains.....	68
Oppositions de classes	68

Les élus parisiens : les maires.....	69
Les députés	70
Variétés de « Résistants ».....	70
Organisation et forces de la Résistance.....	71
Manifestations des 21 et 22 mars.....	72
Le Comité central et les élections	73
Les Parisiens veulent des élections régulières.....	73
Interminables négociations avec les élus de Paris.....	73
Clemenceau à l'Hôtel de Ville.....	74
Délégués du Comité à la Mairie du II ^e	75
Le Comité des vingt arrondissements hostile à la transaction	75
Le Comité central désavoue ses délégués.....	76
Les embarras des élus parisiens: attitude de l'Assemblée.	77
La « séance des maires ».....	78
Situation difficile des élus de Paris.....	79
Le coup d'éclat de Saisset.....	80
Le Comité central prêt à l'attaque tente des « négociations armées	80
Joie de Paris, mais rupture de l'accord.....	81
L'attitude de l'Assemblée met tous les Parisiens d'accord.	82
La proclamation de Saisset a exaspéré l'Assemblée....	82
Bruits de restauration monarchique.....	82
Les raisons de ne point se battre.....	83
La « capitulation des maires ».....	84
Derniers désaccords	84
Un déluge d'affiches	84
Scrutin calme	86
Proclamation solennelle du nom des élus.....	87
Thiers travaille	88

CHAPITRE IV

RÉVOLUTIONNAIRES TARD-VENUS ET ABSENTS DU TEMPS PRÉSENT LE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNE

1^o La cacophonie des personnes et des tendances	91
Peu de membres du Comité central.....	91
Défection des modérés. Arrestation des mouchards.....	91
Révolutionnaires en retard	92
Diversités des conditions sociales	92
Diversité des opinions : l'Internationale.....	93
Blanquistes	94
Jacobins	95
Charles Delescluze.....	96
Les « Romantiques ».....	96
De fortes personnalités	97

Les divisions au sein de la Commune	99
Lutte de personnes	99
Conflit entre majorité et minorité.....	99
Tendances désastreuses pour le succès de la Révolution	100
Optimisme	100
Camaraderie	102
Adoration des principes	102
Amour des symboles	103
Spectres de 1793	105
La manie parlementaire	107
Pas de méthodes de travail.....	108
Des hommes de réunions publiques.....	109
2° Les grincements de l'organisation Communale. — Com-	
mune et Comité central	110
Le Comité boude	110
Les prétentions du Comité	111
Le conflit avec la Commune	111
Le conflit avec le délégué à la Guerre.....	112
Triomphe du Comité	114
Commissions et délégués	115
Gâchis général	115
Comité de salut public	116
Premier Comité de Salut public.....	116
Peur des responsabilités	117
Deuxième Comité de Salut public.....	117
Faibles résultats	118
A la recherche d'un dictateur	119
On songe à Rossel.....	119
3° Au delà des forces humaines. L'Œuvre décevante de la	
Commune	121
Besognes municipales	121
La Commune se considère comme un gouvernement	121
Imitation de gouvernement napoléonien	122
Les militants épuisés	122
La Commune vidée de militants	123
On oublie la lutte contre Versailles.....	123
Les tâches nécessaires : Ravitaillement	124
Services publics	124
Postes	125
Monnaie	125
Assistance publique	126
Finances	126
L'Œuvre théorique	127

Travail — Industrie — Echange	128
Commission de propagande	128
Amélioration de détail	129
Exposition de principe	129
Décret sur les ateliers abandonnés	130
Justice	131
Enseignement	131
Les échecs irréparables	131
Sûreté générale. — Difficulté de la tâche	131
Rigault	132
Effort pour restaurer la police impériale.....	132
Tapage et anticléricalisme	133
Les complots	134
Relations extérieures	135
Emissaires et proclamations	136
La Révolution en province. Patriotisme blessé.....	137
Le mouvement communal et son échec.....	137
Rôle des municipalités	138
On essaie d'organiser le mouvement municipal.....	139
Hostilité de la province contre Paris. On ignore l'état d'âme parisien	139
Irritation contre le patriotisme de Paris.....	140
Idée que la République n'est pas menacée. Peur du jaco- binisme et du socialisme	141
Hostilité contre une dictature parisienne	141
Le travail de la calomnie	142
Délégation à la Guerre	142
Echec des essais de conciliation.....	142
Eudes, Duval, Bergeret	144
Surprise du 2 avril.....	144
Emotion populaire	144
La Commune débordée	145
Sortie du 3 avril : Les cohues optimistes.....	145
Thiers a refait son armée.....	146
La catastrophe	146
Les conséquences	146
Cluseret	147
Carrière composite de condottiere.....	148
« Bluff ».....	149
Général amateur	150
Mépris pour la Garde nationale.....	150
Défensive inerte	150
Les échecs	151
Rossel	151
Officier de l'armée régulière.....	151

Patriotisme	152
Amour des formes militaires.....	152
Rossel et la Commune.....	152
Effort vers la discipline.....	153
Projet de dictature	153
La défense intérieure de Paris.....	153
Lutte à l'extérieur	154
Fuite de Rossel	154
Delescluze	155
Dombrowski	155
Situation de l'armée fédérée.....	156
Etats-majors	156
Services	156
Le soldat	157
Foi et courage	157
Faibles effectifs	157
Indiscipline	157
Les échecs	158

CHAPITRE V

L'AGONIE DE LA COMMUNE

21 Mai, dimanche de printemps	159
Entrée des Versaillais	159
Dernière séance de la Commune.....	160
Inertie, puis abdication de la Guerre.....	160
Ruine définitive du commandement	161
La lutte désordonnée	162
Lenteur versaillaise parfois calculée	163
Nuit du 21 au 22 Mai	163
Lundi 22 Mai	163
Mardi 23 Mai	164
Prise de Montmartre	164
Les massacres versaillais	165
Incendies	165
Mercredi 24 Mai	166
Evacuation et incendie de l'Hôtel de Ville.....	166
Prise du Panthéon	166
La Commune fusille	166
La Mairie du XI ^e et les foules de la Place Voltaire.....	167
Meurtre du comte de Beaufort.....	168
Les otages	168
Exécution de six otages	169
Jedi 25 Mai	169

Défense de la Butte aux Cailles	169
Massacre des Dominicains d'Arcueil	170
La résistance du Château-d'Eau	170
Mort de Delescluze	170
Vendredi 26 mai	172
La fièvre de la vengeance	172
Exécution de Jecker	173
Massacre de la rue Haxo	173
Samedi 27 Mai	174
Perte du Père-Lachaise	174
Dimanche 28 Mai	175

CHAPITRE VI

LE CRIME AU SERVICE DE L'ORDRE

L'âme des conservateurs	177
Les sentiments de l'armée	178
Les colères de l'émigration versaillaise	179
Le massacre	180
Massacre des prisonniers	180
Massacre des combattants présumés	181
Les méprisés	181
La chasse aux incendiaires présumés	182
Massacre des blessés et du personnel médical	182
La chasse aux membres du Comité central et de la Commune	184
Varlin	184
La chasse aux républicains	185
La chasse aux étrangers	186
Tuerie au hasard	186
Le meurtre organisé	187
Exécutions atroces	188
Outrages aux cadavres	189
Retour des noceurs dans Paris devenu charnier	190
Les prisonniers	190
Arrestations au hasard	190
Exécutions en route	191
Galiffet	191
Arrivée des convois à Versailles	191
Prisons et camp de prisonniers	192
Pontons et forts	192
La répression légale	193
Justice militaire	193
Absence de garanties pour l'accusé	193

Vengeance collective et non justice.....	194
Les condamnations	195
Effort pour atteindre les réfugiés.....	196

CONCLUSION

Les causes de l'échec.....	197
Une révolution sans unité d'action	197
Une révolution isolée	198
Le lourd héritage du Deuxième Empire	198
Conséquences de la Commune.....	199
Conséquences politiques	199
La République fondée	199
Conséquences économiques	200
Conséquences sociales	200
Ruine de l'Internationale	200
La légende de la Commune.....	201
Espoirs soulevés dans le prolétariat mondial	201
Stupeur causée par la chute.....	201
Douleur des révolutionnaires européens.....	202
Thèse de l'émigration	203
Le sens de la Commune.....	203
Peu de socialistes à l'Hôtel de Ville	203
Faiblesse de l'œuvre sociale de la Commune.....	204
Les espoirs de la masse des combattants.....	204
Dès le début, la bourgeoisie a traité le mouvement parisien comme une « Révolution sociale ».....	205
La répression versaillaise épisode de la lutte des classes.....	205
Enseignements de la Commune.....	206

PRÉFACE

LES LEÇONS DE LA COMMUNE

Chaque fois que nous étudions l'histoire de la Commune, nous la voyons sous un nouvel aspect grâce à l'expérience acquise par les luttes révolutionnaires ultérieures, et surtout par les dernières révolutions, non seulement par la révolution russe, mais par les révolutions allemande et hongroise. La guerre franco-allemande fut une explosion sanglante, présage d'une immense boucherie mondiale, la Commune de Paris, un éclair présage d'une révolution prolétarienne mondiale.

La Commune nous montre l'héroïsme des masses ouvrières, leur capacité de s'unir en un seul bloc, leur don de se sacrifier au nom de l'avenir, mais elle nous montre en même temps l'incapacité des masses à choisir leur voie, leur indécision dans la direction du mouvement, leur penchant fatal à s'arrêter après les premiers succès, permettant ainsi à l'ennemi de se ressaisir, de rétablir sa position.

La Commune est venue trop tard. Elle avait toutes les possibilités de prendre le pouvoir le 4 septembre, et cela aurait permis au prolétariat de Paris de se

mettre d'un seul coup à la tête des travailleurs du pays dans leur lutte contre toutes les forces du passé, contre Bismarck aussi bien que contre Thiers. Mais le pouvoir tomba aux mains des bavards démocratiques, les députés de Paris. Le prolétariat parisien n'avait ni un parti, ni des chefs auxquels il aurait été étroitement lié par les luttes antérieures. Les patriotes petits-bourgeois, qui se croyaient socialistes et cherchaient l'appui des ouvriers, n'avaient en fait aucune confiance en eux. Ils ébranlaient la foi du prolétariat en lui-même, ils étaient continuellement à la recherche des avocats célèbres, de journalistes, de députés, dont tout le bagage ne consistait qu'en une dizaine de phrases vaguement révolutionnaires, afin de leur confier la direction du mouvement.

La raison pour laquelle Jules Favre, Picard, Garnier-Pagès et C^{ie} ont pris le pouvoir à Paris le 4 septembre, est la même que celle qui a permis à Paul-Boncour, à A. Varenne, à Renaudel et à plusieurs autres, d'être pendant un temps les maîtres du parti du prolétariat.

Les Renaudel et les Boncour et même les Longuet et les Pressemane par leurs sympathies, leurs habitudes intellectuelles et leurs procédés, sont beaucoup plus proches de Jules Favre et de Jules Ferry, que du prolétariat révolutionnaire. Leur phraséologie socialiste n'est qu'un masque historique qui leur permet de s'imposer aux masses. Et c'est justement parce que Favre, Simon, Picard et les autres ont usé et abusé de la phraséologie démocratico-libérale, que leurs fils et leurs petits-fils ont été obligés d'avoir recours à la phraséologie socialiste. Mais les fils et les petits-fils sont restés dignes de leurs pères et continuent leur œuvre. Et quand il faudra décider non pas la question de la composition d'une clique ministérielle, mais celle beaucoup plus importante de savoir quelle classe en France doit prendre le pouvoir, Renaudel, Varenne,

Longuet et leurs pareils seront dans le camp de Millerand — collaborateur de Galliffet, le bourreau de la Commune... Lorsque les bavards révolutionnaires des salons et du Parlement se trouvent face à face, dans la vie, avec la Révolution, ils ne la reconnaissent jamais.

Le parti ouvrier — le vrai — n'est pas une machine à manœuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire : ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs.

Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. Les socialistes bourgeois, dont fourmillait la Commune, levaient les yeux au ciel, attendaient un miracle ou bien une parole prophétique, hésitaient et pendant ce temps-là, les masses tâtonnaient, perdaient la tête à cause de l'indécision des uns et de la fantaisie des autres. Le résultat fut, que la Révolution éclata au milieu d'elles, trop tard, Paris était encerclé. Six mois s'écoulèrent avant que le prolétariat eût rétabli dans sa mémoire les leçons des révolutions passées. des combats d'autrefois, des trahisons réitérées de la démocratie, et s'emparât du pouvoir.

Ces six mois furent une perte irréparable. Si en septembre 1870 à la tête du prolétariat de France s'était trouvé le parti centralisé de l'action révolutionnaire, toute l'histoire de la France, et avec elle toute l'histoire de l'Humanité, aurait pris une autre direction.

Si le 18 mars le pouvoir se trouva entre les mains du prolétariat de Paris, ce ne fut pas qu'il s'en fût emparé consciemment, mais parce que ses ennemis avaient quitté Paris.

Ces derniers perdaient du terrain de plus en plus, les ouvriers les méprisaient et les détestaient, la petite bourgeoisie n'avait plus confiance en eux et la haute bourgeoisie craignait qu'ils ne fussent plus capables de la défendre. Les soldats étaient hostiles aux officiers. Le gouvernement s'enfuit de Paris pour concentrer ailleurs ses forces. Et ce fut alors que le prolétariat devint maître de la situation.

Mais il ne le comprit que le lendemain. La Révolution tomba sur lui sans qu'il s'y attendît.

Ce premier succès fut une nouvelle source de passivité. L'ennemi s'était enfui à Versailles. N'était-ce pas une victoire ? En ce moment on aurait pu écraser la bande gouvernementale presque sans effusion de sang. A Paris, on aurait pu faire prisonniers tous les ministres, avec Thiers en tête. Personne n'aurait levé la main pour les défendre. On ne l'a pas fait. Il n'y avait pas d'organisation de parti centralisée, ayant une vue d'ensemble sur les choses et des organes spéciaux pour réaliser ses décisions.

Les débris de l'infanterie ne voulaient pas reculer sur Versailles. Le fil qui liait les officiers et les soldats était bien mince. Et s'il y avait eu à Paris un centre dirigeant de parti, il aurait incorporé dans les armées en retraite, — puisqu'il y avait possibilité de retraite, — quelques centaines ou bien quelques dizaines d'ouvriers dévoués, et en leur donnant les directives suivantes : exciter le mécontentement des soldats contre les officiers et profiter du premier moment psychologique favorable pour libérer les soldats des officiers et les ramener à Paris pour s'unir avec le peuple. Cela pouvait être facilement réalisé, d'après l'aveu même des partisans de Thiers. Personne n'y pensa. Il n'y eut personne pour y penser. En présence des grands événements d'ailleurs, de telles décisions ne peuvent être prises que par un parti révolutionnaire qui attend une révolution, s'y pré-

pare, ne perd pas la tête, par un parti qui est habitué d'avoir une vue d'ensemble et n'a pas peur d'agir.

Et précisément le prolétariat français n'avait pas de parti d'action.

Le Comité central de la Garde nationale est en fait, un Conseil de Députés des ouvriers armés et de la petite bourgeoisie. Un tel Conseil élu immédiatement par les masses qui ont pris la voie révolutionnaire, représente un excellent appareil d'action. Mais il reflète en même temps et justement à cause de sa liaison immédiate et élémentaire avec les masses qui sont dans l'état où les a trouvées la révolution, non seulement tous les côtés forts, mais aussi tous les côtés faibles des masses, et il reflète d'abord les côtés faibles plus encore que les côtés forts : il manifeste l'esprit d'indécision, d'attente, la tendance à être inactif après les premiers succès.

Le Comité central de la Garde nationale avait besoin d'être dirigé. Il était indispensable d'avoir une organisation incarnant l'expérience politique du prolétariat et toujours présente — non seulement au Comité central, mais dans les légions, dans les bataillons, dans les couches les plus profondes du prolétariat français. Au moyen des Conseils de Députés, — dans le cas donné c'était des organes de la Garde nationale, — le parti aurait pu être en contact continu avec les masses, connaître leur état d'esprit ; son centre dirigeant aurait pu donner chaque jour un mot d'ordre, qui, par des militants du parti, aurait pénétré dans les masses, unissant leur pensée et leur volonté.

A peine le Gouvernement eut-il reculé sur Versailles, que la Garde nationale se hâta de dégager sa responsabilité, au moment même où cette responsabilité était énorme. Le Comité central imagina des élections « légales » à la Commune. Il entra en pourparlers avec les maires de Paris pour se couvrir, à droite, par la « légalité ».

Si l'on avait préparé en même temps une violente attaque contre Versailles, les pourparlers avec les maires auraient été une ruse militaire pleinement justifiée et conforme au but. Mais en réalité, ces pourparlers n'étaient menés que pour échapper par un miracle quelconque à la lutte. Les radicaux petits-bourgeois et les socialistes-idéalistes, respectant la « légalité » et les gens qui incarnaient une parcelle de l'état « légal », les députés, les maires, etc., espéraient au fond de leurs âmes que Thiers s'arrêterait respectueusement devant le Paris révolutionnaire, aussitôt que ce dernier se couvrirait de la Commune « légale ».

La passivité et l'indécision furent dans ce cas appuyées par le principe sacré de la fédération et d'autonomie. Paris, voyez-vous, n'est qu'une commune parmi beaucoup d'autres communes. Paris ne veut rien imposer à personne; il ne lutte pas pour la dictature si ce n'est pour la « dictature de l'exemple ».

En somme, ce ne fut qu'une tentative pour remplacer la révolution prolétarienne, qui se développait, par une réforme petite-bourgeoise : l'autonomie communale. La vraie tâche révolutionnaire consistait à assurer au prolétariat le Pouvoir dans tout le pays. Paris en devait servir de base, d'appui, de place d'armes. Et, pour atteindre ce but, il fallait, sans perdre de temps, vaincre Versailles et envoyer par toute la France des agitateurs, des organisateurs, de la force armée. Il fallait entrer en contact avec les sympathisants, raffermir les hésitants et briser l'opposition des adversaires. Au lieu de cette politique d'offensive et d'agression qui pouvait seule sauver la situation, les dirigeants de Paris essayèrent de s'enfermer dans leur autonomie communale : ils n'attaqueront pas les autres, si les autres ne les attaquent pas; chaque ville a son droit sacré de self-government. Ce bavardage idéaliste — du genre de

l'anarchisme mondain — couvrait en réalité la lâcheté devant l'action révolutionnaire qui devait être menée sans arrêt jusqu'à son terme, car, autrement, il ne fallait pas commencer...

L'hostilité à l'organisation centraliste — héritage du localisme et de l'autonomisme petit-bourgeois — est sans doute le côté faible d'une certaine fraction du prolétariat français. L'autonomie des sections, des arrondissements, des bataillons, des villes, est pour certains révolutionnaires la garantie supérieure de la vraie activité et de l'indépendance individuelle. Mais c'est là une grande erreur, qui a coûté bien cher au prolétariat français.

Sous « forme de lutte contre le centralisme despotique » et contre la discipline « étouffante » se livre une lutte pour la propre conservation des divers groupes et sous-groupes de la classe ouvrière, pour leurs petits intérêts, avec leurs petits leaders d'arrondissement et leurs oracles locaux. La classe ouvrière tout entière, tout en conservant son originalité de culture et ses nuances politiques, peut agir avec méthode et fermeté, sans rester en arrière des événements et en dirigeant chaque fois ses coups mortels contre les parties faibles de ses ennemis, à condition qu'à sa tête, au-dessus des arrondissements, des sections, des groupes, se trouve un appareil centralisé et lié par une discipline de fer. La tendance vers le particularisme, quelque forme qu'elle revête est un héritage du passé mort. Plus tôt le communisme français, — communisme socialiste et communisme syndicaliste — s'en délivrera, mieux ce sera pour la révolution prolétarienne.



Le parti ne crée pas la révolution à son gré, il ne choisit pas à sa guise le moment pour s'emparer du pouvoir, mais il intervient activement dans les événements, pénètre à chaque instant l'état d'esprit des

masses révolutionnaires et évalue la force de résistance de l'ennemi, et détermine ainsi le moment le plus favorable à l'action décisive. C'est le côté le plus difficile de sa tâche. Le parti n'a pas de décision valable pour tous les cas. Il faut une théorie juste, une liaison étroite avec les masses, la compréhension de la situation, un coup d'œil révolutionnaire, une grande décision. Plus un parti révolutionnaire pénètre profondément dans tous les domaines de la lutte prolétarienne, plus il est uni par l'unité du but et par celle de la discipline, plus vite et mieux peut-il arriver à résoudre sa tâche.

La difficulté consiste à lier étroitement cette organisation de parti centralisée, soudée intérieurement par une discipline de fer, avec le mouvement des masses avec ses flux et reflux. La conquête du pouvoir ne peut être atteinte qu'à condition d'une puissante pression révolutionnaire des masses travailleuses. Mais, dans cet acte, l'élément de préparation est tout à fait inévitable. Et mieux le parti comprendra la conjoncture et le moment, mieux les bases de résistance seront préparées, mieux les forces et les rôles seront répartis, plus sûr sera le succès, moins de victimes coûtera-t-il. La corrélation d'une action soigneusement préparée et du mouvement de masse est la tâche politico-stratégique de la prise du pouvoir.

La comparaison du 18 mars 1871 avec le 7 novembre 1917 est de ce point de vue très instructive. A Paris, c'est un manque absolu d'initiative pour l'action de la part des cercles dirigeants révolutionnaires. Le prolétariat, armé par le gouvernement bourgeois est, en fait, maître de la ville, dispose de tous les moyens matériels du pouvoir, — canons et fusils — mais il ne s'en rend pas compte. La bourgeoisie fait une tentative pour reprendre au géant son arme : elle veut voler au prolétariat ses canons. La tentative échoue. Le Gouvernement s'enfuit en panique de Paris à Ver-

sailles. Le champ est libre. Mais ce n'est que le lendemain que le prolétariat comprend qu'il est maître de Paris. Les « chefs » sont à la queue des événements, les enregistrent, quand ces derniers se sont déjà accomplis et font tout leur possible pour en émousser le tranchant révolutionnaire.

A Pétrograd, les événements se sont développés autrement. Le parti allait fermement, décidément à la prise du pouvoir, ayant partout ses hommes, renforçant chaque position, élargissant toute fissure entre les ouvriers et la garnison d'une part et le gouvernement d'autre part.

La manifestation armée des journées de juillet, c'est une vaste reconnaissance faite par le parti pour sonder le degré de liaison intime entre les masses et la force de résistance de l'ennemi. La reconnaissance se transforme en lutte des avant-postes. Nous sommes rejetés, mais, en même temps, entre le parti et les masses profondes s'établit une liaison par l'action. Les mois d'août, de septembre et d'octobre, voient un puissant flux révolutionnaire. Le parti en profite et augmente d'une manière considérable ses points d'appui dans la classe ouvrière et dans la garnison. Plus tard, l'harmonie entre les préparatifs de la conspiration et l'action de masse se fait presque automatiquement. Le Deuxième Congrès des Soviets est fixé pour le 7 novembre. Toute notre agitation antérieure devait conduire à la prise du pouvoir par le Congrès. Ainsi, le coup d'Etat était d'avance adopté au 7 novembre. Ce fait était bien connu et compris par l'ennemi. Kerensky et ses conseillers ne pouvaient pas ne pas faire des tentatives pour se consolider, si peu que ce fût, dans Pétrograd pour le moment décisif. Aussi avaient-ils besoin avant tout de faire sortir de la capitale la partie la plus révolutionnaire de la garnison. Nous avons de notre part profité de cette tentative de Kerensky pour en faire la source d'un nouveau conflit, qui eut une

importance décisive. Nous avons accusé ouvertement le gouvernement de Kérénsky — notre accusation a trouvé ensuite une confirmation écrite dans un document officiel — d'avoir projeté l'éloignement d'un tiers de la garnison de Pétrograd, non pas à cause de considérations d'ordre militaire, mais pour des combinaisons contre-révolutionnaires. Ce conflit nous lia encore plus étroitement à la garnison et posa devant cette dernière une tâche bien définie, soutenir le Congrès des Soviets fixé au 7 novembre. Et puisque le gouvernement insistait — bien que d'une manière assez molle — pour que la garnison fût renvoyée, nous créâmes auprès du Soviet de Pétrograd, se trouvant déjà entre nos mains, un Comité révolutionnaire de guerre, sous prétexte de vérifier les raisons militaires du projet gouvernemental.

Ainsi nous eûmes un organe purement militaire, se trouvant à la tête de la garnison de Pétrograd, qui était, en réalité, un organe légal d'insurrection armée. Nous désignâmes, en même temps, dans toutes les unités militaires, dans les magasins militaires, etc., des commissaires (communistes). L'organisation militaire clandestine accomplissait des tâches techniques spéciales et fournissait au Comité révolutionnaire de guerre, pour des tâches militaires importantes, des militants en qui on pouvait avoir pleine confiance. Le travail essentiel concernant la préparation, la réalisation et l'insurrection armée se faisait ouvertement et avec tant de méthode et de naturel que la bourgeoisie, avec Kérénsky en tête, ne comprenait pas bien ce qui se passait sous ses yeux. (A Paris, le prolétariat ne comprit que le lendemain de sa victoire réelle — qu'il n'avait pas d'ailleurs consciemment cherchée — qu'il était maître de la situation. A Pétrograd, ce fut le contraire. Notre parti, s'appuyant sur les ouvriers et la garnison, s'était déjà emparé du pouvoir, la bourgeoisie passait une nuit assez tranquille et n'apprenait

que le lendemain que le gouvernail du pays se trouvait entre les mains de son fossoyeur.)

En ce qui concerne la stratégie, il y avait dans notre parti beaucoup de divergences d'opinions.

Une partie du Comité Central se déclara, comme on le sait, contre la prise du pouvoir, croyant que le moment n'était pas encore venu de le faire, que Pétrograd se trouverait détaché du reste du pays, les prolétaires des paysans, etc.

D'autres camarades croyaient que nous n'attribuions pas assez d'importance aux éléments de complot militaire. Un des membres du Comité Central exigeait en octobre l'encerclement du Théâtre Alexandrine, où siégeait la Conférence Démocratique, et la proclamation de la dictature du Comité central du Parti. Il disait: en concentrant notre agitation de même que le travail militaire préparatoire pour le moment du Deuxième Congrès, nous montrons notre plan à l'adversaire, nous lui donnons la possibilité de se préparer et même de nous porter un coup préventif. Mais il n'y a pas de doute que la tentative d'un complot militaire et l'encerclement du Théâtre Alexandrine aurait été un fait trop étranger au développement des événements, que cela aurait été un événement déconcertant pour les masses. Même au Soviet de Pétrograd, où notre fraction dominait, une pareille entreprise prévenant le développement logique de la lutte aurait provoqué, à ce moment, un grand désarroi, et surtout parmi la garnison où il y avait des régiments hésitants et peu confiants, en premier lieu les régiments de cavalerie. Il aurait été beaucoup plus facile à Kérensky d'écraser un complot non-attendu par les masses, que d'attaquer la garnison, se consolidant de plus en plus sur ses positions: la défense de son inviolabilité au nom du futur Congrès des Soviets. La majorité du Comité central rejeta donc le plan de l'encerclement de la Conférence démocratique et elle eut raison. La conjoncture était

fort bien évaluée : l'insurrection armée, presque sans effusion de sang, triompha précisément le jour, fixé d'avance et ouvertement, pour la convocation du Deuxième Congrès des Soviets.

Cette stratégie ne peut pourtant pas devenir une règle générale, elle demande des conditions déterminées. Personne ne croyait plus à la guerre avec les Allemands, et les soldats, les moins révolutionnaires, ne voulaient pas partir de Pétrograd au front. Et bien que pour cette seule raison la garnison était tout entière du côté des ouvriers, elle s'affermissait dans son point de vue à mesure que se découvraient les machinations de Kérénsky. Mais cet état d'esprit de la garnison de Pétrograd avait une cause plus profonde encore dans la situation de la classe paysanne et dans le développement de la guerre impérialiste. S'il y avait eu scission dans la garnison et si Kérénsky avait reçu la possibilité de s'appuyer sur quelques régiments, notre plan aurait échoué. Les éléments de complot purement militaire (conspiration et grande rapidité dans l'action) auraient prévalu. Il aurait fallu, bien entendu, choisir un autre moment pour l'insurrection.

La Commune eut de même la complète possibilité de s'emparer des régiments même paysans, car ces derniers avaient perdu toute confiance et toute estime pour le pouvoir et pour le commandement. Pourtant elle n'a rien entrepris dans ce but. La faute est ici non pas aux rapports de la classe paysanne et de la classe ouvrière, mais à la stratégie révolutionnaire.

Quelle sera la situation sous ce rapport dans les pays européens à l'époque actuelle? Il n'est pas facile de prédire quelque chose là-dessus. Pourtant les événements se développant lentement et les gouvernements bourgeois faisant tous leurs efforts pour utiliser l'expérience passée, il est à prévoir que le prolétariat pour s'attirer les sympathies des soldats aura, à un moment donné, à vaincre une grande résistance,

bien organisée. Une attaque habile et à l'heure propice de la part de la révolution sera alors nécessaire. Le devoir du parti est de s'y préparer. Voilà justement pourquoi il doit conserver et développer son caractère d'organisation centralisée, qui dirige ouvertement le mouvement révolutionnaire des masses et est, en même temps, un appareil clandestin de l'insurrection armée.

*
**

La question de l'éligibilité du commandement fut une des raisons du conflit entre la Garde nationale et Thiers. Paris refusa d'accepter le commandement désigné par Thiers. Varlin formula ensuite la revendication d'après laquelle tout le commandement de la Garde nationale, d'en bas jusqu'en haut, devrait être élu par les gardes nationaux eux-mêmes. C'est là que le Comité central de la Garde nationale trouva son appui.

Cette question doit être envisagée des deux côtés: du côté politique et du côté militaire, qui sont liés entre eux, mais qui doivent être distingués. La tâche politique consistait à épurer la Garde nationale du commandement contre-révolutionnaire. L'éligibilité complète en était le seul moyen, la majorité de la Garde nationale étant composée d'ouvriers et de petits-bourgeois révolutionnaires. Et de plus, la devise « éligibilité du commandement » devant s'étendre aussi à l'infanterie, Thiers aurait été d'un seul coup privé de son arme essentielle, les officiers contre-révolutionnaires. Pour réaliser ce projet, il manquait une organisation de parti, ayant ses hommes dans toutes les unités militaires. En un mot, l'éligibilité avait dans ce cas pour tâche immédiate non pas donner aux bataillons de bons commandants, mais les libérer de commandants dévoués à la bourgeoisie. L'éligibilité servit de coin pour scinder l'armée en deux parties suivant la ligne

de classe. Ainsi les choses se passèrent chez nous à l'époque de Kérénsky, surtout à la veille d'Octobre.

Mais la libération de l'armée du vieil appareil de commandement amène inévitablement l'affaiblissement de la cohésion d'organisation, et l'abaissement de la force combattive. Le commandement élu est le plus souvent assez faible sous le rapport technico-militaire et en ce qui touche le maintien de l'ordre et de la discipline. Ainsi, au moment où l'armée se libère du vieux commandement contre-révolutionnaire qui l'opprimait, la question surgit de lui donner un commandement révolutionnaire, capable de remplir sa mission. Et cette question ne peut aucunement être résolue par de simples élections. Avant que les larges masses de soldats acquièrent l'expérience de bien choisir et de sélectionner des commandants, la révolution sera battue par l'ennemi, qui est guidé dans le choix de son commandement par l'expérience des siècles. Les méthodes de démocratie informelle (la simple éligibilité) doivent être complétées et dans une certaine partie remplacées par des mesures de sélection d'en haut. La révolution doit créer un organe composé d'organisateur expérimentés, sûrs, dans lesquels on peut avoir une confiance absolue, lui donner pleins pouvoirs pour choisir, désigner et éduquer le commandement. Si le particularisme et l'autonomisme démocratique sont extrêmement dangereux pour la révolution prolétarienne en général, ils sont dix fois plus dangereux encore pour l'armée. Nous l'avons vu par l'exemple tragique de la Commune.

Le Comité central de la Garde nationale puisa son autorité dans l'éligibilité démocratique. Au moment où le Comité central avait besoin de développer au maximum son initiative dans l'offensive, privé de la direction d'un parti prolétarien, il perdit la tête, se hâta de transmettre ses pouvoirs aux représentants de la Commune, qui avait besoin d'une base démocratique plus

large. Et ce fut une grande erreur dans cette période, de jouer aux élections. Mais une fois les élections faites et la Commune réunie, il fallait concentrer d'un seul coup et entièrement dans la Commune et créer par elle un organe possédant un pouvoir réel pour réorganiser la Garde nationale. Il n'en fut pas ainsi. A côté de la Commune élue restait le Comité central; le caractère d'éligibilité de ce dernier lui donnait une autorité politique grâce à laquelle il pouvait faire concurrence à la Commune. Mais cela le privait en même temps de l'énergie et de la fermeté nécessaires dans les questions purement militaires qui, après l'organisation de la Commune, justifiaient son existence. L'éligibilité, les méthodes démocratiques ne SONT QU'UNE DES ARMES entre les mains du prolétariat et de son parti. L'éligibilité ne peut aucunement être fétiche, remède contre tous les maux. Il faut combiner les méthodes d'éligibilité avec celles de désignations. Le pouvoir de la Commune vint de la Garde nationale élue. Mais une fois créée la Commune aurait dû réorganiser d'une main bien forte la Garde nationale de haut en bas, lui donner des chefs sûrs et établir un régime de discipline bien sévère. La Commune ne l'a pas fait, étant privée elle-même d'un puissant centre directeur révolutionnaire. Aussi fut-elle écrasée.

Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon: il faut une forte direction de parti. Le prolétariat français plus qu'aucun autre prolétariat a fait des sacrifices à la Révolution. Mais plus qu'aucun autre aussi, a-t-il été dupé. La bourgeoisie l'a plusieurs fois ébloui par toutes les couleurs du républicanisme, du radicalisme, du socialisme, pour lui mettre toujours des chaînes capitalistes. La bourgeoisie a apporté par ses agents, ses avocats et ses journalistes, toute une masse de formules démocratiques, parlementaires, autonomistes qui ne sont que des entraves

aux pieds du prolétariat et qui gênent son mouvement en avant.

Le tempérament du prolétariat français est une lave révolutionnaire. Mais cette lave est recouverte à présent des cendres du scepticisme — résultat de plusieurs duperies et désenchantements. Aussi, les prolétaires révolutionnaires de la France doivent-ils être plus sévères envers leur parti et dévoiler plus impitoyablement la non-conformité entre la parole et l'action. Les ouvriers français ont besoin d'une organisation d'action, forte comme l'acier avec des chefs contrôlés par les masses à chaque nouvelle étape du mouvement révolutionnaire.

Combien de temps l'histoire nous donnera-t-elle pour nous préparer? Nous ne le savons pas. Durant cinquante ans la bourgeoisie française détint le pouvoir entre ses mains, après avoir érigé la Troisième République sur les os des communards. Ces lutteurs de 71 ne manquaient pas d'héroïsme. Ce qui leur manquait, c'était la clarté dans la méthode et une organisation dirigeante centralisée. C'est pourquoi ils ont été vaincus. Un demi-siècle s'écoula, avant que le prolétariat de France pût poser la question de venger la mort des communards. Mais cette fois, l'action sera plus ferme, plus concentrée. Les héritiers de Thiers auront à payer la dette historique, intégralement.

L. TROTSKY.

Zlatoouste, 4 février 1921.

LA COMMUNE DE 1871

CHAPITRE PREMIER

PENSÉE RÉVOLUTIONNAIRE ÉPARSE — MASSES LENTES
A S'ÉVEILLER — BOURGEOISIE EN ÉVEIL

En mars 71, la France avait derrière elle tout un passé de révolutions. Celle de 1789, la « Grande Révolution », n'apporta pas aux différentes classes sociales des avantages égaux; elle donna à la bourgeoisie le pouvoir politique; le paysan libéré des droits féodaux avec quelque parcimonie parvint à s'en dégager complètement; il put aussi acquérir quelques parcelles de biens nationaux; mais là, il rencontra une redoutable concurrence : celle des riches qui avaient de l'argent disponible, celle des « hommes de loi », des spéculateurs de toute espèce (la plaie de la première Révolution); en un mot, pour profiter de l'aubaine, il y eut surtout la bourgeoisie, dont les appétits terriens s'exerçaient depuis des siècles. N'importe, le paysan fut satisfait, s'attacha à la Révolution, prêt à défendre contre tout agresseur ses maigres conquêtes. Quant aux hommes qui, le 14 juillet 89, exposaient leur poitrine aux balles et aux boulets de la Bastille, quant aux artisans parisiens, on se garda bien de leur offrir la possession de l'atelier ou de l'usine; on leur réservait la fameuse loi Le Chapelier, qui déclarait illégale

Les révolutions
précédentes.

1789

toute association ouvrière; la première révolution mit le prolétariat des villes à la merci de la bourgeoisie.

*
**

Révolution de 1830

Puis les régimes passèrent; les bourgeois qui avaient perdu le pouvoir effectif sous Napoléon I^{er}, n'en recouvrèrent que des miettes avec la Restauration et ne se résignèrent point; un matin de juillet 1830, bourgeoisie et royauté se trouvèrent face à face, prêtes à s'affronter; allons, brave ouvrier de Paris, arme-toi, et va te faire tuer pour les intérêts de ces messieurs! L'artisan n'y manque point, étant insurgé par tempérament, il lutte dans les rues et la royauté s'effondre; la République populaire va être proclamée. Mais, après le combat, parlementaires et journalistes bourgeois sortent de leurs cachettes. « La République nous exposerait à d'affreuses divisions, clament-ils, elle nous brouillerait avec l'Europe ». On n'entend plus que leurs voix; leur candidat, le duc d'Orléans, devient Louis-Philippe I^{er}; le sang du peuple a été répandu pour fonder la monarchie bourgeoise.

*
**

Naissance du Socialisme.

Ensuite, tandis que les parlementaires vainqueurs se disputent le pouvoir, le disputent aussi à leur créature, le monarque au chef piriforme, de profondes transformations s'achèvent dans la société. Le prolétariat urbain paie les rançons de la loi Le Chapelier et des articles du Code pénal contre les coalitions; la grande industrie s'est créée avec ses crises soudaines, sa concurrence impitoyable; les rouages du capitalisme ont grandi; ils écrasent le travailleur qui, ne pouvant créer d'associations légales, est à la merci de l'employeur, toujours enclin à faire bon marché du salaire ouvrier dans l'impitoyable guerre économique. La misère devient effroyable. Craignant pour l'avenir de la race, c'est-à-dire pour l'avenir de la

main-d'œuvre et de l'armée, le gouvernement ordonne des enquêtes officielles qui révèlent les journées de 15 heures, les salaires de 1 fr. 50, la honte des taudis. En même temps, l'élite intellectuelle s'émeut; des théoriciens, issus de la bourgeoisie, pour la plupart, cherchent un remède à la crise sociale; entre les deux pôles de la pensée sociale, l'Etat et l'individu, des systèmes s'agitent; en haut, on les raille, en bas, on espère. Louis Blanc?... ou Proudhon? Qu'importe, ce sont des subtilités pour les masses ouvrières des villes; elles se déclarent « socialistes ».

*
**

En février 1848, les petits bourgeois, las d'attendre à la porte de la vie politique, et les ouvriers désirant faire la conquête légale de l'Etat, réclament le droit de suffrage; une nouvelle révolution renverse la monarchie bourgeoise et crée la République. Le gouvernement provisoire, installé à l'Hôtel de Ville, sous la menace des quartiers ouvriers de l'Est, ne peut négliger les revendications du travail. Va-t-on voir enfin la « République sociale »? Va-t-on assister au 89 des populations urbaines? Toute la France rurale, depuis longtemps satisfaite, s'en épouvante, elle a peur de perdre la propriété de la terre; lorsqu'il s'agit d'élire une Constituante, destinée à fixer le nouveau régime, elle vote en masse pour des bourgeois, républicains sans doute, mais hostiles au socialisme.

Révolution de 1848,

*
**

Les ouvriers parisiens en sont irrités; une expérience d'*Ateliers nationaux*, perfidement tentée par le gouvernement provisoire, stupidement terminée par la Constituante, met le comble à leur exaspération; en juin 48 ils se soulèvent.

Journées de Juin
1848.

L'armée et la Garde nationale bourgeoise viennent à bout de ces insurgés qui « aimaient mieux, disaient-

ils, mourir d'une balle que de faim », on déporte en masse les vaincus. Mais n'ayant pas voulu être « sociale », la République est condamnée.

*
**

Coup d'Etat du 2
Décembre 1851.

Lorsqu'on élit l'Assemblée législative instituée par la nouvelle Constitution, les paysans de plus en plus terrifiés par la peur du socialisme remplacent les républicains par les hommes du parti de l'ordre : des légitimistes, des orléanistes, des catholiques. Et bientôt, la bourgeoisie conservatrice est elle-même éliminée, le 2 décembre 1851, lorsque le président de la République, Louis Napoléon, accomplit son coup d'Etat. Tandis que les parlementaires affolés s'évertuent, appelant aux armes, les ouvriers railleurs leur demandent s'ils pensent sérieusement voir les travailleurs s'exposer au massacre pour conserver aux politiciens leurs vingt-cinq francs par jour.

*
**

Deuxième Empire.

Louis Napoléon devient Napoléon III. Tout lui réussit d'abord; fort de l'appui de l'Eglise, soutenu par sa police et son armée, l'Empire triomphe de toutes les résistances. Et les affaires vont, la France est un paradis pour les hommes d'argent, la sarabande des gros intérêts ne connaît point de relâche. Puis tout se gâte. Après la guerre d'Italie, Napoléon III brouillé avec le Pape perd l'appui de l'Eglise. Il cherche éperdument vers la gauche une aide qui se dérobe, et rapidement, de concession en concession, le régime autoritaire se désagrège. Rien ne désarme l'opposition qui profite de toute mesure libérale pour se manifester plus à l'aise. Le libéralisme s'étend d'abord aux questions sociales. En 1864, les ouvriers reçoivent le *droit de coalition*, ils en profitent pour faire de grandes grèves. En septembre 1864, est fondée à Londres l'*Association Interna-*

tionale des Travailleurs. L'empire s'inquiète, poursuit la Section française et par trois procès s'efforce de la ruiner. Les ouvriers s'unissent aux ennemis de l'Empire.

En matière politique, après que le *sénatus-consulte* du 20 avril 1870 a établi le régime parlementaire, l'Empire est au bord de l'abîme; il n'y a plus ensuite que la République. Pour durer encore, Napoléon III n'a plus qu'une ressource : la guerre. En même temps s'effondre la finance; les crises économiques se répètent. Les spéculateurs de la Bourse vont eux aussi aux solutions désespérées; ils croient qu'il suffira « d'une campagne de six semaines pour rendre l'élan aux spéculations dont ils vivent ». « *C'est un mauvais moment à passer*, disent-ils, *quelque cinquante mille hommes à sacrifier*, après quoi l'horizon sera éclairci, les affaires reprendront ». De son côté, la diplomatie impériale tenue en échec par la Prusse, menait, elle aussi à la guerre.

*
**

La guerre de 1870 fait justice de l'Empire en un mois. Déjà inquiété par les premiers désastres, Paris se soulève à la nouvelle de Sedan; le 4 septembre, la Révolution s'accomplit sans effusion de sang; ayant à sa tête les révolutionnaires la foule envahit le corps législatif. Pendant un instant la République populaire est possible. Mais la race des parlementaires escamoteurs de révolutions vit encore. Jules Favre monte à la tribune, soucieux et pâle; il songe à déblayer la salle et à gagner du temps : « Ce n'est pas ici que la République doit être proclamée, dit-il, en substance, c'est à l'Hôtel de Ville » ; on s'y rend dans un effroyable tumulte où les chefs révolutionnaires sont débordés; il sort de ces habiletés un gouvernement composé de députés élus de Paris, renforcés par le gouverneur militaire de la Ville, le général Trochu.

Révolution du
4 Septembre 1870

La création du « Gouvernement de la Défense Nationale » marque la victoire des parlementaires de gauche sur leurs vieux ennemis les révolutionnaires parisiens; victoire complète pour l'instant, car tout le monde abdique les haines personnelles pour ne songer qu'à la lutte contre les Prussiens. Nous verrons comment fut rompue cette union, comment les révolutionnaires, reprochant au Gouvernement de ne pas assurer la défense nationale, se séparèrent de lui, puis l'attaquèrent le 31 octobre 70 et le 22 janvier 71; ces émeutes, faites au cri de « Vive la Commune ! », sont déjà le commencement de la Révolution de 1871.

Causes de la Révolution de 71.

La journée du 18 mars 71, qui marqua aux yeux des contemporains le début de la nouvelle Révolution, n'a pas d'équivalent dans notre histoire révolutionnaire, c'est une étrange « journée » où l'on voit une foule en général passive, provoquer l'écroulement local, sans doute, mais total des institutions bourgeoises. Les causes qui ont préparé le 18 mars, puis l'avènement de la Commune, sont nombreuses et complexes. On distingue cependant trois acteurs principaux dans ce drame confus : Paris après le siège, l'Assemblée nationale élue pour faire la paix avec les Allemands et un homme politique, M. Thiers.

Paris après le Siège.

Après la capitulation du 28 janvier 71, il fut bientôt évident que Paris, si agité durant les dernières années de l'Empire, et bouleversé par le siège, ne retrouverait point sans peine son équilibre et sa vie normale; d'abord les idées de Révolution avaient, dans la grande ville, des partisans convaincus et parfois énergiques; ensuite la population parisienne était portée au trouble par sa condition matérielle, son état moral et sa composition même; enfin les milieux populaires travaillés par certaines conceptions politiques et sociales, vagues sans doute, mais très répandues, étaient, aussi, tout frémissants d'un patriotisme que les désastres et la capitulation avaient exaspéré.

Dans le drame de 71, ce sont parfois les figurants qui jouent le rôle principal, les « minorités actives » sont bien souvent perdues, débordées, tandis que se déchainent les réactions parfois brutales des foules passionnées.

Minorités révolutionnaires.

Sous le règne de Napoléon III, les persécutions exercées par le Gouvernement avaient accru le prestige de deux groupes révolutionnaires : la Section française de l'Internationale et le Parti blanquiste. Au début de 71, l'Internationale possédait le renom d'une puissance mystérieuse et formidable, le public croyait ses adhérents innombrables et ses ressources infinies. Mais à ce sujet, le Conseil fédéral de l'Association se faisait peu d'illusions ; le 19 janvier, l'un de ses membres déclarait que les sections étaient ruinées ou dispersées : « Si le public savait tout cela, disait-il, il jugerait combien nous sommes faibles, et l'Association sombrerait du coup » ; l'année 1870 avait été dure pour l'Internationale : lors du troisième procès, les militants avaient été jetés en prison ou contraints de fuir en Belgique ; la guerre avait enlevé aux sections une partie de leurs adhérents ; la crise économique, le chômage, ruinaient les travailleurs et avec eux l'Association.

L'Internationale.
Sa faiblesse.

En mars 1871, l'Internationale était surtout riche de son idéal maintes fois affirmé. En 1869, le Congrès de Bâle avait préconisé l'abolition de la propriété foncière et l'expropriation des propriétaires actuels, la destruction des Etats nationaux et territoriaux et, sur leurs ruines, la fondation de l'Etat international des travailleurs ; dans cette « république universelle », composée de communes autonomes et solidaires, devait s'exercer, comme l'indique Varlin dans une lettre d'avril 70, « la souveraineté absolue du peuple », « le gouvernement direct et par le peuple ».

Son programme.

En face de la guerre, l'Internationale affirma d'abord son pacifisme.

Action pacifiste en
70.

Le 15 juillet 1870, elle organisa une manifestation qui se déroula au cri de « Vive la paix ».

« Frères d'Allemagne, disait-elle dans un manifeste, au nom de la paix, n'écoutez pas les voix stipendiées et serviles qui chercheraient à vous tromper sur le véritable esprit de la France. — Restez sourds à des provocations insensées, car la guerre entre nous serait une guerre fratricide. Restez calmes, comme peut le faire sans compromettre sa dignité un grand peuple courageux. Nos divisions n'amèneraient des deux côtés du Rhin que le triomphe complet du despotisme. »

« Frères de France, répondirent les Allemands, nous aussi nous voulons la paix, le travail et la liberté... Animés de sentiments fraternels, nous unissons nos mains aux vôtres, et nous vous affirmons comme des hommes d'honneur et qui ne savent pas mentir, qu'il ne se trouve pas dans nos cœurs la moindre haine nationale... Nous aussi, nous ne connaissons plus de frontières, parce que nous savons que des deux côtés du Rhin, que dans la vieille Europe comme dans la jeune Amérique, vivent nos frères avec lesquels nous sommes prêts à aller à la mort pour le but de nos efforts: la République sociale. »

Après la chute de Napoléon III le Comité Central du Parti ouvrier de la démocratie socialiste d'Allemagne publia un manifeste.

« Après vingt ans d'existence honteuse du Second Empire, disaient les socialistes allemands, le peuple français s'est relevé et a repris la conduite de ses destinées. Acclamons la République française! — Il est du devoir du peuple allemand d'assurer une paix honorable avec la République française. Il appartient aux travailleurs allemands de déclarer que, dans l'intérêt de la France et de l'Allemagne, ils sont décidés à ne pas tolérer une injure faite au peuple français après qu'il s'est débarrassé de l'infâme qui a troublé la paix... »

Les membres du Comité central allemand furent mis en forteresse et, comme on le verra plus loin, le pacifisme de l'Internationale française fut noyé dans le courant patriotique qui souleva Paris au moment du siège.

Les espoirs de
révolution sociale.

D'ailleurs les militants ne désespéraient point, ils pensaient qu'après avoir lutté pour la défense nationale, ils pourraient reprendre le combat contre le capital, peut-être même dans des conditions plus favorables. Dans la *Solidarité* du 6 août, James Guillaume avait exprimé une idée qui semble avoir été assez ré-

pandue : « Deux grandes puissances militaires vont s'entre-dévorer, disait le militant suisse, le Socialisme ne peut que profiter des blessures mutuelles qu'elles se feront ».

Mais bien que la Section parisienne partageât cet optimisme plein d'illusions, elle ne laissait pas d'être quelque peu embarrassée; des questions urgentes se posaient, il fallait prendre parti; les membres de l'Internationale sentaient combien ils étaient loin des autres révolutionnaires, restés bourgeois; ils se distinguaient avec le plus grand soin des blanquistes; ils s'efforçaient aussi de songer à l'avenir plutôt qu'au présent. Le mouvement révolutionnaire qui s'ébaucha au milieu de février 71 avec la création du Comité central de la Garde nationale leur inspira la plus grande défiance, et parfois même quelque mauvaise humeur. Le 1^{er} mars, Varlin conseillait aux membres du Conseil fédéral de se faire déléguer par leurs bataillons au Comité Central, ainsi l'Internationale s'emparerait du nouveau comité : « ceci ressemble à un compromis avec la bourgeoisie, objectait Frankel, je n'en veux pas! » Le Conseil se décida néanmoins à envoyer une délégation au Comité central, mais à condition que cela n'engageât pas l'Internationale.

La journée du 18 mars met ensuite Paris dans une situation révolutionnaire; au Conseil fédéral, réuni le 22, plusieurs membres tiennent à souligner que l'Internationale est « déchargée de toute responsabilité » vis-à-vis du Comité central, un membre va même jusqu'à dire qu'il faut savoir « si le Comité ne compromet pas la République ». Cependant, à Paris et en France, amis et ennemis représentent le 18 mars comme une révolution faite par l'Internationale. Le nom du mécanicien Assi, internationaliste connu mais de fraîche date, placé en tête des proclamations par l'ordre alphabétique, à induit beaucoup de gens en erreur; Assi est pour eux le chef du mouvement et, par suite, l'Inter-

Hésitations
de
l'Internationale
en mars 71.

L'Internationale et
le 18 mars.

tionale domine Paris : « ...la Révolution du 18 mars est toute sociale, remarque un membre du Conseil fédéral, le 23 mars, et les journaux de toute la France citent l'Internationale comme ayant pris le pouvoir, nous savons qu'il en est différemment. »

D'ailleurs, même parmi les militants parisiens les plus disposés à l'action, on n'attribuait au mouvement du 18 mars qu'une portée des plus restreintes. Ainsi, comme nous aurons l'occasion de le constater, Varlin pensait que Paris rentrerait dans le calme après avoir conquis ses franchises municipales. Pour lui, il n'était donc pas question de Révolution sociale. En somme, *l'Internationale en tant que groupe révolutionnaire, a bien peu contribué à produire la journée du 18 mars et à en faire sortir une révolution*, ses membres étaient avant tout des esprits théoriques, des hommes songeant beaucoup plus à l'avenir qu'au présent et souvent peu disposés à l'action. Mais si l'organisation a été inerte, des militants de tempérament énergique ont agi et surtout *les idées de l'Internationale, pénétrant la masse parisienne, lui ont fait entrevoir un état social meilleur et ont contribué à la soulever.*

Le Parti blanquiste,
sa tactique révolutionnaire.

Les Blanquistes se mettaient à cent coudées au-dessus de l'Internationale, ils lui reprochaient d'être un lot de théoriciens embarqués sur « le radeau d'une utopie ». Ils représentaient, en effet, l'action révolutionnaire, et aussi les Révolutions passées. Le Parti Blanquiste était, en effet, organisé à l'imitation de l'ancienne Charbonnerie. Il avait le même but : la prise du pouvoir à l'aide d'un coup de force. Il employait des moyens analogues : des hommes résolus étaient embrigadés et soumis à un chef, toute opération devait être préparée avec le maximum de précision. Les conspirateurs s'attaquaient aux organes vitaux du gouvernement à renverser, chacun d'eux avait sa mission consignée parfois dans des instructions apprises par cœur; les Blanquistes prépa-

raient la Révolution comme on organise les coups de main dans les armées modernes.

Mais la Révolution, dans quel but? Alors commencent les incertitudes; absorbés dans l'action, les Blanquistes songent peu à l'avenir: « un ordre social, résultant de la révolution sociale, écrit G. Da Costa (1), n'aura jamais pour bases rationnelles, disent-ils (les Blanquistes), que la Famille et la Commune assujetties à la seule morale utilitaire de l'intérêt commun. Cela affirmé, *ils n'ont pas de doctrine positive et ils ne veulent pas en avoir*, tant que la Révolution — violente évidemment — n'aura pas mis l'individu dans ces deux milieux naturels ». L'ordre de chose actuel doit être détruit: « le nihilisme d'abord; ensuite à la grâce de l'évolution ».

Absence de programme positif.

Au fond, dans les groupes blanquistes, disciplinés et aveuglément dévoués au maître, on comptait beaucoup sur Blanqui pour dire ce qu'il faudrait accomplir après la victoire révolutionnaire. On conçoit qu'Auguste Blanqui ait inspiré une confiance allant jusqu'à la dévotion; cet ascendant, il ne le devait pas seulement à son œil noir au « regard dur comme l'acier, luisant comme un tison » mais aussi à l'exemple qu'il avait donné durant toute sa vie. « Le citoyen Blanqui, un vrai martyr », disait-on. Depuis Charles X, tous les régimes lui avaient offert leurs prisons, il n'était jamais resté bien longtemps en liberté. Il ne vivait que pour conspirer; aucun échec ne venait à bout de cette âme indomptable. Sa dernière malechance fut pire que toutes les autres, le 18 mars, jour qui aurait pu voir le triomphe du Blanquisme, Blanqui n'était pas là, Thiers l'avait fait arrêter la veille. Ce fut un coup terrible pour les disciples du « vieux »: ils en restèrent désemparés.

Prestige de Blanqui

En l'absence du maître, ils n'avaient plus qu'un

Souvenirs de 93.

(1) DA COSTA, *La Commune vécue*, 3 vol. 1903-05.

guide : la religion de 93; la plupart des Blanquistes se réclamaient d'Hébert, de Chaumette et des hommes qui avaient dominé la Commune de Paris, fait trembler la Convention, imposé quelque temps la dictature parisienne à la France. L'un des plus ardents Blanquistes, l'étudiant Raoul Rigault, ayant fondé en 1868 un journal, *le Barbare*, expliquait le but qu'il se proposait : « Nous montrerons, écrivait-il, la révolution se développant par l'athéisme; nous la montrerons arrivée à son apogée avec la Commune de Paris, avec le réquisitoire antireligieux de Chaumette, avec le journal spirituel et profond d'Hébert ».

Quant à Ferré, autre blanquiste farouche « nourri de la légende de 93 », comme le rapporte G. Da Costa, il était « rapidement devenu au contact des blanquistes *un sincère Hébertiste contemporain* ».

Ainsi pourri d'histoire, le parti Blanquiste plaisait aux intellectuels. Il comprenait aussi des ouvriers au tempérament indocile et guerrier, comme Duval le fondeur. Il n'avait guère à Paris que 3 ou 4.000 adhérents, noyés dans les bataillons de la Garde nationale, ayant perdu toute cohésion pendant le siège. Quant aux chefs, traqués après l'émeute du 31 octobre 70, ils avaient dû fuir, et Blanqui n'était pas là, Blanqui, dont le renom dépassait le Blanquisme et dont le prestige aurait pu s'imposer aux foules. En mars 71, le parti Blanquiste affaibli, ne pouvait provoquer à lui seul une révolution; comme l'Internationale, et plus qu'elle, il contenait *des hommes énergiques, capables d'exploiter un mouvement révolutionnaire que leur organisation n'aurait pu créer avec ses seules forces*.

A côté des deux minorités aux traits accusés, s'agitent des groupes de nuances variées, toute la petite bourgeoisie aux idées « avancées », plus ou moins imprégnée des souvenirs de la première révolution; jacobins, « vieilles barbes de 48 », radicaux, républi-

Désorganisation du
Parti blanquiste.

La Bourgeoisie ré-
publicaine.

cains sans épithète, une gamme d'opinions allant du rouge vif au rose tendre. Après la chute de l'Empire ils avaient essayé de s'organiser, plusieurs partis s'étaient fondés, le plus important, l'*Alliance républicaine*, comprenait des hommes dont le passé démocratique était connu, comme Ledru-Rollin, Delescluze, et, à côté d'eux, Floquet, Peyrouton, Arthur Arnould, Razoua.

Pendant le siège, à mesure que la situation s'aggravait, les plus ardents, ceux qui voulaient vivifier la défense en créant un gouvernement plus populaire, ceux qui avaient devant les yeux le mirage de 93, dominaient et entraînaient la masse hésitante. Le 21 janvier, l'*Alliance républicaine*, affirmant dans un manifeste que le peuple veut combattre et vaincre et que « s'y opposer serait provoquer la guerre civile », demande que « dans les 48 heures, les électeurs de Paris soient convoqués, afin de nommer une assemblée souveraine de deux cents représentants élus proportionnellement à la population. Mais l'*Alliance* est effrayée par le développement que prend l'affaire, par l'agitation révolutionnaire qui grandit; le 22 janvier la délégation qu'elle envoie à l'Hôtel de Ville est éconduite par Gustave Chaudey; les hommes d'action qui veulent ensuite tenter un coup de main sont fusillés sur la place de l'Hôtel-de-Ville (1); et la réaction sévit, clubs et réunions sont interdits, l'*Alliance républicaine* s'effondre. Ainsi se manifeste la faiblesse de la petite bourgeoisie républicaine réduite, d'ailleurs volontairement, à ses seules forces.

A la veille de la révolution de 71, la faiblesse des partis avancés de toute sorte n'est donc point douteuse. Avec leurs maigres effectifs, que peuvent l'Internationale, trop facilement abstraite des situations présentes, le Blanquisme, sans idéal, le parti républi-

Essai de groupement des partis avancés : Comité des vingt arrondissements.

(1) Cf. plus loin p. 24.

cain, à peine ébauché, hésitant et privé de puissance matérielle? On avait essayé cependant de remédier à l'isolement des groupes et à la variété des tendances. Inquiets, sentant confusément leur impuissance, les « hommes d'avant-garde » avaient tenté de s'organiser: « Le 5 septembre, écrit Lissagaray (1), voulant centraliser pour la défense et le maintien de la République les forces du parti d'action, ils avaient invité les réunions publiques à nommer dans chaque arrondissement un *comité de vigilance* chargé de contrôler les maires et d'accueillir les réclamations. Chaque comité devait nommer quatre délégués, l'ensemble des délégués serait un *Comité central des vingt arrondissements*. Ce mode d'élection tumultuaire avait donné un comité composé d'ouvriers, d'employés, d'écrivains connus dans les mouvements révolutionnaires et les réunions de ces dernières années. Il s'était installé à la salle de la *rue de la Corderie* prêtée par l'Internationale et la Fédération des Chambres syndicales ».

Bien que le Comité gardât son autonomie, et ne se confondît ni avec l'Internationale, ni avec les représentants des chambres syndicales, la « Corderie » était devenue le cœur du Paris révolutionnaire, là se faisait la liaison entre les tendances. Certains membres du Comité: Lefrançais, Malon, Pindy faisaient partie de l'Internationale, Ravvier était blanquiste, Millière représentait les intellectuels républicains.

Dès le 15 septembre 70, le Comité des vingt arrondissements affirma son programme: « l'élection des municipalités, la police remise en leurs mains, l'élection et la responsabilité de tous les magistrats, le droit absolu de presse, de réunion, d'association, l'expropriation de toutes les denrées de première nécessité, le rationnement, l'armement de tous les citoyens, l'envoi de commissaires pour faire lever la province », pro-

(1) LISSAGARAY, *Histoire de la Commune*.

gramme de défense nationale et de réformes politiques. Le Comité éleva bientôt le ton, le gouvernement de la Défense nationale se révélant incapable de sauver Paris assiégé. Dans une affiche rouge du 6 janvier 71, le Comité des vingt arrondissements lui enjoignait de céder la place à un gouvernement populaire: « On meurt de froid, disait-il, déjà presque de faim... Sorties sans but, luttés meurtrières sans résultats, insuccès répétés... Le gouvernement a donné sa mesure, il nous tue... La perpétuation de ce régime, c'est la capitulation... La politique, la stratégie, l'administration du 4 septembre, continuées de l'Empire, sont jugées. *Place au peuple ! Place à la Commune !* ». Mais pour l'instant, il n'y avait là que des mots, le peuple somnolait et ne réclamait point sa place, *les minorités hardies étaient condamnées à l'impuissance tant que l'on ne verrait pas s'éveiller les masses parisiennes.*

Il fallut attendre jusqu'à la fin du siège. La capitulation laissa Paris malade, les nerfs ébranlés par les dangers et les privations, mais ne mit pas un terme à toutes les souffrances, car la crise économique sévissait, la plupart des grands employeurs, qui n'avaient point quitté la ville avant l'investissement, étaient partis se reposer en province, on chômait abondamment. Dans cette population durement éprouvée, bien des éléments étaient favorables à l'agitation. Les femmes avaient plus souffert du siège que bien des gardes nationaux; les fatigues causées par la recherche perpétuelle de la nourriture, par les longues stations à la porte des magasins, les rendaient promptes à s'exaspérer, elles sont au premier rang dans toutes les journées de mars et plus tard, sous la Commune, on les retrouve bien souvent le fusil à la main. Les vieux, ceux qui prétendaient avec quelque exagération « faire des révolutions depuis 40 ans », songeaient qu'il serait bientôt temps de se préparer à la « prochaine ». Il y avait aussi la foule des intellectuels que l'Empire

La masse de la population après le siège.

avait déçus, leur fermant les carrières officielles, réprimant leurs velléités de journalisme libéral. Les jeunes, « fils de bourgeois, eux-mêmes en rupture de ban », étaient prêts à se lancer dans la tourmente avec une ardeur « plutôt faite de forfanterie juvénile que de fanatisme réfléchi », ils aspiraient à remplacer au pouvoir l'équipe césarienne en déroute. Enfin, depuis la fin du siècle, des éléments nouveaux étaient entrés en masse dans Paris : chômeurs de province venant pour s'employer et ne trouvant dans la capitale que le chômage et soldats licenciés, rentrant chez eux, toute une armée de passage, concentrée par la convergence des voies ferrées. Paris exerçait une attraction d'un autre genre sur les francs-tireurs étrangers, armés pour défendre la République française, symbole de toutes les républiques ; la capitale étant le champ de bataille où devait se décider la victoire de la liberté que l'on sentait menacée, les révolutionnaires internationaux affluaient semant l'épouvante au cœur de la bourgeoisie conservatrice. « De l'Est, notamment, écrit M. Hanotaux (1), arrivaient par troupes, les débris de l'armée garibaldienne, des hommes à chemise rouge, avec une plume de paon derrière la tête, qui paraissaient obéir à un mot d'ordre, et qui entraient dans la ville, l'air décidé, comme en pays conquis ».

Les idées popu-
laires.

Des idées, des sentiments collectifs étaient prêts à animer ce chaos. Pendant le siège on avait beaucoup discuté de questions politiques et sociales : le service de la Garde nationale groupait les Parisiens et leur imposait de longues heures d'attente, on pouvait causer, aborder tous les sujets, car les mouchards dispersés par la police impériale, dans tous les milieux, n'inspiraient plus aucune terreur. On discutait aussi, le soir, dans les clubs, qui ne furent fermés qu'après le 22 janvier ; on entendait parfois dans ces réunions les pro-

(1) HANOTAUX, *Histoire de la France contemporaine*. T. I.

positions saugrenues de quelque toqué : n'alla-t-on pas jusqu'à proposer de lâcher contre les Prussiens, les fauves du Jardin des Plantes ? Mais, bien souvent, les orateurs répandaient les idées avancées, émouvaient l'assistance et faisait passer sur elle, le souffle des révolutions.

Ainsi s'implantèrent quelques grandes idées. La République devait être le gouvernement de la France, elle planait « au-dessus du droit des majorités », « au-dessus du suffrage universel », nul n'avait le droit de la mettre en discussion. Paris, si souvent hargneux contre l'Empire, s'attachait, avec une ardeur farouche, à la forme républicaine et, de plus en plus, son mot d'ordre tendait à être : « *La République ou la mort* ». Mais il fallait distinguer cette république de l'autre, celle qui en juin 48 avait fusillé les travailleurs et préparé le succès de l'Empire. Aussi acclamait-on « *la République sociale* », conception vague sans doute, mais où l'on sentait l'espoir tenace des foules vers le bonheur, vers une société dont tout le poids ne reposerait pas sur la masse des producteurs. Ainsi s'affirmait la diffusion des idées socialistes que l'on retrouve d'ailleurs dans un autre aspect : celui de l'internationalisme ; un des cris les plus fréquents poussés par les foules, ou inscrits au bas des proclamations, pendant les journées de février et de mars, comme plus tard sous la Commune, était : « *Vive la République universelle !* ». Victimes des ambitions dynastiques et des impérialismes, les Parisiens affirmaient la fraternité des peuples, ils concevaient le monde entier uni sous la forme républicaine, ils étaient prêts à accueillir l'appui que leur offraient des Italiens, des Belges, des Suisses, des Russes, de Polonais, ils les considéraient tous comme « *des soldats de la République universelle* ».

Toutes ces tendances étaient satisfaites par la conception de « la Commune », et bien d'autres encore.

République sociale
et République uni-
verselle.

L'idée de « Com-
mune » et l'autono-
mie municipale.

Peu de mots ont eu la même vertu de mettre les gens d'accord, fut-ce au prix d'une illusion, ou même d'un véritable quiproquo. Les Parisiens férus de leur ville la concevaient organisée en « Commune » pourvue d'institutions municipales, programme, certes bien anodin, mais rarement réalisé au cours de l'histoire. Paris, siège du gouvernement, a bien souvent joui de moins de liberté qu'un infime village de province. De Louis XIV au général Trochu, quel gouvernement a pu considérer sans inquiétude cette population nombreuse, prompte à s'enflammer pour un homme ou pour une idée? Mais en 71, Paris s'exaspérait à l'idée de retomber sous un régime d'exception, il était décidé à réclamer « les mêmes franchises municipales que n'importe quelle ville d'Angleterre, d'Allemagne, des Etats-Unis, de Suisse et d'Espagne ». Le siège avait fortifié les désirs d'autonomie. La ville, brusquement abandonnée à elle-même, maîtresse de ses destinées après avoir été en tutelle, avait pris l'habitude et le goût de l'indépendance. L'orgueil d'avoir tenu longtemps l'ennemi en échec incitait les Parisiens à considérer toute mesure défiante à leur égard comme un affront immérité. Enfin, le moment semblait propice pour produire les revendications municipales de Paris: l'Empire étant tombé le 4 septembre 70, la France allait se donner une constitution, refondre ses institutions, il fallait profiter de « l'occasion unique ». Ainsi raisonnaient, sans doute, bien des hommes qui n'étaient point des révolutionnaires. D'autres allaient jusqu'au séparatisme, parlaient de constituer le département de la Seine en « république indépendante ».

Mais, l'idée de Commune ne satisfaisait pas seulement les aspirations municipales de Paris, elle mettait d'accord l'Internationale d'une part, le blanquisme et le jacobinisme d'autre part. Dans l'établissement de la Commune, l'Internationale voyait la réalisation d'une idée proudhonienne, la section française était sous

Deux conceptions
contradictaires de
la Commune :
Commune
proudhonienne.

l'influence de Proudhon. Bien des travailleurs avaient pour ce dernier une admiration superstitieuse. M. Vuillaume (1) nous montre un vieux cordonnier, à la barbe de fleuve, muni de « l'éternel volume de Proudhon qu'il portait toujours sous son aisselle, comme un bréviaire », mais le brave homme n'avait même pas coupé les pages de l'ouvrage qu'il prônait! Une conception se dégagait de la pensée Proudhonienne parfois diverse, mais cependant constante dans sa haine des états centralisés; le théoricien avait fait entrevoir un monde où des organes *autonomes* administrant la production économique devaient se *fédérer* entre eux par des contrats librement consentis. Pour l'Internationale, pour bien des travailleurs et pour quelques intellectuels la cellule politique et économique ce fut la « Commune » administrée par un gouvernement issu du peuple, sinon direct: Paris serait la première commune. Quant au reste de la France, touché par la « contagion de l'exemple », il s'organiserait aussi en communes et celles-ci se fédéreraient librement avec Paris. Ainsi serait assuré l'établissement de la république idéale, le pouvoir central ruiné ne pourrait ni opprimer les citoyens, ni entretenir une armée destinée aux agressions contre l'étranger. Et l'on pouvait rêver à d'immenses possibilités: le monde entier s'organisant en communes fédérées, la paix universelle assurée par la Commune. La vogue redoutable que les mots « autonomie » et « fédéralisme » devaient à Proudhon, la haine de la centralisation impériale dont les tristes résultats étaient évidents, rendirent populaire cette conception de la Commune, celle de la *Commune décentralisatrice*.

Combien différente apparaissait la Commune rêvée

Commune hébertiste.

(1) M. VUILLAUME, *Mes Cahiers rouges au temps de la Commune*.

par les Blanquistes ! Ces admirateurs d'Hébert ne songeaient qu'à ressusciter la Commune de la première Révolution française, celle qui avait assuré la chute de la monarchie le 10 août 1792, imposé sa dictature à la Convention mandataire de la France, la Commune qui le 2 juin 1793, au nom de la République une et indivisible, faisait expulser de l'Assemblée les Girondins accusés de fédéralisme. A la Commune anarchiste et fédéraliste de l'Internationale, s'opposait la *Commune dictatoriale et centralisatrice du parti Blanquiste*.

Tout le monde d'accord faute de se comprendre.

Mais les Parisiens n'y mettaient point de subtilité ; la néfaste antinomie — qui devait plus tard miner l'œuvre de la Commune — ne leur apparaissait pas. Le mot étant le même, ceux qui n'étaient point d'accord ne s'en apercevaient guère et criaient en chœur : « Vive la Commune ! ». D'autres, sans en avoir conscience, admettaient tour à tour les deux conceptions, s'inclinant devant toute autonomie, prêts à fédérer n'importe quoi et souhaitant ardemment qu'une dictature parisienne imposât à la province une nouvelle révolution.

Le « mot sauveur ».

On conçoit d'ailleurs que les idées aient un peu disparu derrière un mot d'un aussi extraordinaire prestige, un *mot sauveur*. La Commune de 92 avait été maîtresse de l'Hôtel de Ville aux jours des plus redoutables crises, et Paris s'en était tiré indemne ; l'âme confuse des foules attribuait à la « Commune » une sorte de vertu mystérieuse : seul un gouvernement directement élu du peuple pouvait sauver Paris et la France aux heures des grandes catastrophes. Le peuple de Paris, hanté par les souvenirs de la Révolution, « s'imaginait », écrit G. Da Costa, qu'une Commune élue trouverait des chefs auxquels elle pouvait « ordonner » la « victoire ». Pendant le siège, tous ceux qui étaient irrités de voir conduire la défense avec une étrange faiblesse souhaitaient l'établisse-

ment d'une Commune élue. Et, ainsi, l'idée de Commune s'est identifiée avec celle de lutte à outrance, de patriotisme prêt à tous les sacrifices.

La violence du patriotisme parisien explique en grande partie la révolution de 1871, les idées politiques et sociales n'auraient pu, à elles seules, émouvoir les foules ; pour que les masses songent à la révolte, il faut, en général, qu'un sentiment élémentaire universel, et puissant, soit violemment froissé. Tous les Parisiens étaient patriotes, il l'étaient passionnément.

Le patriotisme de Paris.

L'Empire n'avait rien négligé pour fortifier ce sentiment : grandes manifestations de la puissance militaire ou économique, entrées de troupes victorieuses, gigantesques expositions. Par les soins de Napoléon III l'orgueil national des Parisiens était devenu une force brutale capable des réactions les plus violentes. Vaincu à Sedan, l'empire fut balayé de Paris le 4 septembre 1870.

Mais la capitale ne pouvait croire à la défaite irrémédiable ; on abdiqua toutes les vieilles haines pour lutter encore ; tous les partis s'unirent autour du gouvernement de la Défense Nationale. Les blanquistes, animés par les souvenirs de 93, déclarèrent que le souci de défendre Paris devait effacer toute autre préoccupation ; le journal de Blanqui, *La Patrie en danger*, affirma dès son premier numéro « qu'il n'y avait plus de partis ni de nuances en présence de l'ennemi, et que le gouvernement issu du 4 septembre représentait la pensée républicaine et la pensée nationale ». Malgré ses tendances cosmopolites, l'Internationale n'agit pas autrement, ses délégués, unis à ceux des chambres syndicales, vinrent trouver Gambetta à l'Hôtel de Ville et demandèrent au gouvernement d'organiser la défense.

L'union pour la défense nationale.

Patriotisme français des révolutionnaires étrangers.

L'attitude de la section parisienne avait l'approbation des internationalistes étrangers. Dans l'Internationale européenne on considérait volontiers la France comme une patrie, la seule patrie, celle qui produirait la Révolution sociale et la répandrait sur le monde : le prolétariat du monde entier devrait se lever pour la défendre : « *La France républicaine représente la liberté de l'Europe*, disait James Guillaume dans un manifeste aux Sections de l'Internationale, l'Allemagne monarchique représente le despotisme et la réaction. Il faut que de toutes parts les républicains se lèvent et marchent à la défense de la République française. *La cause de la République française, c'est celle de la Révolution européenne...* ». Michel Bakounine exprimait avec fougue les mêmes idées : « En restant indifférents et passifs devant cette invasion du despotisme de l'aristocratie et du militarisme allemand sur le sol de France les ouvriers français ne trahiraient pas seulement leur propre dignité, leur propre liberté, leur propre prospérité avec toutes les espérances d'un meilleur avenir, ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire. »

Patriotisme révolutionnaire.

Mais Bakounine exprimait aussi une idée qui devait se développer parmi les masses parisiennes et aboutir à des actes : « *Paris et la France*, disait-il, *ne peuvent être sauvés que par un immense soulèvement populaire*. Il faut que partout le peuple prenne les armes et s'organise de lui-même, pour commencer contre les Allemands une guerre de destruction, *une guerre au couteau...* Vous êtes entourés de traîtres, la Prusse est dans le gouvernement et dans l'administration... » Paris et la France ne pouvaient être sauvés que par une Révolution.

Le Gouvernement de la Défense surexcite le patriotisme sans croire la résistance possible.

Telle fut bientôt la conviction des révolutionnaires parisiens. L'attitude étrange du gouvernement de la Défense les indigna. Contraints par le sentiment po-

pulaire, les hommes du 4 septembre étaient bien obligés de hausser leur verbe au ton de l'héroïsme : « Nous ne céderons ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses » proclamait Jules Favre. « Le gouvernement de Paris ne capitulera pas », assurait Trochu au début de janvier. Mais tout ceci n'était que vaines paroles destinées à calmer les foules en mal de lutte à outrance. Le gouvernement ne croyait pas à la possibilité de défendre Paris, les militaires méprisaient la Garde nationale, les parlementaires bourgeois inquiets de voir en armes les quartiers ouvriers estimaient que le mieux serait de capituler le plus tôt possible. Dès le 4 septembre au soir, Trochu avait déclaré « que ce serait folie d'entreprendre de soutenir un siège contre l'armée prussienne » et la plupart de ses collègues pensaient comme lui. Aussi le gouvernement ne prit-il au sérieux, ni les préparatifs, ni les opérations du siège : on traîna en longueur le terrassement des ouvrages extérieurs, non seulement on entassa dans la ville 200.000 personnes venues de la banlieue, mais on se garda bien d'imposer le rationnement en vivres ; les sorties semblaient faites sans but, uniquement pour donner satisfaction à l'opinion publique.

Les minorités révolutionnaires crièrent à la trahison. Sous l'Empire, elles avaient fait, à ceux que l'on appelait les parlementaires de gauche, une réputation de trahison, et les ayant flétris du nom de « *la bande à Judas* », elles les chansonnait sur l'air de la *Femme à barbe*. Toutes les vieilles haines remontèrent exaspérées. Après avoir trahi le peuple sous l'Empire, les membres du gouvernement trahissaient Paris et la France ; il fallait les arracher du pouvoir.

En octobre 70, l'agitation commença ; le 8, on criait « Vive la Commune ! » sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville. A la fin du mois, les Parisiens, attristés par

L'idée que le gouvernement trahit.

Les émeutes :
31 octobre 1870.

l'échec de la première tentative sur Le Bourget apprirent la capitulation de Metz, le bruit courut que Jules Favre sollicitait un armistice. Le 31, *les blanquistes*, fidèles à leur méthode habituelle, tentèrent un coup de main. « A bas Trochu! A bas le gouvernement! Pas d'armistice! La levée en masse! Vive la Commune! » criait, devant l'Hôtel de Ville, une foule où s'agitaient des groupes de gardes nationaux armés. Blanqui s'empara de l'Hôtel de Ville, mais ne put le garder : les masses étaient hostiles à la tentative. Le gouvernement du 4 septembre se soumit à un plébiscite, obtint une formidable majorité, et put en toute tranquillité pourchasser les Blanquistes et les révolutionnaires, qui avaient appuyé la tentative du 31 octobre. Blanqui dut se cacher, Flourens fut emprisonné.

22 janvier 1871.

Mais en janvier 71, l'agitation recommença; le pitoyable résultat de la sortie du 19 janvier, arrêtée à Buzenval, avait causé quelque exaspération : on commençait à comprendre que le gouvernement préparait la capitulation. Trochu, hostile à la continuation de la lutte, renonçait au commandement militaire de Paris et se faisait remplacer par le général Vinoy. Celui-ci débutait par une proclamation affirmant « qu'il ne fallait pas se faire d'illusions », qu'on en était arrivé « au moment critique » et menaçant « le parti du désordre » plus que les Prussiens. Alors *la bourgeoisie républicaine* s'émut. On a vu comment *l'Alliance républicaine*, rejoignant les révolutionnaires, se mit à préconiser l'installation d'un gouvernement populaire pour remplacer les parlementaires usés et sans foi. En même temps le 21 janvier au soir, des membres des clubs et des comités de vigilance conviaient les gardes nationaux à se rendre en armes, le lendemain sur la place de l'Hôtel de Ville, tandis que des révolutionnaires allaient à la prison

de Mazas délivrer Flourens et les prisonniers du 31 octobre. Mais le 22 janvier, la foule menaçante, bien qu'en partie désarmée, trouva l'Hôtel de Ville fortifié et garni de mobiles bretons. Gustave Chaudey, adjoint au maire de Paris, qui avait alors la direction de la Maison Commune, n'eut point de peine à renvoyer la délégation bien pacifique de l'*Alliance républicaine*. Puis la fusillade éclata, tuant pas mal de curieux et la place fut « déblayée ». Le gouvernement de la Défense était maître de la situation, il pouvait accomplir le dessein qu'il projetait depuis le début du siège, arrêter la résistance et livrer Paris aux Allemands. On s'était d'ailleurs aperçu brusquement, le 22 janvier, que Paris allait manquer de pain, la famine menaçante fournissait un prétexte honorable.

Paris et la Capitulation.

La nouvelle de la capitulation fut pour les Parisiens comme un coup sur la nuque, la ville assommée ne bougea qu'à peine. Quelques protestations vinrent des révolutionnaires. Blanqui refusait au gouvernement le droit de faire capituler la France avec Paris. Jules Favre avait laissé exclure de l'armistice l'armée de l'Est, celle-ci, non prévenue à temps de cette exception, se laissa couper la retraite et dut passer en Suisse. Les radicaux s'indignèrent : « Celui qui a consenti une pareille condition, déclarait à Lyon Challemel-Lacour, quel que soit son nom, est un misérable. » Mais pour secouer les masses parisiennes il fallut un fait plus concret, le contact immédiat avec l'ennemi vainqueur, l'entrée des Allemands dans Paris.

Paris et l'entrée des Allemands.

Bien que l'occupation dût être partielle et passagère, les Parisiens en furent exaspérés; ils ne songèrent d'abord qu'à la révolte contre l'armistice. Le 24 février, au Vauxhall, une réunion de représentants de la Garde nationale se prononça pour la résistance

à main armée contre l'entrée des Prussiens. Le soir du 26, Paris a repris « sa physionomie du siège ». Tambours, clairons et cloches appellent aux armes la Garde nationale, car les journaux ont annoncé, par erreur, l'entrée des Prussiens pour le lendemain; le 27, à deux heures du matin, 40.000 personnes vont attendre l'ennemi pour l'empêcher d'entrer dans la ville. Au retour, à la vue des canons que le gouvernement abandonne aux Prussiens, dans la zone d'occupation, place Wagram et au Ranelagh, une pensée unanime saisit la foule, elle s'attelle aux pièces, les traîne place des Vosges, aux Buttes-Chaumont et surtout à Montmartre. Le 28 une catastrophe semble inévitable, on passe toute la journée à s'armer. Le danger est cependant conjuré. Le 1^{er} mars, les Allemands font leur entrée sans incidents, un cordon de barricades les sépare du reste de la ville. « Le drapeau noir qui pendait aux maisons, écrit Lissagaray, les rues désertes, les boutiques fermées, les fontaines taries, les statues de la Concorde voilées, le gaz refusant de s'allumer le soir, disaient la ville indomptée. » Le 3 mars, les Allemands évacuèrent la ville. Mais Paris ne pouvait oublier l'outrage. Il était plein de haine contre les hommes politiques qui avaient consenti à sa déchéance. La conviction que les parlementaires de la Défense nationale étaient des traîtres devenait universelle.

L'Assemblée
Nationale.
Conditions de
l'élection.

La haine des Parisiens s'étendait, d'ailleurs, à une nouvelle institution, née de l'armistice, l'Assemblée nationale siégeant à Bordeaux depuis le 13 février. D'après les clauses de la capitulation, une Assemblée nationale devait être élue pour décider la signature de la paix ou la continuation de la guerre.

Paix ou guerre, telle fut l'alternative proposée aux électeurs; la question d'opinion passa au second plan. La masse des campagnes, hostile à la guerre, donna ses suffrages aux candidats de la paix à tout prix, à

des conservateurs, monarchistes d'espèces diverses, fraternellement unis sur les mêmes listes. Les républicains imbus des souvenirs de 93, partisans de la lutte à outrance ou de la paix « honorable » et aussi fort divisés entre eux, n'obtinrent des suffrages que parmi les citadins. Ainsi se constitua cette assemblée, où sur 750 députés, on comptait 400 monarchistes, des élus des campagnes, ceux que Gaston Crémieux flétrit du nom de « ruraux ». C'était une majorité d'hommes nouveaux, sans grande expérience, aussi turbulents d'allure que modérés d'opinion, une foule incapable de travail suivi, esclave, parfois, de ses mouvements passionnés.

Entre une telle assemblée et Paris, un conflit était fatal. En effet au patriotisme exaspéré de la capitale, à ses désirs de lutte à outrance, s'opposait, chez les « ruraux », le désir de conclure la paix, ils acceptaient le 1^{er} mars les préliminaires de paix, consentant ainsi à la perte de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine. D'emblée Paris les classait sur le même plan que les Trochu, Jules Favre et autres auteurs de la capitulation. Alors que Paris était républicain, l'Assemblée monarchiste manifestait contre la République une hostilité parfois brutale, elle huait Garibaldi envoyé à l'Assemblée par quatre élections et démissionnaire: Garibaldi le champion de la « République universelle! » Lorsque fut proposée la nomination de Thiers comme chef du pouvoir exécutif, le rapporteur du projet prenait grand soin de spécifier que la République n'était admise qu'à titre provisoire.

L'Assemblée et
Paris.

Paris réagit violemment. Il célébra avec une tragique exaltation, accrue par l'annonce de l'entrée des Prussiens, les anniversaires des journées de Février 48. Ce n'était que pèlerinages de gardes nationaux et de soldats à la place de la Bastille. Le génie de la colonne de juillet eut bientôt en sa main un drapeau rouge; couronnes, bannières et drapeaux monté-

Paris en révolte.

rent à l'assaut du monument. M. Vuillaume nous fait assister au serment républicain d'un bataillon de gardes nationaux : « Citoyens, crie le commandant monté sur le socle de la colonne, jurons de défendre la République jusqu'à la mort! Honte à l'Assemblée de Bordeaux! A bas les monarchistes! ». « La foule répond par un grondement formidable. Les mains se tendent. Les bouches grandes ouvertes hurlent. Aussi loin que le regard peut porter, on ne voit que kèpis qui s'agitent, baïonnettes qui s'éclairent, bannières qui claquent. Des femmes élèvent au-dessus de leurs têtes leurs enfants pour qu'ils conservent à jamais le souvenir du merveilleux spectacle ». Les manifestations prenaient l'allure d'émeutes, les foules parfois cruelles se déchaînaient; le 26, un agent de police en civil surpris à noter les numéros des gardes nationaux qui passaient, fut martyrisé et jeté à la Seine. Une force parfois aveugle, mais immense, entraînait en action; on était loin des tentatives presque solitaires des 31 octobre et 22 janvier : la passion républicaine, unie à la colère patriotique, avait dressé tout Paris prêt à la révolte.

La haine de Paris.

D'ailleurs on eût dit que les « Ruraux » s'acharnaient à grossir les rangs des mécontents. Du 13 février au 18 mars, à maintes reprises l'Assemblée manifesta sa haine de Paris. A Bordeaux, dès les premières séances, des doigts hostiles désignaient les représentants de Paris : « ils sont couverts du sang des guerres civiles », s'écriait un conservateur. Pour tous les monarchistes, Paris était « le chef-lieu de la révolte organisée, la capitale de l'idée révolutionnaire ». L'Assemblée nationale ne pouvait aller y siéger, elle s'effrayait fort du voisinage des masses ouvrières; tout ce que l'on put obtenir d'elle, ce fut la décision de s'installer à Versailles. Paris s'exaspéra d'être « décapitalisé ».

Puis, des mesures atteignirent plus directement la population dans ses intérêts.

A Paris le chômage était général, les gardes nationaux ne vivaient que grâce à leur solde de 1 fr. 50 par jour; l'Assemblée supprima la solde pour tous ceux qui n'étaient pas reconnus indigents. « Il fallait, pour obtenir la solde, la demander par écrit et prouver qu'on ne pouvait pas se procurer du travail ». La petite bourgeoisie fut frappée comme les ouvriers. Les affaires n'avaient point repris, les petits commerçants endettés avaient bénéficié, le 13 août 1870, d'une suspension des échéances, l'Assemblée décida que toutes les échéances prorogées depuis sept mois seraient exigibles dans les 48 heures; du 13 au 17 mars, cent cinquante mille traites ne purent être payées par les débiteurs. Quant à la question des loyers, un projet de loi était déposé pour la résoudre, il causait les plus vives inquiétudes aux locataires parisiens. Ainsi tout le monde était lésé, les travailleurs privés de moyens d'existence et menacés de voir leur loyer bientôt exigible, la petite bourgeoisie acculée à la faillite par la loi sur les échéances, tous les Parisiens atteints dans leurs intérêts matériels par la décapitalisation, ulcérés de voir « déchirer l'auréole » qu'ils attribuaient complaisamment à leur ville après l'héroïsme du siège. *Ce que n'avaient pu faire ni l'Internationale, ni le Blanquisme, ni les Républicains, le gouvernement de la Défense et l'Assemblée le réalisèrent en quelques semaines, ils gagnèrent à l'esprit de révolte les travailleurs parisiens et leur assurèrent l'appui de la petite bourgeoisie aux abois, n'espérant son salut que d'une Révolution.*

Pousser à bout les Parisiens, était d'autant plus dangereux qu'ils étaient armés et organisés. Conformément aux clauses de l'armistice, la Garde nationale avait conservé ses armes. Jules Favre insista auprès de Bismarck pour obtenir cette faveur. « Vous faites

L'armée parisienne

une bêtise », lui dit le Prussien. Jules Favre qui détestait les Parisiens, n'en doutait point. Mais comment faire autrement sans déchaîner aussitôt une insurrection ?

La Garde nationale représentait une armée de plus de 200.000 hommes, le matériel abondait. Pendant le siège, Paris était devenu un vaste arsenal, on avait distribué 450.000 fusils, il existait près de 2.000 canons avec leur approvisionnement, quantité de réserves de poudre, de cartouches, de projectiles avaient été constituées. Les Parisiens éprouvaient quelque plaisir à se voir entourés d'engins et de munitions : pouvant user de tout cela, ils se sentaient forts ; le fusil serait à l'occasion la sauvegarde de leurs intérêts matériels et de la République : les Parisiens voulaient rester armés. D'ailleurs l'allure militaire que Paris avait conservée depuis le siège ne leur déplaisait point, le militarisme fleurissait en eux : il leur fallait des uniformes, des galons, des drapeaux ; les hasards de la politique extérieure les avaient amenés à prendre le képi, ils n'étaient point pressés de le poser.

Fédération de la
Garde nationale et
Comité central.

Les bataillons de la Garde nationale qui avaient des intérêts communs et une sorte d'âme collective furent amenés à se grouper, à créer un lien entre eux. Ainsi se constitua la *Fédération de la Garde nationale*. L'organisation débuta fort modestement. Vers la fin janvier, quelques républicains, ou ambitieux en mal de candidature, songèrent à réunir les gardes nationaux dans un but surtout électoral. Le « journaliste conférencier », Henri de la Pommeraye, convoqua au Cirque d'Hiver une réunion qui fut présidée par le négociant Courty, homme actif, sans être un « révolutionnaire » ou un « militant notoire ». Une liste de candidats fut dressée, des réunions ultérieures prévues pour les cas de doubles élections ; on désigna un bureau chargé de faire les convocations. Mais, lors de la deuxième réunion,

tenue le 15 février, rue de la Douane au Tivoli-Wauxhall, la situation avait changé, le triomphe des ruraux menaçait la République, Paris et la Garde nationale : la nécessité de préparer la résistance prima le souci électoral, aussi la réunion fut-elle prise au sérieux ; 3.000 gardes nationaux y vinrent, surtout des quartiers populaires. Ils nommèrent une Commission chargée de rédiger les statuts pour la Fédération de la Garde nationale. Les élus, des employés, des boutiquiers, des petits bourgeois n'étaient guère connus que de leurs bataillons, et en général n'appartenaient pas aux minorités révolutionnaires. Ils mirent assez rapidement sur pied la nouvelle organisation ; le 3 mars les statuts étaient approuvés par les délégués des bataillons. Le 13 on proclamait le nom des élus au *Comité central de la Fédération de la Garde nationale* ; ce précurseur des « Conseils de Soldats » comprenait « trois délégués par arrondissement, élus sans distinction de grade par le Conseil de légion » et « un chef de bataillon par légion, délégué par ses collègues » il y avait au-dessous de lui, des Conseils de légion, des Cercles de bataillon ; on prévoyait aussi une Assemblée des délégués des compagnies.

Les statuts ne réglaient pas seulement l'organisation, ils précisaient le but de la Fédération : la République ne pouvait être « subordonnée au suffrage universel qui était son œuvre » ; les représentants de la Garde nationale devaient « *prévenir toute tentative qui aurait pour but le renversement de la République* ». Ils étaient aussi les « *défenseurs naturels de la Garde nationale* ». Tout ceci impliquait naturellement que l'on restât fort. Les représentants de la Garde nationale devaient « *veiller au maintien de l'armement de tous les corps spéciaux et de ladite Garde* ». La Garde nationale affirmait aussi son « *droit absolu de nommer tous ses chefs* et de les révoquer dès qu'ils auraient perdu la confiance de ceux qui les

Le programme de
la Fédération.

avaient élus, toutefois après enquête préalable destinée à sauvegarder les droits sacrés de la justice ». Les statuts prescrivait aussi l'élaboration d'un *projet de réorganisation complète des forces nationales* ». Ces revendications étaient celles des Parisiens ; ceux-ci affirmaient la nécessité d'une armée populaire sauvegardant les intérêts de ses membres et la forme républicaine. Aussi la Fédération groupa-t-elle immédiatement 215 bataillons de la Garde nationale, presque la totalité.

Prestige du Comité central.

D'ailleurs, avant même d'être définitivement constitué, le Comité central avait eu une périlleuse occasion de prouver son utilité et de renforcer son prestige : au moment où l'entrée des Allemands dans Paris était imminente, lorsque les Parisiens surexcités se préparaient à leur livrer bataille, seul le Comité central avait eu le courage de s'interposer et de recommander le calme. Il avait pris des mesures pour isoler par des barricades les troupes ennemies et pour éviter tout incident : *le Comité central avait sauvé Paris de la destruction*. On lui fut reconnaissant d'avoir conjuré une catastrophe ; il avait osé mettre une digue aux élans aveugles des foules, on ne douta plus de sa puissance.

Hostilité du gouvernement.

Il y avait de quoi inquiéter le gouvernement issu de l'Assemblée. Il manifesta son hostilité. Le chef de la Garde nationale, le général Clément Thomas, que nous retrouverons fort mal en point le 18 mars, sentant que ses troupes échappaient à son autorité, avait donné sa démission. Thiers nomma commandant en chef des Gardes nationales, le général d'Aurelle de Paladines, que l'on accusait d'avoir été « brutal jusqu'à la cruauté » et incapable. Le général lança une proclamation des plus menaçantes. Il protestait contre « ce Comité central anonyme » qui ne pouvait donner aucun ordre « sans commettre un crime sévèrement puni par les lois », il flétrit ces gardes nationaux qui s'étaient emparés d'armes et de munitions de guerre

« sous prétexte de les *soustraire* à l'ennemi », il faisait appel aux « bons citoyens » pour « étouffer dans leur germe de coupables manifestations », appel non déguisé à la guerre civile. De son côté, le général Vinoy, commandant en chef de l'armée de Paris, suspendit le 11 mars la publication de six journaux républicains, déclarant que l'on ne pouvait laisser prêcher « la sédition et la désobéissance aux lois ».

Ainsi, tandis que les Parisiens se préparaient à la résistance, la haine de Paris croissait chaque jour dans le camp des conservateurs, ils prenaient à leur compte, une vieille idée, une sorte de conception fantôme qui, au cours de l'histoire, avait hanté bien des gouvernements dans l'embarras : vers la fin de l'Empire, ceux que désespérait l'effritement du régime et l'hostilité irréductible de la Capitale préconisaient « *une bonne saignée* » pour rendre Paris plus docile. Pendant le siège, les Parisiens, toujours gênants, voulaient se battre, cette turbulence ne pouvait s'apaiser que par l'effusion de leur sang. « Si dans une grande bataille livrée sous Paris, disait Trochu le 10 janvier, vingt mille hommes restaient sous les murs, Paris capitulerait ». Et Clément Thomas pensait qu'il serait bon « de tenter *une petite saignée*, il y aurait toujours un certain nombre de têtes chaudes cassées et cela suffirait probablement à rafraîchir les autres ». Après la capitulation, Paris apparaissait plus incommode que jamais; comment ne pas songer à ces journées de juin 48, à ce massacre qui avait calmé pour longtemps la population des faubourgs? Ainsi rôdait au début de mars 71 l'idée d'un grand crime contre Paris. Mais qui oserait être l'assassin? Comment donner aux meurtres souhaités l'allure de la légitime défense? Car, la situation était des plus étranges. Au début de mars le principal adversaire du gouvernement n'était plus son vieil ennemi, la minorité révolutionnaire avec ses diffé-

L'idée de la saignée
nécessaire.

rents groupes, mais le Comité central, un organe composé de modérés, considéré avec quelque défiance par l'Internationale, avec un peu de pitié par les Blanquistes. Le programme de ces petits bourgeois n'avait rien de révolutionnaire, le ton qu'ils employaient dans leurs proclamations ne sortait jamais de la mesure. Comment amener de tels hommes à des provocations? Comment les mettre dans une situation telle qu'ils fissent acte de Révolution? Ce problème, M. Thiers devait le résoudre.

Le rôle de Thiers
Son ambition.

Ce politicien dont l'ambition inquiète avait maintes fois troublé les régimes précédents, achevait une longue carrière jusqu'alors, en somme, assez malheureuse. En 71 il touchait au but : à l'autorité suprême; il était « chef du pouvoir exécutif ». Mais avec quelle incertitude pour l'avenir! Il avait dû assurer aux conservateurs que son action aboutirait au rétablissement de la monarchie, de « la monarchie unie », ce qui lui laissait tout de même quelque délai. Mais il espérait bien durer longtemps, les difficultés de la situation étaient une aubaine pour lui. Qui pourrait lutter de prestige avec lui s'il réduisait Paris indocile, ne pouvait-il pas rester le maître après avoir été le sauveur?

Ses idées.

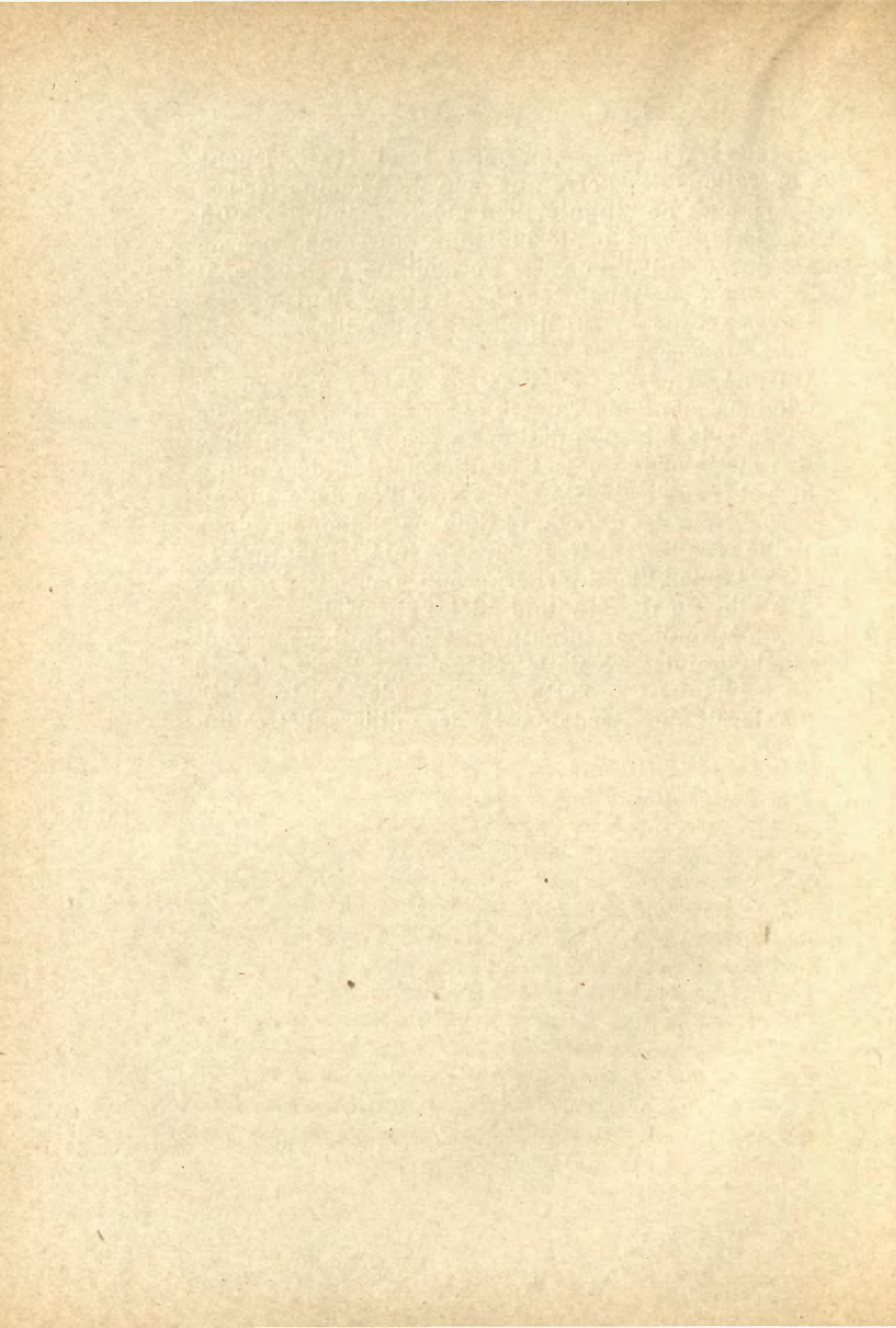
En servant ses intérêts il agissait d'ailleurs suivant ses convictions, Thiers pensait que le pouvoir politique devait appartenir à la bourgeoisie. Dans une république conservatrice, aux mains de la classe aisée, la bourgeoisie serait souveraine, plus encore que sous n'importe quelle monarchie, même « bourgeoise » comme celle de Louis-Philippe. Mais, pour fonder la République conservatrice, il fallait frapper les populations urbaines, celle de Paris surtout dont les tendances démocratiques et socialistes étaient évidentes.

Son tempérament.

L'idée de verser le sang n'effrayait point M. Thiers; son agitation marseillaise, qui, à l'occasion le privait de tout sang-froid, s'unissait fort bien à une grande

insensibilité d'homme purement intellectuel. Quant aux opérations de guerre que pouvaient comporter ses desseins, elles ne l'inquiétaient point. N'était-il pas un peu général, ayant conté l'histoire des campagnes de Napoléon? Muni d'un vaste vocabulaire technique, il était prêt à tenir tête à tous les stratèges dont le prestige avait croulé en 70; il aurait ses batailles, et peut-être « son siège ».

Ainsi apparaissait M. Thiers, avec son ambition, ses convictions, son tempérament et ses manies, en face de Paris, la ville à la population encore malade du siège et plus mêlée que jamais, travaillée par les idées municipales et républicaines, par la conception de la « Commune » et par les rancœurs d'un patriotisme froissé, une ville cruellement lésée dans ses intérêts moraux et matériels, une ville en armes groupée autour de chefs bien à elle, ne représentant ni les théoriciens, ni les hommes à coups de main, mais les aspirations moyennes de la grande cité. Cette rencontre de Paris en émoi avec celui que Gambetta appelait « le sinistre vieillard » devait apporter la mort à des milliers d'êtres humains.



CHAPITRE II

JOURNÉE RÉVOLUTIONNAIRE

CONDUITE PAR UN « GRAND BOURGEOIS » — THIERS

ET LE 18 MARS 1871

Ce Paris frémissant et armé, que l'on provoquait à plaisir, inquiétait grandement les conservateurs de toute espèce, mais de plus en plus leurs inquiétudes se cristallisaient en une seule : on s'épouvantait de la formidable artillerie que les Parisiens avaient rassemblée à Montmartre, à Bellevue et ailleurs, avant l'entrée des Prussiens. On ne songeait qu'aux canons. « Les gens d'affaires, a déclaré Thiers lors de l'enquête sur le 18 mars, allaient répétant partout : « Vous ne ferez jamais d'opérations financières si vous n'en finissez pas avec tous ces scélérats, *si vous ne leur enlevez pas les canons* ». L'idée qu'il fallait enlever les canons était en effet dominante et il était difficile d'y résister... » Au cours de sa longue carrière, Thiers fut bien souvent *dominé* par les idées qui naissaient sous son crâne à toupet; que ce soit l'idée de « garder Belfort », de « sortir de Paris » ou « d'enlever les canons », le cas est le même. Il est obsédé, tyrannisé par une conception étroite, qui restreint singulièrement le champ de ses inévitables lunettes. Pas plus que les hommes d'affaires, il n'a aperçu l'inutilité de l'opération projetée. Comme l'a remarqué le général Vinoy, si l'on prenait

La question des
canons.

But des conserva-
teurs.

les canons gardés dans différents parcs à l'intérieur de Paris, il restait aux Parisiens toute l'artillerie des fortifications. Et tout les canons pris, il restait encore les fusils. Mais, semble-t-il, Thiers et les conservateurs n'examinèrent pas seulement la question des canons au point de vue de leur intérêt matériel. Le symbolisme, maladie de l'époque, était conservateur aussi bien que révolutionnaire. Le fait que la Plèbe parisienne tenait sous sa main des engins représentant de puissants moyens d'action, était un outrage à la loi, protectrice de la société bourgeoise; même si cela ne devait avoir aucun résultat pratique, il fallait au plus tôt faire disparaître cette monstrueuse illégalité. Qui osait discuter cette formule destinée à couvrir plus tard tant d'hypocrisies : « force doit rester à la loi » !

Appuyé par les appétits brutaux des hommes d'argent et l'intransigeance des doctrinaires, le petit homme impulsif ne pouvait guère résister à la tentation de réaliser ses vues personnelles.

Mais, reprendre les canons était une difficile entreprise. Les gardes nationaux considéraient les pièces comme leur propriété; ils les avaient achetées par souscription publique et elles étaient marquées au chiffre des bataillons. En les arrachant aux Prussiens — alors que le gouvernement s'en souciait fort peu — les Parisiens avaient, en quelque sorte, renforcé leur droit de propriété. Enfin, devant l'hostilité de plus en plus nette que l'Assemblée manifestait contre Paris et la République, cette artillerie leur semblait une sauvegarde indispensable. On imagine d'ailleurs facilement quelle fut la première réaction parisienne devant les premières vexations : « Eh bien ! puisque c'est ainsi, nous ne rendrons pas les canons ! ».

Entre ces deux volontés tendues et prêtes à s'affronter, les négociateurs bénévoles pullulèrent. Aux premiers jours de cette histoire tragique, apparaît la

Point de vue des
Parisiens.

Les conciliateurs.

race des *conciliateurs*. Ne comprenant pas l'implacable antagonisme des énergies mises en jeu, ils pensèrent naïvement les canaliser, et, non sans courage, s'efforcèrent d'y parvenir, offrant ainsi leur tête aux coups des uns et des autres. Clemenceau s'évertuait — suspect aux deux partis — proposait de rassembler toutes les pièces et de les faire garder à la fois par la troupe et par la Garde nationale. Le colonel Langlois vociférait des solutions, proposait de répartir les canons entre les bataillons. D'autres allaient déclarant qu'il suffisait d'attendre. Les gardes nationaux « en avaient plein le dos » de monter la garde autour des parcs d'artillerie, ils finiraient par rester chez eux; alors, l'Etat n'aurait qu'à recueillir les canons abandonnés.

Le gouvernement donna quelques coups de sonde. De faibles détachements se présentèrent le 8 mars au Luxembourg, le 9 à Montmartre, le 16 à la place des Vosges, pour recevoir les canons surveillés par des postes de gardes nationaux; partout, l'alarme fut donnée. A Montmartre, on faillit en venir aux mains; partout les soldats durent se retirer. Si le gouvernement voulait récupérer pacifiquement l'artillerie de la Garde nationale, il fallait attendre encore.

Thiers est pressé.

Mais Thiers était pressé. Arrivé à Paris le 15 mars, il n'avait que peu de temps pour agir, l'Assemblée nationale étant convoquée pour le 20 mars. Que d'avantages pour lui s'il pouvait régler, avant l'arrivée des députés, cette affaire de canons, si inquiétante pour les conservateurs, s'il pouvait mettre à leurs pieds un Paris désarmé et soumis! Toute la carrière politique de Thiers — toute sa fin de carrière — devait se jouer en ces quelques jours. Les divisions des partis monarchistes avaient élevé Thiers au pouvoir exécutif; la réduction de Paris ferait de lui le sauveur de la société, s'imposant sans conteste au parti

bigarré de l'ordre. L'expédient du 17 février deviendrait mesure définitive.

Thiers croit l'opération facile.

Le 17 mars, Thiers était décidé à enlever les canons par la force. Pour exécuter ce plan, il disposait de 20.000 hommes de troupes et comptait sur la Garde nationale des quartiers bourgeois; quant à l'ennemi prévu, les hommes des quartiers populaires, leur nombre l'inquiétait peu, semble-t-il: on avait pris l'habitude de les représenter comme des fanfarons sans courage, des « à outrance » toujours prêts à fuir. Sans doute Thiers pensait-il sur ce point comme les chefs militaires et tous les « capitulards ».

Thiers a intérêt à ce qu'il y ait du sang répandu.

Enfin, l'effusion de sang possible cependant, probable même, n'était point contingence capable de détourner Thiers de son dessein. Sa sécheresse de cœur jointe à l'insensibilité des stratèges en chambre, sa conviction de lutte pour défendre les droits presque « divins » de la bourgeoisie, lui faisaient une âme impitoyable. D'ailleurs il avait intérêt à ce que l'affaire fût assez sérieuse; son mérite en serait rehaussé. En arrivant, l'Assemblée — fort astucieusement amenée à siéger à Versailles — trouverait une atmosphère d'insurrection, elle aurait peur, au moins de façon rétrospective. Si le calme venait d'être rétabli, elle se grouperait autour de Thiers, l'homme nécessaire, seul capable de triompher du danger social.

Thiers dépassé par les événements.

Gardons-nous cependant d'exagérer le machiavélisme de Thiers, n'en faisons pas une sorte de prophète ayant prévu la Commune dans tous ses détails. Un conservateur, le comte d'Hérisson a pu dire : « Quand on étudie l'affaire du 18 mars, on en arrive presque à se demander si M. Thiers voulait réellement enlever les canons de Montmartre, et si son but n'était pas plutôt d'obtenir un mouvement populaire qui lui permettrait d'évacuer Paris d'abord pour le reprendre ensuite en le noyant dans le sang. »

Très probablement Thiers n'avait point prévu l'étendue de la catastrophe qu'il allait déchaîner ; avec sa petite taille, il évoque irrésistiblement l'idée d'un enfant myope en train de manier des explosifs ; il sera le premier surpris par la violence de la déflagration. Pour la réussite complète des projets de Thiers, il suffisait d'un ruisselet de sang, il en eut un fleuve, ne s'y noya point et put même y naviguer confortablement, mais ce fut pur hasard, il s'était mis par sa faute en très grand danger.

En effet, si Thiers souhaitait un peu de résistance, il ne pouvait vouloir le pitoyable échec de son entreprise. Irritation des militaires contre « les avocats qui avaient voulu l'affaire », manque de confiance des chefs dans le loyalisme de leurs troupes, incapacité à prévoir, inconcevable inertie, on ne sait que choisir pour expliquer l'étrange allure de l'opération accomplie le 18 mars.

La réalisation du plan de Thiers commence à 3 heures du matin. Les troupes sortent de leurs casernes et se mettent en mouvement sans bruit. En même temps on affiche avec activité. Une proclamation de Thiers met en garde les habitants de Paris contre les « hommes malintentionnés » qui, « sous prétexte de résister aux Prussiens, qui ne sont plus dans les murs, se sont constitués maîtres d'une partie de la ville, y ont élevé des retranchements, y montent la garde », forcent les autres à la monter avec eux « par ordre d'un comité occulte qui prétend commander seul, méconnaît ainsi l'autorité du général d'Aurelle..., veut former un gouvernement en opposition au gouvernement légal, institué par le suffrage universel ». « Les canons dérobés à l'Etat vont être rétablis dans les arsenaux » et, pour « cet acte urgent de justice et de raison », le gouvernement compte sur le concours des Parisiens : « Que les bons citoyens se séparent des mau-

L'opération du
18 mars.

Affiches.

vais, s'écrie Thiers, qu'ils aident à la force publique au lieu de lui résister, ils hâteront ainsi le retour de l'aisance dans la cité, et rendront service à la République elle-même, que le désordre ruinerait dans l'opinion de la France ».

D'Aurelle de Paladines a ajouté son mot : il annonce modestement et de façon certes prématurée que « les canons de Montmartre, des Buttes-Chaumont et de Belleville sont au pouvoir du gouvernement de la République ».

Prise des canons de
Montmartre.

Cependant les troupes cheminent. La colonne principale, commandée par le général Lecomte, approche de Montmartre. Les instructions du général Vinoy ne laissent aucune incertitude sur la conduite à tenir : « Les premiers arrivés sur les hauteurs, dit son ordre, chercheront à surprendre les sentinelles et les postes pour prévenir toute résistance. S'ils déposent leurs armes, on les gardera prisonniers; s'ils résistent ou font usage de leurs armes contre la troupe, *ils seront passés par les armes sur place.* »

Les éclaireurs de la colonne, des gardiens de la paix, arrivent au parc d'artillerie, blessent la sentinelle qui n'ose tirer, accueillent à coups de fusil le poste de la rue des Rosiers, puis le désarme. Les canons sont pris.

Retard pour l'enlèvement des canons.

Il n'y a plus qu'à les emmener. La troupe pousse activement les préparatifs d'évacuation; tandis que le jour se lève, on place des postes, on comble les tranchées, on aplanit le terrain pour permettre le passage des pièces. Il ne manque que les attelages pour les traîner. A sept heures rien n'est encore arrivé : on descend à bras, avec mille peines, une vingtaine de pièces, mais il y a des centaines d'engins à emmener sur un terrain difficile : l'opération s'annonce interminable.

Et tout délai accroît les difficultés car la population de Montmartre, éveillée par la fusillade, se précipite aux nouvelles dès que le grand jour est venu. Aux abords du parc d'artillerie s'entasse une foule de curieux de tout âge, surtout des femmes, tous s'intéressant au transfert des canons et confusément hostiles. Tout Montmartre est sur pied. Le maire, le docteur Clemenceau, arrive d'assez méchante humeur car on avait promis de ne rien tenter sans le prévenir. Le général Lecomte le renvoie assez rudement « à sa mairie ». De son côté, la Garde nationale s'émeut; les hommes du poste qui se sont échappés ont pu donner l'alarme, on entend battre le rappel, puis la charge. Alors commence le drame. Entre les gardes nationaux qui arrivent en nombre et les troupes du gouvernement, se trouve la foule désarmée et suppliante des femmes et des enfants, une foule qui s'insinue partout; on a beau la chasser, confiante dans sa faiblesse elle n'en fait qu'à sa tête. La troupe est comme engluée; le sentiment de la discipline mollit, et surtout les canons des fusils sont trop près des poitrines humaines pour que tout homme qui n'est pas né meurtrier ose tirer de sang-froid.

Très embarrassé, le général Lecomte s'efforce d'intimider la foule par des sommations, des préparatifs de charge ou de tir. Mais un incident décisif se produit : Des gardes nationaux arrivent mêlés à des soldats du 88^e; un poste de ce régiment s'est joint à eux. Les soldats du 88^e semblent prêts à défendre leurs camarades et à fraterniser avec les Parisiens. Le général s'irrite, fait arrêter quelques soldats : « Canailles, leur dit-il, votre compte est bon ! ». Puis il menace les autres de leur brûler la cervelle s'ils n'obéissent pas; il commande le feu contre la foule, mais en vain. Alors c'est un irrésistible écroulement. Parmi les soldats, les uns jettent leurs fusils, les autres mettent la crosse en l'air. Avec une immense

L'intervention de
la foule.

Indocilité de la
troupe.

acclamation la troupe et la Garde nationale se pénètrent. Les chasseurs lèvent la crosse en l'air comme le 88°. A neuf heures du matin la Garde nationale a repris les buttes et trois coups de canon à blanc annoncent au loin la nouvelle de sa victoire.

Massacre des généraux Lecomte et Clément Thomas.

Le général Lecomte est arrêté; la foule, les soldats révoltés redoutent un retour offensif des troupes et veulent un otage. Alors, en présence de cet homme désarmé, les instincts sanguinaires fermentent; les soldats arrêtés par ordre du général et délivrés par les gardes nationaux sont les plus acharnés. D'ailleurs, depuis le matin, le public des rues montmartroises a varié. Le danger passé, toute la population interlope est sortie; aux ménagères ont succédé les filles publiques, tard levées, les « chiennes enragées » dont parle un témoin. Protégé à grand'peine contre la multitude en furie, le général Lecomte est gardé à vue au poste de la rue des Rosiers; il attend la décision d'un « Comité » qui n'arrive pas. Un incident brise les dernières barrières qui séparaient le général de la mort: un torrent humain déverse dans le poste un vieillard à barbe blanche et à chapeau haut de forme, le général Clément Thomas, un des « fusilleurs de 48 », reconnu dans la foule où il s'était inconsidérément aventuré. Sous la poussée des forcenés la fenêtre se brise, la foule est dans la pièce; des soldats se précipitent sur le général Lecomte. « Tu m'as donné une fois huit jours de prison, s'écrie l'un d'eux, c'est moi qui te tirerai le premier coup de fusil ». Entraînés dans le jardin, les deux généraux sont criblés de balles; plus tard, quand on fera leur autopsie, on reconnaîtra que la plupart de leurs blessures ont été faites par des projectiles de chassepot, par les armes des soldats de Thiers.

Echec complet de la tentative du gouvernement.

Au moment où les deux généraux tombent à Montmartre, le sort de la tentative gouvernementale n'est

plus douteux. Sauf place Pigalle, pas de contact sanglant entre la troupe et la foule, mais partout, après de faciles succès, les soldats reculent; l'opération tentée contre les Buttes-Chaumont et Belleville ressemble à celle de Montmartre. Les troupes arrivent à leurs emplacements, attendent les attelages, sont entourées par une foule de plus en plus hostile et, à 11 heures, se dégagent péniblement pour battre en retraite. Partout la résistance spontanée et bien souvent passive des masses parisiennes a vaincu les troupes du gouvernement. Mais cette formidable action des foules n'a pu s'exercer que grâce à deux circonstances : le retard des attelages qui a fait durer l'opération, le peu de solidité des troupes et même, à Montmartre, la révolte des soldats.

Il est difficile de savoir exactement pourquoi l'enlèvement des canons fut si mal organisé, que le retard des attelages soit dû au mauvais vouloir des militaires subordonnés, bien malgré eux, aux civils, à l'habituelle imprévoyance de ces « généraux de 70 » ou, au contraire, à un calcul meurtrier, tout délai devant favoriser l'effusion de sang. Mais, sans nul doute, Thiers fut quelque peu étonné par l'indocilité des troupes. Depuis la capitulation les soldats, désœuvrés, erraient dans ce Paris, nouveau pour eux, trinquant avec les civils chez les mastroquets, « passant la journée en famille » et selon leur expression : « fraternisant ». Par contre la défaite avait profondément atteint le prestige des chefs; dès lors on conçoit que les chausse-pots aient refusé de partir. Mais comment M. Thiers eût-il pu prévoir la défection de la troupe ! En bon historien militaire, il avait l'habitude de manier des effectifs et non des hommes. Il eut donc le 18 mars, la brutale révélation de tout un inconnu psychologique.

Le choc fut rude pour cet homme fébrile. Comme il l'a dit lui-même : il n'hésita point, son

Thiers n'a pas prévu la défection des troupes.

Thiers affolé ordonne le repli des troupes.

parti était pris. Depuis plus de vingt ans, il souffrait dans sa vanité blessée; il avait eu raison en 1848 et Louis-Philippe ne l'avait pas écouté, n'avait pas voulu quitter Paris soulevé pour y rentrer par la force. Aussi fut-il impuissant à se contenir dès que les mauvaises nouvelles affluèrent; l'idée de fuir commença à le travailler, ne lui laissa plus de repos, devint irrésistible. Il donna l'ordre au général Vinoy de faire replier ses troupes derrière la Seine.

La Garde nationale des quartiers bourgeois ne soutient pas le gouvernement.

Cependant, par acquit de conscience, le gouvernement tenta un suprême effort, il fit un dernier appel à la Garde nationale des quartiers bourgeois. Depuis six heures du matin on battait le rappel dans les quartiers du centre; on afficha des proclamations à la Garde nationale. Le résultat fut piteux. Même parmi les Parisiens de condition aisée, il y avait un mécontentement diffus; ceux qui ne se souciaient guère de la République ou que la loi sur les échéances n'atteignaient point, ne pouvaient cependant admettre avec joie la « décapitalisation ». Dans la confusion générale, on ne savait qui faisait battre le rappel: on l'entendait aussi du côté des quartiers ouvriers; on restait chez soi de peur d'obéir à une convocation des révolutionnaires. Enfin la retraite des troupes incitait chacun à se tenir coi. Il ne vint à l'appel du gouvernement que 5 à 600 hommes; *la milice bénévole des soldats de l'ordre si ardente en juin 48 fit donc défaut le 18 mars 71.*

La fuite de Thiers.

Cette abstention de la bourgeoisie ne pouvait qu'affermir la décision de Thiers, il avait fait appel « au bon sens et au *courage* » de ses collègues. Quelques-uns, Picard, Jules Favre, avaient opposé des objections, d'autres, des militaires, soufflaient la panique. Aussi suffit-il d'un incident pour précipiter la fuite. Devant le ministère des Affaires étrangères où s'était réfugié le gouvernement, trois bataillons de gardes nationaux passèrent, tambours et

clairons en tête: « Je crois que nous sommes flam-bés, nous allons être enlevés » déclara le général Le Flô; il ajouta: « Je crois qu'il est important que vous vous *sauviez*; il y a peut-être un escalier dérobé par lequel vous pourrez vous retirer et gagner la rue de l'Université et de là partir pour Versailles... » « Mettez vos pardessus, dit Vinoy, la porte du bois de Boulogne est gardée, votre sortie est assurée par là... » Ils invoquèrent l'intérêt supérieur du gouvernement dont il fallait empêcher la désorganisation; la voiture, l'escorte de cuirassiers, tout était prêt pour partir, et Thiers partit à grande allure: « A chaque instant, écrit le comte d'Hérisson, il passait la tête par la portière en criant: « Marchez donc! marchez donc! tant que nous ne serons pas au pont de Sèvres, il y aura du danger! ». Le capitaine qui commandait l'escadron et qui galopait à côté du coupé avait beau répondre: « Nous ne pouvons pas aller plus vite, tous nos chevaux vont être fourbus ». Thiers répétait toujours: « Marchez donc! Marchez donc! ». Il ne fut tranquille qu'à Versailles.

Thiers avait d'ailleurs songé à ceux qu'il laissait derrière lui; le ministre de la Guerre, le général Le Flô, avait reçu l'ordre de faire évacuer complètement Paris. Jules Simon, Ernest Picard, Jules Favre, n'y purent rien. Jules Ferry eut beau se cramponner à l'Hôtel de Ville. Vers quatre heures du soir, on commença à abandonner les casernes, à 2 heures du matin, les troupes étaient sur la route de Versailles. Les forts furent évacués; la brigade Daudel qui occupait le Mont-Valérien « était celle sur laquelle on pouvait le plus compter », elle devait donc avant tout se rendre à Versailles pour protéger le gouvernement; il ne resta dans cette importante position qu'un faible détachement, peu sûr. Quant aux autres unités, celles qui cheminant en désordre sur la route de Ver-

L'ordre d'évacuation totale

sailles chantaient des refrains révolutionnaires et insultaient les gendarmes, Thiers voulait les soustraire à la contagion parisienne et les « remettre en main ».

Le vide administratif dans Paris.

D'ailleurs « l'évacuation » ne se borna pas aux troupes; Thiers voyait grand. « Au signal de Versailles, écrit Lissagaray, la plupart des employés avaient abandonné leurs postes. Octroi, voirie, éclairage, halles et marchés, assistance publique, télégraphes, tous les appareils digestifs et respiratoires de cette ville de seize cent mille êtres, il fallait tout réorganiser... L'intendance militaire abandonnait, sans un sou, six mille malades dans les hôpitaux et les ambulances. Il n'était pas jusqu'au service des cimetières que M. Thiers n'eût essayé de détraquer ». Thiers fit donc le vide dans Paris, vide inquiétant et redoutable pour quiconque voudrait prendre le pouvoir; jamais aucune des révolutions précédentes n'avait endommagé à ce point la vieille machine bureaucratique; jamais révolutionnaires n'avaient été aussi brutalement mis en demeure de créer ou de périr.

Les militants surpris par l'attaque de Thiers.

Les Révolutionnaires? durant toute cette journée du 18 mars, ils sont aussi débordés que les troupes de Thiers; on ne voit dans les premiers moments que des foules s'agitant, opposant aux soldats d'innombrables poitrines, construisant, sans mot d'ordre des barricades et y charriant des canons. Car la soudaine attaque de Thiers avait surpris tout le monde. Après avoir promis aux maires conciliateurs de les prévenir s'il se décidait à l'action, le gouvernement avait lancé ses troupes sans avertir personne. Quantité de réunions de clubs, de comités locaux, s'étaient tenues le soir du 17 mars, se prolongeant parfois jusqu'à une heure avancée de la nuit; nul préparatif de résistance n'y avait été décidé. Le Comité central, à peine organisé, avait prolongé la séance jusqu'à trois heures et demie du

matin et s'était séparé ignorant tout; les membres du Comité central apprirent l'agression de Thiers par la rumeur publique, par les affiches; ils s'étaient couchés fort tard, tout porte à croire qu'ils ne se levèrent point tôt; lorsqu'ils apparurent dans les rues, l'essentiel était fait; les barricades s'ébauçaient.

Une réduction du Comité central parvient à se réunir à l'école de la rue Basfroi, à l'endroit désigné pour la réunion du soir. Dans la salle d'étude, au milieu d'une effroyable pétaudière, Assi interroge avec une activité impertubable, tout ce que lui amène la fantaisie populaire. D'autres essaient d'improviser un service de liaison; mais parmi les nombreux « agents de liaison » volontaires qu'ils expédiaient dans Paris, quatre seulement reviennent et ne rapportent que des bribes de renseignements. A trois heures et demie, après délibération, les membres du Comité, laissant trois des leurs en permanence se séparent et vont porter eux-mêmes leurs ordres; en arrivant à leur poste ils trouvent d'autres membres du Comité qui sont restés dans leur quartier et ont déjà préparé des moyens de résistance.

La journée du 18 mars offre des contrastes curieux; commencée par l'action collective et anonyme des foules elle se termine par des actes d'énergie individuelle, par l'action de militants isolés entraînant avec eux les comités de la Garde nationale. Dans la matinée, connaissant bien tard, à 9 heures du matin, les événements de la rive droite, le blanquiste Duval organise le XIII^e arrondissement, passe ensuite dans le V^e et aboutit à 8 heures du soir à la Préfecture de police. Brunel et Lisbonne s'associent pour prendre la caserne du Château-d'Eau (place de la République) puis se jettent sur l'Hôtel de Ville. Varlin, Bergeret et Arnold occupent l'Etat-Major de la Garde nationale, place Vendôme. Toutes ces opé-

Rôle du Comité central le 18 mars.

Actions individuelles.

rations sont conduites avec prudence ; on ignore l'étrange décision de Thiers; *on prend les préparatifs de départ pour des préliminaires d'attaque*; on s'attend à un retour offensif des troupes; on occupe des points importants en vue d'une lutte prochaine; on s'assure des otages. Vers 5 heures du soir, à la gare d'Orléans, des gardes nationaux arrêtent le général Chanzy, député de l'Assemblée nationale. Ignorant la retraite du gouvernement, les gardes nationaux s'étonnent de ne pas rencontrer de résistance ni à la Préfecture de police, ni à l'Hôtel de Ville.

Ainsi la journée du 18 mars n'a point, tout d'abord, l'allure d'une Révolution. La révolte des soldats provoquée par la résistance spontanée de la foule et l'absence de la Garde nationale de l'Ordre ont déterminé le gouvernement à fuir. Dans Paris qui commence à se vider de tout ce qui représentait le régime précédent, des Révolutionnaires tentent des reconnaissances, s'emparent, le plus souvent sans résistance des places désertées, se préparent à subir le lendemain une nouvelle attaque du gouvernement. Mais, par la force des choses, la journée finit avec les apparences d'une Révolution et dans la soirée, le Comité central, bien malgré lui d'ailleurs, fait figure de gouvernement provisoire.

En effet, vers 11 heures du soir, des officiers de la Garde nationale commencent à arriver à l'Hôtel de Ville; dans la journée il a été question « de s'emparer de l'Hôtel de Ville et d'y rester jusqu'à ce que l'Assemblée fasse droit aux légitimes revendications du peuple de Paris. » De plus, dans les périodes troublées, c'est à l'Hôtel de Ville qu'il se passe quelque chose. Les officiers entrent, errent dans l'édifice, finissent par se trouver réunis dans la Salle des Conférences; c'est d'abord un conciliabule assez confus (le premier d'une longue série), puis cela prend l'allure d'une séance sous la présidence, de fait, d'Edouard

Le Comité central
à l'Hôtel de Ville.

Moreau; celui-ci propose de « rester à l'Hôtel de Ville ». *Bien des membres du Comité central sont hésitants, inquiets, ils ont été élus pour défendre les intérêts matériels des gardes nationaux et, éventuellement, la République; ils n'ont pas de mandat de gouvernement.* On parvient cependant à calmer les scrupules des timorés; il serait absurde d'abandonner un poste conquis aussi facilement; le Comité Central ne restera que quelques jours, temps nécessaire pour préparer des élections municipales, l'élection de la Commune; et le cri de « Vive la Commune », le vieux cri insurrectionnel, emplit la salle, exprimant la foi et aussi le soulagement de voir un cas de conscience résolu.

En même temps se rompent les derniers liens qui rattachent encore Paris au gouvernement. Malgré leur pitoyable échec, les conciliateurs ne se sont pas découragés. A la nouvelle des événements du matin, les maires de Paris se réunissent. A l'exception d'une minorité turbulente, qui souhaite l'écrasement des Parisiens et ne s'en cache point, les maires veulent empêcher la guerre civile. Dupés par le gouvernement qui leur avait promis de ne pas tenter de coup de force sans les prévenir, ils ne se découragent pas; ils continueront ainsi longtemps, sans souci des affronts venant de droite comme de gauche; rôle ingrat, rôle douteux, car leur besogne n'est, au fond, utile qu'aux vieux roués de la politique, aux Thiers, aux Jules Favre; à ceux qui ont surtout besoin de gagner du temps.

Echec des conciliateurs.

Leur rôle s'affirme dès l'après-midi du 18 mars. Ils se traînent de mairie en mairie, finissent par élaborer un programme de conciliation. Le gouvernement devra accorder :

1° La nomination du colonel Langlois, représentant de Paris, comme commandant de la Garde nationale.

2° La nomination de Dorian (1) comme maire de Paris;

3° Les élections municipales immédiates;

4° L'assurance que la Garde nationale ne sera pas désarmée.

Vers huit heures du soir, une délégation chargée de faire admettre ces conditions, atteint Jules Favre au ministère des Affaires étrangères. Le ministre se drape dans sa dignité, il se fait confirmer la nouvelle du meurtre des généraux Lecomte et Clément Thomas; il déclame: « Alors Messieurs, que venez-vous faire ici? Vous apportez des propositions? *On ne discute pas, on ne parle pas avec des assassins!* » Le mot irréparable est prononcé, désormais ce sera la doctrine du gouvernement: tout Paris est responsable de l'insubordination militaire, principale cause de la mort des généraux, tout Paris doit être puni; on ne laissera continuer les négociations que pour préparer à loisir l'exécution de la ville. Aussi, Jules Favre consent-il néanmoins à transmettre au gouvernement les propositions des maires.

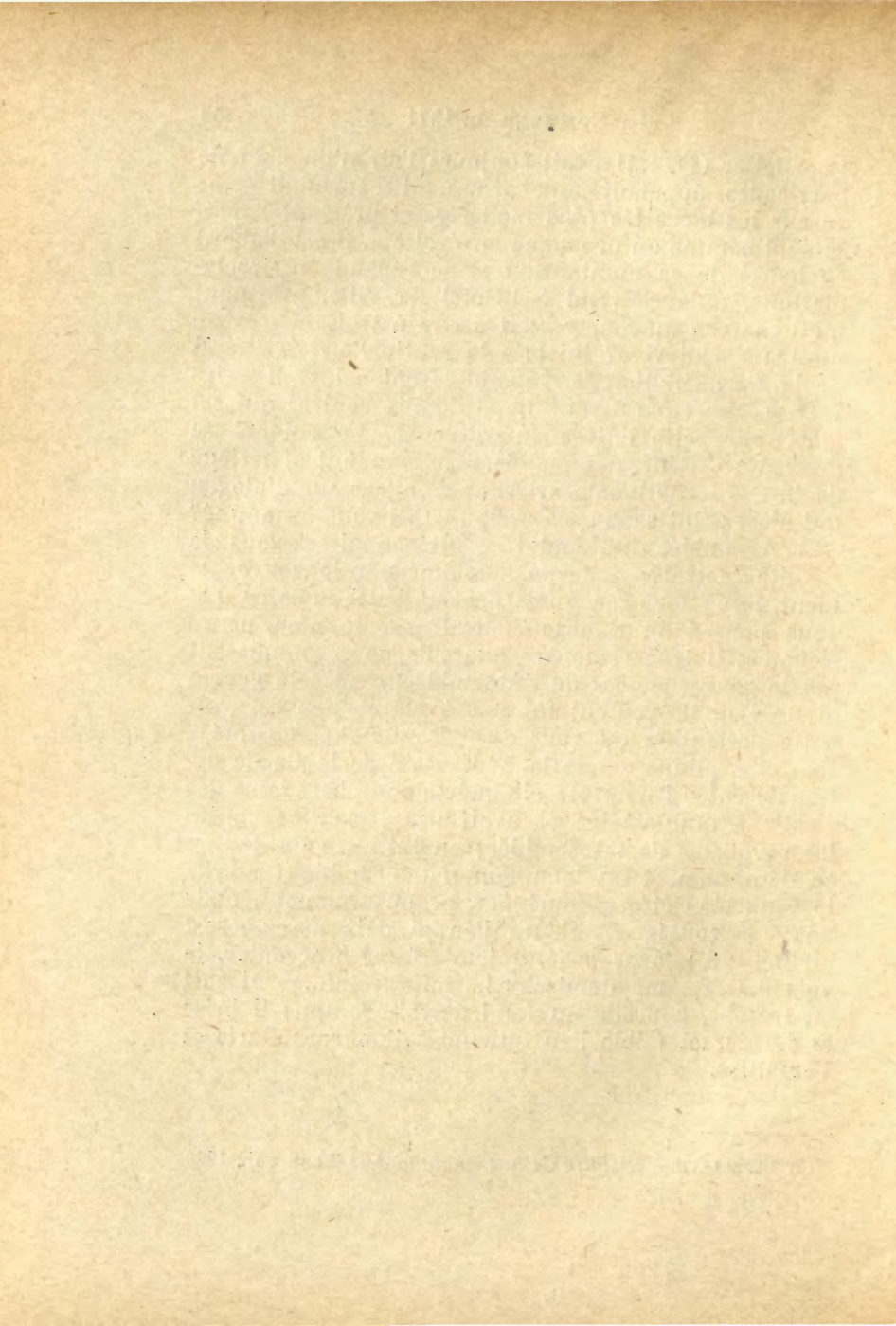
L'incident Langlois

Cette circonstance permet l'explosion d'un incident gai. « Vers une heure du matin, écrit Da Costa, un nommé Labiche apporta un arrêté nommant Langlois commandant en chef de la Garde nationale ». Les maires espéraient beaucoup de cette nomination (que l'on avait d'ailleurs omis de signer), car le député colonel Langlois était un personnage synthétique à l'excès. Ancien internationaliste et exécuteur testamentaire de Proudhon, colonel de Garde nationale, s'étant montré brave à Buzenval, il était populaire dans Paris. Député et assez modéré d'idées, il tenait avant tout à la légalité; il n'avait gardé de révolutionnaire que le ton, la « gesticulation ». « ...Il s'informait de votre santé dans une clameur, écrit

(1) Ingénieur, ministre du gouvernement de la Défense. — Républicain.

Lepelletier (1). ...Il avait toujours l'air d'un chef de barricades appelant aux armes. Il exprimait avec fureur les idées les plus modérées et prêchait l'apaisement comme on proclame la révolte ». Il est d'abord enchanté de sa nomination et se répand en proclamations, puis se rend à l'Hôtel de Ville, affirmant qu'il marche au martyre; il arrive à trois heures du matin: « Qui vive? lui crie la sentinelle — Général de la Garde nationale, répond le colonel », il entre fort acclamé, paraît devant le Comité central qui est glacé par cette entrée tumultueuse. Le colonel se présente: « Général Langlois, Commandant supérieur de la Garde nationale ». Alors s'engage un dialogue qui n'est point sans cocasserie: « Qui vous a nommé? — l'Assemblée nationale! — Reconnaissez-vous le Comité central? — Je suis nommé par le gouvernement, je ne vous reconnais pas! — Dites-nous ce que vous pensez du Comité central? — Je n'en pense rien... ». Il leur remontre que s'ils ne reconnaissent pas le gouvernement de l'Assemblée, c'est « la guerre civile » qu'ils veulent faire. « Vous ne pouvez avoir cette prétention ou vous êtes des fous! » conclut-il. On lui explique « que la Fédération de la Garde nationale entend nommer elle-même son chef, faire des élections municipales et avoir des garanties contre les royalistes de l'Assemblée; on lui offre de donner sa démission et on le nommera. « Eh bien! non!... je veux bien être nommé par le gouvernement, mais pas par vous!... d'ailleurs j'en ai déjà assez. C'est Méline qui m'a proposé, qui m'a forcé à accepter, je vais leur f... ma démission!... au revoir!... ». Il sort en trombe, heureux au fond d'avoir rompu; il brise le dernier et faible lien qui unissait encore Paris et Versailles.

(1) LEPELLETIER, *Histoire de la Commune de 1871*. 3 vol., 1900.



CHAPITRE III

LES MISÈRES D'UNE RÉVOLUTION QUI MANQUE DE RÉVOLUTIONNAIRES — LA DICTATURE DU COMITÉ CENTRAL

Au matin du 19 mars, les Parisiens connurent le grand événement de la nuit; sur des affiches blanches, d'allure officielle, le Comité central annonçait l'échec de la tentative du gouvernement, promettait des élections communales prochaines et précisait qu'en attendant, le Comité conserverait « au nom du peuple, l'Hôtel de Ville. » La foule s'émut peu, s'étonna plutôt, fut avidement curieuse de connaître les nouveaux maîtres de Paris.

On lisait les signatures des deux proclamations sans être beaucoup plus renseigné; la plupart des noms étaient inconnus du public; bien souvent les hommes de confiance des bataillons ne possédaient qu'une notoriété de quartier. Non seulement parmi les signataires mais dans l'ensemble du Comité, il y avait surtout des «hommes nouveaux». Sans doute les Parisiens connaissaient *Assi*, l'ouvrier mécanicien, à demi célèbre pour son rôle dans les grèves du Creusot, réputé comme orateur de réunions publiques : *Assi* que la fatalité de l'ordre alphabétique place en tête comme un chef; *Varlin*, l'ouvrier relieur autodidacte, le militant jamais las, ne vivant que pour essayer d'organiser les forces du travail; *Babick*, de

Les hommes du
Comité central.

l'Internationale, comme les précédents, un « original », un parfumeur illuminé et spirite, aimant à se parer d'insignes et d'amulettes diverses qui lui tintent sur le ventre; *Protot*, l'avocat persécuté par l'Empire; *Duval*, ouvrier fondeur; *Eudes*, journaliste, l'un et l'autre blanquistes énergiques, habitués des prisons impériales comme Blanqui lui-même: *Lullier*, « l'épée de la République », le matamore encombrant des cafés républicains; *Brunel*, le patriote exalté, qui après l'armistice complotait de troubler à coups de fusil les Prussiens prenant possession des forts; *Edouard Moreau*, dont la jeune autorité s'est imposée la veille au Comité central balbutiant. Mais les autres? Quels hommes vont-ils se révéler dans cette aventure?

L'inertie militai-
re du Comité
central.

Et d'abord quelle va être leur attitude à l'égard du gouvernement fugitif et de M. Thiers? Le 3 août 1830, les Parisiens vainqueurs de Charles X avaient pourchassé le roi jusqu'à Rambouillet. La Garde nationale va-t-elle marcher en masse contre Versailles?

Haine implacable
de Thiers contre
Paris.

Jamais aucun des gouvernements déchus n'avait été pour les Parisiens un ennemi aussi dangereux que M. Thiers. Cet homme qui, avant le 18 mars, acceptait assez froidement l'éventualité d'une effusion de sang, était devenu implacablement féroce après l'échec de sa tentative. Malgré son affolement, il avait pris des mesures dictées par une haine clairvoyante. L'évacuation totale de Paris, le retrait des organes administratifs laissait le champ libre à la Révolution, elle pourrait grandir; les éléments hostiles au régime se montreraient. L'esprit révolutionnaire, diffus dans toute population et par suite impossible à combattre, s'affirmerait par les actes de quelques hommes que l'on pourrait frapper; *la disparition des révolutionnaires assurerait un avenir paisible à la République conservatrice*. Dès lors, une

fois de plus, « son parti était pris », il ne ferait aucune concession, même aux revendications les plus modérées des Parisiens. L'exaspération qui devait jeter Paris dans les bras des révolutionnaires servait ses desseins, l'idée de provoquer un effroyable massacre ne semble pas l'avoir inquiété. A ses yeux, le but suprême : conserver les privilèges sacrés de la bourgeoisie, justifiait tous les moyens.

D'ailleurs, pour l'instant, Thiers était désarmé; il n'avait plus à Versailles que « des hordes », des soldats « ne saluant plus les officiers, les regardant d'un air menaçant, déclarant en pleine rue qu'ils ne se battraient pas contre leurs frères de Paris ». Mais le petit homme était doué de quelque obstination; à la différence de bien des personnages politiques et de bien des militaires, il était capable, même à son âge, de s'instruire par l'expérience. Le 18 mars lui avait révélé, avec quelque brutalité, qu'il existait une psychologie du soldat; il était prêt à l'étudier et à l'utiliser au mieux de ses intérêts, pour refaire « le moral » de son armée. Tout se réduisait à une question de temps; il suffisait que Paris le laissât durer.

Faiblesse de Thiers

Ni Paris, ni le Comité central n'ont rien tenté contre l'homme qui préparait leur perte commune. D'abord, le 19 mars, les Parisiens ont des idées confuses et contradictoires sur la force réelle du gouvernement. Tout en déclarant volontiers que le 18 mars marque une ère nouvelle et que jamais plus la troupe ne consentira à tirer sur les foules de Paris, ils redoutent cependant, le Comité Central redoute comme eux, un retour offensif de l'armée. Partout s'élèvent des barricades; on les regarde avec une confiante satisfaction, on pense que « s'ils reviennent, ils seront bien reçus ».

Les Parisiens craignent une attaque.

Paris est d'ailleurs tout heureux d'être en défense, de n'avoir qu'à attendre, sans faire d'efforts. Le 19 mars, Paris se repose, fort aise d'avoir bien passé

Insouciance parisienne.

une nuit qu'il avait prévue agitée, et de se retrouver dispos avec un dimanche ensoleillé. Sur ce point, les témoignages abondent : « un soleil de printemps riait aux Parisiens », écrit Lissagaray; Da Costa note que Paris « est tout à la joie et comme heureux de se retrouver sans gouvernement aucun. Du reste, point d'allures trop fanfaronnes, *cette joie fait le lézard au riant soleil de mars*, elle a peu d'éclats bruyants ». E. Lepelletier remarque que « cette population nullement effrayée, d'excellente humeur, *laissait passer les heures comme on regarde passer l'eau du haut d'un pont* ». Le lendemain du 18 mars était un dimanche de printemps; cela exerça quelque influence sur le sort du mouvement parisien. Le Comité central, qui représente si bien l'âme anonyme de Paris, se laissait gagner par cette torpeur béate, par cet engourdissement général, que l'on retrouve fréquemment aux instants décisifs de cette période agitée. Pour rompre l'enchantement, il faudrait un effort d'autant plus énergique que la veille il n'y avait pas eu combat. Le 18 mars, Paris n'avait pas connu la fièvre du sang et du désespoir.

Attitude du
Comité central

Comment des hommes d'aptitudes, de tempéraments moyens, pouvaient-ils, le lendemain, dans une journée des plus calmes, aller de sang-froid aux résolutions extrêmes? Tout le monde, comme le remarque un témoin, « était enclin à l'indulgence ». Aussi n'y eut-il guère d'écho dans le Comité central, lorsque les révolutionnaires de tempérament, Eudes, Duval, proposèrent la marche immédiate sur Versailles. On fut « indulgent » pour l'ennemi impitoyable, pour M. Thiers, qu'une attaque eût sans doute réduit à capituler, ou à fuir plus loin dans le désarroi.

D'ailleurs les idées et les tendances des « incon- » du Comité Central, c'est-à-dire de la majorité, n'impliquent pas un acte aussi énergique. Ils sont avant tout des républicains, attachés aux droits de

Paris et vaguement imprégnés d'un militarisme et d'un socialisme diffus. Ils ne sont pas encore révolutionnaires.

Sans doute, ils le deviendront. En 71, on ne siège pas impunément à l'Hôtel de Ville. Dans cette atmosphère pleine de souvenirs révolutionnaires, les idées « rougissent », les réminiscences historiques commandent souvent les gestes et dictent les paroles.

Tout d'abord la légende révolutionnaire du 18 mars commence à vivre parmi les membres du Comité. La fuite volontaire et facile de Thiers, la retraite tardive du reste du gouvernement, le départ des troupes, que personne n'a inquiétées, deviennent une expulsion par la force. « Le peuple de Paris, s'écrie le Comité, a secoué le joug qu'on essayait de lui imposer. Aidés par votre généreux courage et votre admirable sang-froid, nous avons chassé ce gouvernement qui nous trahissait ». Puis le mot leur échappe, le *Journal officiel* parle du « *nouveau gouvernement de la République* ». Mais ils rectifient bientôt « *Si le Comité central était un gouvernement...* » disent-ils dans une affiche du même jour. *L'Officiel*, où écrivent parfois Moreau, Rogeard, Charles Longuet, pousse le Comité en avant. Un article du 21 mars, intitulé *La Révolution du 18 mars*, est d'inspiration nettement socialiste: « Les travailleurs, déclare l'organe officiel du Comité, ceux qui produisent tout et ne jouissent de rien... devront-ils sans cesse être en butte à l'outrage?... La bourgeoisie, leur aînée, qui a accompli son émancipation il y a plus de trois quarts de siècle, ne comprend-elle pas aujourd'hui que le jour de l'émancipation du prolétariat est arrivé... Pourquoi donc persiste-t-elle à refuser au prolétariat sa part légitime? » Cet article est loin d'exprimer les idées de tous les membres du Comité. Mais qui oserait infliger un désaveu à *l'Officiel*? Plus tard, après l'élection de la Commune, l'évolution

Evolution du Comité vers les idées révolutionnaires.

s'achèvera. Le Comité lancera le 3 avril une proclamation pleine d'âpres revendications sociales: « Travail- leurs, ne vous y trompez pas, c'est la grande lutte, c'est le parasitisme et le travail, l'exploitation et la production qui sont aux prises... Si vous voulez... le règne de la justice, travailleurs, soyez intelligents, debout! »

Rôle révolution-
naire du Comité.

Ce glissement vers les idées de révolution est d'ailleurs accéléré par les circonstances. La rude pression de la nécessité pousse en avant les plus hésitants. Ils peuvent bien surveiller leur pensée et leur langage, mais comment se refuser à des actes indispensables et urgents? Thiers a fait le vide dans la machine administrative, le Comité central est, en quelque sorte, « aspiré ». Il faut que malgré le désarroi des services, la vie de Paris continue. Investi de la confiance populaire, ayant une fois déjà sauvé la ville de la destruction (lors de l'entrée des Allemands), le Comité ne peut se dérober. Il doit réorganiser toute une administration. Il délègue avec ardeur. Assi reçoit le gouvernement de l'Hôtel de Ville; Grélier, assisté de Vaillant, va à l'Intérieur; Varlin et Jourde aux Finances; Combatz, aux Postes; Edouard Moreau est délégué à la surveillance de l'*Officiel* et de l'Imprimerie; Duval et Raoul Rigault à la Préfecture de Police; Eudes à la Guerre; Bergeret à la Place. L'Internationale et le Blanquisme se partagent les postes importants. Ce Comité modéré emploie volontiers les révolutionnaires dont le dévouement s'offre; il met de rouges étiquettes à son gouvernement. D'ailleurs la question urgente, celle de la solde, se règle sans violences. Varlin et Jourde n'osent forcer les coffres du ministère des Finances; ils obtiennent 500.000 francs de Rothschild, heureux d'en être quitte à si bon compte. Puis le gouverneur de la Banque de France leur accorde un million avec d'exquises paroles, puis un autre à la vue de deux

bataillons de fédérés prêts à intervenir. *Le Comité central se comporte donc comme un gouvernement provisoire.* Il fait plus. Précurseur de la Commune, il sort à l'occasion de ses attributions strictement parisiennes. Considérant que la solidarité des soldats avec la Garde nationale a causé le succès du 18 mars, et qu'il importe « d'émanciper l'armée », le Comité vote à l'unanimité l'abolition des conseils de guerre : simple mouvement d'enthousiasme comme il y en eut tant dans la maison où s'illustrèrent Hébert et Chaumette!

Mais si, parfois, le sang de 93 monte à la tête des membres du Comité, ce ne sont pour le moment que de passagères bouffées d'esprit révolutionnaire; ni l'ambiance, ni les circonstances ne peuvent transformer brusquement ces hommes moyens et modérés. Sans cesse, ils se cramponnent au mandat reçu: déjouer toute entreprise contre la République, imposer le respect des franchises municipales de Paris, obtenir pour la Garde nationale l'élection de tous les chefs sans exception. La plupart ne veulent pas voir au delà de ce programme restreint. D'ailleurs, sur ce point, un homme comme Varlin, dont la foi révolutionnaire n'est pas douteuse, pense à peu près comme la majorité du Comité central. Nous en avons la preuve. Lorsque les internationalistes suisses, groupés autour de Bakounine et de James Guillaume, connurent les événements du 18 mars, ils crurent que le jour de la Révolution sociale universelle était arrivé. Brûlant d'être renseignés sur le caractère du mouvement parisien, ils envoyèrent un émissaire à Varlin. Ce dernier, après avoir lu le message de James Guillaume, déclara que les dépêches avaient donné aux révolutionnaires de Suisse une idée inexacte de la situation: « qu'il ne s'agissait pas de révolution internationale; que le mouvement du 18 mars n'avait

Mais le programme
reste modéré.

eu d'autre but que la revendication des franchises municipales de Paris et que ce but était atteint; que les élections étaient fixées au lendemain 26 et qu'une fois le Conseil municipal élu, le Comité central résignerait ses pouvoirs et tout serait fini ». Un tel programme n'avait rien de subversif, sa réalisation pouvait se concilier, en théorie, avec l'existence du gouvernement et de l'Assemblée; il n'impliquait nullement une action militaire contre Versailles pour détruire les institutions existantes.

Horreur de l'illégalité et de la violence

Bien plus, le Comité central avait, au fond, une horreur superstitieuse de l'illégalité. Placé dans une situation de fait, qu'il n'avait, certes, point cherchée, ayant l'apparence et assumant le rôle d'un gouvernement provisoire révolutionnaire, il n'aspirait qu'à s'effacer, sans avoir fait de révolution. Ses premières proclamations annoncent sa prochaine abdication, il redoute sa propre existence; il a peur que le règne de l'illégalité cause ce qu'il appelle « le plus grand des crimes » : la guerre civile; il s'évertue à démontrer qu'il n'a jamais fait appel à la violence, pour répondre aux attaques du gouvernement avant le 18 mars. Le Comité « a fondé la Fédération; il a, déclaré-t-il, prêché la modération, disons le mot, la générosité, au moment où l'attaque armée commençait, il disait à tous « jamais d'agression, ne risquez qu'à la dernière extrémité ». Cet état d'esprit explique les interminables négociations avec les maires de Paris, et la perte d'un temps précieux. Mais les Parisiens pensaient comme le Comité. On verra plus loin quelle fut l'allégresse de la population, le 24 mars, lorsqu'elle apprit qu'elle allait pouvoir élire régulièrement et légalement une municipalité. Connaissant bien ce sentiment parisien, *beaucoup crurent être adroits en n'attaquant point les premiers*. En mettant tous les torts du côté de l'adversaire, ils espéraient

gagner des partisans à leur cause; leur adresse paraît, au fond, la ruine de Paris.

Cet amour des formes légales n'est que la conséquence d'une tournure d'esprit beaucoup plus générale. Ce petit parlement accidentel qu'était le Comité central, s'empêtrait volontiers parmi les mots et les idées. (La Commune ne fit pas mieux.) Pour beaucoup de membres du Comité, l'action se résolvait en proclamations, parfois verbeuses, où la pensée se diluait. Pensée d'ailleurs bien souvent sans souplesse, et redoutable pour ceux qui la maniaient. Comme toute son époque, *le Comité s'agenouillait devant les principes*. D'une idée admise sans conteste, on déduisait impérieusement les conséquences les plus brutales, les moins favorables à la durée du mouvement parisien. Le 19 mars, Assi proposa la levée de l'état de siège : « Nous sommes ici, dit-il *au nom de la liberté*. Il faut la proclamer large et entière. L'état de siège, même quand l'ennemi est aux portes d'une ville, n'est qu'un moyen de domination despotique. C'est au Comité central à rejeter les armes du despotisme militaire. Votons la levée de l'état de siège! ». L'unanimité approuva ces paroles. Cette manifestation, qui n'empêcha point les fusils de partir rue de la Paix, le 22 mars, est caractéristique. Au moment où le Comité central envisageait des menaces venant à la fois de l'intérieur et de l'extérieur, il ne songeait qu'à se priver d'une arme. On voit en quoi les révolutionnaires de 71 différaient des Montagnards de 93. Ils allaient à l'action avec des entraves aux pieds.

Il leur arriva aussi de manquer de psychologie. Ils confièrent les postes importants à tous ceux qui s'imposaient. Ainsi s'explique que tout un état-major de révolutionnaires, d'ailleurs convaincus et honnêtes, ait été choisi par un groupe en somme fort modéré. Mais ils élevèrent à un poste essentiel, le commandement de la Garde nationale, un homme qui n'était

Gens à principes.

Un mauvais choix
militaire. Rôle de
Charles Lullier,

que bruit, outrecuidance et désordre mental, à peine capable de jouer le rôle d'un demi-traitre, l'ancien lieutenant de vaisseau Charles Lullier. Pour les membres du Comité, restés « civils » malgré leurs bottes, leurs sabres, leurs képis galonnés, les choses militaires gardaient un certain côté mystérieux. Alors qu'il y avait parmi eux des hommes de tempérament guerrier, capables de commander et de diriger des opérations, ils préféraient avec acharnement des militaires authentiques, souvent des déclassés de l'armée régulière. Les galons que Lullier avait portés dans une arme mal connue des Parisiens, et par suite populaire, sa réputation, d'ailleurs peu justifiée, de duelliste émérite, masquaient aux yeux des partis avancés l'inquiétante agitation de cet alcoolique qui, chaque soir, vidait son carafon de cognac. Il était déjà fort connu sous l'Empire. Il avait une façon à lui de s'avancer, le poing sur la hanche, à la terrasse du café de Madrid, de brutaliser sa chaise, d'esquisser de sa badine des escrimes désordonnées. « Il roulait des yeux si féroces à l'heure de l'absinthe, écrit E. Lepelletier, que personne n'eût osé douter qu'on avait affaire à un grand homme de guerre méconnu... » Dès l'après-midi du 18 mars, le Comité central lui offrit le commandement des forces de Paris, et dans la nuit, il ratifia la nomination. Lullier, qui n'était qu'à demi responsable, s'est vanté plus tard d'avoir trahi dès le début. Il a prétendu, contre toute vraisemblance, avoir permis à Thiers de s'échapper. Qu'il y ait eu trahison ou incapacité, il fut d'une extraordinaire inertie; il laissa les troupes du gouvernement, et notamment le 42^e et le 110^e, quitter Paris sans être inquiétées.

Thiers ne songeant qu'à la sécurité du gouvernement, avait rappelé à Versailles les troupes des forts. Lullier fit occuper très tard, le 19 et le 20, les forts d'Ivry, de Bicêtre, Montrouge, Vanves et Issy. Il ne

songea au Mont-Valérien, la clef des défenses parisiennes, qu'en dernier lieu, mais alors il était trop tard. Vinoy était venu réveiller Thiers dans la nuit du 19 au 20 et, le menaçant de sa démission, avait obtenu l'occupation du fort par une garnison suffisante. Désormais le Mont-Valérien sera une perpétuelle menace pour les Parisiens, et ses canons contribueront à l'échec de la seule offensive de la Commune : la sortie du 3 avril (1). Lullier fit plus. Lorsque l'ennemi intérieur, la bourgeoisie des quartiers du centre devint menaçante, il refusa de marcher. On l'arrêta. Il menaçait le Comité de sa popularité, déclara qu'il pourrait faire fusiller tout le monde; on lui offrit de lui brûler la cervelle, il se tint tranquille. On ne sut même pas le garder en prison, il s'échappa et put dans la suite conspirer contre la Commune.

Lullier fut remplacé par trois hommes pleins d'énergie : Brunel, Duval et Eudes. Ces trois généraux se déclarèrent prêts à l'action. Mais alors, le danger intérieur absorba toute leur attention.

On voit par quelles fatalités complexes, le Comité central fut détourné d'agir au moment décisif. Peu révolutionnaire au début, peu disposé par lui-même à l'action, ayant confié son armée à un incapable douteux, il était tombé dans le trou que Thiers lui avait laissé, s'y installant, y vivant, y faisant vivre, mais ne débordant guère; et, tandis qu'il temporisait, ses troupes, maintenues par le seul dévouement, s'impatientaient et se fatiguaient. Ce qui devait être la révolution communale s'usait à l'avance, tandis que l'ennemi de Versailles se fortifiait. Rien n'avait préparé au rôle imposé par les circonstances ces hommes, dont la plupart étaient *des héros d'honnêteté*, ces « dictateurs », qui ayant à leur disposition

(1) Cf. plus loin p. 146.

l'encaisse métallique de la Banque de France, vou lurent continuer à vivre avec leurs 1 fr. 50 de gardes nationaux, refusant de s'allouer un traitement parce qu'ils étaient « sans contrôle et sans frein ». Leurs vertus privées ne les sauvèrent même pas de la calomnie. Ils eurent d'ailleurs contre eux les circonstances; ils durent envisager de redoutables éventualités, surmonter des obstacles tenaces. L'inquiétude causée par le danger allemand, l'obligation de compter avec la « résistance » des quartiers du centre, accaparèrent toute leur attention, pesèrent sur toute leur activité.

Inquiétude causée
par l'attitude des
Allemands.

On verra dans la suite que les Prussiens ne ménagèrent pas les marques de leur bienveillance au gouvernement de Thiers. Peut-être ce dernier avait-il espéré mieux après le 18 mars. Dans un discours prononcé devant l'Assemblée nationale, le 21 mars, Jules Favre s'efforçait insidieusement d'inquiéter l'ennemi. « Il s'agit de savoir, disait le Ministre des Affaires étrangères, si en temporisant avec l'émeute vous allez donner à l'étranger le droit de la réprimer. Eh bien! messieurs, en face d'une pareille éventualité, comprenez-vous quelle peut être l'émotion de la ville de Paris les inquiétudes de l'Europe? Que sommes-nous en effet, et comment pouvons-nous donner caution de notre solvabilité, quand nous voyons un orage, des bas-fonds de la société, monter jusqu'à la majorité populaire, représentée par cette assemblée et essayer de la renverser? » Un membre du gouvernement français affirmait que le mouvement parisien rendait la France d'une « solvabilité » douteuse: si l'Allemagne tenait au paiement des cinq milliards, elle devait savoir ce qu'il lui restait à faire. Mais jamais « roi de Prusse » ne travailla pour un « ministre français ». Les Allemands ne tenaient, ni à voir leurs succès remis en question dans une nouvelle lutte, ni à provoquer par leur intervention un

soulèvement national en France, ni à se rendre odieux pour avoir détruit une des grandes villes européennes. D'autant plus que le Comité central s'était nettement prononcé. « Il y a une décision importante que nous devons prendre immédiatement, lisait-on le 19 mars dans une proclamation de Grélier, c'est celle relative au traité de paix. — Nous déclarons dès à présent être fermement décidés à faire respecter ses préliminaires, afin d'arriver à sauvegarder à la fois le salut de la France républicaine et la paix générale. »

La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, organe de Bismarck, attribuait « la plus haute importance » à cette adhésion aux conditions de la paix » et le *Rappel* du 23 mars soulignait le fait en ces termes : « Voilà qui doit faire rêver M. Jules Favre... » Cependant *la crainte d'une intervention allemande ne cessa de planer sur Paris*. « Dans le jeu de M. Thiers, écrit Arthur Arnould, il n'y avait qu'un atout, mais un atout terrible : les Prussiens ! Avec eux il n'avait rien à craindre. »

Du côté des quartiers bourgeois du centre, le danger fut plus précis, et un moment assez inquiétant.

En effet, la bourgeoisie parisienne, sourde aux appels du tambour le 18 mars, avait eu le 19 un geste de regret et la « Résistance » s'était organisée. Sans doute les Bourgeois volontaires qui, durant les journées de juin 48, avaient aidé la troupe à écraser les ouvriers étaient relativement peu nombreux en 71 ; la classe aisée avait en partie déserté Paris, que ce fût avant le siège ou après l'armistice. Après le 18 mars, beaucoup avaient suivi le gouvernement à Versailles. Cependant, la menace des « quartiers du centre » n'était pas à négliger.

Les 1^{er} et 2^e arrondissements devenaient le lieu de ralliement de tous les mécontents ; les questions politiques et sociales et les conflits d'autorité dres-

Le Comité central et la « Résistance »

saient contre le Comité une opposition bigarrée mais suffisamment unie pour être dangereuse.

Les éléments de la
Résistance
Les réactionnaires

La Résistance comprenait d'abord tous les inconsolables de l'Empire : hommes politiques officiels bourgeois bien en cour, journalistes courtisans du pouvoir, banquiers et hommes d'affaires regrettant la plus gigantesque farandole d'écus que l'on eût jamais vue. Ils s'étaient passagèrement de tous les vieux restes des partis vaincus, légitimistes et orléanistes qui se sentaient revivre depuis l'élection de l'Assemblée nationale.

Bourgeois et intel-
lectuels républi-
cains.

Mais dans la bourgeoisie, à côté des « autoritaires » il y avait d'authentiques républicains. Ainsi les intellectuels du quartier latin se prononcèrent immédiatement et sans hésitation contre le Comité central. Dès l'après-midi du 19, les élèves de l'Ecole polytechnique vinrent à la mairie du 2^e donner leur adhésion à la Résistance. Le 24, des étudiants et des professeurs tinrent une réunion à l'amphithéâtre de la Faculté de médecine et votèrent un ordre du jour qui nous renseigne sur l'attitude de la bourgeoisie parisienne. La jeunesse des écoles reprochait au Comité central d'avoir « porté atteinte au suffrage universel », se déclarait prête à s'unir aux représentants de Paris et aux maires pour lutter « contre ce Comité sans mandat populaire ». Par contre, elle affirmait qu'elle répudiait « toute espèce de complicité avec la réaction », qu'elle entendait « repousser toute tentative de coup d'Etat venant du pouvoir », et voulait « maintenir, pleine et entière, la République une et indivisible ». La jeunesse des Ecoles, jadis avant-garde des Révolutions, ne pardonnait pas au Comité sa situation révolutionnaire.

Oppositions de
classes.

Il y avait aussi d'autres motifs : l'hostilité des jeunes bourgeois contre les tendances socialistes qu'ils prêtaient, d'ailleurs avec exagération, au Comité central, le dédain de jeunes intellectuels pour l'élément

ouvrier du Comité. Comment faire admettre au quartier Latin que le mécanicien Assi ou le fondeur Duval pouvaient posséder des qualités d'hommes d'action, être dignes de gouverner? Mais peu capables de sortir du cercle étroit de leurs idées politiques, et bornés, malgré leur haute culture, les intellectuels parisiens étaient cependant honnêtes. Quand ils se déclaraient républicains, ils ne mentaient pas, et, comme eux, beaucoup d'ennemis du Comité central étaient bien de vrais républicains. *Lorsque la réaction maladroite inquiéta cet élément dévoué à la République, ce fut la ruine de la Résistance.*

A côté de ces conflits d'opinion, de classe, ou même de ces différences de culture, des révoltes beaucoup plus personnelles dressaient des ennemis contre le Comité central. Toutes les autorités élues, dont le Comité préparait plus ou moins directement la ruine, regimbaient et regardaient l'usurpateur du haut de leur légalité. Non seulement elles prétendaient lui disputer la possession de l'Hôtel de Ville, mais elles lui refusaient à la fois le droit de rester au pouvoir et celui de faire élire d'urgence des représentants municipaux, afin de s'en aller au plus vite. On conçoit d'ailleurs que les maires et leurs adjoints n'aient pas été contents. Une grande partie de leurs électeurs réclamaient une municipalité parisienne élue. Les maires et leurs adjoints, nommés au suffrage universel dans les arrondissements, auraient pu se grouper pour former cette municipalité. Comme on leur faisait cruellement sentir que dans la récente catastrophe ils avaient été insuffisants, ne sachant rien, sans action, optimistes jusqu'à la veille de la capitulation! Et depuis : conciliateurs bernés par le gouvernement le 18 mars, éternels indécis, n'osant ni occuper l'Hôtel de Ville, ni s'en abstenir, et subissant l'affront de voir les gardes nationaux leur fermer la porte de l'édifice.

Les élus parisiens :
les maires.

Le 19 mars, Ernest Picard, ministre de l'Intérieur, délégua « l'administration provisoire de Paris à la *réunion des maires* ». Ainsi s'accrurent leurs prétentions à être une sorte de Commune légale, ayant le droit de siéger à l'Hôtel de Ville, et naturellement hostile à de nouvelles élections municipales. Sur ces points, le Comité central était irréductible. Entré avec hésitation à l'Hôtel de Ville, il ne pouvait en sortir de plein gré, d'abord par amour-propre, ensuite parce que ses mandants ne l'eussent point toléré. Seule une Commune élue pouvait mettre un terme à ses pouvoirs de fait.

Les Députés.

Quant aux députés de Paris, moins directement menacés que les maires, ils savaient l'Assemblée impopulaire; bien des Parisiens déclaraient qu'elle devait se borner à voter le traité de paix, puis disparaître. La Commune que l'on concevait sur le modèle de celle de 1793, toujours prête à faire pression sur le pouvoir législatif, était surtout destinée à surveiller l'Assemblée, à la contrôler, à lui imposer la République. Des députés républicains étaient choqués de cette défiance; ils sentaient bien qu'il n'y avait point place en France pour une Assemblée nationale et une Commune de Paris se renfermant chacune dans des attributions nettement délimitées. Malgré les affronts que l'Assemblée rurale ne ménageait pas aux élus républicains, beaucoup tenaient à leur titre de député; ils ne reconnaissaient pas aux « inconnus » du Comité central le droit de négliger et de compromettre pour l'avenir l'autorité de l'Assemblée nationale, émanation du suffrage universel. Plusieurs de ces députés étaient d'ailleurs maires ou adjoints et les deux oppositions s'unissaient étroitement.

Variétés de « Résistants ».

On trouvait naturellement parmi ces élus de grandes divergences d'idées. Les uns, comme Clemenceau maire du XVIII^e et député, déçus de ne pouvoir accorder Paris et l'Assemblée, étaient prêts à déclarer qu'ils

se trouvaient « entre deux bandes de fous » et ne rencontraient que de l'hostilité dans les deux camps. D'autres, comme Dubail, maire du X^e, Héliçon, adjoint du XIV^e, étaient nettement hostiles au Comité central et impatientes de faire parler la poudre. D'autres enfin, par exemple Vautrain, maire du IV^e, Tirard, maire du II^e et député, semblent bien avoir été dans le secret des Dieux; dévoués à la politique de Thiers, ils songeaient surtout à faire durer l'incertitude tant que l'armée versaillaise ne serait point prête à attaquer.

Confiant dans l'habileté de ces derniers, Thiers ne fit pas grands frais pour soutenir la Résistance. Le 20 mars, il nomma général en chef de la Garde nationale un amiral de 61 ans, Jean-Marie-Théodore Saisset, un marin qui, pour être plus calme que Lullier, n'en fut pas plus actif; hostile à l'offensive, il combattit à coups de proclamations, songeant surtout à « assurer ses derrières », dira-t-il plus tard (mot doublement malheureux). Sans doute Thiers n'en espérait pas mieux. Très âpre à conserver auprès de lui ce qui pouvait servir à sa défense, il envoya l'amiral aux Parisiens, comptant bien ne lui fournir ni un homme, ni un sac à terre, ni même des instructions précises. Mais déjà dotée d'une sorte de Parlement de maires, adjoints et députés, la Résistance possédait ainsi un chef militaire. Elle n'avait pas attendu Saisset pour constituer une armée, elle disposa de dix à vingt-cinq mille hommes, recrutés parmi les gardes nationaux du I^{er} et du II^e; on y trouvait aussi un millier de soldats réguliers, un millier de mobiles, des franc-tireurs. Des officiers de marine, des officiers de troupe ou de garde mobile exerçaient le commandement. Artillerie et munitions ne manquaient point; les mairies du I^{er} et du II^e étaient devenues de véritables forteresses. La Résistance pouvait donc créer au Comité central de fort gros embarras.

Organisation et forces de la Résistance

Manifestations des
21 et 22 Mars.

La Résistance n'attaqua point, Saisset agissait sur elle comme un frein; la défensive à outrance était d'ailleurs la maladie de l'époque. Pour « faire quelque chose » pour agir sur l'opinion et pour éprouver l'énergie du Comité central, on prit une solution bâtarde : il s'organisa des manifestations, sans armes apparentes, mais fort agressives. Elles eurent lieu les 21 et 22 mars et prirent comme but la place Vendôme, où était installé l'état-major de la Garde nationale, dirigé par Bergeret. Le 21, l'incident fut en somme bénin; parti de l'Opéra, un cortège houleux, où dominaient les chapeaux haut de forme, se dirigea vers la place Vendôme, acclamant l'Assemblée et « l'Ordre ». En tête était un drapeau tricolore auquel les gardes nationaux rendirent les honneurs.

Place Vendôme, Bergeret s'apprêtait à un discours, mais, un peu étonné de ne pouvoir placer un mot, tant ces agités acclamaient « l'Ordre », il fit, pacifiquement déblayer la place par la compagnie de piquet. Le lendemain ce fut plus sérieux. Tandis que les manifestants malmenaient et serraient de près les gardes nationaux, Bergeret s'évertuant à faire faire des sommations par deux tambours, le traditionnel coup de feu éclata, celui qui vient on ne sait d'où, et qui, aux jours d'émeute, déchaîne la fusillade. Les gardes nationaux tirèrent et la manifestation en fuite laissa sur la place une dizaine de corps, des revolvers, des cannes à épée, des chapeaux; de leur côté, les gardes nationaux avaient un tué et sept blessés. Parmi les morts et les blessés de la manifestation se trouvaient surtout des Bonapartistes connus. Le Paris bourgeois prit en somme assez bien cette fusillade. Les massacres du 4 décembre 1851 avaient légitimé à ses yeux le coup d'Etat de Louis Napoléon. Le bourgeois respectait d'instinct la brutalité, et la répression sanglante de la manifestation du 22 mars augmenta plutôt le prestige du Comité central.

La question des élections fut autrement difficile à régler et pleine de dangers; elle absorba toute l'énergie du Comité central, épuisa les militants, fit oublier Versailles. Le Comité, décidé à organiser des élections municipales, hésitait à négliger ou à briser la résistance des maires. Le Comité était en effet poussé par les masses parisiennes habituées à réclamer la « Commune », symbole de la vraie liberté, la liberté locale, et force protectrice pour la République; imprégné lui-même de ces idées, il ne pouvait renoncer aux réalisations, sans perdre ses défenseurs les plus dévoués. Enfin, au yeux de tous, les élections mettant fin au règne de l'illégalité, devaient écarter tout danger de guerre civile, et, sur ce point, le Comité et ses partisans ne semblent avoir eu aucun doute. Isolée par le siège, habituée à se défendre et à vivre seule, la ville se souciait peu de l'Assemblée, ne se demandait pas si la légalité de Paris serait admise par celle de Versailles. Nous savons d'ailleurs que les Parisiens considéraient comme très restreint le mandat de l'Assemblée nationale. Mais on voulait de *vraies élections*, présentant l'aspect extérieur des élections régulières. Attachées aux côtés matériels de l'opération, les masses parisiennes voulaient voter dans les mairies, en usant des urnes traditionnelles et de la procédure habituelle. Il était donc précieux de gagner l'assentiment des maires.

Dès la première séance régulière du Comité central, le matin du 19 mars, la question est posée; on annonce que les maires, les députés de la Seine et des chefs de bataillons sont réunis à la mairie du III^e et délibèrent sur la convocation des électeurs. Quelques membres du Comité proposent de les faire arrêter immédiatement, mais la majorité est plus conciliante. Babick déclare que si l'on veut entraîner la France il ne faut pas commencer par l'effaroucher. « Demandez-vous, dit-il, quel effet produirait l'arresta-

Le Comité central et les élections.

Les Parisiens veulent des élections régulières.

Interminables négociations avec les élus de Paris.

tion des députés et des maires et, au contraire, quel excellent effet produirait leur adhésion ». On veut essayer d'entraîner tout Paris à venir aux urnes pour nommer la Commune, et pour cela l'influence morale des représentants et des maires est indispensable. On décide de faire savoir à la réunion du III^e que l'on est prêt à négocier.

Clémenceau à l'Hôtel de Ville.

Ainsi s'amorcent des discussions capables de lasser les plus rudes champions de réunions publiques. On se heurte d'abord de front sans résultat pratique. A huit heures du soir maires et députés viennent en nombre au Comité central. Clémenceau expose sans détours la théorie de la Résistance : « Le gouvernement, dit-il, a eu tort de déchaîner les colères de Paris, mais Paris doit reconnaître l'Assemblée nationale. Le Comité central n'a qu'une chose à faire : se retirer, et céder l'Hôtel de Ville et le pouvoir aux maires et aux députés, qui, seuls, peuvent demander et obtenir de l'Assemblée nationale la reconnaissance des droits de Paris ». Une tempête de protestations accueille cette déclaration. On objecte l'attaque du gouvernement, sa fuite qui a obligé le Comité, poussé par la volonté populaire, à occuper l'Hôtel de Ville. Varlin réplique : « Vous nous dites que vous ferez reconnaître par l'Assemblée les droits de Paris, en êtes-vous sûrs? Etes-vous autorisés ? » Le problème est posé avec une impitoyable netteté. Les députés ne peuvent répondre affirmativement, ils connaissent déjà leur Assemblée; ils n'ont que le très vague espoir de lui faire admettre les droits de Paris. La discussion est donc vaine. Benoît Malon, adjoint du XVII^e et député, formule une sorte de programme minimum que l'Assemblée pourrait accepter : un Conseil municipal élu, l'élection des chefs de la Garde nationale, une loi équitable sur les échéances et les loyers, puis l'on se sépare.

Et maintenant, ce sont les délégués du Comité qui vont subir l'assaut. Varlin, Edouard Moreau, Jourde et Arnold se rendent vers dix heures et demie du soir à la mairie du II^e. Le Comité central a été bien imprudent de n'envoyer au combat que des troupes aussi peu nombreuses; on imagine aussi quelle doit être la fatigue de ces quatre hommes qui, depuis le 17 mars au soir, font alterner les séances avec les expéditions dans Paris. Ils sont immédiatement débordés. Du premier coup, Arnold va aux concessions; le Comité est prêt à se retirer de l'Hôtel de Ville, à rendre les mairies et les ministères, mais à condition que les municipalités fixent, d'accord avec lui, la date des élections et convoquent les électeurs. Puis, l'offensive des résistants se précise : « Il n'y a qu'une autorité régulière, dit Tirard, président de la réunion, c'est le Comité des maires et des députés, tous nommés par le suffrage universel, et de plus investis par une délégation du gouvernement ». Les délégués protestent, affirment la légitimité de leur élection par les gardes nationaux. « Nous avons aussi la force », s'écrie Jourde exaspéré, et il prédit la guerre civile, « une guerre effroyable, avec l'incendie et le pillage », non seulement à Paris, mais dans toute la France. On médite ces paroles qui troublent la réunion. Finalement, désireux de n'épuiser aucun moyen de conciliation, les délégués cèdent sur tous les points; on remettra aux élus parisiens l'Hôtel de Ville et les mairies. Les députés proposeront à l'Assemblée « l'élection de tous les chefs de la Garde nationale et l'établissement d'un Conseil municipal élu par tous les citoyens. Une affiche l'annonce. Le Comité central ne la signera pas, puisqu'il a abdiqué.

Mais, quatre militants épuisés de fatigue ne sont pas le Comité central, et ce dernier n'est pas la Garde nationale, et à côté de celle-ci, il y a tous les hommes énergiques groupés, depuis le début de septembre 70,

Délégués du Comité
à la Mairie du II^e

Le Comité des 20 ar-
rondissements hos-
tile à la transaction

dans les Comités de vigilance des arrondissements (1). La notoriété, l'ardeur révolutionnaire de ceux qui les composent donnent à ces comités la plus grande influence sur la population parisienne; il faut compter avec eux. Dès le matin du 20 mars, leur organe central renforcé de révolutionnaires divers, se réunit dans la maison, si souvent citée, de la rue de la Corderie. De rudes paroles sont prononcées: on critique l'inertie du Comité Central, on dénonce la duplicité des maires qui négocient tout en rassemblant des troupes et en se fortifiant dans le II^e. L'Assemblée nationale, ayant voté les préliminaires de paix, a rempli son mandat, il faut qu'elle s'en aille « de bon gré ou de force ». Quelques membres du Comité, demandant que l'on respecte l'accord de la veille, ne sont pas écoutés, et le Comité central révolutionnaire dicte sa décision au Comité central de la Garde nationale: « Dans les circonstances actuelles, affirment les révolutionnaires, le Comité (central de la Garde nationale) est responsable des conséquences de la situation et ne peut se dessaisir ni du pouvoir militaire, ni du pouvoir civil ».

Le Comité central désavoue ses délégués.

Le Comité central ne peut que s'incliner devant cette impérieuse confiance, il sait bien que s'il sanctionnait sa retraite de la veille, il ne serait pas suivi; il renie les engagements pris par ses délégués, il refuse de remettre l'Hôtel de Ville à MM. Bonvalet, André Murat et Denizot, venus pour en prendre possession au nom des maires. Sans savoir comment se feront les élections, le Comité en fixe la date au plus tôt: le mercredi 22 mars. Mais le temps ne fait point fondre l'obstacle; si l'on veut faire les élections malgré les maires, il faut un certain délai, afin de briser la Résistance par la force. Rien n'est prêt le 22, on renvoie le scrutin au 23, puis au 26 mars; mais dans la proclamation fixant cette dernière date, on trouve

(1) Cf. plus haut p. 14.

des accents tout nouveaux, non seulement le Comité accuse nettement les maires « d'avoir tout mis en œuvre pour entraver les élections », mais on affirme la volonté « d'accepter la lutte, de briser la Résistance » de prendre les mesures les plus énergiques ».

De leur côté, les maires subissent de cruels embarras. L'Assemblée dont ils se réclament fait la sourde oreille, prend occasion de leurs demandes pour manifester sa haine de Paris, et ne ménage pas les affronts aux élus parisiens. Le 20 mars, à la première séance, Clemenceau, se conformant à la promesse faite la veille, dépose le projet de loi sur la convocation des électeurs et obtient péniblement que la Chambre vote l'urgence de la discussion. La séance du 21 est plus inquiétante encore. C'est un débordement de haine contre Paris. « Non ! s'écrie Thiers, incapable de pardonner sa peur du 18 mars, je vous mets au défi de faire un projet de loi que ces gens-là acceptent ! Quand l'assassinat n'a pas ouvert les yeux à Paris, le projet de loi ne les lui ouvrira pas ». Il consent même, sans espoir, à faire une loi sur les élections municipales, mais il veut que Paris « se sauve lui-même », c'est-à-dire par l'organisation de la Résistance, et probablement la guerre civile. Jules Favre, plus haineux que jamais, dépasse le but : «Que l'émeute le sache bien, s'écrie-t-il, si l'Assemblée est à Versailles, et je l'ai dit pour ma part, c'est avec esprit de retour, pour combattre l'émeute et la combattre résolument ». Il « épanche son cœur », demande pardon « à Dieu et aux hommes » d'avoir obtenu que Bismarck renonçât à désarmer la Garde nationale. Il termine en déclarant que Paris doit entendre la voix de l'Assemblée « et faire enfin justice des misérables qui oppriment la capitale ». Des « bravos et applaudissements répétés et prolongés » lui prouvent qu'il vient d'exprimer les sentiments de

Les embarras des
élus parisiens :
Attitude de l'As-
semblée.

l'Assemblée. Sous ces applaudissements, s'écroule toute la politique des élus de Paris. Tirard monte à la tribune et se plaint, puis il conclut : si l'on adopte le projet des maires et des représentants de Paris, la tranquillité renaîtra bientôt dans la ville; « si, au contraire, ajoute-t-il, nous revenons les mains vides, soit aujourd'hui, soit demain, je vous avoue franchement que je ne sais pas ce qui pourra se passer ». Thiers, qui redoute les effets de la violence prématurément déchainée et pouvant, au besoin, atteindre Versailles, essaie de reprendre les paroles de Jules Favre: le gouvernement n'entend pas déclarer la guerre à Paris, ni « marcher sur Paris », mais il attend de sa part « un acte de raison »; il accepte l'ordre du jour qui promet « de reconstituer, dans le plus bref délai possible, les administrations municipales des départements et de Paris sur la base des Conseils élus ».

Ce n'est qu'une accalmie. Le projet du gouvernement sur « les élections générales pour les municipalités, dans Paris et dans les départements » ne fixe aucune date pour la convocation des électeurs, la loi sur les échéances n'accorde qu'un mois de délai aux débiteurs. On décide la formation de bataillons de volontaires dans les départements pour marcher contre Paris.

Mais, surtout, des amis des parisiens, essaient maladroitement, de jouer à l'Assemblée une pièce qui ne lui plaît pas et qu'elle siffle. En fin de séance, le jeudi 23 mars, Arnaud de l'Ariège, maire du VII^e et député, annonce que les maires parisiens sont venus à Versailles dans l'intention « de se mettre en communication avec l'Assemblée nationale »; ils veulent éclairer l'Assemblée sur la véritable situation de Paris. Pour respecter les règlements parlementaires, Arnaud de l'Ariège propose que l'on donne la parole aux maires députés, les autres devant prendre place dans une tribune réservée. Et immédiatement, la

scène se déclenche: avant que le président Jules Grévy ait pu donner son avis, les maires, « traversés de tricolore », apparaissent dans une tribune; la gauche applaudit. Il jaillit un grand cri de « Vive la République! » bientôt suivi d'une formidable huée. Les membres de la droite montrent le poing, se précipitent au pied de la tribune pour interpeller le Président, courent au vestiaire chercher leurs chapeaux et rentrent couverts. Le Président dégage sa responsabilité, tandis que l'Assemblée sort en tumulte. Lorsque la séance reprend, les maires sont là, ayant consenti à enlever tout ce tricolore, qui blessait la vue des réactionnaires. Devant une Assemblée calmée, le Président adresse quelques excuses aux victimes de l'incident; Arnaud de l'Ariège peut lire une « communication » exprimant le vœu « que les élections de la Garde nationale aient lieu avant le 28 de ce mois, que l'élection du Conseil municipal ait lieu avant le 3 avril si c'est possible... ». L'urgence est déclarée à l'unanimité, par politesse. Et les maires n'ont plus qu'à rentrer à Paris, les mains vides et le prestige chancelant.

Ils savent d'ailleurs masquer leurs déconvenues. Depuis le 21, leurs proclamations en témoignent : « ...l'Assemblée nationale a, dans sa séance d'hier, voté l'urgence d'un projet de loi relatif aux élections du Conseil municipal de la ville de Paris », disent les maires. Les députés ajoutent, sur les murs, d'un ton moins satisfait : « Nous ne doutons pas que vous n'éprouviez, à la lecture de la séance d'hier, le sentiment dont notre âme est saisie. Il n'a pas dépendu de nous que cette séance n'ait eu un autre caractère et de meilleurs résultats. Toutefois, nous avons obtenu la reconnaissance formelle du droit de Paris, qui, en conséquence, sera appelé dans le plus bref délai à élire son Conseil municipal... ». Assurances dont le vague ne peut que troubler les républicains de la Résistance.

Situation difficile
des élus de Paris.

Le coup d'éclat de Saisset.

La situation est plus que jamais sans issue, du moins pacifique; il faut que ce vieux Saisset intervienne dans la guerre des affiches pour que l'on entrevoie une solution. « Mes chers concitoyens, proclame l'amiral le 23, je m'empresse de porter à votre connaissance que, d'accord avec les députés de la Seine et des maires élus de Paris, *nous avons obtenu du gouvernement et de l'Assemblée nationale* : 1° la reconnaissance *complète* de vos franchises municipales; 2° l'élection de tous les officiers de la Garde nationale, y compris le général en chef; 3° des modifications à la loi sur les échéances; 4° un projet de loi sur les loyers favorable aux locataires, jusques et y compris les loyers de 1.200 francs... ». Il déclarera plus tard (formellement démenti par Tirard) que cette affiche a été imprimée et apposée à son insu. Ce mensonge « diplomatique », troublant à la fois les parisiens, le Comité central et même l'Assemblée nationale, aura d'énormes conséquences; par un curieux détour, il reviendra sur son auteur, brisera la Résistance et mettra en fuite l'imprudent amiral.

Le Comité central prêt à l'attaque tente des « négociations armées ».

La proclamation de Saisset paraît sur les murs le vendredi 24, au moment où la situation est périlleuse. Tandis que l'Assemblée accumule les démonstrations hostiles à Paris, le Comité central se raidit dans sa résolution de convoquer les électeurs pour le 26; humilié d'avoir deux fois remis la date, il n'est plus capable de concessions. Déjà s'est ouverte « la chasse aux urnes ». Les mairies des VI^e, VII^e, VIII^e, X^e, XII^e, XIV^e, XVII^e, XVIII^e arrondissements sont occupées avec plus ou moins de résistance. Au XVIII^e, Clemenceau, un instant arrêté le 22, proteste par une affiche. Mais il reste les quartiers du centre; là, il faudra combattre. Le 24, le Comité est décidé à l'attaque: Duval, Eudes et Brunel ne sont pas hommes à se dérober. Alors apparaît l'affiche de Saisset, un scrupule s'impose aux hommes du Comité central: si la Résis-

tance était en train de céder ? Ils vont essayer une dernière démarche avant le combat, quelque chose d'intermédiaire entre les discours et les coups de fusil : les négociations, appuyées par une démonstration militaire. Brunel, secondé par Lisbonne et Protot, ayant sous leurs ordres 600 gardes nationaux et munis de deux pièces de canon, se présente devant la mairie du Louvre. Tentative audacieuse, car les gardes nationaux de l'ordre sont nombreux, occupent des positions bien organisées. Les Fédérés ont oublié de mettre des projectiles dans les caissons ; ils braquent, néanmoins, les pièces, chargent les armes, intimident les soldats de la Résistance. Cependant, Brunel est entré à la mairie. Les adjoints, Adam et Méline, ne veulent pas prendre la responsabilité du massacre ; ils font demander, à la mairie du II^e, où se tient la réunion des élus de Paris, l'autorisation de traiter. On leur répond que le gouvernement accepte la date du 3 avril pour les élections. Brunel exige le 30 ; un procès-verbal est signé. Dehors, dès que la nouvelle est connue, les résolutions farouches s'évaporent, les deux troupes qui allaient se battre, se mélangent, la crosse en l'air ; on crie « Vive la France ! Vive la République ! ». Les adjoints, ceints de leur écharpe, sont à côté des délégués du Comité central ; on s'en va « bras dessus, bras dessous » à la mairie du II^e. A la vue de ce cortège mi-parti, les partisans intraitables de la Résistance sont béants d'étonnement ; ils doivent cependant céder le passage et, à la mairie du II^e, les maires et les députés signent l'accord.

Dans Paris, la joie est universelle. Sur les boulevards, on défile la crosse en l'air. Mais le soir, tout est remis en question. Le Comité est intraitable sur la date des élections ; l'amour-propre, le sentiment de l'impatience populaire, la peur d'être dupé s'il accepte de nouveaux délais, obligent le Comité central à vouloir faire, coûte que coûte, les élections le 26. Ravier

Joie de Paris, mais
rupture de l'accord

l'annonce aux maires : « A vous de comprendre que nous ne sommes pas les seuls maîtres, dit-il. Nous avons derrière nous nos hommes que huit jours de garde ont mis sur les dents et qui nous pressent d'en finir ». La convention est rompue, on se prépare au combat pour le lendemain. Brunel, Eudes et Duval prennent leurs dernières dispositions d'attaque, tandis que les officiers de la Résistance font distribuer des cartouches et placer des mitrailleuses.

Et cependant, ce samedi 25 mars n'est pas une journée de bataille, on s'accorde au moment où la guerre des rues semblait inévitable. L'Assemblée nationale toujours pareille à une foule, incapable de se maîtriser, prend brusquement l'attitude qu'il faut pour réconcilier contre elle les parisiens.

C'est avec une profonde stupeur que l'Assemblée a connu la proclamation de l'amiral Saisset; pendant toute la journée du 24, la nouvelle a tourbillonné parmi les bureaux. Une vague de colère se gonfle, menace d'emporter Thiers et le pacte de Bordeaux, car une idée redoutable prend corps, s'exprime par la voix des plus agités: Thiers a trahi les conservateurs, il va s'entendre avec Paris. Il faut donc le remplacer par un personnage sûr, un prince de la maison d'Orléans, le duc de Joinville ou le duc d'Aumale. On décide de proposer, le soir même, à la séance de nuit, la nomination d'un des princes comme lieutenant général des armées françaises. Mais Thiers est averti, il conjure le danger en vieux manœuvrier parlementaire; il fait renvoyer à plus tard le débat sur la proposition des maires et, avec la collaboration de Grévy, escamote, en fort peu de temps, la séance de nuit.

Mais, durant cette journée d'agitation, on a beaucoup causé à Versailles; l'écho de ces conversations désordonnées arrive à Paris, au milieu des préparatifs de lutte, le samedi matin 25. Les députés maires

L'attitude de l'Assemblée met tous les Parisiens d'accord.

La proclamation de Saisset a exaspéré l'Assemblée.

Bruits de restauration monarchique.

apportent des précisions et la certitude que la droite songe à une restauration monarchique. Les Républicains en sont frappés au cœur. Ils ont d'ailleurs d'autres raisons d'inquiétude et de mécontentement; on sait que l'un des hommes les plus odieux du régime impérial, Rouher, est arrivé en France, demandant, d'ailleurs sans succès, l'autorisation de combattre contre les insurgés. La République est donc menacée. Le discours de Jules Favre, l'accueil fait aux maires, l'ajournement de la discussion sur leurs propositions (quel qu'en ait été le motif), montrent à tous que les droits de Paris sont aussi en danger. La loi sur les échéances atteint la petite bourgeoisie républicaine; de multiples causes de mécontentement détachent les républicains de la Résistance; les troupes commencent à fondre; maires et députés sont, pour la plupart, indécis.

D'ailleurs, nul ne se battra de bon cœur. Les journaux républicains modérés prêchent la conciliation et, dans la matinée, le Comité central fait un suprême effort pour empêcher la guerre civile, il envoie Ranvier et Arnold à la mairie du II^e. Peu après les délégués du Comité, arrivent de Versailles les députés, chargés de décevantes nouvelles; il n'y a donc rien à espérer de l'Assemblée, ni le respect des droits de Paris, ni la conservation de la République. Les maires républicains sont consternés. Quant aux hommes dévoués à la politique de Thiers, ils ont l'assurance que dans quinze jours ou trois semaines, l'armée sera prête à marcher sur Paris; ils ne tiennent pas à engager une lutte inégale au moment où la crainte d'une restauration monarchique effrite les bataillons de l'Ordre. D'ailleurs, tous ont confiance dans les élections, ils pensent que le scrutin sera peu favorable aux meneurs des divers comités et que la nouvelle municipalité sera composée de républicains modérés, de l'espèce des « bons maires ». Ils faiblissent, tandis

Les raisons de ne point se battre.

que les délégués du Comité central maintiennent impérieusement leur prétention de faire les élections le lendemain.

La « Capitulation »
des maires.

Les élus de Paris « capitulent », signent la convention fixant les élections au 26 mars. Il n'y a plus de « Résistance ». L'amiral Saisset donne congé aux faibles restes de ses troupes, prend des lunettes vertes, un habit civil, et, tenant à la main un numéro du *Père Duchêne*, se met pacifiquement en route pour Versailles.

Derniers désaccords.

Il y eut bien encore quelques froissements entre l'écharpe rouge et l'écharpe tricolore. L'orgueil des maires était considérable, et celui du Comité s'était accru à proportion des obstacles surmontés. « Le Comité central de la Garde nationale, auquel se sont ralliés les députés de Paris, les maires et adjoints... », disait le texte de la convention affichée par le Comité. « Les députés de Paris, les maires et adjoints élus, réintégrés dans les mairies de leur arrondissement, et les membres du Comité central fédéral de la Garde nationale », disait le texte des maires, le texte primitif. Des maires protestèrent parce que l'on avait mis leur nom au bas d'un acte rectifié sans leur approbation, parce qu'on ne les réintégrait pas effectivement dans leurs mairies. Mais tout cela se perdit dans la hâte des préparatifs et le flot des proclamations de la dernière heure.

Un déluge d'affiches

Plus que jamais, les murs de Paris s'animaient d'affiches. Tirard annonçait que Louis Blanc venait de déposer une demande « tendant à obtenir une déclaration par laquelle l'Assemblée nationale reconnaissait : « qu'en prenant, en toute connaissance de cause, le parti que leur imposait la plus alarmante des situations, les maires et adjoints de Paris avaient agi en bons citoyens ». Les députés présents à Paris affirmaient avoir tout fait en vain pour obtenir de l'Assemblée la conciliation, ils conseillaient le vote :

« Votons, puisqu'en votant nous investirons du pouvoir municipal des républicains honnêtes et énergiques, qui, en sauvegardant l'ordre dans Paris, épargneront à la France le pénible danger des retours offensifs de la Prusse et les tentatives téméraires des prétentions dynastiques ». Le Comité central faisait ses adieux. « Aidé par votre patriotisme et par votre dévouement, disait-il aux Parisiens, nous avons pu mener à bonne fin l'œuvre difficile entreprise en votre nom. Merci de votre concours persévérant, la solidarité n'est plus un vain mot. Le salut de la République est assurée », puis il donnait quelques conseils sentencieux au suffrage universel : « ... Cherchez des hommes aux convictions sincères, des hommes du peuple, résolus, actifs, ayant un sens droit et une honnêteté reconnue. Portez vos préférences sur ceux qui ne briguent point vos suffrages : le véritable mérite est modeste, et c'est aux électeurs à connaître leurs hommes et non à ceux-ci de se présenter ». Les honnêtes gens, un peu effacés, dont parlait la proclamation, ressemblaient beaucoup à la plupart des membres du Comité central. Les organisations du Travail n'avaient joué qu'un rôle secondaire depuis le 18 mars ; pour les élections, l'Association internationale des travailleurs, le Conseil Général des Sections Parisiennes, la Chambre Fédérales des Sociétés Ouvrières rédigèrent un manifeste d'une extrême modération. « L'indépendance de la Commune, disaient les mandataires des travailleurs, est le gage d'un contrat dont les clauses librement débattues feront cesser l'antagonisme des classes... Nous avons revendiqué l'émancipation des travailleurs et la délégation communale en est la garantie, car elle doit fournir à chaque citoyen les moyens de défendre ses droits, de contrôler d'une manière efficace les actes de ses mandataires, chargés de la gestion de ses intérêts, et de

déterminer l'application progressive des réformes sociales ».

Il y avait aussi des proclamations adressées aux arrondissements par les municipalités. Dans le XX^e, Ranvier, maire, et Flourens, adjoint, acclamaient la « République démocratique et sociale universelle ». Au V^e, on souhaitait l'avènement du prolétariat. « Les autres classes, disait la municipalité, en réduisant le pays aux plus tristes extrémités, ont désormais donné la mesure de leur impuissance et de leur caducité; elles ont perdu le droit de se dire les seules classes gouvernementales. Laissez arriver l'honnêteté, le travail, la justice; ouvrez les portes au prolétariat instruit, au vrai peuple, à la seule classe pure encore de nos fautes et de nos déchéances; à la seule enfin capable de sauver le pays ».

Scrutin calme.

Il y avait là des accents nouveaux, capables de donner aux âmes une impression de repos après les fastidieuses querelles des jours précédents; les idées diffuses parmi les masses prenaient corps; beaucoup espéraient le renouveau politique et social. D'autres étaient heureux, croyant la guerre civile écartée. Les éternels gouvernés se réjouissaient à l'idée d'avoir bientôt auprès d'eux quelque chose qui ressemblât à un gouvernement. Tous les partis escomptaient le succès électoral. Aussi, après cette réduction de campagne électorale, la satisfaction générale se traduisit par un scrutin des plus calmes. A peine une manifestation, celle des citoyens du Faubourg Saint-Antoine qui allèrent voter en cortège, le bulletin au chapeau. On vota beaucoup. Les listes électorales, datant de mars 70, annonçaient 485.569 électeurs, mais les pertes de la guerre, et surtout les départs en masse avant le siège, après la capitulation et après le 18 mars, avaient diminué la population; il y eut cependant 229.167 votants, à peu près

autant que pour la nomination des maires en novembre 1870. Les élections ne furent donc pas « désertées » et elles furent « libres » ; les quartiers bourgeois purent élire des modérés représentant leurs idées, comme Méline, Tirard, Ranc.

On connut les résultats le lundi 27, le lendemain 28 on les proclama; ce fut une fort belle fête. Rien n'y manquait. Devant la façade de l'Hôtel de Ville, entre deux portails, une estrade avait été dressée; elle portait les fauteuils des membres du Comité central et des nouveaux élus. Toute une floraison de drapeaux rouges frémissait à la façade du monument, et autour du buste de la République, placé sur un fût de colonne devant l'estrade.

Proclamation so-
lennelle du nom
des élus.

L'allure militaire de la cérémonie, les alignements de mitrailleuses devant l'estrade, les canons prêts pour les salves, sur les quais, les bataillons massés pour le défilé, rappelaient l'origine du Comité central et du mouvement parisien. Mais il y avait surtout une immense foule entassée sur les trottoirs de la place, en grappes sur les toits et aux réverbères, une foule à l'enthousiasme unanime, souvent comparée à celle du 14 juillet 1790. Comité central et Commune prirent place sur l'estrade; il y eut des discours que l'on n'entendit point, des noms d'élus proclamés et acclamés de confiance. Les cris de « Vive la Commune ! », la *Marseillaise*, le bruit du canon, le son des tambours et clairons se perdaient dans un hurlement de tempête, parmi le tourbillon des bras agitant des mouchoirs, des képis au bout des baïonnettes et des drapeaux rouges ou tricolores cravatés de rouge. Et cela se termina par un défilé des bataillons, conduit par Duval, et fort bien réussi. Laisant là ses « grandes colères, ce vieil obtus de « père Duchêne » (1) pouvait être « bougrement content » .

(1) Sur le journal « Le père Duchêne », cf. p. 105.

Thiers travaille.

Et il y avait de quoi, car, cette fois, c'était bien la Révolution; les noms des révolutionnaires connus étaient sortis en masse de ce scrutin placide. C'était la Révolution avec le retard fatal d'une semaine bien employée par ses ennemis. Car si Paris était en fête le 28 mars, Versailles boudait et Thiers veillait. Malgré les quelques révolutionnaires du Comité central, malgré l'Assemblée qui ne comprenait pas sa politique, il avait vécu sans être attaqué, sans même être menacé. Tous les modérés lui avaient servi; l'inertie et les hésitations du Comité central, la complicité active ou inconsciente des élus parisiens, lui avaient permis de gagner une semaine sur la Révolution. Il préparait son armée et travaillait la province. Même dans les grandes villes, le mouvement communal déclinait et les campagnes ne bougeaient pas. Bien plus, entre Paris isolé, par les soins du gouvernement, et le reste de la France, une muraille de calomnies s'édifiait, chaque jour plus haute. Thiers se servait activement de *l'Officiel*; dès le début, profitant du manque de notoriété des hommes du Comité central, il s'était acharné à jeter sur eux les pires suspicions. « Nul ne saurait même dire à quel parti ils appartiennent, écrivait-il le 19 mars; sont-ils communistes ou bonapartistes ou prussiens? Sont-ils les agents d'une triple coalition? »

Plus tard, une note du gouvernement déclarait que les « factieux » laisseraient derrière eux « la preuve certaine de leur affiliation avec les plus détestables agents de l'Empire et les intrigues ennemies ». On s'efforçait aussi de représenter les membres du Comité central et leurs partisans comme des criminels de droit commun. Le Comité aurait « assassiné de sang-froid le général Clément Thomas et un général de l'armée française, le général Lecomte ». Sans cesse revient le mot « assassins » dans les proclamations de Thiers et les notes du gouvernement. Non moins

redoutable était l'accusation de compromettre la paix avec l'Allemagne. « Les Prussiens sont à nos portes, disait le gouvernement, nous avons traité avec eux. Mais si le gouvernement qui a signé les conventions préliminaires est renversé, tout est rompu. L'état de guerre recommence et Paris est fatalement voué à l'occupation. » Enfin Versailles s'efforce d'implanter en France l'idée qu'à Paris, une poignée d'énergumènes terrorise une population paisible. « L'insurrection est désavouée par tout le monde » télégraphiait le ministre de l'Intérieur, le 20 mars. Naturellement quand on en arrive aux élections, le ton ne change pas. Thiers télégraphie, d'abord le 26 mars, que « les élections se feront sans liberté et dès lors sans autorité morale ». « Les élections, auxquelles une partie des maires s'est résignée, ajoute-t-il le 28, ont été désertées par les citoyens amis de l'ordre; on verra ce qui sortira de ces illégalités accumulées. » On peut juger de la force de ces calomnies par leur tenace persistance jusqu'au temps présent.

Le 28 mars, parmi l'immense joie populaire, tandis que les canons tonnaient et que se pressaient les baïonnettes dévouées, les membres de la Commune ne pouvaient, certes, entrevoir les difficultés de leur mission; la lutte contre un ennemi implacable et sans scrupules, contre l'indifférence et déjà, l'hostilité du pays, et aussi l'obligation de ne pas décevoir l'enthousiasme parisien, d'organiser, dans des circonstances défavorables, un régime nouveau; une tâche dépassant les forces humaines.

The first part of the report is devoted to a general
 description of the country and its resources. It
 is followed by a detailed account of the
 various industries and occupations of the
 people. The third part of the report
 contains a list of the principal towns and
 villages, with a description of their
 buildings and other interesting features.
 The fourth part of the report is a
 list of the principal rivers and streams,
 with a description of their courses and
 the various uses to which they are put.
 The fifth part of the report is a list of
 the principal mountains and hills, with
 a description of their heights and other
 interesting features. The sixth part of
 the report is a list of the principal
 lakes and ponds, with a description of
 their sizes and other interesting features.
 The seventh part of the report is a list
 of the principal forests, with a
 description of the various kinds of trees
 and other interesting features. The
 eighth part of the report is a list of
 the principal minerals, with a
 description of their various uses.
 The ninth part of the report is a list
 of the principal animals, with a
 description of their various uses.
 The tenth part of the report is a list
 of the principal plants, with a
 description of their various uses.
 The eleventh part of the report is a
 list of the principal birds, with a
 description of their various uses.
 The twelfth part of the report is a
 list of the principal insects, with a
 description of their various uses.
 The thirteenth part of the report is a
 list of the principal reptiles and
 amphibians, with a description of their
 various uses. The fourteenth part of
 the report is a list of the principal
 fishes, with a description of their
 various uses. The fifteenth part of
 the report is a list of the principal
 shells, with a description of their
 various uses. The sixteenth part of
 the report is a list of the principal
 fossils, with a description of their
 various uses. The seventeenth part of
 the report is a list of the principal
 minerals, with a description of their
 various uses. The eighteenth part of
 the report is a list of the principal
 animals, with a description of their
 various uses. The nineteenth part of
 the report is a list of the principal
 plants, with a description of their
 various uses. The twentieth part of
 the report is a list of the principal
 birds, with a description of their
 various uses. The twenty-first part of
 the report is a list of the principal
 insects, with a description of their
 various uses. The twenty-second part
 of the report is a list of the principal
 reptiles and amphibians, with a
 description of their various uses. The
 twenty-third part of the report is a
 list of the principal fishes, with a
 description of their various uses. The
 twenty-fourth part of the report is a
 list of the principal shells, with a
 description of their various uses. The
 twenty-fifth part of the report is a
 list of the principal fossils, with a
 description of their various uses.

CHAPITRE IV

RÉVOLUTIONNAIRES TARD-VENUS

ET ABSENTS DU TEMPS PRÉSENT — LE GOUVERNEMENT
DE LA COMMUNE

Les élus du 26 mars ressemblaient peu aux hommes du Comité central. En manifestant, dès le 19 mars, sa hâte fébrile de quitter le pouvoir, le Comité avait pu laisser croire qu'il était dépassé par les événements. Ce sentiment semble avoir guidé le choix des électeurs : leurs suffrages s'étaient détournés de ces « inconnus » (si pressés de partir) pour aller aux notoriétés des luttes politiques et sociales; les 90 élus de la nouvelle municipalité ne comprenaient que 13 membres du Comité central.

Les personnalités, souvent accusées, qui, dans ces élections impromptues, avaient attiré l'attention des Parisiens, présentaient d'ailleurs une curieuse variété. Quelques éléments disparurent bientôt. La liberté du scrutin avait permis d'élire les ennemis de la veille, des hommes de la « Résistance ». Ils donnèrent leur démission. Tirard brava la Commune. Il vint à la première séance, et lorsque quelques motions se furent entrechoquées, il demanda la parole. « Mon mandat, dit-il, est purement municipal; puisqu'on a parlé d'abolition de lois et d'une Commune conseil de guerre, je ne suis pas en droit de rester... ». Ses vœux ironiques ayant exaspéré l'assemblée, il fut bien près

1° La cacophonie des personnes et des tendances.

Peu de membres du Comité central.

Défections des modérés. Arrestation des mouchards.

d'être arrêté. Moins audacieux, Méline se fit porter malade. Ainsi commençait la retraite de la bourgeoisie; elle fut générale, se produisit à tous les degrés, appauvrit en « intellectuels » le personnel administratif de la Commune. Plus tard, d'autres membres de l'Assemblée sortirent par la petite porte, celle qui conduisait à Mazas. Les dossiers trouvés à la Préfecture de Police permirent d'exclure de l'Assemblée deux personnages qui, sous l'Empire, avaient demandé à être de la police secrète; mesures indispensables, mais qui ne pouvaient guère augmenter le prestige de la Commune.

Révolutionnaires
en retard.

Modérés et mouchards, mis à part, il restait dans la nouvelle assemblée, une majorité de révolutionnaires. Elle arrivait bien tard. Le mouvement communal de 1871 nous apparaît comme une révolution en pièces : ce qui autrefois était uni se trouve maintenant séparé. Avec l'abaissement du gouvernement, dû à la défection des troupes, avec la ruine de l'organisation administrative, due à l'activité de Thiers, le 18 mars avait créé une situation révolutionnaire; les hommes qui auraient pu l'exploiter n'ont le pouvoir en main que le 28 mars au soir. Malgré cet « handicap » de dix jours, le colosse parisien pourrait peut-être encore gagner la course; mais ce n'est plus le moment de rêvasser, ni de se perdre en détours inutiles, il est urgent d'aller droit au but en donnant toute sa force, car le petit versaillais s'agite.

Diversité des condi-
tions sociales.

La Commune est-elle capable de tant de netteté dans l'effort? Dès la première séance, tous ces hommes qui se connaissent peu se regardent « avec une curiosité où entre quelque peu de défiance ». Ils s'étonnent de se trouver ensemble, tant ils sont divers, tant est grande la variété des conditions sociales et des opinions. Il y a beaucoup de petits bourgeois « employés, comptables, médecins, instituteurs, hommes de loi, publicistes (il y en eut jusqu'à douze) ». A

côté d'eux nous trouvons des ouvriers: « Pindy, le menuisier; Amoureux, le chapelier; Theiss, le ciseleur; Grélier, le blanchisseur; Billioray, le joueur de vielle; Duval, fondeur; Assi, le mécanicien; Malon, le tourneur; le relieur Varlin... », environ ving-cinq en tout.

Quant aux opinions, leur diversité est grande. Membres de l'Internationale, blanquistes, jacobins, forment trois groupes qui, en général, s'opposent les uns aux autres avec une certaine netteté. L'Internationale n'est représentée que par une poignée de militants, une quinzaine environ. On trouve parmi eux : *Varlin*; *Malon*, un autre Varlin, plein de douceur et de foi prolétarienne; *Theisz* dont la puissance d'assimilation n'a d'égale que la modestie; *Lefrançais*, le doctrinaire communiste, impeccable en séance comme sous les obus; *Frankel* le Hongrois; *Babick*; *Avrial*; *Assi*; *Pindy*. Certes, ils ne sont pas à l'aise dans cette révolution qui s'écartèle sur deux époques. Ces hommes qui rêvent de transformation sociale, de lutte par l'organisation du travail, avec l'arme économique de la grève, ces hommes d'après-demain sont placés devant une situation d'avant-hier; on leur offre de faire la guerre avec des troupes qui sont une réplique de l'armée régulière, on leur offre de brandir tous les vieux croquemitaines révolutionnaires, tous les épouvantails en loques, datant de 93. Ils regimbent. Pour s'être insurgés contre les vocabulaires menaçants, ils font figure de modérés; ils ont ensuite une assez mauvaise presse. Après l'échec, en cherchant les « responsabilités » comme on le fait pour les grandes catastrophes, on les découvre; on les attache au pilori avec cet écriteau: « groupe le plus faible, le moins agissant, tout hanté de chimères cosmopolites et pacifiques, ne poursuivant guère que des réformes alors prématurées » (1). On ne peut nier d'ailleurs qu'ils aient contri-

Diversité des opinions :
L'Internationale.

(1) LEPelletier, ouv. cité.

bué à la ruine de la révolution. Leur attachement aux doctrines de Proudhon, leur respect inflexible de l'autonomie des autres communes, leur désir de ne point exercer de pression sur les villes de France, de les laisser se décider librement, par sympathie, par « contagion », a souvent paralysé l'action de la Commune parisienne, a contribué à isoler Paris, qu'une union étroite avec la France aurait peut-être pu sauver. Mais il y a la contre-partie : cet idéal proudhonien de révolution sociale, manifesté alors que les circonstances réclamaient la dictature et l'ajournement de tout autre souci tant que la Commune ne serait pas certaine de vivre, ce vaste effort théorique vers l'établissement du bonheur universel, pouvait seul émouvoir les masses : en donnant à la Commune un idéal, l'Internationale lui a permis d'avoir des soldats; l'énergie désespérée des derniers combattants des barricades, leur mort qui ressemble bien souvent à un suicide, nous donnera la mesure des espoirs immenses qu'ils avaient entrevus.

Blanquistes.

Le parti blanquiste, représenté principalement par *Eudes, Duval, Ranvier, Ferré, Rigault*, hommes d'un courage, d'une énergie et d'un fanatisme révolutionnaire incontestables, ne forme qu'un tout petit groupe, influent à la Commune parce qu'il ne comprend que des militants, mais possédant beaucoup moins d'action sur Paris. Le vague de leurs théories sociales, leur désir plus ou moins avoué d'une dictature destinée à implanter la Révolution dans toute la France, opposent les blanquistes aux membres de l'Internationale. Eux, comme l'ensemble des partisans de Blanqui, ils se rattachent au passé, à plusieurs passés, ayant le culte de 93 et des habitudes de 1821. Leur admiration passionnée pour les Hébertistes et pour les « enrégés » de 93 les pousse à désirer les mesures violentes : arrestations d'abord, exécutions

ensuite. Mais leurs actes révolutionnaires ne sont bien souvent que des manifestations désordonnées; les blanquistes inquiètent, éloignent, sans être vraiment utiles à la cause communale. Le courage moral de ces hommes, qui n'ont point peur des responsabilités, ne rend à la révolution que de faibles services, faute de coordination dans les efforts. Dressés à la discipline d'après les principes de l'ancienne Charbonnerie, les Rigault, les Ferré, ont besoin d'un chef; il faudrait au-dessus d'eux « le maître » Auguste Blanqui. « Sans Blanqui, rien à faire, avec Blanqui, tout », telle est l'opinion de Rigault; il se butte, n'en veut point démordre. Or, au moment décisif, l'homme qui eut tous les courages et pas un atôme de chance, n'est point là; condamné par contumace après le 31 octobre, malade dans le Midi, Blanqui a été arrêté le 17 mars. La Commune s'efforce de l'échanger contre l'archevêque de Paris, Darboy, mais M. Thiers se soucie bien des os d'un prélat bonapartiste et gaullican, dont le supplice ameuterait, plus que jamais, les catholiques contre la Commune! Thiers ne rend point Blanqui, et le parti blanquiste, privé de tête, reste comme un automate détraqué et gesticulant.

Membres de l'Internationale et blanquistes ne formaient en tout qu'un peu plus du quart de l'Assemblée. On désignait sous le nom vieillot et vague de « jacobins » le parti qui eut constamment la majorité au Conseil général de la Commune. Moins agissants, moins violents, moins jeunes en moyenne que les blanquistes, les jacobins étaient comme eux attachés à la tradition montagnarde de 1793. Ces petits bourgeois rêvaient avant tout d'une révolution politique, devant amener à sa perfection le régime démocratique. Cette révolution comme celles de 1830 et de 1848 serait imposée à la France grâce aux institutions centralisées que Napoléon avait légué à ses successeurs. Plus tard, on songerait à des réformes sociales.

Jacobins.

Il y a dans le jacobinisme de 71 tout ce qu'il faut pour éloigner la province rurale, si défiante à l'égard de Paris sans conquérir les populations urbaines déjà pénétrées de socialisme.

Charles Delescluze.

Tout le groupe jacobin, toute la Commune, était dominée par la silhouette maigre et correcte d'un vieux républicain de 60 ans, *Charles Delescluze*. Combattant des journées de juillet en 1830, pourchassé ensuite par tous les gouvernements autoritaires, jamais las de combattre par la plume et d'aller en prison, Delescluze en imposait à tous les révolutionnaires. A la Commune, il sut rester étranger aux luttes de partis, aux querelles personnelles; dans cette Assemblée, si profondément divisée, lui seul pouvait à l'occasion être l'arbitre. Les hommes les plus divers ont salué la mémoire de ce grand jacobin. Emile Ollivier le classait parmi ceux que l'on admire pour « leurs vertus privées, le désintéressement de leur vie de sacrifice ». Et Michel Bakounine, si éloigné du « centralisme » de Delescluze, distinguait deux espèces de jacobins: « les jacobins avocats et doctrinaires comme M. Gambetta... » et « les jacobins franchement révolutionnaires, les héros, les derniers représentants sincères de la foi démocratique de 1793 », les «-jacobins magnanimes, à la tête desquels se place naturellement Delescluze, une grande âme et un grand caractère... »

Les « Romantiques »

Mais, parmi les jacobins, ou à côté d'eux, les vieux républicains romantiques conservaient une originalité des plus encombrantes. Pour eux la révolution était une pièce à jouer suivant certaines règles traditionnelles. Il leur fallait tout un décor révolutionnaire et des tréteaux afin de pouvoir déclamer et faire des « gestes » symboliques; au fond ils considéraient les événements comme des prétextes littéraires et les idées comme des figurantes. *Félix Pyat*, leur maître incontesté en ce genre dramatique, était des mieux

doué pour paraître sur la scène de l'Hôtel de Ville. « Pyat avait en 1871 plus de soixante ans, écrit Vuillaume, il était encore superbe. La taille élevée, sans la moindre velléité de se courber. La chevelure épaisse, le regard étonnamment vif, lumineux, prenant. La voix était claire, le geste large. Quel geste ! » Il s'adoucissait parfois, prenait « des airs de patriarche », accablait les « jeunes » de bons conseils. Mais il restait, semble-t-il, toujours plus ou moins dominé par quelque haine. Alors que Delescluze s'épuisait en efforts pour maintenir l'union dans la Commune, Félix Pyat travaillait à diviser, soulevant les plus violentes polémiques dans son journal *Le Vengeur*, traînant devant la Commune les rivalités personnelles les plus sordides. Il avait aussi l'art de troubler les discussions ; plus encore que toutes les autres « vieilles barbes », il aimait à lancer devant l'Assemblée, fort interloquée, de ces motions inattendues, empreintes de l'esprit révolutionnaire le plus traditionnel mais sans portée pratique. Les anciens « Communards » ont souvent représenté Félix Pyat comme le mauvais génie de la Commune ; ils lui ont aussi reproché d'avoir trop bien su « se tirer d'affaire ». Si le devoir d'un chef révolutionnaire consiste tout d'abord à s'exposer plus que les soldats, écrit G. Da Costa, Félix Pyat n'eût pu briguer dans nos rangs les galons de simple caporal. »

Cette division, en « membres de l'Internationale », « blanquistes », « jacobins », « vieilles barbes romantiques », n'exprime pas complètement la variété de l'Assemblée communale ; bien souvent chaque membre de la Commune apportait sa nuance. L'évolution fatale qui poussait le XIX^e siècle vers l'individualisme intellectuel et moral, l'acharnement des luttes précédentes, avaient accentué les caractères. Avant d'être les hommes d'un parti ou d'une tendance, Varlin, Mallon, Lefrançais, Rigault, Ferré, Delescluze, Pyat, ap-

De fortes personnalités.

paraissaient comme de fortes personnalités. Il y en eut bien d'autres. *Gustave Flourens*, un universitaire échappé dans le monde des révoltés, incarnait le *Don Quichotte* de la Révolution. Après avoir été chef d'insurgés en Crète, militant toujours prêt à de folles tentatives sous l'Empire, penseur généreux, aimé et admiré, il périt, dans la sortie du 3 avril. *Tridon*, grand propriétaire en Côte-d'Or, « apôtre millionnaire », mais torturé par la maladie, promène sur la Commune son sourire de blanquiste désabusé. *Vermorel* expie « son aspect glacial de séminariste défroqué ». Sans cesse, la calomnie guette cet homme qui n'est point populaire; il s'échappe souvent de la Commune pour aller respirer aux avant-postes l'air plus pur, où passent les balles et les obus. Brave parmi les derniers combattants des barricades, il sera délivré, après d'atroces souffrances, d'une vie pleine de tristesse. *Charles Longuet*, proudhonien, entré à la Commune à la suite d'élections complémentaires, gesticule de ses grands bras, discute infatigablement, manie la plume avec activité : « J'ai bien connu ce brave homme, écrit G. Da Costa (qui, lorsqu'il ne s'agit point des Blanquistes, ne pêche point par indulgence), mais je ne lui ai pas connu d'ennemis ». Le grand peintre *Courbet*, autre élu des élections complémentaires, est couvert d'injures par quelques publicistes versaillais qui ne peuvent lui pardonner ni son embonpoint, ni son génie. *Vallès*, l'écrivain à la prose cruellement expressive, sans cesse « s'apprête à un manifeste » ; jamais il n'écrira celui qui eût déchaîné la révolution littéraire : le fameux manifeste sur le « la moderne » : la révolution des autres lui fait oublier la sienne. *J.-B. Clément*, l'auteur du *Temps des Cerises*, laisse là les chansons pour commencer le printemps à l'Hôtel de Ville; mais, au fond, il aime autant travailler au chassepot. *Babick*, toujours illuminé, a comme redondance à la Commune *Ostyn*, fervent

spirite lui aussi; l'un et l'autre suivent les séances dans le monde des esprits. *Allix* les dépasse et va trop loin : inventeur « d'un système de télégraphie transocéanique par l'emploi d'escargots sympathiques », il a fréquemment des « toquades »; on l'envoie à Mazas, cabanon des plus honorables.

Dans cette assemblée pleine de contrastes, où l'on trouvait, à côté de révolutionnaires pleins de foi, d'anciens mouchards; à côté des ouvriers, des représentants de la petite bourgeoisie; en face des passionnés de théories sociales, des hommes d'action méprisant les idées; auprès du génie et du talent, la folie; dans cette commune bigarrée, les conflits de personnes furent cruels. « Félix Pyat déteste Vermorel, écrivait Elie Reclus, et Vermorel et Delescluze ne s'aiment guère ». Parfois, les haines éclatent en séance; on exhume toutes les vieilles rancunes, toutes les vieilles histoires. Le 4 mai, Félix Pyat d'une part, Vermorel et Tridon de l'autre, entreprennent une « lessive générale », tandis que l'Assemblée exaspérée crie : « Assez! assez ! l'ordre du jour ! ». Pour que la Commune conserve le respect de ceux qui la défendent, on doit parfois expurger le compte rendu des séances. Il était d'ailleurs impossible de masquer toutes les divisions : on avait trouvé le moyen de s'entre-déchirer par groupes.

Depuis le 28 avril, il y avait à la Commune une « majorité » et une « minorité ». En fin de séance, Miot, « une fort belle barbe », avait déclaré qu'il trouvait « nécessaire » la création d'un *Comité de Salut public*. Vingt-deux membres de la Commune, internationalistes ou modérés, s'étaient prononcés contre l'exhumation de ce cadavre révolutionnaire. Ils formèrent la minorité : Theisz, Frankel, Varlin, Malon, Longuet, Ostyn, Vallès, Tridon, Courbet en faisaient partie. Ce fut, entre minorité et majorité, une fastidieuse querelle, qui alla s'exaspérant; le 9 mai, on re-

Les divisions au sein de la Commune.

Luttes de personnes

Conflit entre majorité et minorité.

nouvelle le Comité de Salut public, la minorité, prête à des concessions, demande à être représentée dans le nouveau Comité; elle en est exclue, ses membres sont évincés des services, Vallès doit quitter l'intendance, Vermorel la sûreté, Longuet l'*Officiel*. Le 15, la minorité arrive en séance pleine d'idées agressives et brandissant un manifeste; elle se trouve devant une salle presque vide, car la majorité a eu vent de l'affaire; alors la minorité s'indigne, envoie aux journaux le manifeste où elle annonce que ses membres se séparent de la Commune et se retirent chacun dans leur arrondissement. La joie à Versailles et la colère de leurs électeurs montrent aux « minoritaires » l'étendue de la faute qu'ils ont commise en publiant leurs griefs. Une quinzaine d'entre eux revient siéger le 17 mai; il est trop tard. L'autorité de la Commune ne se relèvera pas du coup que lui a porté « cette minorité » qui, d'après Lissagaray, comprenait, à dix exceptions près, les plus intelligents, les plus éclairés de la Commune...»

Tendances désastreuses pour le succès de la Révolution.

Ainsi les divisions intérieures ont contribué à l'échec de la Commune. La Convention avait donné aux oppositions d'idées et de personnes une forme autrement cruelle, mais elle savait agir et créer. A la Commune, au contraire, on ne trouve que paralysie de la volonté et faiblesse d'invention. Chaque tendance, le milieu révolutionnaire, l'époque apportaient leurs vices; la Commune a tout endossé : un optimisme aveugle, un respect exagéré de la camaraderie révolutionnaire, l'adoration des principes, des symboles et des souvenirs de 1793, la dévotion au parlementarisme, même fonctionnant à vide, n'ont laissé à la Commune de 1871 qu'un rôle d'une extrême faiblesse.

Optimisme.

Par son optimisme, la Commune prolonge le Comité central; le succès des révolutions de 1789, de 1830 et de 1848, le facile avantage remporté le 18 mars font croire que tout se passera bien. Il y a aussi, parmi les

militants révolutionnaires, beaucoup de théoriciens persuadés que les hommes règlent leur activité avec des raisonnements et que la justice évidente de la cause communale s'imposera à tous les Français; l'âme du bourgeois et du paysan leur est totalement étrangère. Ils ne sentent pas que la présence de membres de l'Internationale à la Commune et d'ouvriers parisiens dans la Garde nationale, donne au mouvement une allure « sociale », et que, dès lors, l'hostilité des classes possédantes sera irréductible. Enfin, la vieille insouciance française, et surtout parisienne, fait le reste, détourne l'attention de toutes les difficultés. Dès le début se manifeste cet optimisme qui rappelle celui des hommes politiques et des chefs militaires de 70. A la séance du mercredi 29 mars, le doyen d'âge, le vieux « père » *Beslay* exprime sa confiance dans les événements futurs. « Paix et Travail, dit-il, voilà notre avenir »; il fait le tableau du nouveau régime : « La Commune s'occupera de ce qui est local, le département s'occupera de ce qui est régional, le gouvernement s'occupera de ce qui est national », et il conclut : « Ne dépassons pas cette limite fixée par notre programme, *et le pays et le gouvernement seront heureux et fiers d'applaudir à cette révolution de notre histoire* ». En négligeant l'activité de Thiers, de Jules Favre, de l'Assemblée et les préventions de tout le pays rural et bourgeois, ce vieux brave homme exprimait l'opinion générale des Parisiens. « L'illusion fut sans doute de courte durée, écrit E. Lepelletier, qui a vécu ces moments, mais elle fut profonde et universelle ».

Dans le discours de Beslay, on trouve d'ailleurs l'idée que non seulement le pays applaudira, mais qu'il suivra le mouvement parisien, que la contagion de l'exemple agira : « chacun des groupes sociaux va retrouver sa pleine indépendance »; on est persuadé

que toute la France, bien loin de combattre Paris, fera sa révolution communale.

Enfin, l'optimisme est plus dangereux encore lorsqu'il prend la forme militaire. Comme au temps du Comité central, on pense que les soldats refuseront de tirer sur la Garde nationale, qu'ils sont « prêts à se jeter dans ses bras ». Aussi, quelle stupeur lorsqu'on apprend, le 2 avril, que les Versaillais ont attaqué. « Ils ont attaqué », répète avec l'accent de la stupeur une proclamation de la Commune; les agresseurs ne peuvent être que des « zouaves pontificaux », des « chouans », des « vendéens », des « bretons », de la « police impériale ». L'échec pitoyable de la sortie désordonnée du 3 avril dissipera brutalement les illusions.

Camaraderie.

Tourné vers l'intérieur, l'optimisme poussait au laisser aller, à l'indulgence excessive. Les camarades de brasserie, de conspiration se retrouvaient, se groupaient; à la Préfecture de Police, Rigault s'entourait de ses jeunes amis qui, si l'on en croit Lissagaray, « remplirent en gaminant les fonctions les plus délicates ». G. Da Costa accordait des laisser-passer à ses anciens camarades d'études et trouvait de bonnes raisons pour s'en féliciter. Quant à ceux qui auraient dû surveiller toute cette jeunesse, ils laissaient faire. L'abstention de la bourgeoisie intellectuelle ne permettait de remplir les innombrables places vides qu'avec des militants se connaissant de longue date; une sorte de fatalité devait faire de la Commune de 1871 la « Révolution des camarades ».

Adoration de principes.

On s'adouçissait parfois pour les personnes, mais, en général, on ne badinait pas avec les principes. « Quelques-uns, écrit Lissagaray, portaient leurs principes en bouclier, comme une tête de Méduse, et n'eussent pas fait de concessions, même pour la victoire »; ils étaient parfois d'intraitables « casuistes », « des enragés de la légalité dans cet Hôtel de Ville

hors la loi ». On le vit bien lorsqu'il s'agit de valider les élections complémentaires du 16 avril. On avait peu voté à ces élections destinées à combler les vides laissés par les doubles élections du 26 mars et par les démissions. Beaucoup se demandaient avec inquiétude si l'on pouvait négliger une vieille loi de 1849, imposant à tout élu l'obligation d'avoir obtenu au moins le huitième des suffrages; une loi dont on n'avait pas tenu compte pour les élections du 26 mars ! Il y eut une discussion acharnée; les avis furent très partagés et la solution adoptée tout à fait bâtarde. Cruelles perplexités aussi, pour savoir si l'on devait maintenir les accusés au secret pendant la durée de l'instruction : « Le secret est quelque chose d'immoral, s'écriait Arthur Arnould, c'est la torture morale substituée à la torture physique. Eh bien ! au nom de notre honneur, il faut décider immédiatement qu'en aucun cas le secret ne sera maintenu... » Il ajoutait : « Je ne comprends pas que les hommes qui ont passé toute leur vie à combattre les errements du despotisme, *je ne comprends pas, dis-je, ces mêmes hommes, quand ils sont au pouvoir, s'empressant de tomber dans les mêmes fautes* ». Et cependant, les traîtres, se riant de la pauvre police de la Commune, tournoyaient autour des services essentiels. D'autres fois, surgissait « la sainte autonomie qui défend d'intervenir dans l'autonomie du voisin ». « La Commission exécutive, note Lissagaray, avait refusé d'armer les communes sous Paris, demandant à marcher contre Versailles. M. Thiers ne faisait pas mieux pour isoler Paris ».

L'esprit populaire avait pour les idées le même respect superstitieux, mais il les pensait à sa façon, s'attachant surtout à leurs manifestations matérielles. Ainsi, voulant affirmer son hostilité à la peine de mort, la population s'en prend à la guillotine; un bataillon du faubourg du Temple va chercher la ma-

chine à tuer, la dépose au pied de la statue de Voltaire la brise à coups de hache, la brûle, aux applaudissements d'une foule immense. Les membres de la Commune ne pouvaient négliger le tour d'esprit populaire; ils s'en gardèrent bien! Beaucoup, les vieux surtout, pensaient comme le faubourg Saint-Antoine; ils poussèrent la Commune à s'enliser dans des manifestations symboliques et, en pourfendant des mots ou de la matière irresponsable, se donnèrent l'illusion néfaste d'avoir agi.

Ce fut une fort belle pluie d'arrêtés; la Commune abolit le budget des cultes, les armées permanentes et la conscription qui, pour l'instant, échappaient à son action. Treillard, directeur de l'Assistance publique, « considérant que les noms des salles des hôpitaux et hospices ne rappelaient à l'esprit que des souvenirs de fanatisme », arrêta qu'on les débaptiserait pour les rebaptiser, et, à l'Hôtel Dieu, Paget-Lupicin « badigeonna les saints », inscrivit « tout le calendrier révolutionnaire » sur les murs, et les religieuses, plus dévouées à la souffrance humaine qu'à la politique versaillaise, s'habillèrent en « sœurs de la Commune », « vêtues de noir et ceinturées de rouge ». La Commune décida la démolition de la chapelle Bréa, monument expiatoire élevé à la mémoire d'un général tué par les insurgés de juin 48. Mais, surtout, elle jeta à bas la colonne Vendôme, dont la présence était « une insulte perpétuelle à l'humanité et la négation de la fraternité des peuples ». Bien des Parisiens éprouvèrent une douce joie en contemplant le premier Napoléon, décapité et manchot, étendu sur un lit de fumier; ils furent d'ailleurs un peu déçus d'avoir été floués, car la fameuse colonne de bronze n'était qu'une pelure de métal sur beaucoup de pierre. Si l'on endommageait ainsi le perchoir du conquérant défunt, on ne pouvait respecter la demeure de l'ennemi vivant et agissant; le pre-

mier acte du deuxième Comité de Salut public fut de décider que la maison de M. Thiers serait rasée. « Cette étourderie, déclare Lissagaray, valut au bombardeur un petit palais que l'Assemblée rurale lui vota le lendemain ».

L'exaspération contre des symboles détournait des réalités l'attention de la Commune; le fantôme de 93 qui hantait l'Assemblée parisienne, achevait de lui déformer les situations et de fausser son activité. D'aucuns étaient obsédés par les souvenirs « des immortels ancêtres ». « Leur souvenir m'est toujours présent, déclare Félix Pyat, je puis dire qu'ils ne me quittent jamais... Je les ai constamment sur moi », et il sort de sa poche un tout petit volume à reliure marron : *l'Histoire de la Révolution* de Mignet.

De son côté, le blanquisme se réclame d'Hébert. « Rigault connaissait par cœur son *Père Duchêne* », écrit Vuillaume; il nous montre le jeune révolutionnaire « rajustant fiévreusement son lorgnon » et « tempêtant » parce qu'un « jean-foutre » « dit du bien de Robespierre ». Les analogies de situation aidant, une admiration aussi passionnée pour les hommes de 93 devait fatalement provoquer l'imitation : on imita beaucoup et avec quelque superstition : on espérait confusément que les moyens salutaires une fois le seraient encore. La Commune ne vit point qu'elle ne maniait que des mots et que la farouche énergie des Conventionnels faisait défaut; elle ne comprit pas que des baptêmes à la Montagnarde ne pouvaient, à eux seuls, sauver une révolution. On s'acharna donc à ressusciter de fort vieux cadavres. La Commune avait déjà son *Père Duchêne*, une « contrefaçon » de celui de 93, le journal d'Hébert; cette figure de vieil artisan bougon, toujours entre deux vins, celui de la « grande joie » ou « celui de la « grande colère », toujours prêt à frapper du poing sur la table avec un juron, amusait les gardes

nationaux, mais causait une insurmontable répulsion à la bourgeoisie intellectuelle, même communarde. Le genre littéraire voulait que le vieil énergième réclamât du sang comme il réclamait une chopine; ce ne fut pas toujours inoffensif. La Commune adopta le *calendrier révolutionnaire*. Elle eut son *tribunal révolutionnaire*; le 5 avril, la Commune avait décidé que tout prévenu de complicité avec Versailles serait jugé dans les quarante-huit heures; reconnu coupable, il devait être retenu comme « otage », et pourrait être fusillé au cas où les Versaillais persisteraient à massacrer les prisonniers; un « jury d'accusation » était chargé de désigner les « otages »; il ne tint qu'une séance, le 19 mai. Mais le « pastiche révolutionnaire » apparaît plus encore dans la création du *Comité de Salut public* (1), si passionnément combattu par la minorité. A ceux qui prétendaient la mesure « indispensable » pour faire « trembler les traîtres et les lâches » ou que « le mot de Salut public était absolument de la même époque que ceux de République française et de Commune », Tridon répondait qu'il n'aimait pas « les mune », Tridon répondait qu'il n'aimait pas « les défroques inutiles et ridicules »; Vermorel « que ce n'était qu'un mot et que le peuple s'était trop longtemps payé de mots »; Longuet, qu'il ne croyait « pas plus aux mots sauveurs qu'aux talismans et aux amulettes ». Mais rien n'y fit, et la Commune eut son Comité de Salut public; et ce fut un bien étrange carnaval historique. Comme le remarque Lissagaray, « la plupart, au Conseil, n'avaient lu l'histoire de la Révolution qu'avec le pouce ». Cette *Commune* se prenait pour une *Convention*, ses membres avaient souvent l'arrière-pensée de paraître des *conventionnels* : « Vous n'avez pas su, disait Félix Pyat, *comme nos maîtres de la Convention*, vous défier du pouvoir militaire ». D'autrefois, les vieux mots à sens jadis

(1) Sur le Comité de Salut public, cf. plus loin, p. 116.

précis se heurtaient avec un vacarme de cacophonie historique : par exemple, des *Jacobins* endossaient des manifestes *fédéralistes*; une *Commune* créait un *Comité de Salut public*. Empêtrée dans le passé mal connu et mal compris, la Commune ne voyait plus le présent.

Parfois même, elle semblait ne plus s'intéresser à sa situation, difficile le premier jour, et bientôt périlleuse. Pourvu que tournât sans arrêt le moulin à paroles de la vie parlementaire, bien des membres de la Commune étaient satisfaits. « Tous ces hommes bien intentionnés, écrit E. Lepelletier, étaient avant tout désireux de parler, d'entendre parler, de discuter des programmes, de proposer des motions, de soutenir des décrets, de rédiger des affiches, de lancer des proclamations. Ils croiraient avoir sauvé la République quand ils auraient magnifiquement voté son salut. Le souci d'être des parlementaires leur ôtait le jugement... ». Da Costa reproche à la Commune d'avoir essayé de dissimuler sa faiblesse « dans la faconde parlementaire ». Pour nous, il ne s'agit point de condamner, mais d'expliquer. L'avait-on assez désirée cette « vie politique », brutalement détruite par le coup d'Etat de 1851, reconquise peu à peu, rétablie par la Révolution du 4 septembre 1870 ! On en jouissait avec délices. Les citoyens de la Troisième République, normalement indifférents au gouvernement de leur pays, sont périodiquement soumis à un instinct, parfois frénétique, qui les pousse à insérer un bulletin dans l'urne; cela commençait déjà en 71. L'allégresse du *Père Duchêne*, rêvant chopines et tripes, après avoir voté le 26 mars, tient du délire : une joie d'animal électoral satisfait d'avoir rempli sa fonction ! Quant aux membres de la Commune, dont l'éloquence avait tant de fois été comprimée sous l'Empire, ils s'en donnent à cœur joie. Ils arrivent, « les poches bourrées de motions et de décrets », longuement médi-

La manie parlementaire.

tés peut-être dans le repos forcé des prisons impériales. La Révolution a trop tardé; ils ont trop ruminé ce qu'ils diraient « au grand jour », ils apportent un « arriéré » formidable, avec la volonté de le liquider coûte que coûte. Ils parlent ! ils parlent ! Certains semblent sourds aux paroles du voisin, qui, lui-même ne les écouterait point.

Pas de méthodes de travail.

Cette assemblée de maniaques de la politique a parfois des peines extrêmes à organiser ou à suivre une discussion; elle ne parvient pas à se donner une méthode de travail. Bien souvent le temps consacré à l'examen des questions est en raison inverse de leur urgence. On passe quatre jours à discuter sur le Mont-de-Piété, mais on a approuvé, à une séance du soir, presque sans débat, le manifeste de la Commune. Il y a d'interminables discussions sur la validation des élections complémentaires, sur la démolition de la colonne Vendôme; le 19 mai, alors que les Versaillais approchent du rempart, la Commune s'occupe des Théâtres. Dans les discussions, utiles ou non, l'esprit de suite manque parfois totalement. Dès la première séance, une foule de motions se bousculent; il est d'abord question d'un manifeste, puis de la publicité des séances, de l'abolition de la peine de mort, de la suppression de la conscription, enfin on valide les élections et l'on discute sur la compatibilité entre le mandat de député et celui de membre de la Commune. Le 2 avril, à la séance du soir, Félix Pyat, après avoir parlé des rapports avec le Comité central, de l'adjonction de Cluseret à la Guerre, de la surprise de Neuilly, de la mise en accusation de Thiers et Jules Favre, propose brusquement l'abolition du budget des cultes, et l'obtient. Quelquefois la séance dévie en querelle personnelle. A la séance du 4 mai, une discussion sur le rôle du Comité de Salut public est interrompue par l'inévitable querelle Pyat-Vermorel; l'entrée d'un tiers fait passer à autre chose.

Le travail produit au cours de ces séances, qui vont à l'aventure, est parfois d'une évidente incohérence; « les questions sont résolues à demi, écrit Lissagaray. La Commune crée des conseils de guerre, une cour martiale et laisse le Comité central régler la procédure et les peines. Elle organise une moitié du service médical et Cluseret l'autre ». Parfois, il y a contradiction. « Le 5 avril, on vote, malgré la décision du 29 mars, que le président sera nommé à chaque séance; le 11, malgré la décision du 2, que les procès-verbaux seront publiés à l'*Officiel* ».

Ainsi se manifeste le parlementarisme désordonné de la Commune; il porte l'empreinte de l'Empire finissant. Les hommes politiques de l'Hôtel de Ville n'ont point fait leur éducation parlementaire dans des assemblées délibérantes, mais dans le tumulte et la confusion des réunions publiques. Là tout était facile, on pouvait voter des motions incendiaires, pratiquement irréalisables; plus le ton était violent, plus les ennemis du régime impérial applaudissaient, plus le commissaire de police était penaud. On pouvait aussi se contredire d'un jour à l'autre; ces contradictions n'avaient aucune conséquence pratique. Mais, la Commune au pouvoir, les difficultés surgirent; sous l'influence des habitudes prises, d'instinct, on continua. Alors que la parole était aux fusils et aux canons, on voulait combattre Versailles, comme naguère on souffletait l'Empire, à coups de motions. Alors que la netteté de vues et la suite dans l'action pouvaient seules sauver la Révolution, la Commune fit de l'Hôtel de Ville ce que Lissagaray appelle « une Corderie parlementaire », le siège d'une sorte de réunion publique, incohérente comme les autres, mais presque permanente et munie du pouvoir de gouverner. On voit à quel point le lourd héritage du Deuxième Empire a préparé la ruine de la Commune.

Des hommes de
réunions publiques.

De toute la littérature communarde s'élève un cri de colère contre la Commune, qui n'a pas su imposer au monde sa révolution. Nous qui n'avons pas été meurtris par la mémorable chute de 71, nous ne pouvons lui adresser ces reproches passionnés; dans l'échec de la Commune nous voyons surtout la conspiration d'implacables fatalités. Profondément divisée et parfois haineuse, mais, à l'occasion, pleine de confiance aveugle dans l'avenir et d'indulgence pour les personnes, condamnée à de perpétuelles genuflexions devant des dieux philosophiques ou historiques qui se dressaient, impérieux, sur son chemin, ployant sous l'héritage écrasant de 93, troublée par les souvenirs de ce Deuxième Empire qui pouvait rompre à distance les énergies, la Commune était condamnée à poursuivre sa route avec un pas trébuchant de somnambule.

2° Les grincements de l'organisation communale.

Commune et Comité central.

Le Comité boude.

Les obstacles ne manquaient point. Les institutions révolutionnaires commencèrent bientôt à s'entre-choquer. Fait des plus inattendus, on vit le « 18 mars » et le « 26 mars » se coïncider; en effet, les premiers embaras de la Commune vinrent du Comité central survivant. La parade du 28 mars n'était pas encore terminée que l'on dut se rendre à l'évidence; le Comité central boudait. Les membres de la Commune, impatients de siéger erraient dans l'Hôtel de Ville en quête d'une salle de séances, personne n'était là pour les recevoir. La Commission nommée par le Comité pour présider à l'installation du nouveau pouvoir avait jugé bon de s'éclipser; elle laissait les « nouveaux » se débrouiller. Les membres de la Commune, que les sentinelles voulurent bien laisser passer, échouèrent vers dix heures du soir parmi les poussières de la salle réservée aux séances du Conseil municipal; ils avaient dû faire ouvrir la porte par un serrurier. Le Comité laissait l'étrangère s'installer seule dans la maison. Devenu plus révolutionnaire, ayant pris goût

au pouvoir, il éprouvait quelque déception de n'avoir fourni que treize membres à la Commune; il oubliait un peu ses déclarations passées, il était chagrin de quitter cet Hôtel de Ville, jalousement défendu contre la « Résistance ».

Le lendemain d'ailleurs, on fut de part et d'autre sans rancune : une délégation du Comité se présenta devant la Commune. « Citoyens, dit Boursier, un des délégués, le Comité central vient remettre entre vos mains ses pouvoirs révolutionnaires. *Nous rentrons dans les attributions définies par nos statuts.* Le Comité central ne saurait s'immiscer dans les actes de la Commune, le seul pouvoir régulier; il les fera respecter et *se bornera à réorganiser la Garde nationale* ». Tout ce que cette déclaration pouvait contenir d'inquiétant pour l'avenir disparut sous une acclamation unanime : « Vive la République! Vive la Commune! » Mais le problème était posé. D'abord le Comité central continuait à exister, ensuite il prétendait conserver son autorité sur la Garde nationale, sur l'armée de la Commune; il laissait aux élus du 26 mars l'appareil du pouvoir et gardait pour lui la puissance militaire. Cette coexistence ainsi comprise était-elle possible sans causer de graves conflits?

On fut bientôt fixé. Il y eut d'abord quelques escarmouches de presse, puis les prétentions du Comité s'affirmèrent. Que la Commune le voulût ou non, elle était « sa fille », et lui, il restait « le grand conseil de famille de la Garde nationale — le bras de la Révolution ». Il revendiquait son « autonomie », encore un des mots sacrés de l'époque. Lorsque la Commune eut publié ses premiers décrets, le Comité proclama qu'il y « adhérait », ce qui laissait supposer qu'il eût fort bien pu ne point le faire. Puis le conflit se précisa. La Commune avait créé plusieurs commissions et parmi elles une commission militaire devant jouer le rôle de ministère de la Guerre, institu-

Les prétentions du Comité.

Le conflit avec la Commune.

tion superflue si le Comité central conservait la haute main sur la Garde nationale. Dès lors commencèrent d'incessantes entreprises contre les organes militaires de la Commune. Le Comité s'efforçait de leur soustraire l'autorité en les envahissant par le bas : partout, il implantait, ce que Lissagaray appelle des « boutures », des sous-comités qui s'installaient, donnaient des ordres, agissaient en maîtres; toute une végétation parasite que la Commune ne parviendra pas à déraciner. Puis, le 31 mars, le Comité tente contre la Guerre une attaque directe, il vise à la tête; il annonce tout simplement à la Commune qu'il « délègue le général Cluseret au Département de la Guerre, où il réorganisera la Garde nationale sous la direction du Comité ». Un affront aussi évident trouble la Commune, elle envisage les mesures extrêmes; elle songe à faire comparaître devant elle le Comité. Celui-ci ne se risque pas à la lutte ouverte, désavoue la nomination de Cluseret, mais pratique plus que jamais la méthode envahissante. Il récrimine: que l'on fixe ses attributions et il n'y aura plus conflit; il réclame, entre autres choses, la direction de l'intendance. La Commune refuse d'abord, mais troublée et atteinte dans son prestige par la sortie désastreuse du 3 avril, elle finit par céder.

Le conflit avec le
délégué à la guerre

Ensuite commence une décevante querelle entre le Comité et les militaires que la Commune délègue à la Guerre : Cluseret, puis Rossel. L'un et l'autre, au début, sont favorables au Comité, redoutant sa popularité et espérant la partager en se montrant complaisants, mais bientôt le conflit renaît. Chaque concession implante davantage le Comité central à la Guerre; si le délégué de la Commune veut garder quelque autorité, les froissements, les heurts sont inévitables. Avant d'aller lui-même en prison, Cluseret fait arrêter le commandant de la Place de Paris, Bergeret qui, tout dévoué au Comité dont il est mem-

bre, néglige habituellement de prendre l'avis du délégué. Rossel espère limiter les empiétements du Comité en leur donnant la sanction de la légalité; il obtient, péniblement, du Comité de Salut public l'arrêté suivant :

« Art. 1. — La délégation de la Guerre comprend deux divisions : *Direction militaire, administration.*

« Art. 2. — Le colonel Rossel est chargé de l'initiative et de la *direction des opérations militaires.*

« Art. 3. — Le Comité central de la Garde nationale *est chargé des différents services et de l'administration de la Guerre, sous le contrôle direct de la Commission militaire communale* ».

Mais ce partage du commandement, d'ailleurs absurde du point de vue militaire, ne désarme point les rivalités; l'arrêté n'est avantageux que pour le Comité. Ses prétentions étant légalement reconnues, il s'installe définitivement à la Guerre. Il devient outrecuidant, traite de haut le Comité de Salut public. Il se soulève contre les mesures que Rossel prépare pour réorganiser la Garde nationale. Le conflit devient aigu. Rossel, sachant que les chefs de légions doivent venir lui faire des remontrances, leur prépare une bonne surprise : un peloton d'exécution; et lorsque le Comité arrive, botté, éperonné, sabre au flanc: « Vous avez de l'audace, leur dit Rossel, savez-vous que ce peloton est là pour vous fusiller? ». Ils n'éclatent point de rire, mais ne s'émeuvent guère non plus, déclarant qu'il n'y a pas grande « audace » à vouloir causer de questions militaires. « Qu'on fasse rentrer le peloton », dit Rossel, qui voit finir en comédie la tragédie préparée avec quelque légèreté. Mais la gravité de l'incident a établi de l'intimité entre le délégué et le Comité, on parle à cœur ouvert. « Je sais bien, leur dit Rossel, que je n'ai pas la force, mais je soutiens que vous ne l'avez pas non plus... Si, dites-vous?... Eh bien ! donnez m'en la preuve.

Demain à onze heures amenez-moi place de la Concorde douze mille hommes et je tenterai *quelque chose* ».

Que son projet fût une attaque ou un coup d'Etat (1), il ne fit rien des sept ou dix mille hommes que lui amena le lendemain le Comité central et renonça à ses fonctions. Dans sa lettre de démission, il accusait du gâchis la Commune, les services et le Comité central. « Le Comité central délibère, écrivait-il, et n'a pas encore su agir... Les incertitudes du Comité central arrêtent l'administration... ».

Triomphe du Comité.

Le Comité put chanter sa victoire; il déclara dans une proclamation qu'il avait le devoir de ne pas laisser succomber cette révolution du 18 mars, qu'il avait faite « si belle »; il entendait « mettre fin aux tiraillements, vaincre le mauvais vouloir, faire cesser les compétitions, l'ignorance et l'incapacité ». Il accapara tous les services de la Guerre, sortit plus que jamais du rôle qu'il s'était tracé. A la veille de l'entrée des Versaillais dans Paris, il « invitait » les habitants de Paris à se rendre à leur domicile dans les quarante-huit heures, « sous peine de voir brûler leurs titres de rente et grand-livre ». Il triomphait et il eut la vie dure et les prétentions tenaces. Le 26 mai alors que la Commune, refoulée par les Versaillais dans l'Est de Paris, avait à peine quarante-huit heures à vivre, au moment où il était impossible d'exercer une autorité (les Fédérés n'en reconnaissant plus aucune), le Comité central revendiqua la « Dictature »; elle lui fut accordée par les restes du Conseil général de la Commune, une douzaine de personnes. Ce fut l'« Ancien » qui enterra tout le monde. Il avait d'ailleurs longuement contribué à l'échec de la Révolution. Au moment où le salut de la Commune était surtout une question militaire, le Comité paralysait l'action du

(1) Sur les projets de dictature de Rossel, cf. plus loin p. 119.

délégué à la Guerre; il voulait dominer. Mais si depuis le 18 mars, son orgueil s'était accru, sa capacité d'action n'avait pas augmenté; possédant une énorme influence, puis maître de la situation, le Comité ne fit rien. Si la Commune eut tant de partisans dévoués et pas d'armée, si elle négligea d'utiliser tout le matériel accumulé dans Paris, si elle dut improviser toute la défense intérieure de la ville au moment où l'ennemi avait déjà franchi les fortifications, la faute en est, pour une part, au Comité central.

Mais on ne peut faire du Comité central le bouc émissaire de la Commune. Le gâchis était général, toute la machine communale, détraquée faute d'assemblage judicieux et de mise au point, n'était que rouages grinçants, se froissant mutuellement ou tournant à vide. Le 29 mars, la Commune essaya d'organiser son gouvernement d'après le principe de la division du travail; elle créa neuf commissions spécialisées : commission militaire, commissions de sûreté générale, de justice, des finances, des subsistances, de travail-industrie-échange, des services publics, de l'enseignement, des relations extérieures. On y ajouta une commission exécutive, nommée pour un mois, renouvelable, et comprenant à l'origine quatre blanquistes : Tridon, Eudes, Vaillant, Duval; Lefrançais, de l'Internationale; Félix Pyat, jacobin romantique; Bergeret, du Comité central. Elle était chargée de veiller à l'exécution de tous les décrets et arrêtés de la Commune. Enfin, chaque commission spéciale désigna un « délégué » chargé de la présidence et il restait le Conseil général de la Commune.

Quelles allaient être les attributions des commissions, des délégués, de la commission exécutive et de la Commune? On ne le précisa point, chacun eut une tendance à se considérer comme « autonome »; on perdit de vue la coordination indispensable des efforts. Pour les organes généraux, tout le bénéfice

Commissions et délégués.

Gâchis général.

de la division du travail fut perdu. La Commission exécutive voulait s'occuper de tout et succombait à la tâche; la Commune, atteinte de myopie administrative, « nommait des commissions et ne s'en rapportait pas à elles, discutant la façon dont elles exécutaient les détails de leurs missions ». Tout le monde donnait des ordres, non seulement la Commission exécutive, mais toutes les autres commissions, et notamment les délégués (car, bien souvent, les membres de la Commune, surchargés de besogne, délaissaient leur commission, abandonnant ainsi le délégué à son initiatives personnelle). Les ordres se contrecarraient : « des conflits de toute nature se sont élevés », constatait Vaillant, au début de mai. Dans ce chaos administratif, *on ne savait où trouver des responsables*; on perdait une garantie, plus indispensable que jamais en temps de révolution et de guerre.

Il fut bientôt évident que la mauvaise organisation et le désordre qui en résultait allaient compromettre le succès de la Révolution; on songea à installer une dictature révolutionnaire aux mains d'un petit nombre de personnes. De ces préoccupations sortit un Comité de Salut public. Réclamé dès le 28 avril par quelques romantiques (1), il fut constitué le 1^{er} mai; la Commune créa ce nouvel organe sous l'empire de l'émotion. Le 30 avril, on avait cru le *fort d'Issy* perdu pour les Fédérés, bien que le fort eût été réoccupé le soir même, l'alerte avait montré à tous la gravité de la situation; d'instinct, malgré les efforts de la minorité, la majorité jacobine se cramponna aux souvenirs de 93. Mais sous ce vieux nom illustre : « Comité de Salut public », on plaça Ranvier, Antoine Arnaud, Léo Meillet, Ch. Girardin, Félix Pyat. « Les alarmistes pouvaient se rassurer, écrit Lissagaray, le seul d'une énergie véritable, Ranvier, âme droite et cœur

(1) Sur la création du Comité de Salut public, cf. plus haut p. 106.

chaud, était à la merci d'une bonté gâtée de faiblesse ».

Ce fut encore une bien lamentable histoire. Armé de pouvoirs dictatoriaux, le Comité de Salut public ne songeait qu'à couvrir sa responsabilité; *il n'était au fond qu'une très faible commission exécutive*, ne cessant d'en référer à la Commune. Ce comité qui devait être « capable de faire tomber les têtes des traîtres », ne sut même pas se faire respecter. « Le Comité de Salut public recevra le Comité central à cinq heures », disait avec une impérieuse concision un billet que les chefs de légions osèrent laisser à l'Hôtel de Ville. La Commune dut remonter à Félix Pyat, fort interloqué de la sommation, que le Comité de Salut public était armé pour réprimer une insolence. Le lendemain, le Comité consultait la Commune sur un projet de conciliation que présentait la Ligue des Droits de Paris. Il trouva l'Assemblée exaspérée; on parla de blâmer, de casser le Comité de Salut public et cela se termina par un combat à peu près singulier entre Pyat et Vermorel.

Le Comité devait tomber plus bas encore. Les Versaillais ayant surpris, dans la nuit du 3 au 4 mai, la redoute du Moulin-Saquet, Rossel, délégué à la Guerre rendit responsable du désastre le Comité de Salut public, qui aurait donné l'ordre à Wroblewski et à Dombrowski de se porter au fort d'Issy. « Ma réponse est bien simple, déclara Félix Pyat, ni le Comité de Salut public, ni moi-même n'avons signé aucun ordre mandant au citoyen Wroblewski de se transporter au fort d'Issy... » Mais le lendemain, on apportait l'original de l'ordre écrit, et Pyat, obligé de reconnaître sa signature, « suppliait l'Assemblée » d'accepter sa démission.

Ce fut Delescluze qui, le 9 mai, exécuta le Comité déjà discrédité. Le vieux jacobin se présenta devant la Commune, chargé de mauvaises nouvelles; cette fois, le fort d'Issy était bien pris, et Rossel l'avait

Peur des responsabilités.

Deuxième Comité de salut public.

annoncé aux Parisiens avec dix mille affiches. Delescluze s'imposa à la Commune, la bouleversa : « Vous discutez, disait-il, quand on vient d'afficher que le drapeau tricolore flotte sur le fort d'Issy ! La trahison nous enveloppe de toutes parts. il y a quatre-vingts pièces qui nous menacent de Montretout et vous discutez ! », et il concluait : « Le Comité de Salut public n'a pas répondu à ce que l'on attendait de lui. Il faut le renvoyer à la retraite... Votre Comité de Salut public est annihilé, terrassé sous le poids des souvenirs dont on le charge. Pour la population parisienne, ce sont les faisceaux, c'est la hache en permanence. On peut faire de très grandes choses en employant de simples mots ; je ne suis pas partisan des Comités de Salut public : ce ne sont que des mots ». La Commune délibéra à huis clos et décida de créer... un nouveau Comité de Salut public ! Après des élections, qui montrèrent une fois de plus combien la Commune était profondément divisée, Ranvier, Arnaud, Gambon, Delescluze, Eudes furent désignés comme membres du deuxième Comité de Salut public.

Faibles résultats.

Ce deuxième Comité, moins nul que le premier, ne fit pas œuvre plus utile. Pour donner à la défense l'énergie désespérée qu'elle aurait dû avoir, le nouveau Comité ne sut que faire démolir la maison de Thiers et ordonner aux Parisiens de se munir d'une carte civique, dont tout garde national pourrait requérir l'exhibition. « L'Hôtel de Ville, écrit Lissagaray, n'inspirait de terreur à personne. Derrière ces grosses voix, on sentait l'impuissance. Des bataillons ayant cerné la Banque pour perquisitionner, le père Beslay s'était mis en travers, et les terribles dictateurs du Comité avaient désavoué leur agent. Le public souriait ». Enfin, la publication de la déclaration où la minorité reprochait à la Commune « de s'être déclarée irresponsable », « d'avoir abdiqué entre les mains d'une dictature » ne contribua pas à augmenter le

prestige du Comité de Salut public (1). Le jour où les Versaillais entrèrent dans Paris, le Comité déclara qu'il « veillait » ; il continua, parlant un peu, n'agissant point et disparut au cours de la lutte sans que l'on y prêtât grande attention.

Ainsi, la dictature d'un « comité » ne donna que de faibles résultats. Comme on ne pouvait choisir les dictateurs que parmi les membres de la Commune, tout nouveau Comité ne pouvait être qu'une « petite Commune », frappée des mêmes paralysies que la grande. Il fut également impossible de remettre la dictature aux mains d'un homme. Il y avait là une vieille théorie révolutionnaire : en 93, Marat « l'ami du peuple », préconisait l'établissement du pouvoir d'un seul. Lorsque Garibaldi refusa le commandement en chef de la Garde nationale, il conseilla au Comité central d'installer un dictateur : « Rappelez-vous bien, écrivait-il, qu'un seul honnête homme doit être chargé du poste suprême avec des pleins pouvoirs ».

Cette idée ne déplaisait pas aux blanquistes. Conspirateurs par habitude, ils rêvaient de renverser la Commune, évidemment incapable d'assurer le succès de la Révolution ; la dictature qu'ils voulaient organiser était naturellement celle de Blanqui. Mais les échecs de la Commune s'accumulaient et Thiers gardait Blanqui. On songea à élever Rossel au poste suprême. Le délégué à la Guerre s'y prêta fort bien, il s'assura le concours de Dombrowski et de Wroblewski ; afin d'être populaire, il fit sa cour au *Père Duchêne*. Par ses proclamations, il s'efforça de donner l'impression d'un chef aux idées nettes, à l'énergie inflexible. Il eut pour lui la neutralité du Comité de Sécurité générale, qui connut le complot, le laissa se développer, mais ne l'appuya pas directement, Rigault persistant à attendre Blanqui. L'inquiétude causée par la perte définitive du fort d'Issy, soigneuse-

A. la recherche
d'un dictateur.

On songe à Rossel.

(1) Cf. plus haut, p. 100.

ment entretenue par les affiches de Rossel et augmentée par la démission de Dombrowski, parut être l'occasion propice. D'accord, comme on l'a vu, avec le Comité central, Rossel ordonna pour le lendemain, 10 mai, une grande revue de la Garde nationale, place de la Concorde: il rassemblait des troupes pour tenter « quelque chose », sans doute contre l'Hôtel de Ville. Il recula au dernier moment. « Il n'y a pas mon compte », s'écria-t-il, pour se faire une contenance, en constatant que le Comité central ne lui amenait pas les douze mille hommes promis et il s'en alla écrire sa démission. Les offres du Comité central, lui proposant la dictature, ne le firent pas revenir sur sa décision: il ne croyait plus ni à la puissance du Comité, ni à la possibilité de rétablir la situation militaire fort compromise. Rossel disparu, nul ne pouvait prétendre à être le dictateur. Malgré sa popularité, Dombrowsky eut été arrêté par sa qualité d'étranger; d'ailleurs, très probablement, il ne croyait pas plus que Rossel à la possibilité d'une victoire. La tradition du césarisme, comme celle de la Terreur, avait trahi la Commune.

Ainsi, des élans désespérés vers le passé, ne purent remédier au gâchis, à la confusion où s'agitaient deux gouvernements rivaux: Commune et Comité central, et tout un lot d'institutions hâtivement improvisées. Les tendances et le passé des hommes de la Commune expliquent en partie les vices de cette œuvre politique et administrative: en partie seulement, car dans ce gouvernement de la Commune bien des solutions approchées, trop facilement acceptées, sont le fait d'une assemblée écrasée de besogne. Même avec une meilleure organisation du travail, la tâche eût été accablante pour une poignée de militants, et cette œuvre formidable à accomplir, la Commune elle-même se l'était proposée; elle avait comme à plaisir augmenté la somme de travail qu'elle devait fournir.

L'échec final a souligné les imperfections de la Commune : dans la révolution malheureuse de 1871, les méfaits des divisions intérieures et de la mauvaise organisation se manifestent avec une tragique netteté. L'optique du succès nous rend beaucoup moins sensibles aux mêmes vices, lorsqu'ils apparaissent dans une Constituante ou une Convention. Du moins, dirait-on, les hommes de la première révolution ont-ils beaucoup travaillé. Nous trouvons chez ceux de 1871 le même souci de faire « leur métier de révolutionnaires », mais ce « métier » ils l'ont conçu de telle sorte qu'ils ont épuisé leurs forces, parfois sans profit.

« Le même membre de la Commune, écrivait Elie Reclus, est censé faire trente-six choses en trente-six endroits. Comment ces pauvres gens peuvent-ils dormir ? En dehors de leurs fonctions à la Guerre, à la Justice, aux écoles, aux marchés, ils sont encore administrateurs de l'arrondissement dans lequel ils ont été nommés... ». La Commune tenait en effet beaucoup à ses attributions municipales. Peu après son installation, elle décida que ses membres prendraient la direction administrative de leurs arrondissements, et auraient seuls qualité pour procéder aux actes de l'état civil.

« La Commune s'occupera de ce qui est local », avait dit Beslay, doyen d'âge, dans son discours du 29 mars; il attribuait à ces mots un sens restrictif, puisque, d'après lui, le département traitait les affaires régionales, et le gouvernement les affaires nationales. La Commune n'attendit pas longtemps pour répudier les doctrines de son doyen d'âge; elle vota des mesures valables pour toute la France : la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la suppression du budget des cultes, l'abolition de la conscription et des armées permanentes; elle se conduisit comme un gouvernement et nous savons pourquoi : les traditions

3° Au delà des forces humaines. L'œuvre décevante de la Commune.

Besognes municipales.

La Commune se considère comme un gouvernement.

de dictature parisienne, réchauffées par l'Hébertisme blanquiste, le culte que les « vieilles barbes » vouaient à la Convention, la conception jacobine d'une « République une et indivisible » devant la Révolution, l'amour des gestes symboliques de clubs et de réunions publiques, toutes les tendances « centralistes » diffuses parmi les cerveaux révolutionnaires de 71, expliquent largement les visées générales de la Commune, et, de plus, le Comité central ayant déjà montré la voie, la Commune ne pouvait rester en arrière.

Imitation de gouvernement napoléonien.

Au lieu d'organiser une administration municipale, la Commune établit donc un gouvernement. Mais là aussi elle manqua d'invention; elle institua neuf commissions correspondant à peu près à des ministères. Dans la hâte des premiers jours, l'Hôtel de Ville ne se mit en peine de rien; d'ailleurs la Commune comme auparavant le Comité central, subissait une sorte de « poussée au vide »; d'instinct, elle remplissait toutes les places, tous les ministères, même ceux de la Justice et de l'Instruction publique, sans utilité actuelle. Déjà à la remorque des fantômes de 93, la Commune copia le régime écroulé; elle le ressuscita parfois et l'on vit, ô paradoxe, des révolutionnaires user leurs forces à faire fonctionner correctement la vieille machine léguée par l'Empire!

Les militants épuisés.

Tâche d'autant plus épuisante que l'hostilité de la bourgeoisie intellectuelle imposait la marche des services avec personnel réduit. Les membres de la Commune devaient donc payer beaucoup de leur personne. Ils étaient bien peu nombreux. La Convention comptait, à l'origine, 749 membres recrutés dans toute la France. La Commune n'en avait que 90 au maximum, elle ne disposait pas des ressources en hommes de tout le pays; cette maigre Commune qui voulait se faire aussi grosse que la Convention ne fut bientôt plus qu'une chose gonflée, inutilisable.

Elle se vida de militants; les meilleurs furent accaparés par la tâche bureaucratique. Ces petits bourgeois lettrés, ces quelques ouvriers autodidactes, tinrent à honneur de devenir de bons administrateurs, de se mettre vite au courant de leur service. Ils y parvinrent souvent, mais, très spécialisés, très occupés, ils étaient au fond perdus pour la Commune et pour leur arrondissement; d'autres s'imposèrent l'assiduité aux séances, délaissèrent leurs fonctions municipales, parurent peu aux commissions, dont tout le travail incombait au délégué. Ils ne pouvaient en effet suffire à toutes les besognes qui les sollicitaient; ils vivaient dans une sorte d'inquiétude et d'effarement perpétuel. Mais surtout obsédés de préoccupations diverses, ils perdirent de vue le but essentiel: la lutte contre l'ennemi implacable jusqu'à la victoire de la Révolution.

La Commune vidée
de militants.

Dans tous les services où ils « vaguèrent », il y avait bien souvent des armes, que l'Hôtel de Ville aurait pu utiliser; les ministères possédaient des archives, la Commune pouvait connaître les dessous politiques, judiciaires, financiers et policiers du Deuxième Empire et les divulguer; peut-être la conscience publique eût-elle été émue par la révélation de nombreux scandales. Les archives diplomatiques étaient à la disposition de la Commune, la publication de certains documents eût inquiété bien des chancelleries; il y avait là un moyen d'intéresser les Etats européens au sort de la Commune. On ne sut exploiter que les fiches de la Préfecture de police pour trouver les agents secrets de la police impériale et, au fond, régler de vieilles querelles personnelles. Ailleurs les hommes de l'Hôtel de Ville passèrent hâtifs et ponctuels sans rien voir. Ailleurs, ils se mirent à genoux; ils restèrent en adoration devant l'encaisse métallique de la Banque de France, les milliards qui garantissaient les billets de banque dont se servait

On oublie la lutte
contre Versailles.

M. Thiers, ils n'osèrent même pas menacer de la ruine le gouvernement et l'Assemblée.

Les hommes de l'Hôtel de Ville s'éxténuèrent donc bien souvent sans profit pour la Révolution. Ils parvinrent à faire fonctionner les organisations indispensables: ravitaillement, services publics et finances. Les efforts que tentèrent les délégués au Travail-Industrie-Echange, à la Justice et à l'Enseignement, pour appliquer de grands principes théoriques, n'obtinrent, vu les circonstances, que de faibles résultats. Enfin, à la Sûreté générale, aux Relations extérieures, et surtout à la Guerre, ce fut un échec complet et irréparable.

Les tâches nécessaires :
Ravitaillement.

La Commission des subsistances devait assurer le ravitaillement de Paris. La tâche présentait quelques difficultés. Le 25 avril Thiers décida de faire arrêter « tous les convois de vivres, tous les approvisionnements dirigés sur Paris ». Mais toute la « zone neutre » apportait ses denrées à la ville. La zone occupée par les Allemands gardait ses communications libres avec l'extérieur; les Parisiens s'approvisionnaient aux mêmes marchés que les troupes d'occupation. La Commune fut pleine de sollicitude pour ses administrés, elle ouvrit des boucheries et boutiques municipales qui vendaient avec une faible augmentation sur le prix de revient. « Où allons-nous, grands Dieux, écrit Elie Reclus le 12 mai, où allons-nous? Sur une pente fatale; nous glissons vers la vie à bon marché par les soins et grâce à l'inquiète sollicitude de la Commune » et il ajoute: « Quant aux épiciers, je m'étonnerais bien si chacun d'eux n'ourdissait aujourd'hui son petit plan pour trahir Paris aux Versaillais! »

Services publics.

Un peu effacée, la Commission des Services publics possède de nombreuses et de vastes attributions; elle est chargée « de la surveillance des grands services, postes, télégraphes, voirie », de veiller « à ce que

tous ces services fonctionnent régulièrement et économiquement », de « surveiller les compagnies de chemins de fer », et la Commune ajoute, supposant résolues toutes les difficultés du moment: « Elle devra aussi étudier les moyens de mettre les chemins de fer aux mains des Communes de France, sans léser les intérêts des Compagnies ». Programme des plus modérés, mais, pour le moins, difficile à réaliser.

L'œuvre de la Commission fut plus modeste; elle fit fonctionner sans trop de peine les services municipaux, la plupart des équipes étant restées à leur poste. Mais il fut autrement difficile de réorganiser les grands services d'Etat.

Theisz, ouvrier ciseleur, trouva l'Hôtel des Postes en grand désarroi. « Tous les chefs de bureaux, écrivait-il plus tard, avaient abandonné leur poste, les sous-chefs également, sauf un... Tous les bureaux divisionnaires avaient été fermés et abandonnés à l'exception de deux. Le matériel indispensable aux opérations élémentaires avait été détourné, la caisse mise à sec... Les timbres-poste cachés ou emportés manquaient. Les voitures avaient pris la route de Versailles, plus des neuf dixièmes du personnel avait disparu, les facteurs et les garçons de recette exceptés ». Aidé par un employé socialiste et un retraité, et pouvant compter sur la conscience professionnelle du personnel subalterne, *Theisz* fit fonctionner régulièrement le service des postes dans Paris; pour la province « on se débrouilla », des agences se formèrent pour faire parvenir les lettres. Une réforme du service fut même envisagée; on créa un conseil consultatif des postes recruté parmi le personnel, on réduisit au minimum le surnumérariat, on prescrivit des examens pour le recrutement des employés.

Dans des conditions analogues, *Camélinat*, mon-

Postes.

Monnaie.

teur en bronze, faisait fonctionner la Monnaie. Il fabriquait des timbres-poste, convertissait en pièces de cent sous, marquées au trident, les lingots d'argent (que la Banque ne lâchait pas volontiers), la vaisselle impériale, les reliquaires de l'impératrice. Il préparait un nouveau type pour les timbres-poste et les pièces.

Assistance publique

A l'Assistance publique le dégât était sérieux, la réorganisation urgente; souvent privés de tout, par la fuite du personnel, malades et personnes assistées ne pouvaient attendre. *Treilhard* s'employa à réparer les maux causés par l'activité de Thiers. « Pour la seconde fois depuis 1792, écrit Lissagaray, les malades et les infirmes trouvèrent des amis dans leurs administrateurs et bénirent la Commune qui les traitait en mère ».

La Commune ne s'en tint point là; la télégraphie, l'enregistrement et les domaines, les services des contributions, l'Imprimerie nationale furent « maniés avec habileté et économie ». « Le maximum des traitements — 6.000 francs — ne fut jamais atteint, remarque Lissagaray, par des hommes qui n'étaient pas de la carrière, et ce ne fut pas leur moindre crime aux yeux de la bourgeoisie versillaise. »

Finances.

Le type de la « gestion honnête » nous est fourni par l'œuvre de *Jourde* aux Finances. Ce « jeune comptable », à la parole facile, à la « dextérité rare », était aussi un grand honnête homme. Maniant des millions, « il se contentait de prélever dix francs par jour pour son existence », écrit G. Da Costa. Il envoyait sa femme « laver elle-même au lavoir du quartier les nippes de la pauvre maisonnée ». Parmi les ennemis acharnés de la Commune, nul n'a pu arriver à salir Jourde. Pendant sa délégation, il eut à résoudre les problèmes les plus difficiles. Il lui fallait trouver chaque jour l'argent nécessaire à la vie

de trois cents à trois cent cinquante mille personnes et à l'alimentation des différents services; tâche d'autant plus compliquée que la Commune était décidée à respecter la Banque de France. Jourde put faire face aux dépenses avec les recettes des administrations et les versements consentis par la Banque, une quinzaine de millions, une partie appartenant à la Ville, le reste avancé avec l'autorisation de M. Thiers. Ce régime qui, d'après Jules Simon, eut la spécialité du « gaspillage d'argent » et, selon Rochefort, fut « le plus honnête des gouvernements que nous ayons eu depuis Pharamond », cette Commune, si passionnément calomniée, vécut avec un peu plus de 41 millions, alors que Thiers tirait sur la Banque de France 257.630.000 francs de traites.

Ces trois commissions, des Subsistances, des Services publics et des Finances, ont fait face à des nécessités impérieuses. Celles du « Travail, Industrie et échange », de la Justice et de l'Enseignement, représentent la pensée de la Commune. L'accomplissement de cette œuvre théorique condamnée à l'échec, s'est imposée, semble-t-il, aux hommes de l'Hôtel de Ville. Ceux qui avaient lutté et souffert pour des idées sous l'Empire n'auraient pu, sans remords, renoncer à tout essai d'application immédiate. Quant au public parisien, qui ne s'est jamais très bien rendu compte de la situation, quel étonnement n'eût-il pas éprouvé en voyant les révolutionnaires ne pas appliquer le programme de la Révolution? Dangereuse stupeur, capable de faire ranger tous les membres de la Commune parmi « la bande à Judas ». Quant à nous, qui regardons la Commune à distance, il faut bien avouer que nous avons les yeux reposés par quelques idées généreuses émergeant de l'énorme gâchis. Mais la Commune était bien surchargée de travail, peu nombreuse, pour distraire quelques-uns de ses membres de la tâche urgente : la

L'œuvre théorique.

Travail-indus-
trie-échange

lutte pour la vie de la Révolution. Et dans une ville assiégée, isolée, comment mener à bien des réformes sociales, judiciaires, intellectuelles, qui s'appliquaient, en principe, à toute la France?

L'œuvre théorique de la Commune devait donc fatalement présenter quelques faiblesses. On le constate en étudiant l'œuvre de la Commission de Travail-Industrie-Echange. Ses membres : Malon, Frankel, Theisz, Dupont, Avrial, Loiseau, Pinson, Eugène Girardin, Puget, étaient tous socialistes révolutionnaires. Leur mission, des plus vastes, est vaguement déterminée, si nous en croyons le « texte authentique » cité par G. Da Costa : « Attributions : une partie des travaux publics et du commerce. *La Commission est chargée de la propagation des doctrines socialistes.* Elle doit chercher les moyens *d'égaliser le travail et le salaire.* Elle doit aussi s'occuper de favoriser les industries nationales et parisiennes. Cette Commission doit s'occuper également du moyen de développer le commerce international d'échange, tout en attirant à Paris les industries étrangères, de façon à faire de Paris un grand centre de production. »

Commission de
propagande.

Il était bien question pour l'instant de « développer le commerce international d'échange » ou d'attirer à Paris les industries étrangères (vieil écho du colbertisme). « Egaliser le travail et le salaire » était une formule si vague que sa réalisation pouvait se concilier avec l'existence du capitalisme; mais, il est intéressant de noter qu'un acte officiel de la Commune affirme la nécessité de la propagande socialiste. Jacobins et blanquistes n'envisagent pas une application immédiate du socialisme, mais il connaissent l'attrait que ses doctrines exercent sur les masses. Ils sentent que pour sauver la Révolution, il faut montrer quelque sollicitude pour les aspirations vagues des ouvriers parisiens, et que, pour vivre, la

Révolution doit être « sociale »; à leurs yeux, les révolutionnaires qui s'occupent du travail, industrie et échange, sont surtout une commission de propagande.

Ceci, joint aux difficultés du moment, explique que l'œuvre sociale de la Commune ait été fragmentaire et des plus modérées. La Commission semble avoir essayé de n'effaroucher personne tout en apportant aux travailleurs un soulagement appréciable; elle admet l'existence d'une « époque transitoire » où l'on doit rechercher des améliorations de détail.

Amélioration de détail.

Ainsi s'expliquent les mesures que le délégué Léo Frankel fit adopter par la Commune; quelques-unes étaient destinées à soulager la misère. Un décret fit remise aux locataires des termes non payés depuis octobre 1870 jusqu'en avril 1871, un autre suspendit la vente des objets qui n'avaient pas été retirés du Mont-de-Piété et accorda un délai de trois ans aux débiteurs; le rapport du délégué prévoyait la liquidation des Monts-de-Piété et leur remplacement par une organisation sociale donnant aux travailleurs « des garanties réelles de secours et d'appui en cas de chômage ». En contact étroit avec des ouvriers, composant « une Commission d'initiative », Frankel n'oublia pas le monde du travail. Dans les arrondissements, il y eut des registres de renseignements pour les offres et les demandes d'emploi. Ainsi, apparaissaient sous la Commune, ces « offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail » autorisés par la loi du 22 mars 1884, les futures bourses du travail. Le travail de nuit fut supprimé chez les boulangers; un décret interdit les amendes et retenues sur le salaire dans les ateliers et administrations.

Le délégué explora les marchés de l'Intendance, et, dans son rapport, formula les revendications ouvrières : « Il est inutile, immoral, disait-il, d'avoir re-

Exposition de principe.

cours à un intermédiaire, qui n'a d'autres fonctions que de prélever un impôt sur la journée des travailleurs qu'il occupe; c'est continuer l'asservissement des travailleurs par la centralisation du travail entre les mains de l'exploiteur; c'est continuer les traditions esclavagistes des régimes bourgeois, ennemis acharnés, par intérêt, de toute émancipation de la classe ouvrière. En principe, nous l'avons admis dans toutes nos études sociales, lorsque *dans l'époque transitoire*, l'individu soumissionnera pour un travail de l'Etat, il devra, par un cahier des charges, indiquer le prix de la main-d'œuvre, car le prix de la main-d'œuvre reste comme aléa dans les marchés, c'est lui qui supporte les rabais ». Il demandait que les marchés fussent de préférence confiés aux corporations ouvrières.

Décret sur les ateliers abandonnés.

Malgré sa modération, le décret sur les ateliers abandonnés avait une tout autre portée; bien qu'il respectât le droit de propriété, il visait à remettre aux travailleurs les organes de la production.

Les ateliers abandonnés par les patrons devaient être confiés à des associations ouvrières; un jury d'arbitrage fixerait les indemnités dues aux patrons. Ce décret, inapplicable en pleine bataille, nous permet de mesurer le chemin parcouru depuis la première Révolution, depuis cette loi, Le Chapelier qui brisait toutes les associations corporatives et plaçait l'ouvrier sous le joug du patron. En face de la Révolution de 1789, parfois plus cruelle pour le travailleur que la monarchie, la délégation du Travail, Industrie et Echange, affirmait le sens prolétarien de la nouvelle Révolution; elle s'éloignait de l'Hôtel de Ville, mais se rapprochait des combattants. Privée d'idéal social, la Commune n'eût plus été qu'un vieux squelette de 93, gesticulant sous un vêtement d'institutions napoléoniennes, un fantôme aussi délaissé que la République de décembre 1851.

L'œuvre des Commissions de la Justice et de l'Enseignement n'eut point la même portée théorique; les résultats pratiques furent des plus faibles. A la Justice, le délégué *Protot* affirma quelques principes : « le jugement par les pairs, l'élection des magistrats, la liberté de la défense ». Il nomma des notaires, huissiers, commissaires-priseurs, avec traitement fixe, « nominations très inutiles en ce temps de batailles, remarque Lissagaray, et qui avaient le tort de consacrer le principe de ces offices ». Le serment professionnel fut aboli; les procès-verbaux d'arrestation durent énoncer les motifs et les témoins à entendre; il fut prescrit de déposer à la caisse des dépôts et consignations les papiers valeurs et effets des détenus.

Justice.

A l'Enseignement, le délégué *Vaillant* créa une commission chargée d'organiser l'enseignement primaire et professionnel; celle-ci annonça le 6 mai l'ouverture d'une école. On songea à réorganiser la bibliothèque nationale et à rouvrir les musées. La délégation ne fit point de grand exposé de principes en matière d'enseignement.

Enseignement.

Et, certes, ce ne fut point cette lacune qui causa l'échec de la Commune! Mais à côté des faiblesses de théorie ou de réalisation, il y eut de gros insuccès, sur des points essentiels : la Sûreté générale fut incapable d'extirper l'ennemi intérieur; la délégation aux Relations extérieures ne put soulever la France contre Versailles, et, pour défendre la Commune isolée, la délégation à la Guerre ne parvint pas à organiser solidement le front militaire, dernier espoir de la Révolution.

Les échecs irréparables.

A la Sûreté générale, la tâche était des plus difficiles. Avec cette Commune, férue de principes et de vote de liberté individuelle, le rôle de policier en chef n'était guère jouable; il fallait, en effet, terroriser les traîtres, qui pullulaient dans la ville atta-

Sûreté générale
Difficulté de la tâche.

quée, sans attenter à leurs droits imprescriptibles, une besogne de vieux roué.

Rigault.

Un jeune fanatique s'imposa. Car si Lullier était sous l'Empire « l'épée de la Révolution », *Rigault* passait pour le policier de la République, « un fin limier connaissant à fond son personnel de la rue de Jérusalem »; c'était lui qui, à la brasserie républicaine de la rue Saint-Séverin, dépistait les mouchards et présidait à leur solennelle expulsion. Dès qu'il y eut une république, après le 4 septembre, Rigault fut appelé à la Préfecture de police; démissionnaire le 31 octobre, il revint, avec la Commune, adjoint à Duval, puis seul après la mort de Duval. Entre Rigault et les policiers de l'Empire, il y avait une sorte de rivalité professionnelle; en entrant à la Préfecture de police, Rigault songeait surtout aux dossiers des agents secrets, des innombrables mouchards que la police impériale avait dispersés parmi les républicains. Après le 4 septembre, on dépouilla avec ardeur, on reprit le dépouillement après l'avènement de la Commune, pour le plus grand dommage de deux élus de l'Hôtel de Ville; au fond ce fut là toute l'œuvre de Rigault. Rien ne préparait au rôle de directeur de la police communale cet étudiant de vingt-quatre ans, ni pire, ni meilleur que beaucoup, aimant à terroriser le bourgeois qui lui trouvait l'air d'un « gamin sinistre »; ses convictions farouches, son courage, son amour de l'autorité le destinaient plutôt à être un chef militaire d'insurgés.

Il apporta dans sa besogne administrative, l'immense insouciance du quartier Latin. De plus, nous avons eu l'occasion de le remarquer, l'absence de Blanqui semblait l'avoir frappé de paralysie mentale; subordonnant toute réforme à l'arrivée du « Maître », il voulut conserver intacte la grande machine policière de l'Empire et la faire fonctionner : « trouvant dans

l'organisation policière de l'Empire un moule mal-propre, mais qui avait l'avantage d'être tout fait, écrit G. Da Costa, il y coula la sienne, imitant d'ailleurs en cela le gouvernement de la prétendue Défense nationale ». Il dut improviser quatre-vingts commissariats de quartier, une administration centrale, un service de cabinet, car les titulaires avaient gagné Versailles. Manquant de personnel, il s'adressa à ses amis, quelques-uns tout jeunes. Son chef de cabinet, G. Da Costa, n'avait que vingt ans; la foi révolutionnaire ne pouvait suppléer à l'expérience, d'autant plus que la Commune laissait faire. Ce fut bientôt un épouvantable gâchis. G. Da Costa avoue qu'à la fin d'avril, malgré un travail assidu, ils étaient « les uns et les autres tout à fait débordés ». « On vit bientôt les souris danser autour de la Préfecture, écrit Lissagaray. Les journaux supprimés le matin se criaient le soir dans les rues; les conspirateurs traversaient tous les services sans éveiller l'oreille de Rigault ou des siens ».

C'était d'ailleurs un gâchis turbulent. Rigault, très obstiné, incapable de changer sa manière, « se laissait aller à la dérive, frappant à tort et à travers, comme le remarque Da Costa, non par fanterie, comme on l'a dit, mais par crainte de passer pour manquer d'énergie ». Lissagaray nous montre le délégué menant les arrestations « comme des marches militaires; le jour à grand renfort de gardes nationaux » faisant « des razzias de soutanes », ne trouvant guère comme « otages », que des ecclésiastiques; il exaspérait ainsi les catholiques et faisait le jeu de Thiers. Quant aux anticléricaux, ils n'étaient guère plus satisfaits: on avait trouvé au couvent de femmes de Picpus trois malheureuses folles séquestrées, des engins étranges, instruments de torture selon les uns, d'orthopédie selon les autres; on avait découvert que les caveaux de l'église Saint-Laurent

Tapage et anticléricalisme.

étaient pleins de squelettes féminins; on reprochait au délégué de ne point faire sortir de ces trouvailles quelque scandale retentissant.

Les Complots.

Fort heureusement pour la Commune l'incapacité des policiers fut égalée par l'impuissance des traîtres; ces derniers n'eurent d'ailleurs ni d'ardeur, ni même d'une certaine ampleur de conceptions. Il y eut des entrepreneurs de complots, des « courtiers » en trahison; Charpentier, ancien officier instructeur de Saint-Cyr, s'associa avec le lieutenant de vaisseau Domalain. Le Mère de Beaufond « ancien officier de marine, gouverneur de Cayenne par intérim » donna quelque temps les plus grands espoirs au camp versaillais. Il se monta une société au capital de 20.000 francs pour provoquer la trahison de Dombrowski; la loyauté de ce dernier fit d'ailleurs échouer l'affaire et permit d'arrêter l'espion Veysset. Au mois de mai, à deux reprises, des unités versaillaises se morfondirent attendant sans succès la livraison d'une porte; la deuxième fois, un hasard livra à la Commune les brassards tricolores que devaient arborer les gardes nationaux de l'ordre après l'entrée des soldats. La cartoucherie de l'avenue Rapp sauta; un colonel revendiqua l'honneur d'avoir organisé la catastrophe. Il y avait aussi d'innombrables traîtres dispersés parmi les services de la Commune. On s'en aperçut au moment de la répression; à la cour prévôtale du Luxembourg, on vit un commissaire de police et un directeur de dépôt de munitions, accusés pour leur participation au mouvement communal, s'approcher des officiers, leur remettre un papier en leur disant un mot à l'oreille, et se retirer après un salut échangé. Tout ce personnel, dévoué en apparence à la Commune, attendait l'occasion de quelque grande trahison, s'efforçant avec discrétion d'entretenir la confusion. On trouvait d'ailleurs tous les degrés entre ceux qui avaient une mis-

sion officielle et les amateurs, entre les convaincus et les profiteurs, désirant pour l'avenir un bureau de tabac, une croix ou quelque faveur; il y avait aussi de simples escrocs désireux de soutirer quelques subsides à M. Thiers. La Commune vivait au milieu de ce que Lissagaray appelle « une nébuleuse de traîtrillons » dont l'audace allait augmentant. La Sûreté générale ne leur inspirait aucune terreur; lorsque Cournet eut remplacé Rigault à la Préfecture, tout continua comme par le passé, la police communale fut impuissante contre tous ces ennemis qui creusaient leur alvéole; avant de tomber, le régime était vermoulu. Bien vermoulu, puisque la Sûreté générale, elle-même, avait des complaisances pour une autre espèce de conspirateurs, les partisans d'une dictature, et songeait parfois à « écrouer la Commune à Mazas ».

Désarmée contre l'ennemi intérieur, la Commune ne reçut pas de l'extérieur, un appui vigoureux, capable d'assurer le salut de la Révolution. Malgré son titre ambitieux, la Commission des Relations extérieures, présidée par *Paschal-Grousset*, n'eut qu'un rôle insignifiant; là où il fallait une agence de propagande s'acharnant à soulever la France et le monde, essayant au moins de coordonner les efforts des révolutionnaires épars en province, la Commune ne sut organiser que le désœuvrement d'un ministère des Affaires étrangères.

Relations extérieures.

La Commission devait « accréditer des représentants auprès des divers états de l'Europe, surtout auprès de la Prusse », quand on connaîtrait l'attitude de cette puissance vis-à-vis de la Commune. On conçoit que l'Hôtel de Ville se soit préoccupé de l'attitude éventuelle des troupes allemandes d'occupation; sur ce point d'ailleurs le délégué parvint à son but, il évita tout conflit. Mais cette Commune, si désireuse d'entrer en relations diplomatiques avec les gouvernements, oublia qu'il existait à l'étranger des

peuples frémissants, des partis révolutionnaires pleins de sympathie pour le mouvement parisien. « Par toute l'Europe, écrit Lissagaray, la classe ouvrière buvait avidement les nouvelles de Paris, combattait de cœur avec la grande ville, devenue sa capitale, multipliait les meetings, les processions, les adresses. » La Commune ne fit rien pour se tenir en liaison avec ses étrangers qui la divinisaient.

Emissaires et proclamations.

Quant aux liens à créer avec l'intérieur de la France, on n'avait trouvé pour les définir qu'une faible formule : « La Commission sera chargée d'entretenir avec les communes de France *des relations amicales*, qui doivent amener la fédération. Elle devra contribuer par sa propagande à l'affranchissement du pays... ». L'œuvre fut aussi faible que la formule. Au moins fut-elle réalisée à bon marché ; pour soulever la France Paschal-Grousset dépensa cent mille francs !

Il envoya quelques délégués en province. Ceux-ci manquaient de notoriété ; la province s'en inquiéta, ne leur accorda souvent qu'une médiocre confiance. Des ballons emportèrent dans les départements quelques proclamations bien peu nombreuses. L'une d'elles, sans doute rédigée par Mme André Léo, adressait aux paysans des paroles pleines d'émotion : « Frères, on te trompe. Nos intérêts sont les mêmes, ce que je demande, tu le veux aussi ; l'affranchissement que je réclame, c'est le tien. Qu'importe si c'est à la ville ou à la campagne que le pain, le vêtement, l'abri, le secours manquent à celui qui produit toute la richesse de ce monde ? Qu'importe que l'oppressur ait nom : gros propriétaire ou industriel?... » Dans une autre proclamation, Paschal-Grousset adjurait les villes de ne pas laisser égorger Paris : « Qu'attendez-vous pour vous lever, leur disait-il, qu'attendez-vous pour chasser les infâmes agents de ce gouvernement de capitulation et de honte, qui mendie et achète, à cette heure même, de l'armée

prussienne, les moyens de bombarder Paris par tous les côtés à la fois... Si Paris succombait pour la liberté du monde, l'histoire aurait le droit de dire que Paris a été égorgé, parce que vous avez laissé s'accomplir l'assassinat. »

La province n'était pas restée inerte. Dans bien des villes, l'action des minorités révolutionnaires avait devancé les appels de Paris. Avant le 18 mars, Lyon, Marseille, Toulouse, Saint-Etienne s'étaient agitées. En province, au moins dans les villes, le sentiment patriotique s'exaspéra lorsqu'on apprit que la capitulation de la France avait été négociée avec celle de Paris; le Conseil municipal de Lyon, qui n'était point révolutionnaire, menaçait d'ôter son appui au gouvernement « le jour où il consentirait le démembrement de la France », il déclarait que la guerre à outrance était « la seule voie de salut » et que Lyon devait être « le centre de la résistance ».

Après le 18 mars, quelques grandes villes eurent leur Commune. Sur les confins orientaux du Massif Central, des villes industrielles: Lyon, Saint-Etienne, Le Creusot, proclamèrent la Commune, mais le 28 mars tout était terminé; on peut à peine dire que le mouvement ait été réprimé, il s'était assoupi. Le Midi lui aussi « bougea ». Il exista une Commune à Toulouse jusqu'au 27 mars; à Narbonne jusqu'au 31; à Marseille, jusqu'au 4 avril. A Toulouse cela finit par une démonstration militaire; à Narbonne par une sarabande de Turcos ivres; à Marseille par un combat accompagné de bombardement et suivi d'exécutions sommaires. Dans le Centre, Limoges eut sa journée communale, le 4 avril, avec collision entre cuirassiers et gardes nationaux, et triomphe de la milice populaire, mais sans lendemain. Tous ces mouvements, sans lien entre eux, étaient conduits par une poignée de militants. A Narbonne, la Commune était un homme: Digeon; à Marseille tout le mouve-

La Révolution en province. Patriotisme blessé.

Le mouvement communal et son échec.

ment se concentrait dans les personnes de Gaston Crémieux, un « avocat disert » et modéré malgré sa foi républicaine et de Landeck, que Lissagaray représente comme « un cabotin de foire, ne doutant de rien, parce qu'il ignorait tout ». Partout la masse s'émeut un instant, puis rentre chez elle, laissant aux mains des révolutionnaires une situation sans issue.

Rôle des municipalités.

La bourgeoisie républicaine, dont la défiance ou l'hostilité avait causé, plus ou moins, l'échec du mouvement communal en province, fit, elle aussi, sa tentative, elle voulut être *médiatrice entre la Commune et Versailles*; elle ne comprit point que, pour imposer une barrière à deux forces déchainées, il fallait être soi-même une force, avoir des hommes, des fusils, des canons; naïveté fréquente chez les intellectuels. Entre deux épées croisées, peut-on interposer autre chose que du fer? Lorsque les municipalités de certaines villes tentèrent d'arrêter la guerre civile, elles n'avaient pas grand'chance de succès. Elles persistèrent cependant. L'agitation municipale avait commencé après le canon du 3 avril » (1). Les conseils municipaux de Lille, de Lyon, de Troyes, de Mâcon, sommèrent le gouvernement de mettre fin à la lutte, en reconnaissant officiellement la République. Des délégations vinrent trouver M. Thiers; celui-ci les éconduisit. Il déclara que s'il usait de certains ménagements à l'égard de l'Assemblée, lui, il était attaché à la République; les pires ennemis de la République étaient, assurait-il, les membres de la Commune. Les députés de la gauche parlaient comme le chef du pouvoir exécutif. Quant aux délégués qui osaient s'aventurer jusqu'à Paris, on devine leurs sentiments; à l'Hôtel de Ville l'incohérence, les haines fratricides s'étaient étalées, partout l'insouciance régnait, et le provincial recevait bien souvent un accueil hargneux, il

(1) Cf. plus loin le récit de la sortie désastreuse des troupes parisiennes, p. 145.

s'en allait froissé, se demandant avec inquiétude ce qui pourrait sortir de cette pétaudière.

On essaie d'organiser le mouvement municipal.

Magré tout le mouvement municipal, bien loin de s'arrêter, s'amplifia, car la France sentait confusément ce que lui préparait Versailles. Les élections municipales, faites le 30 avril, conformément à la loi votée par l'Assemblée, furent favorables aux républicains. On tenta d'organiser l'action municipale. Deux congrès des délégués municipaux furent convoqués simultanément : l'un à Bordeaux, l'autre à Lyon. Alors le gouvernement s'émut, donna l'ordre d'arrêter les délégués; à Bordeaux, on s'éclipsa, à Lyon on protesta. Thiers s'en inquiéta peu. A Paris, le 22 mai, en plein combat de rues, des délégués du Congrès de Lyon, éconduits la veille par Thiers, essayaient encore d'intervenir auprès de la Commune et ne trouvaient, naturellement, qu'une réception assez froide. On voit combien furent tenaces les illusions de la bourgeoisie républicaine.

Hostilité de la province contre Paris. On ignore l'état d'âme parisien.

Mais ces conciliateurs, comme les révolutionnaires, ne représentaient qu'une minorité; *l'ensemble du pays était indifférent ou hostile*. Il est facile de l'expliquer. Le 18 mars avait produit sur bien des provinciaux une désagréable impression; plus surprise encore que Paris, la France ne pouvait comprendre l'état d'âme des Parisiens, leur exaspération causée par les maux du Siège et l'entrée des Prussiens : on crut à une « lubie » passagère; peut-être le 18 mars n'aurait-il pas plus de suites que le 31 octobre 70 et le 22 janvier 71. En même temps, on cherchait à classer les hommes du Comité central parmi les partis politiques; leur manque de notoriété permettait toutes les suppositions; on crut bien souvent les calomnies de Thiers; on vit dans le 18 mars la main des bonapartistes ou de l'étranger.

Mais le mouvement parisien durait, la capitale réclamait ses « franchises municipales »; cette reven-

dication n'intéressait guère les communes de France qui possédaient leurs conseils municipaux et ne s'en portaient guère mieux.

Irritation contre
le patriotisme de
Paris.

Puis la colère succédait bien souvent à l'indifférence, car la France était prédisposée à détester Paris; aux yeux de bien des provinciaux, la longue résistance dont les Parisiens se faisaient gloire, n'avait été au fond, qu'une sottise; impuissante à sauver Paris, elle avait prolongé la guerre, accru les souffrances du pays. On maudissait l'héroïsme intempestif de cette capitale turbulente. D'ailleurs, même pour les plus patriotes, la journée du 18 mars venait trop tard; pendant la guerre, beaucoup auraient accepté un gouvernement plus révolutionnaire que celui du 4 septembre, à condition que la résistance devînt plus énergique et que la patrie fût sauvée, mais en mars 71, alors qu'on entrevoyait la paix toute proche, il ne pouvait être question de reprendre la lutte et de bouter les ennemis hors de France. La Commune le comprit si bien qu'elle s'appliqua à éviter toute occasion de conflit avec les Allemands. Ainsi le mouvement communal, né en partie de l'exaspération patriotique, ne pouvait donner aux patriotes des départements aucune satisfaction; la France qui eût peut-être admis un gouvernement né d'un 31 octobre ou d'un 22 janvier devait fatalement considérer comme un superflu détestable, cette Commune, fille du 18 mars, une révolte inutile qui pouvait inquiéter l'ennemi, le pousser à des interventions, à des mesures de rigueur, à une reprise de cette guerre dont on était infiniment las.

Car si l'on avait chèrement acheté la paix, on voulait en jouir sans inquiétudes; déjà dans toute la partie de la France que la guerre n'avait point touchée, les affaires avaient repris. La France voulait travailler; autant que la guerre avec l'étranger, elle

redoutait une guerre civile la jugeant d'ailleurs sans objet.

Les républicains ne croyaient pas la République en danger; ils considéraient Thiers comme le « protecteur de la République », comment en douter? Les républicains connus faisaient confiance au chef du pouvoir exécutif. On estimait qu'une insurrection était peu justifiée, et l'on en redoutait les conséquences: une renaissance du jacobinisme, une révolution sanglante menée par les violents; la peur du spectre rouge hantait même les républicains. D'ailleurs ce n'était point leur seule terreur, ils redoutaient la révolution sociale; chez le paysan, plein d'un attachement farouche pour son lopin de terre souvent infime, un vieux sentiment renaissait, était prêt à se manifester brutalement; la haine des « partageux ». Car le socialisme de la Commune, parfois assez estompé à Paris, devenait manifeste en province. Lorsque les émissaires parisiens voulaient expliquer le mouvement communal, ils étaient bien obligés de simplifier les choses, de condenser en une formule les tendances confuses de l'Hôtel de Ville; il leur fallait aussi ne pas trop décevoir leur auditoire provincial: ils représentaient la Commune comme le champion de la République sociale; le 18 mars devenait un épisode de la révolution sociale; le public révolutionnaire applaudissait, les républicains s'inquiétaient, la masse paysanne frémissait de haine contre Paris.

Imaginons maintenant que dans cette atmosphère d'hostilité il vienne à éclater quelques-uns de ces décrets chers à Félix Pyat, une décision de la Commune sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat, sur les armées permanentes, aussitôt la France s'insurge; ils veulent nous faire marcher, dit-on, nous imposer une fois de plus une révolution de leur cru, eh bien! nous ne marcherons pas!

Idee que la République n'est pas menacée.

Peur du jacobinisme et du socialisme

Hostilité contre une dictature parisienne.

Le travail de la
calomnie.

Suivons aussi la trajectoire des calomnies que ne cesse de lancer le gouvernement armé de son *Officiel* et de toute une presse dévouée.

« A Paris, écrit M. Thiers au début d'avril, la Commune, déjà divisée, essayant de semer des fausses nouvelles, et pillant les caisses publiques, s'agitè impuissante. Elle est en horreur aux Parisiens qui attendent avec impatience le moment d'en être délivrés. » Le 16 avril, le gouvernement n'a « rien à raconter, sinon que les insurgés vident les principales inaisons pour en mettre en vente le mobilier au profit de la Commune, ce qui constitue la plus odieuse des spoliations... » Dans une circulaire du 23 avril, adressée aux procureurs généraux de la République, Dufaure, ministre de la Justice, donne la définition du régime communal: « une dictature usurpée par des étrangers ou des repris de justice, qui a inauguré son règne par l'assassinat, qui se signale tous les jours par l'arrestation des bons citoyens, le bris des presses, le pillage des établissements publics, le vol avec effraction, de nuit, à main armée, chez les particuliers... »

La France croyait tout cela, elle s'indignait; Paris déshonorait la France; aucun châtement ne serait trop grand pour la ville coupable. Vraiment, le délégué aux Relations extérieures avait une tâche difficile! La Commune avait élevé à ce poste Paschal-Grousset, jeune homme aux manières distinguées, plein d'une aimable érudition, et plus attiré peut-être par les séances de la Commune que par le travail décevant de sa délégation. Mais un révolutionnaire plus actif et plus rudement énergique eût-il beaucoup mieux réussi?

L'échec des « Relations extérieures » augmentait l'importance de la délégation à la Guerre. En effet, la Commune n'avait pas d'appui à attendre de la province et, d'autre part, rien ne pouvait désarmer la

Délégation à la
guerre.

Echec des essais
de conciliation.

haine de ses ennemis de toute espèce, même pas les efforts persévérants des conciliateurs. A l'Assemblée, le député Brunet eut seul le courage de proposer la conciliation; la lecture de sa proposition fut hachée de furieuses interpellations : « on ne traite pas avec des brigands », criait le marquis de Dampierre.

Des industriels et des commerçants qui formaient l'Union nationale des Chambres syndicales d'anciens maires et adjoints, qui avaient été, en mars, partisans de la Résistance et se groupaient dans la Ligue d'Union républicaine des Droits de Paris, essayèrent d'arrêter la lutte, mais en vain. Les francs-maçons allèrent, le 29 avril, planter leurs bannières sur les remparts; les balles versaillaises trouèrent les emblèmes maçonniques. Une tentative faite par la Commission de conciliation du Commerce, de l'Industrie et du Travail — qui comprenait « cent sept groupes de corporations, de métiers, de chambres syndicales de professions diverses, unions de crédit et associations coopératives » — n'obtint pas davantage l'apaisement de la lutte. Toutes les délégations se heurtaient à la volonté inébranlable de Thiers : force devait rester à la loi; que la Commune désarmât d'abord et les opérations militaires s'arrêteraient; il ne s'écarterait point de ces deux principes; l'essentiel était, pour lui, la répression; que l'ennemi combattit jusqu'à son dernier souffle ou posât volontairement les armes, elle devait avoir lieu. « Il voulait, écrit Lepelletier, poursuivre le plan qu'il avait conçu : le désarmement de Paris, l'écrasement de toutes les résistances révolutionnaires et l'affermissement de la République bourgeoise. dont il serait le maître à peu près absolu ».

Une victoire militaire pouvait donc, seule, assurer l'existence de la Commune et éviter la ruine de Paris. La Commission militaire et la délégation de la Guerre étaient donc, pour le nouveau gouvernement, des

organes essentiels; ils manifestèrent, plus encore que les autres, leur totale impuissance, ne parvenant pas à faire réussir l'offensive, ni même à organiser la défense.

Eudes, Duval,
Bergeret.

Le pouvoir militaire appartint d'abord à trois personnages : *Eudes*, délégué à la Guerre; *Duval*, qui exerçait le commandement militaire de la Préfecture de Police; *Bergeret*, commandant de la Place. Mais les Parisiens rêvaient de se donner un grand chef de guerre, un « vrai militaire ». Le Comité central avait offert le commandement de la Garde nationale à Garibaldi qui avait refusé. La Commune adjoignit à Eudes le général Cluseret, mais déjà, sous la pression du sentiment populaire, une opération avait été décidée; elle s'accomplit le 3 avril et eut les plus funestes conséquences pour l'avenir.

Surprise du 2 avril.

Depuis le 27 mars, sans qu'il y ait eu d'engagement sérieux, Fédérés et Versaillais échangeaient des coups de fusils aux avants-postes; mais la Commission militaire n'ignorait pas que Thiers augmentait son armée et comprenait qu'il fallait enfin sortir de l'inertie. Le 2 avril, Bergeret conduisit une reconnaissance dans la direction de Courbevoie. Les troupes de Versailles attaquèrent les Fédérés et les refoulèrent jusqu'au pont de Neuilly; les gendarmes de Thiers fusillèrent les prisonniers. Brusquement tiré de sa quiétude par la canonnade, Paris fut bouleversé.

Emotion populaire.

L'opération de guerre tentée par Bergeret comportait les risques d'une embuscade, mais la masse des Parisiens estimait avoir fait preuve de mansuétude à l'égard de Versailles, et Versailles « attaquait »; on s'indigna. Ce fut bien pis encore lorsqu'on apprit les exécutions sommaires; la ville se remplit de clairons sonnans la générale, de tambours battant le rappel, d'une foule exaspérée criant : « A Versailles ! A Versailles ! ». « Le défilé, écrit le docteur Fiaux,

dura toute la nuit, bruyant, sans ordre, véritable explosion d'un sentiment populaire...».

Dès lors, la Commune et les chefs militaires ne pouvaient que suivre ce déchaînement de la foule armée; la Commune, frappée d'étonnement devant l'ampleur que prenait l'incident, hésitait à approuver cette « sortie » qu'elle n'avait point décidée; les chefs militaires, qui avaient projeté l'opération et comptaient sur l'enthousiasme de leurs troupes, calmaient l'Hôtel de Ville avec de la stratégie : dès le lendemain, 3 avril, on marcherait sur Versailles en trois armées. Bergeret et Flourens, avec 15.000 hommes, se concentreraient à Rueil pour attaquer Versailles par le nord; Eudes, avec 10.000 hommes, s'avancerait par Chaville et Viroflay; Duval, avec 3.000 hommes, par Chatillon et Villacoublay. Les troupes s'étaient rassemblées presque spontanément, elles attendaient, pleines d'ardeur; il fallait s'en servir. La Commune céda et, le 3 au matin, l'opération commença.

Les Parisiens partirent joyeusement, pleins d'insouciance; même avec le risque d'un combat, l'idée d'aller à la campagne plaisait à tous ces citoyens; ils ne se rendirent pas compte que cette attaque, possible la nuit, devenait difficile avec le jour. La colonne du nord devait passer sous le canon du Mont-Valérien que les Fédérés n'avaient pas occupé; on était persuadé que le fort ne tirerait pas. On s'en alla par bandes, chacun marchant avec le chef qu'il avait choisi. Emportait des cartouches qui voulait; quant aux chefs, ils ne s'étaient point préoccupés de réunir de l'artillerie en quantité suffisante. Chacune de ces armées fut une cohue allant à l'aventure et dépourvue de tout. Cette extraordinaire confiance s'explique: ils comptaient sur leur grand nombre; peut-être aussi attribuaient-ils aux foules armées pour la Révolution une sorte de pouvoir mystérieux capable de faire tomber toutes les résistances. Enfin, malgré l'engagement

La Commune débordée.

Sortie du 3 avril :
Les cohortes optimistes.

de la veille, l'impression du 18 mars persistait; *les Fédérés pensaient que la troupe ne tirerait pas sur la Garde nationale.*

Thiers a refait son armée.

Ils se trompaient grandement. Avec l'aide de Bismarck, Thiers avait reconstitué son armée; au début d'avril, Versailles disposait de plus de 60.000 hommes, alors que, d'après les conditions de l'armistice, il ne devait rester que 30.000 hommes armés. Après le 18 mars, Thiers qui venait de découvrir la psychologie du soldat, avait fait soigner « l'ordinaire » et « l'habillement ». Bien nourries, bien vêtues, isolées de la population, les troupes versaillaises entendaient raconter d'effroyables histoires sur les brigands de Paris et s'indignaient. L'armée versaillaise du 3 avril est déjà celle de la Semaine sanglante. Sans doute elle est moins nombreuse (Bismarck autorisera Thiers à entretenir 130.000 combattants), elle est moins bourrée de prisonniers de guerre renvoyés par la bienveillance allemande et exaspérés d'avoir encore à se battre; mais cette armée, que les Fédérés allaient rencontrer, était prête à suivre ses chefs et à ne pas ménager les Parisiens.

La catastrophe.

Ainsi s'explique l'immensité du désastre. La surprise, plus encore que les pertes, disloque la colonne de Bergeret et celle de Flourens: les canons du Mont-Valérien font pleuvoir des obus que l'on n'attendait guère et mettent le désarroi parmi les Fédérés. Les débris de l'armée du Nord continuent cependant leur marche, se réunissent à Rueil, mais trouvent l'ennemi en nombre et refluent en désordre vers Paris. Eudes enlève Meudon, mais est repoussé des bois de Clamart et bat en retraite. Duval parvenu à Villacoublay doit se replier après un vif combat; il défend jusqu'au lendemain le plateau de Chatillon; mais le 4, au matin, il est enveloppé avec sa troupe et fait prisonnier.

Les conséquences.

Ainsi se brisait la tardive attaque des Parisiens.

Les conséquences de l'échec furent lourdes pour l'avenir de la Commune. Les pertes étaient sérieuses; deux chefs, deux entraîneurs d'hommes disparaissaient : Duval que le général Vinoy fit fusiller après le combat; Flourens, qui fut sabré par un capitaine de gendarmerie alors qu'il venait d'être fait prisonnier. L'effet produit sur le moral des Parisiens différa beaucoup suivant les gens; les convaincus ne songeaient qu'à la vengeance : beaucoup, assistant aux solennelles funérailles, que la Commune fit à ses morts, furent pris d'une exaltation mystique et déclarèrent que c'était « la guerre sainte ». Mais l'ardeur de la masse fut refroidie; bien des parisiens, emportés le 2 avril par l'enthousiasme collectif, ne songèrent, après la défaite, qu'aux moyens de s'esquiver; les effectifs des Fédérés diminuèrent. Le 3 avril, la Commune perdit non seulement les blessés, les morts et les prisonniers, mais tous les hésitants. Enfin, et ce fut plus grave, certes, *la défense parisienne renonça définitivement à l'offensive*; on n'osa plus risquer d'attaque avec gros effectifs; on devait se borner à défendre pied à pied le terrain. Les « techniciens militaires » au service de la Commune étaient d'ailleurs tout disposés à admettre cette doctrine: ils estimaient que les civils en armes de la Garde nationale pouvaient tout au plus tenir bon derrière des fortifications; ainsi s'explique la tactique purement défensive adoptée par les délégués à la Guerre.

Le militarisme parisien avait mis le Comité central aux pieds d'un fou: l'officier de marine Lullier. La Commune se prosterna devant des « condottieres » plus ou moins animés par l'ambition personnelle. L'exemple des Napoléons avait prouvé qu'en groupant autour de soi des baïonnettes on pouvait tout oser dans la société; d'autre part le gâchis communal devait fatalement susciter des « sauveurs ». Il y en eut deux : Cluseret, puis, Rossel.

Cluseret

Carrière composite
de condottière.

Etrange carrière que celle de Cluseret : officier de la Garde mobile, en juin 1848, il se distinguait par son ardeur à écraser les ouvriers parisiens révoltés. Sous l'Empire, il donna deux fois sa démission d'officier, puis commença sa tournée d'exploration militaire à travers le monde ; on le retrouve en Italie sous les ordres de Garibaldi, en Amérique, où il obtient le grade de général pendant la guerre de Sécession et se fait naturaliser citoyen des Etats-Unis, en Irlande, parmi les conspirateurs fenians, puis de nouveau en France. S'il n'a point fait complètement le tour du monde, il est du moins aux antipodes de ses idées premières ; Cluseret est devenu un général d'insurgés : le général des révolutionnaires. Ce massacreur de socialistes s'est tourné en partisan de la révolution sociale, qu'il déclare accepter dans ses plus larges conséquences. Cet homme, qui eût été fort bien à sa place parmi les Italiens du xv^e siècle, ne semble pas avoir attaché grande importance aux idées ; il avait, a-t-il dit, « un objectif fixe », sur lequel il ne s'est point expliqué ; il voulait sans doute acquérir le renom d'un grand homme de guerre par une carrière étrange, conduite avec virtuosité. Il voulait sa légende. Il l'eut. Il devint, comme le remarque E. Lepelletier, « un de ces hommes qu'un prestige mystérieux accompagne ». Les foules révoltées crurent à son génie ; à Lyon, le 28 septembre 1870, à Marseille, le 1^{er} novembre, les émeutiers appelèrent Cluseret : il vint, fut acclamé, ne fit rien et disparut, car il ne voulait point se brouiller trop avec la bourgeoisie, qui pouvait, à l'occasion, lui offrir la grosse armée convoitée. Puis la Commune le délégua à la Guerre ; il accepta. Il se garda bien d'empêcher la sortie du 3 avril, à laquelle il assista en amateur ; cette opération, follement conduite, ne pouvait que discréditer les généraux populaires, des rivaux éventuels. Après le dé-

sastre, Cluseret fut maître des destinées militaires de la Commune.

« Bluff ».

Entre autres choses, le nouveau délégué avait appris en Amérique l'art du « bluff ». Il en usa sans ménagements; cette Commune dont il se faisait fort de montrer « l'incapacité et l'imbécillité », fut traitée par lui comme un public de nigauds. Il promit de mettre sur pied en vingt ou vingt-cinq jours une armée capable de prendre l'offensive, puis il fit claironner par la presse ses réalisations; il annonça à des revues anglaises que, par ses soins, le 30 avril, 41.500 hommes étaient habillés et encadrés, et que, dans la quinzaine, il en aurait 103.000. Il savait rassurer les esprits chagrins, inquiets de ne point voir les merveilles annoncées : « Toutes mes précautions sont prises, disait-il, laissez à mes combinaisons le temps de s'accomplir ». Ses « combinaisons » tendaient surtout à communiquer au visiteur la haute opinion qu'il avait de lui-même. A voir « sa figure régulière et placide, légèrement empâtée de graisse et colorée » comment lui refuser « le calme inaltérable du tempérament », le flegme acquis au contact des races anglo-saxonnes? Il avait l'ironie, la nonchalance du grand homme. A quoi bon sortir de son cabinet, ne possédait-il pas l'imagination napoléonienne qui fait voir à distance les armées se déplaçant sur le terrain? « Je peux, a-t-il écrit plus tard, suivre à peu près toutes les péripéties d'une action, étant connu l'échiquier, sans y assister ». Du haut de cet Olympe stratégique il daignait parfois fulgurer quelque leçon de morale puritaine; affectant lui-même de ne paraître qu'en civil, il faisait la guerre à « la manie ridicule des galons, des broderies, des aiguilletes » et sa circulaire se terminait par un sermon : « Restons vertueux et hommes du devoir avant tout, disait-il, nous fonderons la République austère, la seule qui puisse être désirée, et ait droit à l'existence. »

Général amateur.

Il suffisait d'ailleurs au délégué de manifester par quelques « gestes » le génie dont il se croyait pourvu; il planait trop au-dessus des contingences parisiennes, pour s'abaisser jusqu'à un 18 brumaire ou un 2 décembre. Il ne semble pas qu'il ait visé à la dictature, non tant par respect pour le peuple, dont il s'est modestement déclaré « l'incarnation », mais parce qu'il jugeait la situation sans issue. Il n'était là que pour enrichir d'une aventure sa carrière bizarre, mais ne croyait pas au succès.

Mépris pour la Garde nationale.

Ce général de guerre civile, avait, d'ailleurs, pour l'armée populaire la même défiance que Trochu. Dès son arrivée au ministère, il s'efforça d'éliminer toute une partie de la Garde nationale; il décréta la réorganisation des compagnies de marche, composées des célibataires de 17 à 35 ans. Le reste des Fédérés devait former la « Garde nationale sédentaire ». Depuis la capitulation, les compagnies de marche disséquées n'existaient que sur le papier et les meilleures troupes de la Commune comprenaient surtout des hommes d'âge mûr, mariés ou non, des « vieux » qui avaient connu les autres révolutions; quant au « service obligatoire », que la Commune était bien incapable d'imposer effectivement, on imagine quels éléments il pouvait apporter à l'armée communale. Même erreur psychologique dans la conduite des opérations; Cluseret s'est vanté d'avoir défendu Paris avec très peu d'hommes en ligne, la Garde nationale ne lui semblant point sûre: étrange méthode pour aguerir l'armée parisienne!

Défensive inerte.

Naturellement, Cluseret ne tenta aucune offensive contre Versailles. Si l'on met à part les coups de main dus à l'initiative de chefs comme Dombrowski, la défense parisienne apparaît comme totalement passive; elle est condamnée à l'émiettement progressif; une à une les positions tombent aux mains des Versaillais.

Le 6 avril, les Fédérés perdent Courbevoie, puis le lendemain, le pont de Neuilly. Le 9, Dombrowski répare l'échec : Asnières et le château de Bécon tombent aux mains des Fédérés; mais les défenseurs laissés à eux-mêmes, privés de renforts, abandonnent le château de Bécon, le 17; à Asnières, ils doivent repasser la Seine le 18. Vers la fin du mois, tous les efforts se concentrent autour du *fort d'Issy*; la forteresse protège le point faible de l'enceinte de Paris, le saillant du Point du Jour; Thiers veut s'en emparer. Le canon versaillais écrase les environs, l'infanterie progresse. Le 30 avril, le fort, presque cerné est évacué par la plus grande partie de sa garnison, il ne reste qu'une poignée d'hommes qui ne répondent même pas aux sommations versaillaises. Paris s'émeut, semble prêt à faire peser sur la Commune la responsabilité de l'échec. Cluseret lui-même en est troublé dans sa sérénité : à cinq heures du soir, il arrive au fort avec La Cecilia et quelques compagnies ramassées à la hâte. De retour à Paris, le délégué est arrêté par ordre de la Commune et quitte le ministère de la Guerre pour la prison de Mazas. Non seulement il laissait la situation compromise, mais il n'avait rien fait pour la défense intérieure de Paris; la perte des débouchés extérieurs de la ville compromettait d'avance toute offensive ultérieure, et la défense à outrance n'était point prête. On ne trouve que néant lorsqu'on examine l'œuvre de ce charlatan exotique et dilettante qu'était le général Cluseret.

Depuis quelque temps déjà, depuis que baissait la foi en Cluseret, on commençait à croire en Rossel. Ce dernier, chef d'état-major du délégué, monta d'un cran après l'arrestation de son supérieur; la Commune délégua à la Guerre le colonel Rossel. Le nouveau délégué était un militaire de carrière, un polytechnicien, capitaine d'artillerie en 1870. Révolté contre son chef, Bazaine, au moment de la capitula-

Les échecs.

Rossel.

Officier de l'armée régulière.

tion de Metz, Rossel avait réussi à quitter la ville; Gambetta en avait fait un colonel du génie.

Patriotisme.

Rossel était de ceux que le patriotisme avait ralliés à la Commune; dès le 20 mars, il « informait » le ministre de la Guerre qu'il se rangeait sans hésitation du côté du parti « qui n'avait pas signé la paix et qui ne comptait pas dans ses rangs de généraux coupables de capitulation ». Il espérait que la Commune pourrait dissoudre l'Assemblée, faire appel aux électeurs et recommencer la guerre contre les Allemands.

Amour des formes militaires.

Ainsi, au cosmopolite Cluseret, succédait un patriote intransigeant. Après le « grand homme » noncha'ant, dont la voix grasse bredouillait des pensées vagues, c'était un jeune chef à l'énergie toujours à demi tendue, et complaisamment montrée, au vocabulaire d'une précision technique, inspirant la confiance; c'était un militaire attaché par-dessus tout à la forme et aux formules militaires:

« *Mon cher camarade*, écrivait-il à l'officier versaillais qui avait sommé la garnison d'Issy de se rendre sous peine d'être passée par les armes, la première fois que vous vous permettez de nous envoyer une sommation telle que votre lettre au'ographe d'hier, je ferai fusiller votre parlementaire, *conformément aux usages de la guerre* », et il signait: « *votre dévoué camarade, Rossel* ». Il aimait donner des ordres secs et précis, il aimait aussi faire étalage de sévérité: « les fuyards et ceux qui resteront en arrière, prescrivait-il le 9 mai, seront sabrés par la cavalerie; s'ils sont nombreux, ils seront canonnés ».

Rossel et la Commune.

En somme Rossel que ses sentiments, ses habitudes d'esprit, rapprochaient de bien des officiers restés dans l'armée versaillaise, était un égaré dans la Révolution de 1871. On s'en inquiéta d'abord, il dut passer un examen par devant la Commune; il s'en tira par une réponse de candidat ingénieux: « Je ne vous dirai pas, déclara-t-il que j'aie profondément étudié les réformes

sociales, mais j'ai horreur de cette société qui vient de livrer si lâchement la France. J'ignore ce que sera l'ordre nouveau du socialisme, je l'aime de confiance, il vaudra toujours mieux que l'ancien ». On ne demandait qu'à le « recevoir », la Commune se déclara satisfaite.

Malgré ce *satisfecit*, le problème restait entier : quels allaient être les rapports de ce jeune officier, autoritaire et ambitieux, avec cette révolution pleine de désordre? Rossel s'efforça de mettre un peu de régularité et de netteté dans l'organisation militaire; non seulement il prescrivit la plus stricte discipline, mais il délimita les responsabilités des chefs: Dombrowski, La Cecilia, Wroblewski, Bergeret, Eudes; leurs attributions, l'emplacement de leur quartier général fut fixé avec précision. Rossel voulut aussi restaurer le pouvoir du délégué à la Guerre; comme, on l'a vu, il se heurta aux prétentions du Comité central, il les reconnut en voulant les délimiter.

Effort vers la discipline.

Mais sa faiblesse fut grande en face du Comité car il l'avait d'abord favorisé, espérant l'utiliser à son profit, pour établir sa dictature contre la Commune; et ce fut là le grand vice de toute l'œuvre de Rossel. Alors que Cluseret posait pour l'univers, Rossel voulait éblouir les Parisiens, se faire une réputation de chef militaire énergique, seul capable de sauver Paris; il recherchait aussi la popularité, se présentant comme « l'un des premiers amis du Père Duchêne ». Lui aussi, il songeait au « geste » à faire, oubliant qu'il était avant tout nécessaire de vaincre les Versaillais, il continuait Cluseret; d'ailleurs, lorsqu'il était son chef d'état-major, n'avait-il pas coopéré au gâchis militaire, « laissant vaguer les services » dont il était responsable?

Projets de dictature

Ce militaire, qui voulait être un homme politique, négligea les tâches essentielles; il devenait urgent

La défense intérieure de Paris.

d'organiser la défense intérieure de Paris. Rossel s'en tira, comme d'habitude, par une circulaire, prescrivit la création d'une deuxième enceinte avec trois citadelles : Montmartre, le Trocadéro, le Panthéon, mais il ne veilla pas à l'exécution. Il se contenta d'en charger le « père Gaillard », un brave cordonnier, orateur de réunion publique; il espérait que ce choix lui ferait quelque réclame dans les milieux révolutionnaires. Et cela se termina par l'édification d'une formidable barricade à l'entrée de la rue de Rivoli, une barricade théâtrale que l'on n'utilisera point au moment de la guerre des rues.

Lutte à l'extérieur.

On négligeait d'assurer la défense intérieure de Paris, alors que l'ennemi devenait plus pressant à l'extérieur. Dans la nuit du 3 au 4 mai, un coup de main versaillais sur la redoute du Moulin-Saquet fit éprouver des pertes sérieuses aux Fédérés, et quelque émotion à la Commune. Mais, surtout, la situation du *fort d'Issy* devenait critique, « ce n'était plus un fort, écrit Lissagaray, à peine une position forte, un fouillis de terre et de moellons fouetté par les obus ». En même temps les canons versaillais s'attaquent à l'enceinte de Paris : le 8 au matin, se démasque une batterie de 70 pièces de marine qui battent les remparts; le soir, le fort, intenable, est évacué et les Versaillais, passant la Seine, s'installent en avant de Boulogne, à 300 mètres des remparts; le lendemain, ils occupent le fort.

Fuite de Rossel.

Comme on l'a vu, Rossel songea un instant à exploiter cet échec militaire pour renverser la Commune, mais vraiment la situation était bien trop compromise pour faire la fortune d'un dictateur, le délégué préféra partir en claquant très fort la porte; il donna sa démission accusant, dans une lettre rendue publique, la Commune et le Comité central d'avoir paralysé la défense; il demandait « une cellule à Mazas », mais n'y tenant pas beaucoup, au fond, il

s'évada le lendemain avec le membre de la Commune que l'on avait chargé de le garder : son ami Gérardin. La délégation de Rossel n'avait pas duré dix jours.

Les militaires avaient bien mal réussi ; la Commune nomma un délégué civil. Elle choisit l'homme que le soupçon ne pouvait atteindre, celui qui fatalement devait assumer tout le fardeau de la Révolution : la Commune délégua Delescluze à la Guerre. Mais le vieux jacobin, miné par la maladie, eut beau s'appliquer à sa tâche et, selon le mot de Dombrowski, « travailler comme un nègre », il connaissait mal les questions militaires. Durant sa délégation, l'état-major, qui n'avait point su remédier au désordre, fut maître absolu, le Comité central plus puissant que jamais. On n'avait obéi ni à Cluseret, ni à Rossel, on négligea les ordres de Delescluze ; on ne tint point compte de ses prescriptions pour l'organisation des défenses intérieures.

Celui qui aurait pu être le meilleur collaborateur du délégué, Dombrowski, semblait s'absorber systématiquement dans la bataille. Sa bravoure avait fait naître autour de lui une sorte de légende, mais ne dissipait point les méfiances qui, depuis longtemps le poursuivaient. Ancien officier de l'armée russe, insurgé en Pologne, proscrit, révolutionnaire international, il restait pour beaucoup un étranger ; les calomnies qui s'étaient acharnées contre lui sous l'Empire et pendant le siège l'enveloppaient d'une atmosphère de suspicion ; il était assailli par les sollicitations de tout ce qui complotait : les agents de Thiers essayaient de l'acheter, les partisans d'une dictature s'efforçaient de gagner son adhésion, car, plus que n'importe qui, il était exaspéré par la désorganisation militaire. Engagé dans cette révolution, qui ne lui faisait point confiance, prévoyant sans doute la ruine totale de Paris, Dombrowski ne songeait, semble-t-il, qu'à sauver son

Delescluze.

Dombrowski.

honneur de soldat international; il s'exposait chaque jour à Neuilly, sur les remparts, cherchant, au fond, une belle mort. Il n'était donc point d'humeur à essayer de remonter l'invincible courant qui entraînait la Commune au désastre militaire.

Situation de l'armée fédérée.
Etats-majors.

Il eût été d'ailleurs bien difficile de remettre sur pieds l'armée communale. La tête ne valait rien. Paris fourmillait d'états-majors; la délégation, la place, les généraux, chaque légion possédaient un état-major d'élégants jeunes gens, séduits par le costume à retroussis rouges et les aiguillettes. Dans ce service, évidemment, l'improvisation était plus dangereuse que partout ailleurs; on n'acquiert pas du jour au lendemain l'habitude du travail précis, régulier et rapide. Les états-majors de la Commune, pour qui la fonction n'était que bel uniforme, chevauchées hardies dans des missions périlleuses ou noce avec des filles, ne secondèrent point les chefs: ils leur rendirent même le travail difficile et ne contrôlèrent point l'exécution des ordres; autant que les fautes des délégués, l'incapacité des états-majors explique la désorganisation militaire qui régna sous la Commune, l'absence de direction dans les opérations, la faible utilisation des hommes et du matériel.

Services.

Parmi les autres services, celui de l'artillerie donna l'exemple d'une rare confusion; il n'y avait pas d'unité de direction. Un comité d'artillerie « né du 18 mars, disputait ses canons à la Guerre, écrit Lissagaray. Elle avait ceux du Champ-de-Mars et le Comité ceux de Montmartre ». Mais bien des quartiers possédaient des dépôts d'artillerie, des pièces isolées. En voulant concentrer tout ce matériel à l'Ecole militaire Rossel causa un désastre; ce parc, trop près du front, fut enlevé dès le début, lorsque les Versaillais entrèrent. La Commune qui possédait 1740 pièces n'en utilisa que 320, elle manqua toujours d'artillerie. Elle manqua aussi de chassepots; après leur vic-

toire, les Versaillais en ramassèrent 285.000. Quant à l'Intendance, ce fut bien souvent « un véritable chaos ».

Mais, comme il arrive souvent, la valeur individuelle des soldats répara les erreurs des chefs, permit à la Commune de durer. Les Fédérés étaient braves et le montrèrent en maintes occasions; ils adoraient la Commune malgré ses fautes; bien souvent, avant d'aller en ligne, les bataillons passaient devant l'Hôtel de Ville pour saluer les représentants de Paris. L'idée de combattre non seulement pour la République, mais pour quelque chose qui pouvait intéresser l'humanité tout entière, animait les courages, soutenait les hommes qui se cramponnaient aux décombres du fort d'Issy, les enfants qui s'acharnaient à servir les pièces, des blessés insensibles à la souffrance et soucieux de retourner bientôt au combat.

Mais, si bien des Fédérés montraient « un moral élevé », il leur était difficile de repousser indéfiniment les attaques versaillaises; le nombre manquait à l'armée de la Commune. Tandis que les prisonniers de guerre, complaisamment rendus par Bismarck, gonflaient les effectifs de Versailles, les portaient à plus de 100.000 hommes, l'armée communale fondait. Malgré les mesures prises par la Commune, était combattant qui voulait, et tout s'unissait pour harasser et décourager les hommes de bonne volonté; on avait négligé d'organiser rationnellement les relèves, les bataillons dévoués restaient en ligne indéfiniment. Bien des Fédérés, qui ne voyaient plus de terme à la lutte entreprise, finissaient par se lasser, persuadés qu'ils « avaient fait leur part », ils restaient chez eux à la première occasion; l'armée de la Commune, qui n'opposait guère que 10 à 15.000 hommes aux Versaillais dans la lutte extérieure, tendait à diminuer encore.

Enfin, ces combattants volontaires ignoraient la dis-

Le soldat.
Pol et courage.

Faibles effectifs.

Indiscipline.

cipline; officiers et soldats étaient incapables d'obéir aux ordres, de rester à leur poste, de faire fonctionner correctement un service de sûreté. Si cette guerre n'eût été un peu celle des borgnes contre des aveugles, les troupes de la Commune auraient subi de fréquents désastres. « On ne peut s'expliquer, disait le rapport d'un agent de la Commune, qu'il n'arrive point de plus graves accidents que par le mauvais état des grand'gardes ennemies. C'est au mauvais état de la discipline dans nos postes avancés qu'il faut attribuer toutes les surprises malheureuses qui ont eu lieu jusqu'ici, et dont celle du Moulin-Saquet fut la plus grave et la plus meurtrière ».

Les échecs

Telle était l'armée de la Commune lorsque Delescluze prit la délégation de la Guerre et telle elle resta. La série des échecs s'allongea. Après le fort d'Issy tomba celui de Vanves; la lutte fut acharnée, évacué le 10 mai, le fort est repris à la baïonnette, de grand matin, le 11 mai, puis définitivement perdu dans la nuit du 13 au 14. Le 15, le village d'Issy tombe entièrement aux mains des Versaillais. Le 18, les Fédérés surpris sont chassés du Moulin de Cachan. Enfin, le 20, à une heure de l'après-midi, se démasquent les batteries de brèche qui ruinent l'enceinte, tandis que les batteries de l'armée écrasent les abords des fortifications. Sous le feu de 300 pièces, le rempart devient intenable, les défenseurs s'en éloignent, ne laissent même pas de sentinelles; le saillant sud-ouest de Paris ne sera bientôt plus protégé que par des ruines désertées. Du côté des Fédérés, personne ne semble beaucoup s'émouvoir et cependant, de toute évidence, l'ennemi prépare un assaut qu'il va essayer de rendre décisif.

CHAPITRE V

L'AGONIE DE LA COMMUNE

La Commune dure. On s'habitue. La situation que l'on croyait naguère extrême semble devenue normale. Le dimanche 21 mai, le printemps répand un charme amollissant sur la ville et l'on sent partout la détente des nerfs; après le siège, le 18 mars, la Commune, on est épuisé. Malgré l'acharnement du canon, on se repose dans la douceur d'un beau jour. On se distrait. Au bord de la Seine, on pêche. Aux Tuileries, on écoute un concert. A l'Hôtel de Ville, la Commune s'apprête à juger Cluseret.

21 Mai, dimanche de printemps

Aux fortifications, c'est l'engourdissement. Depuis la veille, l'artillerie ennemie écrase les défenses; sur le rempart le séjour est des plus pénibles, on abandonne le rempart. Les sentinelles seraient en danger, on supprime les sentinelles, les Fédérés s'abritent dans les maisons. De leurs tranchées toutes proches les Versaillais contemplent des obstacles souvent déserts. Pour qu'ils se décident à bouger, il faut qu'un certain Ducatel, voyant la porte de Saint-Cloud sans défenseurs, attire l'attention des soldats, leur fasse constater combien il est facile de pénétrer dans Paris. Alors tout Versailles s'émeut: le télégraphe fonctionne, les troupes se rassemblent, et les Versaillais commencent par la porte de Saint-Cloud une infiltration lente mais que la supériorité du nombre rend

Entrée des Versaillais.

irrésistible. Dès lors, Paris a au flanc une blessure qui ne se refermera point.

Dernière séance de
la Commune.

A mesure que le danger croît, les vices du gouvernement communal s'exagèrent. Jusqu'alors, la Commune n'a point su dégager l'idéal de cette révolution confuse, elle a été impuissante à organiser les forces de Paris : au moment tragique, à l'entrée des Versaillais, elle s'évapore. Le soir du 21, tandis que, péniblement, elle juge Cluseret, « Billioray entre, tout pâle », il demande le Comité secret, « lit un papier qui tremble légèrement dans sa main : « Dombrowski à Guerre et Comité de Salut public. Les Versaillais sont entrés par la Porte de Saint-Cloud, je prends des dispositions pour les repousser. Si vous pouvez m'envoyer des renforts, je réponds de tout ». Aux interrogations tumultueuses, Billioray répond : « Des bataillons sont partis, le Comité de Salut public veille ». Alors les membres de la Commune bâclent l'acquittement de Cluseret et causent entre eux de l'événement. « Le Comité de Salut public veille », cela suffit. La Commune, se sentant incapable de gouverner, a abdiqué ses pouvoirs aux mains du Comité ; au moment de la crise, il ne lui reste qu'une chose à faire, et elle la fait : *elle lève la séance*, la dernière du Conseil général de la Commune. Et ainsi, toute organisation est ruinée, car si la Commune se repose sur le Comité de Salut public, le Comité a pris l'habitude de se retrancher derrière la Commune. Pendant quelque temps encore, le Comité répandra de l'encre et couvrira les murs de proclamations, puis s'arrêtera d'exister, sans que l'on puisse dire comment il a fini.

Inerte puis abdication de la Guerre.

A la Guerre, on semble dépourvu d'yeux et d'oreilles, on ne sait rien, on ne fait rien, on ne songe qu'à endormir les Parisiens et à ne point leur faire passer une mauvaise nuit ; on affiche un « communiqué » assez rassurant pour que Paris se couche en croyant une forte attaque versaillaise repoussée. Et lorsqu'il

n'y a plus de doute, lorsque l'imminence du danger est manifeste, on ne veut inquiéter personne. « L'état-major refuse de laisser sonner le tocsin ou battre la générale ». D'ailleurs, comme le Conseil général de la Commune, la Guerre va renoncer à l'action au moment décisif, et ceci est l'œuvre de l'homme le plus respecté de la Commune, de celui que l'on appelait « notre vieux Delescluze ». Epuisé de maladie, n'ayant plus qu'un souffle d'existence, il représente encore aux yeux de tous l'énergie, mais tous les vieux souvenirs, toutes les vieilles formules du passé révolutionnaire lui montent au cerveau. Il est « optimiste », la lutte dans Paris *doit* être favorable à la Commune. Mais si en juillet 1830 et en février 1848, Paris a lassé des armées, ce n'étaient que de petites armées, tandis qu'en 71 l'ennemi pratique l'inondation prudente, avec de gros effectifs.

Le matin du 22, lorsque le danger couru par la Commune est évident, Delescluze abdique lui-même son autorité militaire et cela en faveur d'un fantôme qui, pour être hérissé de piques, de baïonnettes et de drapeaux rouges, n'en va pas moins hâter le désastre.

Il n'a certes, point tort de flétrir le militarisme, d'ailleurs impuissant, de la Commune, mais il brise en même temps le lien qui retenait les derniers combattants à leur poste. « Assez de militarisme s'écrie-t-il dans sa proclamation du 22, plus d'états-majors galonnés sur toutes les coutures ! Place au peuple, aux combattants aux bras nus ! L'heure de la guerre révolutionnaire a sonné... Le peuple ne connaît rien aux manœuvres savantes. Mais quand il a un fusil à la main et du pavé sous les pieds, il ne craint pas tous les stratégestes de l'école monarchique ».

« La guerre révolutionnaire ! ». « La guerre des barricades ! », celle que l'on fait « chacun dans son quartier ». Comme le délégué à la Guerre, les Fédérés ne conçoivent plus d'autre façon de combattre. Désor-

Ruine définitive du commandement.

mais rien ne peut les retenir, chacun chez soi, chacun pour soi, « plus de galons », tels sont les principes que l'on appliquera jusqu'à la fin de la défense. La première conséquence est la dispersion de l'armée communale dans tous les quartiers, sur une énorme profondeur. Presque partout, les Versaillais auront l'avantage du nombre et détruiront les Fédérés en détail. Naturellement, il n'est pas question de répondre à la lente pénétration des soldats par de brutales offensives qui pourraient, peut-être, les faire reculer, les expulser hors de l'enceinte. Mais, la défensive même est condamnée à l'échec par cette absence de commandement. Comme les lignes successives de défense n'ont pas été organisées on improvise tout, on le fait au hasard suivant l'initiative ou la volonté de chacun; la ligne est pleine de fissures par lesquelles pénètrent les troupes de Versailles. Enfin, ce sont partout des barricades, toujours des barricades; pas de « guerre révolutionnaire » sans barricades. On dédaigne souvent ces redoutables forteresses que sont les maisons; on ne conçoit la lutte qu'autour de tas de pavés souvent dérisoires, servant de piédestal au drapeau rouge. Une fois de plus, la Commune est victime des souvenirs révolutionnaires qui lui cachent les situations présentes.

La lutte désordonnée.

Cette obstination incurable des Fédérés, l'abdication du délégué à la Guerre, jointe à l'effacement de la Commune et à l'insignifiance du Comité de Salut public détruisent tout vestige d'autorité dans Paris. Jusqu'au bout, le Comité central se fera des illusions, réclamera la dictature. Des personnages connus se reconstruiront, couvriront les murs de manifestes, s'imagineront qu'ils exercent une action. En réalité, la lutte se poursuit au hasard. L'histoire de la défense de Paris par les Fédérés relève non de la stratégie, mais de la psychologie des foules.

La progression des Versaillais aurait pu, semble-t-il, être foudroyante dans Paris surpris et, pour ainsi dire, engourdi. Mais, à Versailles, personne n'avait intérêt à précipiter l'opération, et, sans doute, ce ne fut pas toujours la peur des mines et des pièges de toutes sortes qui ralentit la marche des troupes. Pour les militaires, la conquête de Paris ne devait pas ressembler à un facile coup de main, mais à une opération de grande envergure conduite avec tout l'appareil de la stratégie; belle occasion de racheter sur le dos des Parisiens les bévues commises dans la guerre contre les Prussiens. De son côté, Thiers n'était pas fâché sans doute que l'affaire eût l'air difficile; cela augmentait l'importance du service rendu à la société. Enfin, pour faire subir aux partis révolutionnaires des dommages irréparables, il fallait une lutte longue et sanglante, avec des résistances acharnées, excusant les représailles impitoyables. Et, sans doute, sur ce point, les réactionnaires de toute espèce étaient d'accord.

Cependant, au début de l'action, on devait aller relativement vite afin d'assurer le succès pour l'avenir, s'efforcer d'entamer largement les quartiers de l'ouest, saisir par surprise les positions faciles à conserver. Toute la nuit du 21 au 22 mai, l'armée versaillaise s'agite dans l'extrême ouest de Paris. Sur la rive droite, les troupes occupent, à deux heures du matin, La Muette et le Trocadéro; sur la rive gauche, les remparts vides ont été pris d'assaut jusqu'à la porte de Versailles et la progression continue vers l'intérieur.

Pendant toute la journée du lundi 22 mai, les Fédérés n'arrivent pas à se ressaisir, à opposer un front continu à l'effort versaillais. La résistance est acharnée sur quelques points seulement; les troupes de Mac-Mahon tournent facilement les obstacles. Alors que les batteries versaillaises placées au Trocadéro appuient le mouvement des troupes, les fameux canons de Montmartre se taisent; rien n'a été préparé pour le tir, les gargousses manquent. A l'École Militaire, les Versail-

Lenteur versaillaise
parfois calculée.

Nuit du 21 au
22 Mai.

Lundi 22 Mai.

lais ont pris en bloc une partie de l'artillerie fédérée. Mais, surtout, le front s'est considérablement étendu. Au soir, la ligne, jalonnée par la Porte d'Asnières, la gare Saint-Lazare, le Palais-Bourbon, les Invalides, la gare Montparnasse, la Porte de Vanves, présente un développement de plus de huit kilomètres.

Mardi 23 Mai

Les Fédérés travaillent pendant toute la nuit avec une ardeur fiévreuse. Dans l'après-midi du lundi, on est sorti de la stupeur, les barricades ont « poussé », on continue le travail dans les ténèbres. On avait cru tout Paris envahi; l'arrêt de l'ennemi relève les courages. Au jour, les Fédérés ont une âme nouvelle. Aux appels du tocsin et de la générale ils arrivent nombreux; le terrain est défendu pied à pied.

Prise de Mont-
martre.

Durant ce mardi 23 mai, les Versaillais ne font que peu de progrès au centre de la ligne. Mais les ailes fléchissent. Au Nord, Mac-Mahon a soigneusement préparé, non sans appréhensions, l'attaque de Montmartre; le renom révolutionnaire de la butte fait prévoir à la troupe une résistance acharnée, aussi prend-on maintes précautions. La position est d'abord encerclée, puis 30.000 hommes lui donnent l'assaut et s'en emparent facilement, car Montmartre est découragé. Il y a peu de combattants derrière de faibles barricades, souvent mal placées. La Cecilia, envoyée pour organiser la défense, n'a pu se faire obéir et l'Hôtel de Ville l'a laissé sans renforts et sans munitions.

Ainsi tombe une ces citadelles de la résistance parisienne et désormais Montmartre, armé contre les Fédérés, fera planer sa menace sur le Paris communard. On ne peut songer qu'à limiter à l'est le succès des Versaillais; quelques groupes s'y emploient. Rue Myrrha, Dombrowski, désespéré par les soupçons de trahison qui s'attachent à lui, s'expose aux balles et se fait tuer. Au sud comme au nord la ligne fléchit. Après de vifs combats, les Versaillais occupent le cimetière Montparnasse et arrivent à la place d'Enfer; le soir du mardi 23 mai, le front des Fédérés s'avance en pointe

à la place de la Concorde, tandis que sur les flancs se précise la menace d'enveloppement.

Malgré la résistance rencontrée, les Versaillais ont acquis des avantages importants. Dans le camp de la Commune, on entrevoit confusément l'issue fatalement désastreuse de la lutte, on sait l'ennemi implacable; le matin on avait encore des illusions. « ... Vos mains reculeraient devant un acte qui serait un véritable fratricide », disait une affiche du Comité de Salut public, « comme nous vous êtes des proétaires... Ce que vous avez fait le 18 mars vous le ferez encore... » « Nous sommes pères de famille, ajoutait sur les murs le Comité central, vous serez un jour pères de famille... » Mais après les massacres qui ont accompagné la prise de Montmartre, il est difficile de nier la férocité de la troupe; les Fédérés n'ont plus qu'à mourir.

Ils y consentent, mais le désespoir réveille chez eux toutes les vieilles idées de violence; déjà en juin 48 on avait parlé d'incendier Paris si la Révolution était vaincue. En juin 70, Cluseret écrivait, parlant du jour de la Révolution : « Ce jour-là, nous ou le néant! Ce jour-là Paris sera à nous ou Paris n'existera plus. » Les Fédérés veulent bien donner leur vie, mais sous les ruines de Paris. Et déjà l'incendie se déploie; on brûle pour arrêter l'ennemi, pour punir les francs-tireurs de l'ordre qui ajustent les communards depuis leur fenêtre. On brûle les monuments publics, comme on a abattu la colonne Vendôme; la colère des Fédérés s'acharne contre des symboles, contre des édifices, qui représentent des institutions. Ils brûlent en effigie cette société qui va les écraser. Le soir, toute une partie de la ville est en flammes. « Une lueur aveuglante se lève avec la nuit, écrit Lissagaray. Les Tuileries brûlent, la Légion d'honneur, le Conseil d'Etat, la Cour des comptes. De formidables détonations partent du palais des rois dont les murs s'écroulent, les vastes coupôles s'effondrent. Les flammes tantôt paresseuses, tantôt vives comme des dards, sortent de cent croisées.

Les massacres
versaillais.

Incendies.

Le flot rouge de la Seine reflète les monuments et double l'incendie... La rue du Bac, la rue de Lille, la Croix-Rouge, jettent en l'air des colonnes lumineuses. De la rue Royale à la rue Saint-Sulpice, c'est un mur de feu que la Seine traverse. Des tourbillons de fumée voilent tout l'ouest de Paris et les spirales enflammées, qui s'élancent des fournaises, retombent en pluie d'étincelles sur les quartiers voisins. »

Mercredi 24 Mai

Evacuation et incendie de l'Hôtel de Ville.

Le mercredi 24 mai est déjà pour la Commune une journée d'agonie, les défenseurs sont épuisés; la plupart d'entre eux font partie de ces « éternels dévoués » qui, avant l'entrée des Versaillais, menaient la lutte à l'extérieur. Très éprouvés pendant leur retraite, abandonnés sans renforts, sans munitions et sans vivres, ils sont à bout; beaucoup s'en vont. Aussi voit-on de bonne heure le front céder au centre. Ce qui représente encore la Commune, et se groupe autour de Delescluze, doit évacuer l'Hôtel de Ville; le monument est bientôt en flammes.

Prise du Panthéon.

Sur la rive gauche, les Versaillais approchent du Panthéon. En se repliant, les Fédérés font sauter la poudrière du Luxembourg, explosion formidable qui frappe de stupeur les combattants et jette la panique dans la population. Puis la lutte reprend. Tournés à la fois par le nord et par le sud, après une défense qui est la triste réplique de celle de Montmartre, le Panthéon est pris. Le soir, le front de la Commune s'étend à peu près en ligne droite de la gare de l'Est au parc Montsouris, en passant par l'Hôtel de Ville. Les Versaillais occupent toute la moitié ouest de Paris.

La Commune fusille

Désastreuse pour la défense, cette journée du 24 voit de terribles manifestations de désespoir. Le 23, les Fédérés commençaient à brûler Paris; le 24, ils exécutent. Chez ces hommes qui sentent la mort proche et inévitable, l'idée de la vengeance abolit souvent tout autre sentiment. La veille, Raoul Rigault qui, moins de 24 heures plus tard, sera étendu sans vie rue Gay-Lussac, s'est rendu à la prison de la Roquette et a fait

exécuter dans le chemin de ronde Gustave Chaudey, celui qui dirigeait l'Hôtel de Ville le 22 janvier 71, lorsque les mobiles bretons fusillèrent la foule; Rigault, craignant de voir Chaudey échapper à la justice révolutionnaire, a lui-même condamné à mort son ennemi. Il a fait fusiller, à la même place que Chaudey, trois gardes républicains. « Attendu, dit le procès-verbal d'exécution hâtivement rédigé, que les Versaillais nous tirent dessus par les fenêtres et qu'il est temps d'en finir avec ces agissements ». Un autre blanquiste, Théophile Ferré, est aussi impitoyable que Rigault. Le 24, avant d'évacuer la Préfecture de Police, Ferré fait mettre les détenus en liberté, mais il garde Veysset, l'espion versaillais qui a tenté de corrompre Dombrowski. Il l'emmène hâtivement sur le Pont Neuf, le fait exécuter par des « vengeurs de Flourens ». La Seine engloutit le corps de l'espion.

A côté des Rigault et des Ferré, révolutionnaires fanatiques, nourris des souvenirs de l'Hébertisme et poursuivis, dans leur désarroi, par la hantise du sang à répandre, il y a la foule prompte à devenir féroce. La ligne des chassepots que les Versaillais tendent à travers Paris agit comme une battue; les Fédérés des quartiers envahis, fuyant le massacre ou la bataille, sont refoulés vers l'est de Paris. Ils s'entassent sur la place Voltaire, autour de cette mairie du XI^e où s'agite encore le squelette de la Commune. Dans la salle des mariages, Ferré a installé la Sûreté générale; dans la bibliothèque, où se sont rassemblés des membres de la Commune et du Comité central, Delescluze, qui n'a plus qu'un souffle de voix, propose à tous le suprême sacrifice. On parle tumultueusement, et vainement, de couper les ponts, de créer des enfers d'explosions sous les pas des Versaillais, tandis que, sur la table, est ouverte une caisse de dynamite.

Même fièvre au dehors, il y a là tout l'arrière d'une armée déjà en déroute.

La mairie du XI^e et
les foules de la
place Voltaire.

« La place est pleine de troupes, écrit Maxime Vuillaume, Fédérés, Turcos, Vengeurs, Enfants perdus, cavaliers, caissons et canons, mêlés dans un effroyable désordre. A la porte de la mairie, sur les escaliers, des femmes cousent des sacs à terre pour les barricades. Partout une fièvre furieuse, des exclamations, des appels aux armes, des sonneries de clairons... » Il y a surtout dans cette foule un élément de violence, le 66^e bataillon récemment engagé et qui revient décimé, avant vu fusiller les hommes pris par les Versaillais : dans la grande foule, une petite foule aigrie, murmurant de trahison et assoiffée de vengeance.

Meurtre du comte
de Beaufort.

Pour que les hommes harassés du 66^e se dressent et crient : « A mort », il suffit qu'apparaisse le vieil ennemi du bataillon, celui qui, à la suite d'un incident de service des places, a menacé les Fédérés du 66^e « de les purger à sa façon » : un brillant capitaine d'éat-major en grande tenue, M. le comte de Beaufort. « C'est la canaille qui nous a fait massacrer », crie la cantinière Lachaise. De Beaufort est tiré à bas de son cheval et, désormais, rien ne peut le protéger contre la foule, ni la Cour martiale qui essaie de le sauver en le dégradant et en l'envoyant aux barricades, ni Delesc'uze accouru et ne pouvant se faire entendre. Accablé de coups et d'outrages, de Beaufort est abattu dans le terrain vague le plus proche.

Les otages.

Mais bientôt les mauvaises nouvelles affluent place Voltaire; on connaît la prise de la Montagne Sainte-Geneviève et les horreurs commises par les Versaillais. La foule s'exaspère; un cadavre ne lui suffit pas. Elle commence à songer aux otages. En a-t-on assez parlé de ce décret des otages! La Commune l'a voté d'un air farouche et a toujours tremblé devant son application. D'après le décret du 5 avril, tout individu prévenu d'entente avec Versailles devait être jugé dans les quarante-huit heures et retenu comme otage, s'il était reconnu coupable. L'exécution d'un Fédéré par les Versaillais devait amener celle des otages en nombre triple.

La Sûreté générale n'a pas ménagé les arrestations : Darboy, archevêque de Paris; Deguerry, curé de la Madeleine; d'autres ecclésiastiques; le juge Bonjean; des policiers, ont été emprisonnés; mais on n'a pu réunir qu'une seule fois le jury qui doit désigner les otages, et malgré les atrocités versaillaises, on a, jusqu'à présent, laissé dormir le terrible décret. Mais la foule de la place Voltaire a déjà fait le procès des détenus, à ses yeux ils sont tous des « otages », des hommes sur lesquels on peut se venger, qu'il suffit d'aller chercher tout près, à la prison de la Roquette. « Il nous faut les otages », clame-t-on sur la place. Ferré les leur donne : pour venger les six fusillés du 66^e, il signe l'ordre d'exécuter six otages qu'il ne désigne point; il accordera tout à l'heure la mort de l'archevêque, que le directeur de la Roquette hésite à livrer. La foule court à la prison; tout le monde a quelqu'un à venger, tout le monde veut faire partie du peloton d'exécution. L'archevêque Darboy, le curé Deguerry, le juge Bonjean et trois jésuites, conduits à l'extrémité du deuxième chemin de ronde, tombent sous les balles.

Exécution de six
otages.

Ce jour de massacre, dans les deux camps, cède la place à une nouvelle nuit rouge d'incendie : « La ville semble se tordre dans une immense spirale de flammes et de fumée », et comme la veille, l'armée fédérée continue à fondre, les combattants épuisés quittent les barricades où les soldats les remplacent. Mais il reste ceux qui ont décidé de mourir, et le 25 mai la Commune défend avec une âpre énergie qu'elle n'a pas eu jusqu'alors, les deux remparts de la résistance : au sud, la Butte aux Cailles; au nord, la place du Château-d'Eau (place de la République actuelle).

Judi 25 Mai

Après Montmartre et la Montagne Sainte-Genève, la Butte aux Cailles continue la série des gros obstacles opposés à l'avance versaillaise; mais cette fois la résistance des Fédérés est acharnée. Wroblewski la dirige et parmi ses troupes il a le fameux 101^e, qui s'est déjà fait connaître dans la lutte à l'extérieur : « Tous enfants

Défense de la Butte
aux Cailles.

du XIII^e et du quartier Mouffetard, indisciplinés, indisciplinables, farouches, rauques, habits et drapeau déchirés, n'écoulant qu'un ordre, celui de marcher en avant... » Malgré ses gros yeux, son épaisse moustache et son grand sabre, Serizier ne peut prétendre à les commander; « il les accompagne, car leur rage seule commande à ces démons ». Aussi, malgré l'habituelle tactique enveloppante des assaillants, la lutte est rude et longue sur la Butte aux Cailles. Mais les gros effectifs de l'ennemi finissent toujours par trouver un point faible dans les défenses improvisées; près d'être cerné, Wroblewski se retire sur la rive droite.

Massacre des Dominicains d'Arcueil

Les combattants n'ont pas été les seules victimes de l'opération. Les Dominicains d'Arcueil, accusés d'intelligences avec Versailles, emprisonnés au fort de Bicêtre, puis rentrés à Paris avec la garnison du fort, avaient été enfermés à la prison du secteur, avenue d'Italie. Soit pour faire évacuer la prison bombardée, soit pour fournir des travailleurs aux barricades, on a fait sortir les Dominicains, au moment où arrivaient les Versaillais. Exaspérés par la vue des robes monacales ou par l'idée que les prisonniers allaient être délivrés, les Fédérés ont abattu cinq Dominicains et neuf de leurs employés.

La résistance du Château-d'Eau.

Sur la rive droite, les efforts désespérés de la résistance se sont concentrés au Château d'Eau, et là aussi se produit un des incidents tragiques de la Semaine Sanglante. Les Fédérés, commandés par Lisbonne, défendent le quartier pied à pied. Comme les hommes, les femmes, et aussi les enfants, les pupilles de la Commune, se font tuer sur place. Mais bientôt l'enveloppe ment s'accroît; tout l'effort des Versaillais se concentre sur les barricades de l'entrée du boulevard Voltaire et du théâtre Déjazet; elles sont écrasées de projectiles : « Un cyclone d'obus et de balles. » Lisbonne, puis Vermorel, sont blessés; les barricades accablées de mitraille se vident.

Mort de Delescluze.

Ce fut dans ce lieu désolé par la fureur des hommes

que Delescluze décida de mourir. L'homme qui incarnait le Comité de Salut public et la Guerre (toute la Commune), finit un peu comme Dombrowski; un soupçon injurieux, s'ajoutant aux déceptions éprouvées, décida sa fin. A la mairie du XI^e, devant une vingtaine de membres de la Commune et du Comité central, Arnold avait exposé un projet de médiation allemande entre la Commune et Versailles; le secrétaire de M. Washburne, ambassadeur des Etats-Unis, était venu la veille au soir, disait Arnold, et avait offert ses bons offices. Malgré l'in vraisemblance de la proposition et la répugnance de Delescluze, on décida d'envoyer une délégation à Vincennes. Delescluze en faisait partie. Mais à Vincennes les Fédérés de garde refusèrent obstinément de laisser sortir les délégués. « Nous sommes fichus, disaient-ils, vous resterez avec nous. » La honte d'être suspecté acheva Delescluze. « Je ne veux plus vivre, répétait-il, tout est fini pour moi. » « Je ne me sens plus le courage de subir une nouvelle défaite après tant d'autres », écrivit-il à sa sœur. Puis il marcha à la mort. Paisible, vêtu de noir, comme on le voyait tous les jours, il allait, s'appuyant sur une canne, une cinquantaine de Fédérés le suivant, et se dirigeait par le boulevard Voltaire vers la place du Château-d'Eau. Près des barricades, il fut bientôt seul, « car les projectiles obscurcissaient l'entrée du boulevard ».

Lissagaray, qui fut témoin, décrit les minutes suprêmes du vieux jacobin : « Le soleil se couchait derrière la place. Delescluze, sans regarder s'il était suivi, s'avavançait du même pas, le seul être vivant, sur la chaussée du boulevard Voltaire. Arrivé à la barricade, il obliqua à gauche et gravit les pavés. Pour la dernière fois, cette face austère, encadrée dans sa courte barbe blanche, nous apparut tournée vers la mort. Subitement, Delescluze disparut. Il venait de tomber foudroyé sur la place du Château-d'Eau. »

Ainsi mourut « sur une barricade », comme il l'avait

prédit, l'homme qui représentait tout un passé révolutionnaire : le passé jacobin dont la Commune agonisait. Ce soir du 25 mai, l'écrasement des défenses fédérées s'était encore accentué; la Commune conservait à peine le quart nord-est de Paris, dont la limite était jalonnée par le chemin de fer de l'Est, la place du Château-d'Eau, la place de la Bastille, le chemin de fer de Lyon.

Vendredi 26 Mai

Le 26, de bon matin, la lutte recommence, impitoyable, car les Fédérés ne se battent plus que pour tuer. Sous un ciel maussade, tandis que la pluie assourdit les explosions, fait ramper les fumées, aveugle les combattants, La Villette et la Bastille se débattent longtemps, puis succombent; le sol communal diminue encore; ce n'est plus qu'un coin de Paris bordé par le canal Saint-Martin, le boulevard Richard-Lenoir, la rue du Faubourg-Saint-Antoine.

L'arrière de la ligne est houleux; la Commune étouffe dans cet étroit espace, elle a des spasmes sanglants. Ceux qui ont vécu comme des somnambules aux jours de l'Hôtel de Ville s'acharnent à prolonger l'illusion; ils ont quitté la mairie du XI^e et vont essayer de continuer leur rêve rue Haxo, à la Cité de Vincennes. C'est là que se réunissent une douzaine de membres de la Commune et le Comité central, qui revendique la dictature. On la lui accorde en lui adjoignant Varlin; jusqu'au bout, les uns et les autres continueront à jouer fort sérieusement avec des mots. Quelle dictature pourrait mettre de l'ordre dans l'effroyable chaos qui s'agite entre les barricades et les fortifications?

La fièvre de la vengeance.

Parmi les encombrements d'attelages, le reflux des bataillons, décimés et vaincus, dans la foule que la bataille a chassée là, la fièvre du sang bouillonne plus que jamais. Pendant que les « dirigeants » s'enveloppent des nuages habituels du parlementarisme, d'autres songent à tuer. Rigault le 23, Ferré le 24, jugeaient et condamnaient à mort; Ferré, délégué de la Sûreté générale, donnait l'ordre d'exécuter les otages. Le 26, est juge et exécuteur qui veut; le permis d'exécution,

c'est le revolver que l'on met sur la gorge de François, directeur de la Roquette; la prison est une sorte de magasin où l'on va choisir sa vengeance.

Cherchant des canons, en compagnie de plusieurs autres, Clavier a une idée : quand on aura les pièces, on ira chercher Jecker, prisonnier à la Roquette, Jecker le banquier, dont les intérêts ont été soutenus au Mexique par l'intervention impériale, « l'homme du Mexique » qui symbolise toute la pourriture du Deuxième Empire. Ils se rendent à la prison, obtiennent le banquier par la menace, l'interrogent et l'emmènent pour le fusiller. En apprenant le nom de cet homme, qui marche au supplice, impassible, grave, le chapeau haut de forme sur la tête, chacun « veut en être », il faut « refuser du monde ». On l'exécute au pied d'un mur, rue de la Chine; une bande de gamins tournoie autour de son cadavre.

Exécution de Jecker.

Gois, président de la Cour martiale, entend la fusillade, apprend l'exécution de Jecker, et lui aussi a une idée : aller en chercher d'autres, en tuer d'autres. Il passe toute la matinée à préparer l'affaire, s'assurant des « concours », recrutant des exécuteurs. La troupe ainsi formée se rend à la Roquette, exige la livraison de cinquante otages : jésuites, frères de Picpus, gardes de Paris et ceux que l'on hait par dessus tout : les policiers, un officier de paix et trois mouchards. Alors commence une effroyable promenade. Le cortège se dirige vers Belleville, tandis qu'une foule bigarrée, militaires de la Commune aux uniformes variés et composés, femmes et enfants armés, pousse des cris de mort et se rue pour frapper les prisonniers. En tête, des clairons sonnent la charge, font « une musique infernale ». Il y a, par instants, des recrudescences de furie à faire croire que l'orage humain va emporter les prisonniers et disperser des cadavres. On arrive enfin rue Haxo, sur le terrain vague de la cité Vincennes. Plusieurs membres de la Commune sont là et font des efforts désespérés pour sauver les otages; on les menace. « Voilà

Massacre de la rue Haxo.

huit jours qu'on fusille les nôtres en tas! s'écrie un vieux, et vous voulez qu'on épargne ces gens-là! » Les otages sont alignés contre un mur, les fusils partent sans commandement de tous les coins du terrain, des exécuteurs sont blessés, un civil est tué dans la foule. Puis, quand rien ne bouge plus, dans le tas des suppliciés, les exécuteurs se retirent calmes et silencieux. Ainsi moururent les otages, victimes de ce que l'on appelait « la justice révolutionnaire », conception fumeuse où se mélangeaient le désir de répondre par des représailles aux massacres versaillais, la volonté de frapper un régime détesté (que cette foule amoureuse de symboles représentait par des membres du clergé, des gardes de Paris, des policiers), et aussi l'idée qu'il fallait imiter en tout la première Révolution, faire des exécutions en masse comme en septembre 92. Ainsi s'acharnait sur l'agonie de la Commune le fantôme de la première Révolution.

Samedi 27 Mai.

On conçoit d'ailleurs l'affolement de cette population entassée dans un espace relativement étroit et harcelée d'obus, car les Versaillais ont, le 26, une formidable supériorité d'artillerie; ils peuvent facilement écraser, sous des tirs continuels, les dernières positions de la Commune; pour être victorieux, ils n'ont, au fond, qu'à attendre la dernière gargousse et la dernière cartouche des Fédérés. Ils prennent leur temps, se disposent méthodiquement pour l'étreinte finale dont le résultat n'est plus douteux.

Prise du Père-Lachaise.

Le samedi 27, ils attaquent au nord les Buttes-Chaumont et s'en emparent. Au sud, après une longue canonnade, ils entrent dans le cimetière du Père-Lachaise; ils y trouvent peu de défenses et peu de défenseurs; ils progressent lentement, après une lutte de francs-tireurs où l'on se tue dans les caveaux, où l'on se guette derrière les fourrés de cyprès. Cela dure tout l'après-midi, par escarmouches. Au centre, la ligne fédérée a reculé jusqu'à la mairie du XI^e et à l'avenue Parmentier.

La Commune achève de mourir le matin du dimanche 28 mai. De bonne heure, les Versaillais se glissent derrière les derniers défenseurs le long des fortifications; ils saisissent la rue Haxo. Désormais, ce n'est plus qu'une question d'heures, une à une les barricades sont prises. A midi, la Commune a tiré son dernier coup de canon.

Le bruit du combat s'est apaisé, mais on entend dans Paris une autre fusillade : celle des pelotons d'exécution; elle dure depuis une semaine déjà. Bien avant qu'aient été exécutés les otages, les Versaillais ont commencé à massacrer les Fédérés, et avec eux la population parisienne : un des plus effroyables crimes qu'ait enregistré l'histoire de l'Humanité.

Dimanche
28 Mai.

CHAPITRE VI

LE CRIME AU SERVICE DE L' « ORDRE »

A Versailles, le 28 mai, l'Assemblée Nationale assista à une messe d'actions de grâces. Cette « capucinade » masquait à la France croyante un épouvantable forfait. Dès l'entrée des Versaillais à Paris, avait commencé l'extermination systématique de la population parisienne, car les satisfactions personnelles ne suffisaient pas; sans doute, Thiers avait définitivement consolidé son prestige, il était le sauveur de la Bourgeoisie conservatrice. Quant aux généraux, ils prenaient leur revanche des désastres de 70, leur « honneur militaire » était lavé par le sang français. « Les généraux qui ont conduit l'entrée à Paris sont de grands hommes de guerre », telle était la formule d'absolution que Thiers proclamait devant l'Assemblée le 22 mai 1871. Mais les chefs militaires comme les auteurs de la capitulation n'avaient pas oublié la dangereuse impopularité qui les accompagnait dans Paris aux jours de mars 71; ils voulaient se venger. D'ailleurs, parlementaires conservateurs et réacteurs militaires sentaient bien que leur victoire serait éphémère, s'ils ne l'exploitaient : la Commune était vaincue, il fallait la tuer, faire la « saignée », noyer dans un bain de sang toute idée subversive ou même simplement républicaine, *massacrer pour être tranquille longtemps.*

L'âme des conservateurs.

Le 22 mai, Thiers avait déclaré devant l'Assemblée nationale : « Nous sommes d'honnêtes gens; c'est par

les lois ordinaires que justice sera faite. *Nous n'aurons recours qu'à la loi.* » Il s'agissait bien des lois ! On en parlait pour apaiser l'opinion en France, à l'étranger. Mais les hommes pleins d'esprit pratique qui dirigeaient les affaires, savaient bien que l'usage des lois implique une certaine lenteur; or, il fallait consommer rapidement l'irréparable, frapper immédiatement les éléments révolutionnaires, ou ceux qui pourraient le devenir; on aurait toujours le temps de se servir des lois pour faire durer la terreur.

Les sentiments de
l'armée.

Le pitoyable instrument du crime fut l'armée régulière soigneusement préparée à jouer ce rôle. Le 18 mars, le général Vinoy avait donné l'ordre de « passer par les armes sur place » les gardes nationaux qui résisteraient ou feraient usage de leurs armes; à ses yeux les Fédérés étaient des rebelles que l'on devait exécuter immédiatement s'ils opposaient la moindre résistance. Cette idée s'était ancrée dans les cerveaux des soldats; d'ailleurs, avec leur naïveté de « pioupiou », ils acceptaient toutes les calomnies répandues contre les Parisiens; la Ville était un repaire de bandits ne méritant aucune pitié; et lorsque la troupe fût entrée dans Paris, aucune histoire de pétroleuses, d'empoisonneuses de soldats ne lui sembla invraisemblable. Joignez à cela l'hostilité instinctive du campagnard contre le citadin, l'irritation, très vive chez les prisonniers revenus d'Allemagne, d'avoir à se battre encore, alors qu'ils croyaient la guerre finie, et, après les premiers massacres, les colères que soulevait la vue des incendies (qu'ils aient été allumés par les Fédérés ou par les obus versaillais). Sans doute aussi, de très bonne heure, les cabarets furent sérieusement perquisitionnés. Maxime Vuillaume nous représente les débits pleins de soldats qui « trinquent bruyamment sur le zinc, faisant sonner le fusil sur le parquet, jetant des pièces blanches, la ceinture bourrée de revolvers ». Très rapidement, beaucoup durent être comme ce caporal qui, « par gageure », pour « une tournée », tua « une dame

B..., qui se tenait à la porte de sa boutique, causant à travers la rue avec sa voisine d'en face, — puis un chien, — puis un enfant de sept ans, — puis une porteuse de pain » (1). Beaucoup d'actes commis dans Paris par les troupes de Versailles ne peuvent s'expliquer que par l'abus de l'alcool rendant plus terrible l'ivresse du sang. D'ailleurs, semble-t-il, ceux qui lâchèrent sur Paris la force aveugle de la troupe, veillèrent à ce que le carnage fut aussi grand que possible; comme nous l'avons précédemment remarqué, la pénétration dans la ville insurgée fut lente, les communards purent reprendre haleine, se ressaisir; l'incapacité des chefs versaillais et leur manque d'esprit offensif ne suffit pas à expliquer la longueur du combat. *On voulait que cela durât afin de pouvoir tuer plus longtemps.*

Les spectateurs, les bons bourgeois qui attendaient à Versailles l'heure du retour à Paris, admirèrent fort bien toutes les horreurs; les hauts faits des exécuteurs s'élevaient dans les journaux conservateurs et avec les extraits de cette presse on a pu dresser un formidable réquisitoire contre les hommes de Versailles. Cette Bourgeoisie, qui a si souvent brandi le mot « atrocité » au cours de la dernière guerre, trouvait tout naturel le massacre des Parisiens.

Les colères de
l'émigration ver-
sailleuse.

A côté des Communards, l'Allemand lui semblait un bon camarade. D'ailleurs, comme à l'ordinaire, Bismarck et Thiers coopéraient; les Prussiens prêtaient la zone neutre aux Versaillais pour leur permettre de prendre plus facilement Montmartre. L'armée allemande opposait une barrière infranchissable aux Fédérés qui tentaient de s'échapper, remettait des prisonniers à Versailles; le 27 mai, devant la porte de Romainville, un Prussien tirait sur la foule à la requête d'un brigadier de gendarmerie.

Et l'émigré de Versailles n'était pas un ingrat; il

(1) C. PELLETAN, *La Semaine de Mai*.

exprimait dans la presse les doux sentiments qu'il éprouvait en voyant un Allemand. Un de ces intellectuels, comme il en fut à toutes les époques, fort paisiblement bourgeois, mais rêvant d'incendie, de massacres et de fleuves de sang, Francisque Sarcey, s'extasiait sur la mine sympathique d'un Bavarois et se gargarisait du mot « ia ».

« On ne saurait, écrivait-il dans le *Drapeau Tricolore*, s'imaginer ce que ce « ia » tenait de choses. Il semblait dire : Oui, pauvre Français, nous sommes là, ne crains plus rien; on ne te mettra plus en prison; ...tu es ici en pays libre, *ia*, sur une terre amie, *ia*, sous la protection de baïonnettes bavaroises, *ia*... je ne pus m'empêcher de répéter à mon tour ce *ia* en essayant d'attraper l'intonation. Il ôta sa pipe de sa bouche : Ah! Français, touchours quai, dit-il. Ia! Ia! Et nous nous mîmes à rire l'un en face de l'autre. »

Ainsi dans le public versaillais, la peur de la Commune abolissait tout autre sentiment. Il s'élevait de Versailles un perpétuel aboiement de presse haineuse poussant au meurtre et nous savons que, ni les gouvernants, ni les chefs militaires, ni la troupe n'avaient besoin d'être excités à se montrer impitoyables.

Aussi le catalogue des atrocités versaillaises est-il long et varié. Le massacre commença dès l'entrée des troupes dans Paris. La victoire complète du « parti de l'ordre » ne l'arrêta point; le 15 juin, la presse parlait encore, à mots couverts, d'exécutions au Bois de Boulogne; on ne cessa de tuer que lorsqu'on craignit d'être empoisonné par les cadavres.

Dès le début, le massacre des prisonniers devint semblable-t-il, habituel. Bien des témoins affirment avoir vu, près des barricades, des tas de cadavres qui semblaient attester la fusillade en masse des défenseurs; il y eut d'ailleurs de grandes tueries qui ne pouvaient être dissimulées et que les journaux réactionnaires comme les écrivains conservateurs ont relatées. La troupe fusilla 300 Fédérés réfugiés dans la Madeleine. Malgré la fa-

Le Massacre.

Massacre des prisonniers.

cile conquête de Montmartre, elle fit de la Butte un charnier. Elle massacra, jusqu'au dernier, 700 à 800 Fédérés cernés sur la place du Panthéon. « A Belleville, dit le *Times* du 29 mai, on s'est rendu en masse... aucun cadavre d'homme tombé dans l'attitude d'un combattant... mais, d'autre part, il y a un nombre effroyablement grand d'hommes qui ont été exécutés sommairement ». Au Père-Lachaise « on a fusillé tous ceux qui résistaient quand même », dit le *Soir* du 28. « Cent quarante-sept cadavres s'entassent le long du mur de Charonne. »

Massacre des combattants présumés.

Pas de pitié non plus pour ceux qui, sans avoir été pris les armes à la main, semblent avoir combattu pour la Commune. Tout passant est examiné, toute maison fouillée; le moindre indice devient preuve irréfutable et mortelle; on « colle au mur » tout ce qui porte une pièce d'équipement militaire; d'innombrables malheureux tombent sous les balles parce qu'ils ont sur leur personne ou dans leur logement une vareuse, un pantalon de garde national. Mais si le costume ou la chaussure appartient à l'uniforme de l'armée régulière, ou de la marine, on est classé « déserteur »; c'est, dans tous les cas, l'exécution immédiate; on fait d'abord sortir des groupes de prisonniers, les porteurs de « godillots » réglementaires, et ils n'ont plus qu'à s'aligner contre le mur; un malheureux est tué parce qu'il est vêtu d'un tricot rayé de matelot.

Les méprises.

On ne s'en tient point là; chacun se débarrasse de tout ce qui peut le compromettre; les rues, envahies par la troupe, sont jonchées d'équipements, de vêtements militaires; alors, on pousse l'examen plus loin, on regarde si l'épaule est meurtrie par le recul du fusil, si les mains sont noires de poudre.

Il y a de sinistres méprises : on veut fusiller un marchand de couleurs parce qu'il a les mains noires; on fusille un chanteur de café-concert parce que l'on a trouvé chez lui l'uniforme de lignard qu'il endossait parfois pour monter en scène. Bien plus, les bourreaux

s'entre-tuent : des soldats versaillais sont exécutés comme déserteurs; on massacre un blessé de la ligne, que son capitaine a laissé dans une maison; au Jardin des Plantes, on passe par les armes tous les soldats d'administration qu'un intendant a établis là pour faire la soupe.

La chasse aux incendiaires présumés.

Sans pitié pour les déserteurs, le soldat s'exaspère contre les incendiaires. Des légendes naissent, circulent, s'amplifient, font partir les chassepots avec une étrange facilité.

Les pompiers, déjà suspects, pour n'avoir point suivi la retraite du gouvernement à Versailles, sont accusés de remplir leurs pompes de pétrole et d'activer ainsi les incendies; on les emmène par convois entiers; à la caserne du boulevard de Reuilly, on en choisit neuf que l'on fusille.

Non moins meurtrière est la légende des pétroleuses. Les journaux versaillais se plaisent à la narrer dans tous ses détails absurdes : « Elles » ont des bouteilles, des boîtes à lait pleines de pétrole; elles arrosent les caves par le soupirail, allument le feu avec des mèches qu'elles portent sur elles en quantités considérables (134 mètres à la fois, dit la *Liberté* du 30 mai). Dès lors, toute femme suspecte est fouillée; malheur à elle si l'on découvre un rat-de-cave, des allumettes; si elle porte une bouteille; l'huile d'olive, l'eau de javel, deviennent du pétrole; huée, brutalisée par la foule, la « pétroleuse » est fusillée comme les femmes prises les armes à la main. Des centaines de femmes sont ainsi assassinées.

Massacre des blessés et du personnel médical.

Même effroyable cruauté vis-à-vis des blessés. En 71, la troupe applique à rebours ces dogmes de notre moderne bourgeoisie, les principes de la Convention Internationale de Genève; les hommes à brassard tricolore qui sont les pourvoyeurs des cours martiales ignorent parfois même l'existence de ladite Convention et la signification de la Croix-Rouge. Au Luxembourg, l'un d'eux bondit au mot d' « Internationale ».

il écume, « Internationale ! Internationale ! Ah ! tu es de l'Internationale ! A ! nom de Dieu ! » Les plus humbles agents de la répression, les soldats ont la haine du blessé fédéré; sa blessure prouve sa participation à la lutte et suffit à le faire passer par les armes; quant aux complices qui l'ont soigné, l'ambulancière et le médecin, ils méritent également la mort. Le *Times* du 31 mai note qu'à Belleville aucun blessé à terre n'a obtenu grâce de la vie. Il semble bien que les blessés de l'ambulance des Quinze-Vingts aient été fusillés.

A l'ambulance de la rue d'Allemagne, la scène est particulièrement atroce : « On commença par un bout de la salle. Les Fédérés blessés descendirent comme ils purent et se firent fusiller avec une grande fermeté. Parmi les blessés se trouvait une femme qui avait eu la cuisse cassée par une balle et qui refusa de se laisser emmener... elle avait quatre enfants qu'on lui amenait tous les jours. Le dernier, auquel elle donnait le sein, restait avec elle. Quatre soldats vinrent la prendre... On prit une corde qu'on passa sous ses bras, on la traîna et on l'attachait à un des montants du portique du gymnase. On la tua, elle et son enfant... »

A l'ambulance du Séminaire de Saint-Sulpice, un incident provoque le massacre d'un médecin, de deux infirmiers et d'un grand nombre de blessés. Le directeur de l'ambulance, le docteur Faneau, que le *Siècle* met au nombre « des victimes innocentes de nos discordes civiles », reçoit la visite d'un capitaine. L'officier prétend que l'on a tiré sur ses hommes, blesse d'un coup de revolver le docteur Faneau qui est achevé par un soldat. Puis la tuerie commence : deux ambulanciers sont tués, alors qu'ils portaient des morts à la chapelle; dans les chambres, les balles de chassepot et les baïonnettes fouillent les lits.

Un officier ayant été blessé par une balle venue on ne sait d'où, sept aides pharmaciens sont exécutés à l'am-

balance du Jardin des Plantes. Le docteur Lecca, père de sept enfants, est fusillé malgré ses cheveux blancs, parce qu'il porte un uniforme de médecin de l'armée régulière. Aux Batignolles, sans le moindre prétexte, on massacre un médecin clérical et royaliste.

La chasse aux
membres du Comité
central et de la
Commune.

D'après les rigueurs déployées contre d'obscurs comparses de la Commune, contre d'imaginaires complices, on peut prévoir ce qui attend les personnages connus, les membres du Comité central ou du Conseil général de la Commune, ceux qui sont pour Versailles les responsables de la catastrophe.

Un colonel à badine fait fusiller le maçon Lévêque, membre du Comité central; l'officier exprime son étonnement indigné : « C'est un maçon, dit-il, et il voulait gouverner la France! »

Varlin.

L'exécution de Varlin, membre de la Commune, est une véritable synthèse d'horreurs et un acte en quelque sorte symbolique. Varlin s'imposait à tous par la dignité de sa vie, par sa haute culture d'intellectuel ouvrier, par son rôle dans la Commune où il représentait l'esprit d'organisation opposé aux violences verbales, par son courage qui le dressait devant la foule de la rue Haxo pour sauver les otages et faisait de lui un des derniers combattants des barricades. Contre cette belle figure, toutes les forces de la répression semblent conjurées; un prêtre le dénonce, un officier l'arrête, la hideuse foule qui hurlait à la mort le 18 mars, le promène dans Montmartre, l'assomme, le dépose sanglant devant le mur de la rue des Rosiers; les soldats achèvent Varlin avec des fusils qui partent mal; son bourreau lui vole sa montre.

D'ailleurs, peu de membres de la Commune sont appréhendés; tous n'ont pas, comme Varlin, continué la lutte jusqu'au bout. On les recherche avec passion; tout le monde veut en arrêter un. « Un bon! »; on en invente. Avant d'être arrêté, Billioray est fusillé deux fois, peut-être trois. Les journaux versaillais notent

l'exécution de Cluseret, de Vallès, de Ferré, de Longuet, de Gambon, de Lefrançais; ils donnent des détails : autant de malheureux assassinés parce qu'ils n'ont pu prouver leur identité.

On se rabat parfois sur les personnages dont le rôle a été effacé; on tue Salvador que la Commune avait nommé directeur du Conservatoire.

La chasse aux républicains.

D'autres fois, la conception meurtrière du « Communard » s'élargit encore plus. Pour les brutes, ignorant tout de la vie politique, comme pour les réactionnaires avides de vengeance, un « communard » est un républicain, un homme qui a fait de l'opposition sous l'Empire. Les modérés, ceux que la Commune eût envoyé bien facilement à Mazas, les suspects d'hier, sont victimes d'atroces représailles. Eux, ils n'ont pris aucunes précautions, ils n'ont point préparé leur « sortie », comme tel membre influent de la Commune; ils sont faciles à saisir. On les écrase avec joie. Ainsi, Millière n'avait jamais pris parti pour la Commune : député à l'Assemblée nationale et voyant avec peine le mouvement du 18 mars, il n'était resté à Paris que pour essayer d'apaiser le conflit entre Paris et l'Assemblée. Les soldats l'arrêtent, la foule est prête à l'écharper; pas de jugement pour lui, peu importe qu'il soit député, le général de Cissey, en train de dîner, décide sa mort, mais une mort théâtrale, le député devant mourir à genoux en haut des marches du Panthéon pour faire amende honorable à la Société.

« J'ai lu des articles de vous qui m'ont révolté. Vous êtes une vipère sur laquelle on met le pied. Vous détestez la Société », lui dit l'officier, directeur de l'exécution. Millière est agenouillé de force entre deux colonnes du Panthéon et fusillé; on lui fait éclater la tête d'un coup de chassepot.

Un autre modéré, le docteur Tony Moilin, avait dès le 20 mars, cessé de prendre part au mouvement communal et s'était cantonné dans son rôle de médecin. Il n'en est pas moins pourchassé par toute une meute de

dénonciateurs et las de fuir, se laisse prendre. Lui, il trouve des juges, à la cour prévôtale du Luxembourg. « Vous êtes l'un des chefs du socialisme et un homme des plus dangereux, lui dit le président. Ces gens-là, on s'en débarrasse ». Les Versaillais fusillent Tony-Moulin, refusent son cadavre à sa veuve; ils ont peur de ce cadavre qui leur rappelle celui de Baudin; ils donnent « des ordres pour qu'il ne soit point retrouvé ».

Il y a aussi des vengeances administratives; à la gare du P.-L.-M., on exécute deux employés restés étrangers à la Commune, mais dont les opinions sont désagréables à certains chefs.

D'autres voient la mort de près. Ulysse Parent, un « conciliateur », élu membre de la Commune et démissionnaire, est condamné à mort au Luxembourg; le hasard d'une querelle avec un jeune officier à monocle retarde l'exécution qui n'a pas lieu. Pareil est le cas de Cernuschi. Républicain notoire, il doit mourir. « Cernuschi! s'écrie le général Lacretelle. C'est celui qui a donné deux cent mille francs pour combattre le plébiscite?... » Et aussitôt le général donne verbalement l'ordre de l'exécution. Mais Cernuschi résiste, intimide l'officier chargé de diriger son supplice et parvient à sauver sa vie.

On fusille les républicains parce que la Commune était républicaine. Elle était cosmopolite; on massacre les étrangers. La célébrité de Dombrowski cause la mort de bien des Polonais. On arrête et on exécute deux vieillards qui se faisaient du thé dans leur chambre, au cinquième, boulevard Picpus. « Ah! ils sont Polonais, dit un officier, cela suffit. » On est d'ailleurs féroce avec tous les étrangers. « Tous ceux qui étaient Italiens, Polonais, Hollandais, Allemands, étaient fusillés », déclare un officier qui a joué le rôle le plus actif dans la répression. (Cité par C. Pelletan, p. 222.)

Au cours de cette tragique semaine, il y a d'ailleurs mille façons de mourir. Il pleut des balles perdues dans cette ville où l'on tiraille dans tous les coins; il suffit

La chasse aux
étrangers.

Tuerie au hasard.

qu'un militaire soit blessé, on le venge sur le premier venu. Une dénonciation, le fait d'avoir son nom sur un document émanant de la Commune, un geste, un mot imprudent provoquent des fusillades; ce ne sont qu'histoires de femmes et d'enfants assassinés, de vieillards tués en traversant la rue, de concierges saisis sur le pas de leur porte et fusillés. Les Versaillais tuaient au hasard et s'en consolaient. Un officier, qui avait laissé exécuter un faux Billioray, s'excusait plus tard en disant : « Que voulez-vous... c'était probablement un communard tout de même! »

Mais, il importe qu'on le sache, toute cette débauche de meurtre ne fut pas spontanée; tous ces assassins ne furent pas de cruels imbéciles ou des ivrognes criminels; de très bonne heure, le massacre fut dirigé et organisé. Sans doute, bien souvent, les exécuteurs décidèrent eux-mêmes les exécutions; mais les bourreaux pouvaient être las, se laisser attendrir; nous savons que tous les Versaillais ne furent pas impitoyables; d'autres étaient indécis; pour savoir si l'on exécuterait les prisonniers, des gradés faisaient voter le peloton d'exécution. Beaucoup de « Communards » pouvaient ainsi échapper à la répression. Aussi eût-on le souci de perfectionner le massacre et pour employer un moderne barbarisme de « l'industrialiser ». Dès le début de la semaine sanglante on voit apparaître de grandes machines destinées, les unes à juger vite, les autres à tuer en masse. Toutes ne sont point de même facture; « le caprice d'un officier supérieur », « la volonté d'un chef de corps », aussi bien que les ordres du gouvernement, font pousser, à mesure que Paris est reconquis, des cours martiales ou prévôtales, mais toutes se ressemblent par la rapidité du jugement et de l'exécution.

Dès les premiers jours, Ecole Militaire et Parc Monceau deviennent de redoutables « centres de triage ». D'après le *Français* du 28 mai, on amène au Parc Monceau un grand nombre de prisonniers. « ...beaucoup sont fusillés là. En approchant, on entend parfois un

Le meurtre organisé.

feu de peloton! C'est le bruit sinistre d'une fusillade ». De même à l'École Militaire; « on y amène continuellement des prisonniers, dit la *Patrie* du 29, et leur procès est déjà terminé; ce n'est que détonations. » Au Collège de France, un colonel s'est adjoint quelques officiers pour constituer une cour martiale; il condamne avec activité, sans même laisser aux prévenus le temps de répondre à ses questions : « Allez! » leur dit-il, et après chaque départ, on entend au loin le bruit de la fusillade. Mais les grands « tribunaux » sont le Luxembourg et le Châtelet. Au Luxembourg, ce sont parfois de tout jeunes officiers qui jugent, le cigare aux lèvres. « Tout accusé, dit le *Siècle* du 30 mai, subit un interrogatoire sommaire après lequel le président prononce la sentence. Si le coupable est déclaré *ordinaire*, il est dirigé sur Satory; si, au contraire, il est déclaré *classé*, on l'emmène dans une salle voisine où il lui est permis de s'entretenir quelques minutes avec un prêtre, avant d'être exécuté. » On fusille dans le jardin ou en face de la rue de Tournon.

Au foyer du Châtelet, un « grand prévôt » dirige la cour prévôtale; la formule mortelle : « Transférez à la brigade », ouvre au condamné la porte de gauche; et cela conduit aux fusillades en masse de la Caserne Lobau. Mais quel que soit l'endroit, le procédé reste le même : pas de jugement; on ne peut fournir ni preuves, ni témoins, pas d'avocat; souvent même l'interrogatoire fait défaut; la mine du prévenu, l'humeur du pourvoyeur de chassepots, entraînent la décision; à l'entrée de la Roquette, un chef de bataillon toise ceux que l'on amène, puis avec un signe de tête il dit : « à droite », ou « à gauche ». Ceux de gauche sont fusillés; un prisonnier envoyé à gauche, ramené à droite à la requête d'un sergent, est de nouveau envoyé à gauche, et après réclamation du sous-officier, revient à droite.

Là aussi, une idée domine tout : alimenter en grand le massacre des Parisiens. Mais, que la sentence soit ou non précédée de l'hypocrite apparence d'un juge-

ment, l'exécution à grand'chance d'être horrible. Il y a d'innombrables bourreaux auxiliaires; il en sort de partout qui forment des foules beuglantes de tortionnaires. Des misérables se sentant environnés de policiers, d'agents provocateurs et tenaillés par la crainte, s'efforcent de se distinguer par leur ardeur à poursuivre les victimes; bien des malheureux doivent comme Millière, comme Varlin, accomplir la sinistre promenade sous les horions des « Versaillais de la peur ». On trouve des raffinements, on impose l'amende honorable, l'agenouillement, le salut aux églises, la fusillade sur un tas d'ordures. Ces ignominies sont parfois organisées, elles aussi; rue des Rosiers, dans le jardin où sont morts les généraux Lecomte et Clément Thomas, les prisonniers se succèdent et restent de longues heures prosternés devant le mur marqué de balles. Ils attendent à genoux et tête nue que l'on cherche parmi eux les victimes.

Enfin, bien souvent, celui qui doit mourir est aux mains d'exécuteurs féroces, maladroits ou débordés. Blasés d'horreur, des soldats se donnent les émotions de la chasse, ils renvoient leurs prisonniers pour les fusiller par derrière. A d'autres, il faut une longue fusillade pour tuer un homme dont le supplice se prolonge. Ailleurs, à la caserne Lobau, par exemple, les pelotons d'exécution ont devant eux des « fournées », de véritables foules à massacres, ils tirent par surprise dans le tas, abattent ceux qui restent debout, pourchassent à coups de fusil ceux qui essaient de fuir; il y a de véritables ruisseaux de sang dans lesquels un prêtre patauge en donnant de rapides absolutions. Des témoignages attestent que dans d'autres endroits on s'est servi de la mitrailleuse.

La haine déchaînée s'en prend même aux cadavres; on remue du pied la « sale cervelle de Communard », on écrase les visages avec le talon, on crève les corps à coups de crosse, on dévide les intestins avec la baïonnette, on place des pipes et des goulots de bouteilles

Outrages aux cadavres.

dans les bouches, on couvre les morts d'écriteaux infamants. De leur côté, les pilliers d'épaves font leur office; non contents de mettre à sac les boutiques des commerçants dévoués à la Commune, ou dénoncés comme tels, les Versaillais font sur leurs victimes « la dernière perquisition ». Plus tard, à l'enquête sur le 18 mars, un colonel devra reconnaître que toutes les valeurs trouvées n'ont pas été envoyées à Versailles. D'ailleurs les civils suivent l'exemple; il en est qui font parmi les cadavres la récolte des souliers et les emportent à pleines voitures; il grouille des chiffonniers parmi les débris sanglants des barricades.

Retour des noceurs
dans Paris devenu
charnier.

En même temps, à mesure que « l'ordre » se rétablit, une autre vermine reparaît : les noceurs et les filles. Les uns et les autres attablés aux terrasses des cafés manifestent leur joie de retrouver leur ville et leur bruit n'est pas la moindre insulte que subisse ce vaste cimelière qu'est devenu Paris. Car il y a des cadavres partout : dans les cimetières, dans les terrains vagues, dans les tranchées du siège. Les morts sont entassés dans un puits du cimetière de Bercy. Ils sont brûlés dans les casemates des fortifications; le sol du square de la Tour Saint-Jacques laisse voir des bras, des pieds, des mains, des profils à fleur de terre. L'odeur cadavérique se répand dans Paris. La crainte de la peste réveille les sentiments d'humanité. On arrête le massacre; pour venger la centaine de personnes que la Commune a exécutées après les premières atrocités versaillaises, et les 877 Versaillais tués dans la lutte, on a massacré au moins 20.000 Parisiens, et les « lois » qui devaient faire « justice », les lois qui, seules devaient conduire la répression, ne sont pas encore sorties de leur sanctuaire.

Les Prisonniers.
Arrestations au
hasard.

Elles en sortiront, car leur proie est réservée; depuis l'entrée des Versaillais, un long calvaire achemine vers la vindicte légale des milliers de malheureux. S'il échappe aux fusils, celui qui est arrêté doit aller à Versailles. Pour former ces douloureux convois, on fait

une immense râle de Parisiens de toute opinion, de toute condition; on prend bien souvent n'importe qui; il y a même des « farceurs », des officiers qui joignent au convoi le curieux trop hurlant pour que ce soit sincère, des soldats qui passent derrière les spectateurs et les poussent parmi les malheureux. Il est toujours imprudent de s'approcher trop près; une élégante qui bondit à coups d'ombrelle sur le convoi, est entraînée avec lui.

Pour ces cohues que poussent des cavaliers, la route est un martyr. Ce sont d'abord les insultes des foules parisiennes, puis la fatigue et des dangers; qui ne peut suivre est souvent tué sur place et surtout le convoi peut rencontrer le marquis de Galiffet.

Exécutions en route
Galiffet.

Il attend les prisonniers au passage. Se présente lui-même : « Je suis Galiffet », dit-il, puis il choisit ceux qui doivent mourir. Le 28 mai, à Passy, il fait sortir des rangs cent onze captifs dont le crime est d'avoir les cheveux gris : « Vous, leur dit-il, vous avez vu juin 1848, vous êtes plus coupables que les autres », et c'est leur arrêt de mort. La presse étrangère connaît ces exploits et les commente : « Les troupes de Versailles, dit le *Times* du 31 mai, paraissent vouloir dépasser les communistes dans leur prodigalité du sang humain. »

Exténués, affolés de tortures physiques et morales, les convois arrivent à Versailles avec des allures de troupeaux farouches; « une soif ardente, inextinguible brûlait ces misérables, altérés par l'alcool, le combat, la route, la chaleur intense, la fièvre des situations extrêmes et les affres de la mort prochaine, car beaucoup croyaient trouver la fusillade sommaire au bout de leur voyage. Ils haletaient et pantelaient, comme des chiens de chasse, criant d'une voix enrouée et rauque, que ne lubréfiait plus la salive : « De l'eau! de l'eau! de l'eau! »

Arrivée des convois à Versailles.

Ainsi les représente Théophile Gautier qui fait de la littérature officielle sur le martyr des convois et

dont les dernières cuvées romantiques rougissent d'un peu de sang communard.

Comme Galiffet, la foule versaillaise attend ses victimes. Souvent composée de « gens du monde », elle ressemble à d'autres foules, à celles dont on connaît les tristes exploits de mars et de mai, rue des Rosiers et rue Haxo. Les mains gantées ramassent de la poussière et des ordures pour les jeter à la face des prisonniers. Les coups d'ombrelles pleuvent, des barbes et des cheveux sont arrachés. Et ce sont de nouvelles humiliations; le convoi doit saluer « le palais du grand roi », les églises. Une vieille dévote ne pouvant obliger une cantinière à s'incliner devant un reposoir, casse les dents de la malheureuse avec son livre de prières à fermoirs métalliques.

Prisons et camp de prisonniers.

Enfin, le convoi arrive à destination. Les principales prisons sont les caves du château et de l'Orangerie et les docks de Satory. Dans les caves, les prisonniers entassés les uns près des autres, privés d'air et d'eau, restent mêlés à ceux que la souffrance a rendus fous. Mais les captifs de Satory endurent d'autres tortures. Eux, ils vivent en plein air pour la plupart. Ils sont brûlés par le soleil, trempés par les orages, et la nuit ils doivent coucher dans la boue; fusils, canons chargés à mitraille et mitrailleuses, sont braqués sur eux; le moindre incident, le moindre tumulte, deviennent une « révolte » et le lendemain les journaux annoncent le nombre des morts.

Pontons et forts.

D'ailleurs, on ne put laisser longtemps les prisonniers dans ces enfers; on avait arrêté avec tant d'ardeur que ni Satory, ni les caves ne suffisaient. Les malheureux connurent d'autres horreurs : voyages dans le pêle-mêle des wagons à bestiaux où les policiers obtenaient le silence à coups de revolver; puis le régime des pontons, ou celui des forts, qu'un commandant cruel pouvait rendre atroce. Ainsi répartis sur les côtes de l'Océan et dans les villes fortifiées, ils attendirent qu'on les jugeât.

La réaction s'était taillée une formidable tâche judiciaire. Malgré le nombre des disparus, fusillés en arrivant à Versailles, mitraillés pendant les nuits de Satory, ou morts de misère, il restait plus de 40.000 personnes à passer au crible des lois. Comme on voulait condamner beaucoup afin d'achever de détruire, ou de décapiter tout au moins les partis révolutionnaires, la « justice » fut comme la répression : elle fut militaire. On connaissait les sentiments bonapartistes des cadres de l'armée; on savait que la haine de la République — autant que celle de l'insurrection — les rendrait impitoyables.

La Répression
légale.

Justice militaire.

D'ailleurs, M. Thiers mena la chose soigneusement et de fort loin. Dès le 20 mars, il avait obtenu de l'Assemblée la mise en état de siège de tout le département de Seine-et-Oise; cette formalité pouvait seule permettre le fonctionnement de la justice militaire. Il restait à organiser la justice comme le massacre; la rendre apte à produire en gros des condamnations; l'Assemblée consentit à simplifier la procédure de la justice militaire; on installa une cinquantaine de conseils de guerre qui fonctionnèrent au mois d'août 71.

Comme dans la guerre des rues, il y eut d'innombrables petits combats isolés entre juges militaires et prévenus. Mais les grands chocs se produisirent à l'occasion de quelques procès théâtralement menés, devant un auditoire choisi, afin de faire impression sur l'opinion publique. Tels furent le procès des membres de la Commune — l'affaire de la Roquette et de la rue des Rosiers. — Pour le reste des obscurs accusés, on avait surtout le souci d'aller vite; on condamnait comme on exécutait pendant la semaine sanglante. Président, juges et commissaires avaient été soigneusement choisis; beaucoup se distinguèrent, comme ce commandant chargé de requérir entre deux stages aux asiles d'aliénés. Il ne restait à l'accusé aucune garantie, on s'efforçait d'étouffer sa voix; Ferré ne pouvait lire une déclaration sans être interrompu à chaque phrase

Absence de garanties pour l'accusé.

par le président. Les avocats s'en vont à la campagne, on les remplace par des militaires; pour l'un d'eux, un maréchal des logis, tout le plaidoyer consiste à « s'en rapporter à la sagesse du Tribunal... » « ...les défenseurs festinaient avec les officiers. Avocats et commissaires se communiquaient leurs moyens d'attaque et de défense ».

D'ailleurs, la tâche est quelquefois difficile; dans les grandes affaires, la foule des gens bien élevés est parfois hurlante; au procès des membres de la Commune, les huées de l'auditoire couvrent la voix d'un avocat.

Attitude des accusés.

On conçoit que se sentant isolés, désarmés devant les haines déchaînées, quelques accusés aient fléchi, se soient excusés de la part prise au mouvement communal, aient travaillé surtout à se tirer d'affaire. Tous ne se laissèrent pas écraser. Un ouvrier cordonnier, Trinquet, donna une rude leçon aux faibles : « ...j'ai été aux barricades, dit-il, et je regrette de ne pas y avoir été tué : je n'assisterais pas aujourd'hui au triste spectacle de collègues qui, après avoir eu leur part d'action, ne veulent plus avoir leur part de responsabilité, je suis un insurgé, je n'en disconviens pas ». Louise Michel défia le conseil de guerre : « si vous me laissez vivre, disait-elle, je ne cesserai de crier vengeance, et je dénoncerai à la vengeance de mes frères les assassins de la commission des grâces », et elle ajoutait : « Si vous n'êtes pas des lâches, tuez-moi. »

Vengeance collective et non justice.

D'ailleurs, que l'accusé se fit humble ou se révoltât, la sentence n'en était guère affectée. Pour les juges, comme pour les fusilleurs des rues, le crime méritant toutes les rigueurs était le même : la participation au mouvement communal; on punissait le délit d'opinion; des journalistes furent condamnés pour des articles favorables à la Commune. A l'occasion on vengeait aussi l'Empire écroulé; Rochefort fut condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée. Quand il s'agissait d'actes, on trouvait d'étranges et odieuses inter-

prétations. Pour les conseils de guerre, avoir assisté au crime, c'était l'avoir commis; on condamna à mort François, le directeur de la Roquette, qui n'avait cédé les otages que sous la menace du revolver; des condamnations diverses, dont plusieurs à mort, s'abattirent sur ceux qui avaient risqué leur vie pour sauver les généraux Lecomte et Clément Thomas; les auteurs des actes de violence avaient été des anonymes, disparus, perdus dans la foule, mais pour satisfaire l'opinion, la haine furieuse des conseils de guerre, il fallait, non tant punir les coupables que frapper des victimes expiatoires; les vieux sentiments personnels de vendetta remontaient comme une écume à la surface de cette France du XIX^e siècle que l'Empire avait pourrie.

Dès lors s'explique la férocité de la commission des grâces; « elle se composait de quinze membres, pourvoyeurs des commissions mixtes de 1851, gros propriétaires royalistes à vieux crins », écrit Lissagaray. Vieux roué de la politique, Thiers avait su répartir l'odieux des condamnations sur les militaires et sur ces quinze députés, administrateurs du droit de grâce présidentiel.

Les Condamnations

Le 28 novembre 71 périrent leurs premières victimes : Ferré, Rossel et le sergent Bourgeat, du 45^e de ligne, fusillés sur le plateau de Satory et 25 condamnés furent exécutés jusqu'au 22 janvier 73. La plupart moururent en criant : « Vive la Commune ! »

D'autres échappèrent aux chassepots, mais furent réservés pour une mort lointaine; condamnés à la déportation simple ou dans une enceinte fortifiée, condamnés aux travaux forcés partirent pour la Nouvelle-Calédonie. Le voyage et le séjour furent bien souvent meurtriers.

Il y eut aussi toutes les nuances de la sévérité, des condamnations à la prison, au bannissement, à l'amende. Au total, 13.450 personnes, dont 157 femmes, furent condamnées à des peines diverses.

Effort pour atteindre les réfugiés.

Et cela ne suffit pas à la réaction triomphante, car son triomphe n'était pas exempt d'inquiétude.

Il restait les communards les plus dangereux, ceux qui s'étaient réfugiés à l'étranger. Le gouvernement essaya de les atteindre; dès le 26 mai 1871, Jules Favre faisait savoir aux représentants de la France à l'étranger qu'ils devaient réclamer l'extradition de tout « individu compromis dans l'attentat de Paris ». La Belgique seule consentit à considérer les Communards comme des criminels du droit commun. Plus tard, lorsque Thiers eût été renversé par ces réactionnaires qu'il espérait éternellement jouer et dominer, sous le gouvernement de Mac-Mahon, de nouvelles tentatives furent faites pour inquiéter les proscrits. Une fois de plus on vit les bourgeoisies de France et d'Allemagne fraterniser. Mac-Mahon, le vaincu du 70, n'eut pas honte de demander à Bismarck quelques services; ils lui furent bien volontiers rendus. Près de Strasbourg, à Schiltigheim, fonctionnait une grosse entreprise de constructions mécaniques dirigée par des réfugiés, ayant comme comptable Jourde, le « financier » de la Commune. Mac-Mahon demanda leur expulsion et Bismarck accorda aux proscrits quinze jours pour partir.

Ainsi s'acharnaient les bourreaux inquiets pour l'avenir, et peut-être vaguement tourmentés par l'énormité de leur crime; il est bien difficile d'appeler autrement le massacre de 17.000 personnes au moins et sans doute de plus de 20.000; quant au fait de livrer 13.000 individus à des tribunaux qui ne respectent pas les droits de l'accusé et jugent à la légère, c'est également un crime. Jamais il n'y avait eu dans l'histoire du pays un pareil ensemble de forfaits atteignant en une si courte période autant d'êtres humains; en moins d'un mois, la répression du mouvement communal avait brisé plus d'existences que les massacres de la première Révolution pendant deux ans. *L'extermination d'une partie de la population parisienne en mai et juin 71 est le grand crime de la Bourgeoisie moderne.*

CONCLUSION

La Révolution de 1871 s'est terminée par une catastrophe. Nous pouvons maintenant discerner dans leur ensemble les causes de l'échec : les responsabilités individuelles, parfois si durement soulignées dans la littérature « communarde », disparaissent un peu. On voit surtout se dessiner quelques grandes fatalités, dépassant les forces humaines. En 71, les circonstances ont émietté l'acte révolutionnaire. Le 31 octobre 70 et le 22 janvier 71, « journées » provoquées par le sentiment patriotique, comme d'ailleurs le 4 septembre 70, auraient pu, en cas de succès, imposer un nouveau gouvernement à la France; l'état de guerre eût sans doute fait accepter la direction énergique des « hommes d'avant-garde ». Mais, peu soutenues par l'ensemble des Parisiens, les tentatives révolutionnaires du 31 octobre et du 22 janvier échouèrent. Lorsque l'entrée des Allemands dans Paris réveilla les masses, il était trop tard; la France avait apaisé sa fièvre patriotique. Ensuite l'ennemi, la réaction conservatrice eut « l'initiative des opérations ». Thiers tenta, le 18 mars, un coup de force contre Paris; ce fut un triomphe complet pour les foules parisiennes, bien plus que pour les minorités révolutionnaires. Le Comité central, porté au pouvoir par les circonstances, se composait surtout de modérés, dix jours furent ainsi perdus, au moment décisif, avant que l'élection de la Commune remit l'Hô-

Les causes de
l'échec.

Une révolution sans
unité d'action.

tel de Ville aux révolutionnaires. Il fallut cinq jours encore pour que se déclanchât, le 3 avril, l'offensive tumultueuse de Paris contre Versailles; là encore, il était trop tard. La foule en armes rencontra des troupes reconstituées qui la mirent en déroute; l'enthousiasme des Parisiens baissa brusquement. Après la sortie du 3 avril, la Révolution descendait la pente vers le désastre final. Ainsi en 71 apparaissent, diluées dans le temps, les opérations essentielles de la Révolution : action des minorités, action des masses, offensive militaire, toutes choses qui, pour réussir, devaient être étroitement coordonnées et concentrées dans peu de jours.

Une révolution isolée.

Mais, ces conditions remplies, il restait à prévoir l'attitude de la province. Le succès d'autres révolutions dépendit de l'existence d'un sentiment puissant, d'un intérêt essentiel, servant de levier pour soulever toute la nation. Saura-t-on jamais, par exemple, dans quelle mesure l'appétit insatiable du paysan pour la terre a contribué à étendre et à faire durer la Révolution française de 1789? Rien de pareil en 71, le patriotisme est tombé; on ne croit pas la République menacée. Les revendications municipales n'intéressent guère que Paris; quant aux idées socialistes, si quelques minorités des villes réclament leur affranchissement économique, les masses des campagnes, satisfaites par la possession de la terre, redoutent surtout de perdre les biens acquis et sont hostiles à toute révolution d'allure « sociale ». Ainsi, peu soutenue par la population des villes, qui ne peut créer que d'éphémères communes, la Révolution parisienne avait contre elle les campagnards : la majorité des Français; combattue par les ruraux de l'Assemblée, les ruraux de l'armée, les ruraux de toute la France, elle était destinée à périr.

Le lourd héritage du Deuxième Empire.

Le moment historique explique aussi, dans une certaine mesure, les défaillances individuelles qui précipitèrent le désastre; les révolutionnaires de mars restèrent des militants du deuxième Empire. Ils arrivèrent

à la Commune avec des personnalités accentuées par la persécution, avec tout un bagage de principes qu'ils aimaient à proportion des souffrances endurées. Ils apportaient aussi l'incohérence de ces réunions publiques où ils avaient vécu. Le despotisme impérial ayant réprimé toutes les manifestations de leur activité, beaucoup avaient perdu l'habitude d'agir autrement qu'en paroles. Ils éprouvaient les plus grandes difficultés à envisager les situations présentes; les uns vivaient dans l'avenir, les autres dans le passé. La sinistre époque de Napoléon III avait tout corrompu, les forces révolutionnaires aussi bien que l'armée et la société; entre les désastres financiers et militaires de l'Empire finissant et l'effondrement de la révolution, préparée sous le régime impérial, il y a de curieuses analogies.

Mais si, pour de nombreuses raisons, le but révolutionnaire ne fut pas atteint, la Commune n'en remua pas moins le monde fort vigoureusement; les conséquences du mouvement parisien furent nombreuses et variées. Pour bien des gens, la Commune apparut comme un épouvantail. On a parfois affirmé que la Révolution de 71 avait incité à la prudence le vainqueur de la guerre, Bismarck, étonné de voir réagir avec tant de violence le sentiment national français.

D'autres aussi devinrent prudents; au cours de leurs entreprises contre la République, les monarchistes eurent toujours l'appréhension de voir se dresser une nouvelle Commune avec ses barricades, ses fusillades, ses incendies, une Commune qui peut-être, cette fois, triompherait. De plus, pendant la lutte, Thiers, désireux de calmer les inquiétudes du pays, avait déclaré que sa présence au pouvoir garantissait le sort de la République elle-même. On le crut, il fut ensuite obligé d'en tenir compte; républicain de circonstance, il servit à l'établissement de la République.

L'Assemblée monarchiste ne put pardonner cette infraction au « pacte de Bordeaux »; le 24 mai 1873, Thiers dut donner sa démission. Mais la République

Conséquences
de la Commune

Conséquence poli-
tiques.

La République fon-
dée

était fondée; bien différente de celle que rêvait la Commune. Une République dominée par les professionnels de la politique et les grands seigneurs de la finance; grâce aux charniers communards, le radicalisme pullula.

Conséquences économiques.

En somme, les conséquences politiques de la Commune servirent peu les triomphateurs de la Semaine Sanglante. Dans le domaine économique, Paris fut profondément atteint. Les industries d'art et de luxe perdirent en partie leur main-d'œuvre de choix; toutes les autres industries furent frappées dans leur personnel, à tel point fut considérable le nombre des tués, des prisonniers et des fugitifs. « L'industrie parisienne, écrit Lissagaray, en fut écrasée. Les chefs d'ateliers, contremaitres, ajusteurs, ouvriers, artistes, qui donnent à sa fabrication une valeur spéciale, périrent, furent arrêtés ou émigrèrent. La cordonnerie perdit la moitié de ses ouvriers, l'ébénisterie plus d'un tiers, dix mille ouvriers tailleurs, la plupart des peintres, couvreurs, plombiers, zingueurs, disparurent; la ganterie, la mercerie, la corsetterie, la chapellerie subirent les mêmes désastres; d'habiles bijoutiers, ciseleurs, peintres sur porcelaine s'enfuirent. L'ameublement, qui occupait auparavant plus de soixante mille ouvriers, refusa, faute de bras, des commandes. Un grand nombre de patrons ayant réclaté à Versailles le personnel de leurs ateliers, les *Mummius* de l'état de siège répondirent qu'on enverrait des soldats pour remplacer les ouvriers. » Comme au temps où l'on révoquait l'Edit de Nantes, les artisans fugitifs portèrent à l'étranger les secrets du travail national et créèrent parfois des centres de production qui firent concurrence à l'industrie française.

Conséquences sociales.

Ruine de l'Internationale.

Les organisations révolutionnaires du prolétariat subirent, elles aussi, le contre-coup de la Commune. Dans sa déposition, devant la Commission d'enquête sur le 18 mars, Thiers exagéra à dessein le rôle de l'Internationale; il fit quelque réclame au projet de loi représ-

sive qu'il avait déposé : « Il faut, disait-il, considérer comme un délit nouveau, à ajouter à tous ceux que la législation criminelle a pour but de réprimer, cette participation à *une société dont l'existence même est un délit, puisqu'elle a pour but d'associer des malfaiteurs étrangers aux efforts des malfaiteurs français*, puisque ses membres n'ont pas de patrie. » Conformément à ces principes, la loi du 14-23 mars 1872 prévoyait la prison et l'amende pour tout Français affilié, ou faisant acte d'affilié, « à l'Association Internationale des Travailleurs ou à toute autre association professant les mêmes doctrines et ayant le même but. »

Désormais, la Section française ne pouvait plus vivre que sous forme de société secrète. Au début de septembre 1872, ses délégués parurent au Congrès de La Haye; ils représentaient des organisations parfois réduites à un état-major de militants. La Section française n'était plus qu'un squelette; sa ruine contribua à celle de l'Internationale tout entière, déjà minée par la lutte entre Karl Marx et Bakounine.

L'ébranlement ressenti par le prolétariat tout entier, contribua à créer la légende de la Commune. On sait avec quelle attention passionnée les révolutionnaires étrangers avaient suivi les événements parisiens de mars 1871; à leurs yeux, un soulèvement de Paris, capitale des révolutions, ne pouvait préparer que la transformation sociale du monde entier. Tandis que la Commune durait, hors de France le public s'étonnait, attribuait la plus grande importance aux actes de Paris et voulait voir.

« L'attraction de Paris rebelle fut si forte, remarque Lissagaray, qu'on vint de l'Amérique pour voir ce spectacle inconnu dans l'histoire: la plus grande ville du continent européen aux mains des prolétaires. »

Puis ce fut l'effondrement parmi les incendies, les explosions et les fusillades. On fut confondu par la grandeur de la catastrophe; on attribua volontiers à Paris un idéal à la mesure de ses malheurs. Enfin, l'hé-

La légende de la Commune.

Espoirs soulevés dans le prolétariat mondial.

Stupeur causée par la chute.

roïsme des Fédérés imposa le respect. Ces hommes, ces femmes, ces enfants qui mouraient, un sourire de bravade aux lèvres, ceux qui d'eux-mêmes, sans attendre un mot des bourreaux, enjambaient les cadavres et d'une pirouette s'adossaient au mur, manifestaient pareil dédain de la mort parce qu'une grande pensée les soutenait; ils contribuèrent eux aussi à faire penser que la Commune avait un idéal social, des projets de révolution mondiale.

Douleur des révo-
lutionnaires euro-
péens.

Ainsi s'explique l'immense douleur de certains révolutionnaires étrangers à la nouvelle de l'échec parisien.

« Je me rappelle, écrit James Guillaume, comment un jour, enfin, n'y résistant plus, je succombai au désespoir; des sanglots incoercibles me secouaient convulsivement et je ne pus redevenir maître de moi qu'après un long intervalle », et il ajoute : « Bakounine, lui, n'eut pas de faiblesse, il s'attendait à la défaite; il ne craignait qu'une chose, c'est que, dans la catastrophe finale, les communards vissent à manquer d'audace et d'énergie. Mais quand il sut que Paris était en flammes, il poussa un cri de triomphe : « A la bonne heure! ce sont des hommes! » dit-il à Spichiger, qui me l'a raconté plus tard, en entrant brusquement à l'atelier coopératif et en frappant sa canne sur la table. »

James Guillaume cite également le cas d'un vieux révolutionnaire, à qui « la catastrophe où sombra la Commune... porta un coup terrible, il se regarda dès lors comme un homme mort »; il se consolait en pensant que c'était « la dernière défaite », mais il mourut peu après.

Ce prestige de la Commune, les internationalistes constataient son existence, escomptaient sa puissance pour l'avenir.

« ...Toute vérité n'est pas bonne à dire en public; nous ne devons pas diminuer le prestige de ce fait immense : la Commune, écrivait Bakounine en juin 1871, et nous devons défendre à outrance dans ce moment même les jacobins qui sont morts pour elle. »

Des militants, des théoriciens, exprimant leurs idées sur le mouvement communal, renforcèrent la légende; la Commune devint le symbole des révolutions ouvrières. « Si Paris doit être vaincu maintenant, déclarait Bebel au Reichstag, je dois vous prévenir que la lutte engagée n'est qu'un petit combat d'avant-postes... Avant peu, le cri de guerre du prolétariat parisien : Guerre aux palais, paix aux chaumières, mort à la misère! sera le cri de guerre du prolétariat tout entier! » Karl Marx fit une brochure sur la *Guerre civile en France*.

Euvre des théoriciens.

« La Commune, écrivait-il, a été... en sa qualité de *hardi champion de l'émancipation du travail*, éminemment *internationale*. Sous les yeux mêmes de l'armée prussienne, qui venait d'annexer à l'Allemagne deux provinces françaises, *la Commune a annexé à la France le peuple travailleur du monde entier.* »

Cette thèse plut aux proscrits. Chaque fois que la Commune est sortie du gâchis parisien, elle s'est trouvée, d'emblée, socialiste. Nous avons vu comment les émissaires envoyés par la Commune, pour soulever la France, avaient été amenés à la prédication socialiste. Lorsque les hommes de la Commune réfugiés à l'étranger eurent le loisir de repenser les événements parisiens, ils mirent dans leur action passée beaucoup plus de théorie qu'il n'y en avait eu dans la réalité.

Thèse de l'émigration.

Ce qui n'avait été que vellétés devint affirmations. D'ailleurs, seule la lutte pour la Révolution sociale universelle valait la peine d'avoir combattu avec l'acharnement que l'on sait, d'avoir souffert et de souffrir encore en exil. Benoît Malon écrivit son livre sur *la troisième défaite du prolétariat français*. Il affirmait que les journées de 71 étaient la suite des journées de juin 48. « Telles sont nos guerres sociales, disait-il, et nous ne faisons que commencer. »

Ainsi se transfigurait la Commune, par l'éloignement dans le temps, comme dans l'espace. En réalité, l'assemblée parisienne, où les ouvriers, et surtout les socialistes, étaient peu nombreux, se composait surtout

Le sens de la Commune.

Peu de socialistes à l'Hôtel de Ville.

de petits bourgeois républicains, anticléricaux et patriotes, à la mode de 93, de démocrates ne niant certes point la question sociale, mais préoccupés surtout de réformes politiques.

Faiblesse de l'œuvre sociale de la Commune.

Par opportunisme, par sympathie réelle à l'égard des travailleurs, elle laissa parfois quelques militants socialistes libres d'agir; tout se borna d'ailleurs à des proclamations, à des mesures de détail.

L'incohérence et l'impuissance du gouvernement communal, les difficultés de la situation, n'étaient guère favorables aux réalisations sociales. Mais, on est bien obligé de le reconnaître, la Commune ne manifesta guère d'aversion pour la Propriété, ni même pour le Capital; on sait combien profond fut son respect pour la Banque de France.

Les espoirs de la masse des combattants.

Sous la Commune, si nous voulons vraiment connaître le sens social du mouvement qui a mis Paris en révolte, quittons l'Hôtel de Ville et gagnons la zone du canon et du fusil. C'est là que Lissagaray cherche le programme de la Commune: « Ces remparts fumants, ces explosions d'héroïsme, ces femmes, ces hommes de toutes les professions confondus, tous les ouvriers de la terre applaudissant à notre combat, toutes les bourgeoisies coalisées contre nous, ne disent-ils pas la pensée commune, et qu'on lutte ici pour la République et l'avènement d'une société sociale? » Elisée Reclus exprime la même idée: « La Commune, dit-il, a dressé pour l'avenir, *non par ses gouvernants, mais par ses défenseurs*, un idéal bien supérieur à celui de toutes les révolutions qui l'avaient précédée. »

Non qu'il faille se représenter les Fédérés comme une armée de théoriciens socialistes. Mais, au cœur de ces hommes dévoués à la Commune jusqu'au sacrifice total, il y avait, à côté du vieil amour de la liberté, l'espoir, vague sans doute, mais tenace, de conquérir le bonheur par une transformation sociale, et ce sentiment, si souvent manifesté au cours de l'Histoire, s'était haussé jusqu'aux conceptions des élites modernes:

le bonheur réalisé devait être celui de toute l'humanité.

Dans cette armée improvisée, sans discipline, des hommes qui auraient pu rester chez eux ne cessaient d'exposer leur vie, de se montrer héroïques, il serait bien difficile d'expliquer une telle attitude sans faire intervenir cette religion du bonheur humain, ce mysticisme d'incroyants qui a si souvent ému les foules de 71.

Ces aspirations étaient confuses au début de la Commune, elles s'affirmèrent pendant la lutte, s'exaspérèrent au moment de la défaite, inspirèrent aux combattants déçus une véritable joie de mourir.

Dans le mouvement communal, il y avait, sans aucun doute la promesse d'une révolution sociale. La haine clairvoyante de la bourgeoisie n'en douta point, elle anticipa sur ces réalisations, les détracteurs acharnés se rencontrèrent avec les apologistes. Pour M. Thiers, le grand homme de bourgeoisie, aussi bien que pour Karl Marx, la Commune apparut comme étant la Révolution sociale. Convaincu que la classe bourgeoise allait être atteinte dans ses privilèges, Thiers refusa de traiter même avec les modérés du Comité central; plaçant les intérêts de sa classe au-dessus de toute moralité, il n'eut aucun scrupule à lutter par le mensonge, par la calomnie. Victorieux, il ne songea qu'à détruire aussi complètement que possible les germes de révolution sociale. Ainsi s'explique le caractère atroce de la répression. On extermina non seulement les révolutionnaires ouvriers ou petits bourgeois, les combattants des barricades, mais tous ceux qui pouvaient à l'avenir troubler « l'ordre social »; on ne daigna de massacrer ni les femmes, ni les enfants.

Une classe privilégiée sacrifia à sa tranquillité future vingt mille vies humaines. Ce crime gigantesque donna vraiment à la Commune un sens social. Aux incertitudes théoriques de l'Hôtel de Ville, à la foi vivace mais confuse des Fédérés s'opposait la « conscience de

Dès le début la Bourgeoisie a traité le mouvement parisien comme une « Révolution sociale ».

La répression versaillaise épisode de la lutte des classes.

classe » de la Bourgeoisie qui fit de la Commune un tragique épisode de la « lutte des classes ».

D'ailleurs, le résultat obtenu ne fut pas en rapport avec le sang répandu, il n'y eut point ce long silence qui suivit les journées de juin 48, de bonne heure la bourgeoisie s'inquiéta. « Nous ne songeons pas assez que la victoire a d'autres devoirs que de triompher, écrivaient en 1872 deux écrivains bourgeois, *qu'il n'y a rien de changé dans l'esprit des vaincus, mais seulement une rancune de plus*, qu'il nous est d'autant plus nécessaire de délibérer de ces choses que la révolution sociale est en permanence au seuil de la société. Quel obstacle lui opposons-nous? Un seul : la force, l'armée. Qui oserait dire que cela suffira toujours et d'ailleurs qui ne désirerait délier le nœud gordien en laissant l'épée au fourreau? »

La Commune a donc manifesté avant tout la merveilleuse vitalité du prolétariat.

Maintes fois épuisé par les « saignées », qu'elles aient nom : journées de juin 48, journées de mai 71 ou Grande Guerre, il finit toujours par reprendre son ascension vers le bonheur. Ainsi s'obstinait, selon la mythologie grecque, le héros Sisyphe, condamné à rouler au sommet d'une montagne un rocher qui toujours retombait vers la plaine. Mais là se borne la ressemblance, car le Sisyphe populaire n'est pas un forçat résigné et sans espoir. Il a confiance dans cet instinct indestructible qui le pousse vers les sommets, il *sait* qu'il atteindra le but. Chaque nouvelle chute lui apporte un enseignement, une force pour l'action.

En effet la rude expérience de 71 n'a pas eu que de sinistres résultats : les imperfections du mouvement, soulignées par l'échec ont posé nettement les problèmes et suggéré les solutions. La ruine de la Commune a démontré qu'en période de révolution, il ne faut pas essayer de revivre le passé, mais agir en s'attachant aux réalités présentes. Elle a démontré que, même dans des circonstances favorables, un

mouvement révolutionnaire est condamné à l'insuccès, s'il n'est soutenu par de fortes organisations préexistantes. Elle a démontré aussi que dans un pays agricole comme la France, une révolution ne peut être une sorte de « Robinson », abandonné sur son îlot urbain, mais qu'il lui faut, pour réussir, au moins la bienveillance, sinon l'aide active des campagnes.

Enfin, l'échec de la Révolution de 1871 a renforcé les oppositions de classes. Non seulement l'essai de collaboration entre ouvriers et petits bourgeois a montré combien de pareilles tentatives pouvaient être décevantes, mais l'âme des « grands bourgeois » a manifesté au plein jour son égoïsme meurtrier. Autrefois, en 1789, les classes privilégiées étaient capables d'émotions généreuses, et ces mouvements, même passagers, aboutissaient à des sacrifices. Rien de pareil à attendre des maîtres qui les ont remplacés : gens de banque, d'usine, de boutique ou roitelets campagnards, avec leurs serviteurs politiques et militaires, leurs oisifs, leurs noceurs. Il a suffi, en 71, que Paris, provoqué à plaisir, semblât menacer les privilèges de la Bourgeoisie, pour que celle-ci approuvât l'immense massacre. Mais les fusillades n'ont pas abattu que des Parisiens : elles ont couché sur le pavé sanglant les espoirs des modérés, des hommes paisibles qui espéraient voir résoudre progressivement la question sociale, avec l'aide d'une bourgeoisie « éclairée », et depuis l'oubli seul a pu permettre les résurrections périodiques du « réformisme », cet exécuté de la Semaine de Mai !

C. TALÈS.
